

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXXI

1932-1933

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

N° 3001. — Inde et Pologne :

Convention relative aux relations commerciales entre les deux pays, signée à Varsovie, le 8 mai 1931, et échange de notes de la même date relatif, à la Ville libre de Dantzig

Page

9

N° 3002. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pologne :

Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie, le 26 août 1931, échanges de notes relatifs à l'application de la convention à l'Ecosse et à l'Irlande du Nord, Varsovie, les 20 et 26 juillet 1932, échange de notes relatif à l'application de la convention à la Palestine et à la Transjordanie, Varsovie, les 17 septembre et 5 octobre 1932, et échange de notes relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention. Varsovie, les 8 et 19 novembre 1932

19

N° 3003. — Roumanie et Suède :

Convention d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Bucarest, le 7 octobre 1931, et échanges de notes de la même date concernant :

1. Les droits de douane frappant les chaussures à semelles de caoutchouc à l'importation en Roumanie ;
2. Les certificats phyto-pathologiques ; et
3. Les certificats de jauge

51

N° 3004. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :

Convention concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 17 décembre 1930, échange de notes relatif à l'application des dispositions de cette convention à l'Ecosse, à l'Irlande du Nord et à certaines colonies britanniques, Rome, les 26 juillet et 11 août 1932, et échange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement italien, relatif à l'application à la Nouvelle-Zélande des dispositions de cette convention, Rome, les 5 et 25 novembre 1932

79

N° 3005. — Belgique et Pologne :

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Bruxelles, le 13 mai 1931

109

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXXI

1932-1933

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3001. — India and Poland :	
Convention respecting the Commercial Relations between the two Countries, signed at Warsaw, May 8, 1931, and Exchange of Notes of the same date concerning the Free City of Danzig	9
No. 3002. — Great Britain and Northern Ireland and Poland :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at Warsaw, August 26, 1931, Exchanges of Notes respecting the Extension of the Convention to Scotland and Northern Ireland, Warsaw, July 20 and 26, 1932 ; Exchange of Notes respecting the Extension of the Convention to Palestine and Transjordan, Warsaw, September 17, and October 5, 1932, and Exchange of Notes respecting the Accession of New Zealand to the Convention, Warsaw, November 8 and 19, 1932	19
No. 3003. — Roumania and Sweden :	
Convention of Establishment, Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Bucharest, October 7, 1931, and Exchanges of Notes of the same date concerning :	
1. Customs Duties on Rubber-Soled Shoes upon their Entry into Roumania ;	
2. Phyto-Pathological Certificates ; and	
3. Tonnage Certificates	51
No. 3004. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, December 17, 1930 and Exchange of Notes respecting the Application of the Provisions of this Convention to Scotland and Northern Ireland and to certain British Colonies, Rome, July 25 and August 11, 1932, and Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Italian Government respecting the Application to New Zealand of the Provisions of this Convention. Rome, November 5 and 25, 1932	79
No. 3005. — Belgium and Poland :	
Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Brussels, May 13, 1931	109

	Page
N° 3006. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde et Siam :	
Echange de notes comportant un accord relatif aux limites entre la Birmanie (Kengtoung) et le Siam. Bangkok, les 27 août 1931 et 14 mars 1932	135
N° 3007. — Etat libre d'Irlande et Portugal :	
Traité de commerce et de navigation. Signé à Dublin, le 29 octobre 1929	145
N° 3008. — Allemagne et Etat libre d'Irlande :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole. Signés à Dublin, le 12 mai 1930 ...	153
N° 3009. — France et Tchécoslovaquie :	
Convention consulaire. Signée à Paris, le 3 juin 1927	177
N° 3010. — Finlande et Pologne :	
Convention relative à l'assistance sociale. Signée à Helsinki, le 19 décembre 1931	193
N° 3011. — France et Grèce :	
Convention pour l'établissement de lignes de navigation aérienne, avec protocole. Signés à Athènes, le 5 juin 1931	201
N° 3012. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement provisoire concernant la reconnaissance réciproque des marques de franc-bord des navires et des certificats de franc-bord. Stockholm, les 27 janvier et 1 ^{er} juin 1932	213
N° 3013. — Lithuanie et Perse :	
Traité d'amitié. Signé à Moscou, le 13 janvier 1930	221
N° 3014. — Grèce et Pologne :	
Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 4 janvier 1932	229
N° 3015. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suisse :	
Convention en vue d'éviter certains cas de double imposition, avec annexe, signée à Berne, le 17 octobre 1931, et échange de notes y relatif, de la même date	245
N° 3016. — Pays-Bas et Pologne :	
Déclaration concernant l'aide judiciaire réciproque en matière civile et commerciale. Signée à La Haye, le 24 décembre 1931	269
N° 3017. — Brésil et Italie :	
Accord commercial provisoire. Signé à Rio-de-Janeiro, le 28 novembre 1931	273

	Page
No. 3006. — Great Britain and Northern Ireland, India and Siam :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Boundary between Burma (Kengtung) and Siam. Bangkok, August 27, 1931 and March 14, 1932	135
No. 3007. — Irish Free State and Portugal :	
Treaty of Commerce and Navigation. Signed at Dublin, October 29, 1929	145
No. 3008. — Germany and Irish Free State :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Protocol. Signed at Dublin, May 12, 1930 ...	153
No. 3009. — France and Czechoslovakia :	
Consular Convention. Signed at Paris, June 3, 1927	177
No. 3010. — Finland and Poland :	
Convention regarding Public Relief. Signed at Helsinki, December 19, 1931	193
No. 3011. — France and Greece :	
Convention for the Establishment of Lines of Aerial Navigation, with Protocol. Signed at Athens, June 5, 1931	201
No. 3012. — United States of America and Sweden :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Arrangement regarding the reciprocal Recognition of Load Line Marks of Vessels and of Load Line Certificates. Stockholm, January 27, and June 1st, 1932	213
No. 3013. — Lithuania and Persia :	
Treaty of Friendship. Signed at Moscow, January 13, 1930	221
No. 3014. — Greece and Poland :	
Treaty of Friendship, Conciliation and Arbitration, with Additional Protocol. Signed at Warsaw, January 4, 1932	229
No. 3015. — Great Britain and Northern Ireland and Switzerland :	
Agreement for the Avoidance of Double Taxation in certain Cases, with Annex, signed at Berne, October 17, 1931, and Exchange of Notes relating thereto of the same date...	245
No. 3016. — The Netherlands and Poland :	
Declaration regarding Legal Co-operation in Civil and Commercial Matters. Signed at The Hague, December 24, 1931	269
No. 3017. — Brazil and Italy :	
Provisional Commercial Agreement. Signed at Rio de Janeiro, November 28, 1931	273

	Page
N° 3018. — Etats-Unis d'Amérique et Etat libre d'Irlande :	
Echange de notes comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des règlements relatifs à la ligne de flottaison des navires. Dublin, les 21 septembre et 18 novembre 1931	279
N° 3019. — Suisse et Yougoslavie :	
Accord de « clearing », signé à Zurich, le 27 avril 1932, et échange de notes y relatif, Berne, le 6 mai 1932	285
N° 3020. — Estonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Traité de non-agression et de règlement pacifique des différends. Signé à Moscou, le 4 mai 1932	297
N° 3021. — Estonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention de conciliation. Signée à Moscou, le 16 juin 1932	309
N° 3022. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Estonie :	
Accord concernant la liquidation des biens des marins décédés. Signé à Londres, le 22 décembre 1931	323
N° 3023. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, etc. :	
Convention d'union postale, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions relatives au transport de la correspondance par voie aérienne. Signés à Madrid, le 10 novembre 1931	327
N° 3024. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Colombie, Costa-Rica, etc. :	
Accord relatif aux mandats de poste, avec protocole final, et annexes. Signés à Madrid, le 10 novembre 1931... ..	389
N° 3025. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, etc. :	
Accord relatif aux colis postaux. Signé à Madrid, le 10 novembre 1931	447

	Page
No. 3018. — United States of America and Irish Free State :	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for the reciprocal Recognition of Load Line Regulations. Dublin, September 21, and November 18, 1931	279
No. 3019. — Switzerland and Yugoslavia :	
Clearing Agreement, signed at Zurich, April 27, 1932. and Exchange of Notes relating thereto, Berne, May 6, 1932	285
No. 3020. — Estonia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Non-Agression and Peaceful Settlement of Disputes. Signed at Moscow, May 4, 1932	297
No. 3021. — Estonia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Conciliation Convention. Signed at Moscow, June 16, 1932	309
No. 3022. — Great Britain and Northern Ireland and Estonia :	
Agreement for the Disposal of Estates of Deceased Seamen. Signed at London, December 22, 1931	323
No. 3023. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Colombia, etc. :	
Postal Union Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air. Signed at Madrid, November 10, 1931	327
No. 3024. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Colombia, Costa Rica, etc. :	
Agreement regarding Money Orders, with Final Protocol and Annexes. Signed at Madrid November 10, 1931	389
No. 3025. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Canada, etc. :	
Parcel Post Agreement. Signed at Madrid, November 10, 1931	447

N° 3001.

INDE ET POLOGNE

Convention relative aux relations commerciales entre les deux pays, signée à Varsovie, le 8 mai 1931, et échange de notes de la même date, relatif à la Ville libre de Dantzig.

INDIA AND POLAND

Convention respecting the Commercial Relations between the two Countries, signed at Warsaw, May 8, 1931, and Exchange of Notes of the same date concerning the Free City of Danzig.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3001. — KONWENCJA¹ POMIĘDZY POLSKĄ A INDJAMI, DOTYCZĄCA STOSUNKÓW HANDLOWYCH MIĘDZY OBU KRAJAMI. PODPISANA W WARSZAWIE, DNIA 8 MAJA 1931 r.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 juillet 1932.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ i JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ, KRÓL WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI I BRYTYJSKICH DOMINIÓW ZAMORSKICH, CESARZ INDYJ, pragnąc ułatwić stosunki handlowe pomiędzy Polską a Indjami, postanowili zawrzeć w tym celu konwencję i nazaczyli dla tego celu jako swych pełnomocników :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Augusta ZALESKIEGO, Ministra Spraw Zagranicznych i
Pana Aleksandra PRYSTORA, Ministra Przemysłu i Handlu,

JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ, KRÓL WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI I BRYTYJSKICH DOMINIÓW ZAMORSKICH, CESARZ INDYJ :

ZA INDJE

JWielmożnego Sir William Augustus FORBES ERSKINE, G. C. M. G., M. V.O., Ambadora Nadzwyczajnego i Pełnomocnego Jego Królewskiej Mości w Polsce,

którzy, po okazaniu wzajemnem swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, zgodzili się, jak następuje :

Artykuł 1.

Obszarami Wysokich Umawiających się Stron, do których niniejsza konwencja się stosuje, są, ze strony Jego Królewskiej Mości Indje, ze strony Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej — Polski Obszar Celny.

Artykuł 2.

Wszelkie artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe obszarów jednej z Wysokich Umawiających się Stron, będą korzystały bezwarunkowo przy przywozie do obszaru celnego drugiej Wysokiej Umawiającej się Strony z traktowania co najmniej tak przychylnego, jak to, które przyznawane jest lub może być przyznane w przyszłości towarom, stanowiącym produkty naturalne lub wyroby przemysłowe jakiegokolwiek innego obcego państwa, a w szczególności nie będą podlegały cłom, dodatkowym opłatom celnym lub jakimkolwiek innym opłatom, wyższym niż te, którym podlegają lub będą podlegały tego samego rodzaju towary państwa najbardziej uprzywilejowanego.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 31 mai 1932.

No. 3001. — CONVENTION¹ BETWEEN INDIA AND POLAND RESPECTING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT WARSAW, MAY 8, 1931.

English and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place July 12, 1932.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, desiring to facilitate the commercial relations between Poland and India, have resolved to conclude a Convention for that purpose and to that end have appointed as their Plenipotentiaries:

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency August ZALESKI, Minister for Foreign Affairs,
His Excellency Aleksander PRYSTOR, Minister for Commerce and Industry ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR INDIA :

The Right Honourable Sir William Augustus FORBES ERSKINE, G. C. M. G., M. V. O., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Polish Republic ;

Who having communicated to each other their full powers found in good and due form have agreed, as follows :

Article 1.

The territories of the High Contracting Parties to which the present Convention applies are, on the part of His Majesty, India, and on the part of the President of the Polish Republic, the Polish Customs Territory.

Article 2.

Any article the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties shall enjoy unconditionally upon importation into the customs territory of the other High Contracting Party treatment at least as favourable as that accorded or to be accorded in future to goods produced or manufactured in any other foreign country — and shall in particular not be subject to customs duties, additional customs charges or to any other charges higher than those to which goods of the same kind of the most favoured foreign country are, or will be, subject.

¹ The exchange of ratifications took place at London, May 31, 1932.

Artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe obszarów którejkolwiek z Wysokich Umawiających się Stron, wywożone do obszarów drugiej, nie będą podlegały cłom lub innym opłatom wyższym, aniżeli te, które opłacają artykuły tego samego rodzaju, wywożone do jakiegokolwiek innego obcego państwa.

Każda z Wysokich Umawiających się Stron zobowiązuje się udzielić natychmiast i bezwarunkowo drugiej Stronie wszelkiej korzyści, wszelkiego przywileju w dziedzinie celnej oraz każdej niższej ceł lub opłat, które zostały przyznane lub mogą być przyznane w przyszłości na jej obszarach, czasowo lub na stałe, jakimkolwiek innemu obcemu państwu.

Artykuł 3.

Postanowienia artykułu drugiego nie odnoszą się :

1. Do przywilejów, które zostały przyznane lub mogą być przyznane w przyszłości przez każdą z Wysokich Umawiających się Stron w obrocie pogranicznym z państwami sąsiednimi ;
2. Do ulg specjalnych, wynikających z unji celnej z państwem trzecim ;
3. Do przejściowego systemu celnego. obecnie obowiązującego pomiędzy polską a niemiecką częściami Górnego Śląska ;
4. Do przywilejów i ułatwień jakiegokolwiek rodzaju, które Polska udzieliła lub udzieli w przeszłości Łotwie, Estonji, Finlandji lub Litwie.

Artykuł 4.

Żadna z Wysokich Umawiających się Stron nie wprowadzi, ani nie będzie utrzymywała w mocy jakichkolwiek zakazów lub ograniczeń, dotyczących importu na jej obszary, towarów, stanowiących produkty naturalne lub wyroby przemysłowe obszarów drugiej Strony, lub dotyczących wywozu z jej obszarów towarów, przeznaczonych dla obszarów drugiej Strony, które nie są stosowane równocześnie w odniesieniu do przywozu towarów tego samego rodzaju z jakiegokolwiek innego obcego państwa lub w odniesieniu do wywozu towarów tego samego rodzaju do jakiegokolwiek innego obcego państwa.

Postanowienie to nie będzie miało zastosowania do zakazów lub ograniczeń, wydawanych ze względu na bezpieczeństwo publiczne, lub dla ochrony zwierząt albo roślin przed chorobami i zarazami, jednakowoż pod warunkiem, że te zakazy lub ograniczenia nie będą stosowane w sposób stwarzający dowolne różniczkowanie pomiędzy państwami obcymi, w których istnieją takie same warunki, ani w sposób, któryby stworzył ukryte ograniczenie wymiany międzynarodowej towarów.

Artykuł 5.

Niniejsza konwencja będzie ratyfikowana i dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Londynie możliwie jak najprędzej. Wejdzie ona w życie w trzydzieści dni po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i pozostanie w mocy aż do upływu sześciu miesięcy od daty, w której zawiadomienie o wypowiedzeniu zostanie przesłane przez jedną z Wysokich Umawiających się Stron drugiej Stronie.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach, każdy w językach polskim i angielskim, które to języki obydwa są autentyczne.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejszą konwencję i wycisnęli na niej swe pieczęcie.

Warszawa, dnia 8 maja 1931 r.

(—) August ZALESKI.

(—) A. PRYSTOR.

(—) William ERSKINE.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties exported to the territories of the other shall not be subjected to customs duties or other charges higher than those paid on articles of the same kind exported to any other foreign country.

Each of the High Contracting Parties undertakes to grant to the other immediately and unconditionally every concession, privilege in customs matters and every reduction of customs duties or charges which have been or may be accorded in future in his territories temporarily or permanently to any other foreign country.

Article 3.

The stipulations of article 2 do not apply :

- (1) To privileges which have been or may be accorded in future by each of the High Contracting Parties to the frontier traffic with the neighbouring States ;
- (2) To special favours resulting from a Customs Union with a third State ;
- (3) To the provisional customs régime at present existing between the Polish and the German portions of Upper Silesia ;
- (4) To privileges and facilities of any kind which Poland has accorded or may accord in future to Latvia, Estonia, Finland or Lithuania.

Article 4.

Neither of the High Contracting Parties shall introduce or maintain in force any prohibitions or restrictions on the importation into his territories of goods the produce of manufacture of the territories of the other or on the exportation from his territories of goods consigned to the territories of the other which are not simultaneously applied to the importation of goods of the same kind of any other foreign country or to the exportation of goods of the same kind to any other foreign country.

This stipulation shall not apply to prohibitions or restrictions issued for reasons of public safety or of the protection of animals or plants against diseases or pests, on the condition however, that such prohibitions and restrictions shall not be applied in a manner that would create an arbitrary discrimination between foreign countries in which conditions of the same kind prevail, or in a manner that would cause a concealed restriction in the international exchange of goods.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into effect thirty days after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until the expiration of six months from the date on which a notice of denunciation is transmitted by One of the High Contracting Parties to the Other.

Done in duplicate each in Polish and English, both authentic.

In witness whereof the above named Plenipotentiaries have signed the Present Convention and have applied thereto their seals.

WARSAW, *the 8th of May 1931.*

(—) August ZALESKI.

(—) A. PRYSTOR.

(—) William ERSKINE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3001. — CONVENTION ENTRE L'INDE ET LA POLOGNE, RELATIVE AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 8 MAI 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux de faciliter les relations commerciales entre la Pologne et l'Inde, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Son Excellence August ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

Son Excellence Aleksander PRYSTOR, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ;

POUR L'INDE :

Le Très Honorable Sir William Augustus FORBES ERSKINE, G.C.M.G., M.V.O., ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de la République polonaise ;

Lesquels s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les territoires des Hautes Parties contractantes auxquels s'applique la présente Convention sont, pour Sa Majesté, l'Inde, et, pour le président de la République polonaise, le territoire douanier polonais.

Article 2.

Tous les articles, produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, bénéficieront sans conditions à leur importation dans le territoire douanier de l'autre Partie d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou sera accordé à l'avenir aux marchandises, produits naturels ou manufacturés de tout autre pays étranger, et en particulier ne seront pas soumis à des droits de douane, taxes de douane additionnelles ou toutes autres taxes, plus élevés que ceux auxquels sont soumis ou seront soumis les marchandises de la même nature du pays le plus favorisé.

Les articles, produits naturels ou manufacturés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, exportés à destination des territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumis à des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

droits de douane ou autres taxes plus élevés que ceux qu'acquittent les articles de la même nature exportés à destination de tout autre pays étranger.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie, immédiatement et sans conditions, toute concession et tout privilège en matière douanière, ainsi que toute réduction sur les droits de douane ou taxes qui sont accordés ou pourraient l'être à l'avenir dans ces territoires, à titre provisoire ou permanent, à tout autre pays étranger.

Article 3.

Les stipulations de l'article 2 ne s'appliquent pas :

- 1^o Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés à l'avenir par chacune des Hautes Parties contractantes au trafic de frontière avec les Etats limitrophes ;
- 2^o Aux faveurs spéciales découlant d'une union douanière avec un Etat tiers ;
- 3^o Au régime douanier provisoire existant actuellement entre la Pologne et les parties allemandes de la Haute-Silésie ;
- 4^o Aux privilèges et facilités de toute nature que la Pologne a accordés ou pourrait accorder à l'avenir à la Lettonie, l'Estonie, la Finlande ou la Lithuanie.

Article 4.

Aucune des Hautes Parties contractantes n'établira ni ne maintiendra en vigueur des prohibitions ou restrictions quelconques à l'importation dans ces territoires de marchandises, produits naturels ou manufacturés des territoires de l'autre Partie, ou à l'exportation de ce territoire de marchandises expédiées à destination des territoires de cette autre Partie, qui ne s'appliqueraient pas simultanément à l'importation de marchandises de même nature de tout autre pays étranger ou à l'exportation de marchandises de même nature à destination de tout autre pays étranger.

Cette stipulation ne s'appliquera pas aux prohibitions ou restrictions édictées pour des considérations de sécurité publique ou pour la protection des animaux ou des plantes contre les maladies ou des insectes, à la condition toutefois que lesdites prohibitions et restrictions ne soient pas appliquées d'une manière qui créerait une discrimination arbitraire entre des pays étrangers se trouvant dans les mêmes conditions ou qui donnerait lieu à une restriction déguisée des échanges internationaux de marchandises.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Londres le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle un avis de dénonciation aura été notifié par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

Fait en double expédition en langues polonaise et anglaise, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

VARSOVIE, le 8 mai 1931.

(—) August ZALESKI.
(—) A. PRYSTOR.
(—) William ERSKINE.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.
VARSOVIE, LE 8 MAI 1931.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne
le 27 juillet 1932.*

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE FREE CITY OF DANZIG.
WARSAW, MAY 8, 1931.

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
July 27, 1932.*

I.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
Nr. P. V. 1488/31.

WARSAWA, dn. 8 maja 1931.

PANIE AMBASADORZE,

W związku z podpisaniem w dniu dzisiejszym Konwencji pomiędzy Polską a Indjami, dotyczącej stosunków handlowych pomiędzy obu krajami, mam zaszczyt oświadczyć w imieniu Rządu Polskiego, że w myśl artykułu 104 Traktatu Pokoju Wersalskiego z dn. 28 czerwca 1919 r. obszar celny polski obejmuje również terytorjum Wolnego Miasta Gdańska.

Korzystam ze sposobności, aby ponowić Waszej Ekszelencji zapewnienia mego najwyższego szacunku.

August ZALESKI.

Jego Ekszelencja
JWielmożny Sir William Augustus Forbes Erskine.
Ambasador Wielkiej Brytanji
w Warszawie.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE POLONAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° P.V.1488/31.

VARSOVIE, le 8 mai 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

A l'occasion de la signature à la date de ce jour de la Convention entre la Pologne et l'Inde relative aux relations commerciales entre les

¹ TRANSLATION.

POLISH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Nr. P.V.1488/31.

WARSAW, May 8, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

In connection with the signature to-day of the Convention between Poland and India respecting the commercial relations between the two

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

deux pays, j'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement polonais, qu'aux termes de l'article 104 du Traité de paix de Versailles du 28 juin 1919, le territoire douanier polonais comprend également le territoire de la Ville libre de Dantzig.

Je saisis l'occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

August ZALESKI.

Son Excellence
Sir William Augustus Forbes Erskine,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
Varsovie.

II.

SIR W. ERSKINE TO M. ZALESKI.

(No. 78.)

WARSAW, *May 8, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note No. P.V.1488/31 of to-day's date, in which your Excellency makes the following declaration :

" In connexion with the signature to-day of the Convention between Poland and India respecting the commercial relations between the two countries, I have the honour to declare in the name of the Polish Government that, in accordance with article 104 of the Peace Treaty of Versailles of the 28th June, 1919, the Polish Customs' Area includes the territory of the Free City of Danzig."

2. I have the honour to inform your Excellency that I have taken cognisance of the contents of your note.

I avail, etc.

William ERSKINE.

countries, I have the honour to declare in the name of the Polish Government that, in accordance with Article 104 of the Peace Treaty of Versailles of June 28, 1919, the Polish Customs area includes the territory of the Free City of Danzig.

I have the honour, etc.

August ZALESKI.

His Excellency
Sir William Augustus Forbes Erskine,
British Ambassador,
Warsaw.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

SIR W. ERSKINE A M. ZALESKI.

(N^o 78.)

VARSOVIE, *le 8 mai 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N^o P. V. 1488/31, en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence fait la déclaration suivante :

« A l'occasion de la signature à la date de ce jour de la Convention entre la Pologne et l'Inde relative aux relations commerciales entre les deux pays, j'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement polonais, qu'aux termes de l'article 104 du Traité de paix de Versailles du 28 juin 1919, le territoire douanier polonais comprend également le territoire de la Ville libre de Dantzig. »

2. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai pris acte du contenu de sa note.

Veillez, etc.

William ERSKINE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3002.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET POLOGNE**

Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie, le 26 août 1931, échanges de notes relatifs à l'application de la convention à l'Écosse et à l'Irlande du Nord, Varsovie, les 20 et 26 juillet 1932, échange de notes relatif à l'application de la convention à la Palestine et à la Transjordanie, Varsovie, les 17 septembre et 5 octobre 1932, et échange de notes relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention, Varsovie, les 8 et 19 novembre 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND AND POLAND**

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at Warsaw, August 26, 1931, Exchanges of Notes respecting the Extension of the Convention to Scotland and Northern Ireland, Warsaw, July 20 and 26, 1932, Exchange of Notes respecting the Extension of the Convention to Palestine and Transjordan, Warsaw, September 17, and October 5, 1932, and Exchange of Notes respecting the Accession of New Zealand to the Convention, Warsaw, November 8 and 19, 1932.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3002. — KONWENCJA¹ MIĘDZY PREZYDENTEM PZECZYSPOLITEJ POLSKIEJ A JEGO KRÓLEWSKĄ MOŚCIĄ ODNOŚNIE DO ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA WIELKIEJ BRYTANJI I PÓŁNOCNEJ IRLANDJI, W PRZEDMIOCIE POSTĘPOWANIA W SPRAWACH CYWILNYCH I HANDLOWYCH. PODPISANA W. WARSZAWIE DNIA 26 SIERPNIĄ 1931 r.

No. 3002. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT WARSAW, AUGUST 26, 1931.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 juillet 1932.

English and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place July 12, 1932.

PREZYDENT RZECZYSPOLITEJ POLSKIEJ i YEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ, KRÓL WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI i BRYTYJSKICH DOMINJÓW ZAMORSKICH, CESARZ INDYJ,

Pragnąc okazać sobie wzajemną pomoc przy prowadzeniu postępowania sądowego w sprawach cywilnych i handlowych, które toczą się lub w przyszłości mogą się toczyć przed Ich właściwymi władzami sądowymi, postanowili zawrzeć w tym celu konwencję i mianowali swymi pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Augusta ZALESKIEGO, Ministra Spraw Zagranicznych Rzeczypospolitej Polskiej,
Pana Stefana SIECZKOWSKIEGO, Podsekretarza Stanu w Ministerstwie Sprawiedliwości Rzeczypospolitej Polskiej i

THE PRESIDENT OF POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings in civil and commercial matters which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs for the Polish Republic ;
M. Stefan SIECZKOWSKI, Under Secretary of State to the Ministry of Justice for the Polish Republic ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 31 mai 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at London, May 31, 1932.

JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ, KRÓL WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI I BRYTYJSKICH DOMINJÓW ZAMORSKICH, CESARZ INDYJ :

DLA WIELKIEJ BRYTANJI I PÓLNOECNEJ IRLANDJI :

Jaśnie Wielmożnego Sir William FORBES ERSKINE, G.C.M.G., M.V.O., Ambadora Nadzwyczajnego i Pełnomocnego Jego Królewskiej Mości w Rzeczypospolitej Polskiej,

Którzy po przedstawieniu pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

I. WSTĘP.

Artykuł I.

(a) Niniejsza konwencja stosuje się tylko do spraw cywilnych i handlowych włącznie ze sprawami niespornymi.

(b) W niniejszej konwencji wyrazy :

(1) « terytorjum jednej (lub drugiej) Wysokiej Ukladającej się Strony » będą rozumiane jako oznaczające w każdym czasie a) w stosunku do Jego Królewskiej Mości Króla Wielkiej Brytanji, Irlandji i Brytyjskich Dominjów Zamorskich, Cesarza Indyj, — Anglję i Walję i wszystkie terytorja, na których obowiązuje niniejsza konwencja z mocy rozciągnięcia jej na zasadzie artykułu 15-go lub przystąpienia do niej na zasadzie artykułu 17-go ; b) w stosunku do Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej — Polskę, z zastrzeżeniem przepisów artykułu 16-go ;

(2) « osoby » należy rozumieć jako oznaczające osoby fizyczne i osoby prawne ;

(3) « osoby prawne » należy rozumieć jako obejmujące spółki, towarzystwa, związki i inne korporacje ;

(4) « poddani lub obywatele Wysokiej Ukladającej się Strony » należy uznać za obejmujące osoby prawne, ustanowione, lub utworzone na zasadzie ustaw, obowiązujących na terytorjum tej Wysokiej Ukladającej się Strony ;

(5) « poddani jednej (albo drugiej) Wysokiej Ukladającej się Strony » należy uważać za oznaczające a) w stosunku do Jego

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Sir William FORBES ERSKINE, G.C.M.G., M.V.O., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Polish Republic,

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article I.

(a) This Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

(b) In this Convention the words :

(1) " Territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted (a) in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, as meaning at any time England and Wales and all territories in respect of which the Convention is in force by reason of extensions under Article 15 or accessions under Article 17 ; (b) in relation to the President of the Polish Republic as meaning at any time without prejudice to the provisions of Article 16, Poland ;

(2) " Persons " shall be deemed to mean individuals and artificial persons ;

(3) " Artificial persons " shall be deemed to include partnerships, companies, societies and other corporations ;

(4) " Subjects or citizens of a High Contracting Party " shall be deemed to include artificial persons constituted or incorporated under the laws of the territory of such High Contracting Party ;

(5) " Subjects of one (or of the other) High Contracting Party " shall be deemed, (a) in relation to His Majesty to mean

Królewskiej Mości wszystkich poddanych Jego Królewskiej Mości, gdziekolwiek bądź zamieszkałych, i wszystkie osoby znajdujące się pod Jego opieką ; *b*) w stosunku do Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej — wszystkich obywateli polskich — z zastrzeżeniem przepisów artykułu 16-go ;

(6) « urzędnik konsularny » należy rozumieć jako oznaczające także urzędnika dyplomatycznego.

all subjects of His Majesty wherever domiciled and all persons under His protection ; (*b*) in relation to the President of the Polish Republic to mean, without prejudice to the provisions of Article 16, all Polish citizens ;

(6) " Consular officer " shall be deemed to include diplomatic officer.

II. DORĘCZANIE PISM SĄDOWYCH I POZASĄDOWYCH.

Artykuł 2.

(*a*) Jeżeli władza sądowa jednej z Wysokich Układających się Stron żąda doręczenia pism sądowych lub pozasądowych, sporządzonych na terytorjum tej Strony osobom przebywającym na terytorjum drugiej Układającej się Strony, to pisma te mogą być doręczone odbiorcy niezależnie od jego obywatelstwa, którymkolwiek ze sposobów przewidzianych w artykułach 3 i 4.

(*b*) W części II-*e*j niniejszej konwencji wyrażenie « kraj pochodzenia » oznacza kraj, z którego pochodzą pisma, które mają być doręczone, a wyrażenie « kraj wykonania » oznacza kraj, w którym doręczenie pism nastąpić.

Artykuł 3.

(*a*) Wniosek o doręczenie winien być adresowany i przesłany przez urzędnika konsularnego, działającego za kraj pochodzenia, do właściwej władzy kraju wykonania z prośbą o zarządzenie doręczenia pisma, o które chodzi.

(*b*) Wniosek o doręczenie winien być sporządzony w języku kraju wykonania i winien wymieniać nazwiska i bliższe oznaczenie stron, nazwisko, bliższe oznaczenie i adres odbiorcy i rodzaj pisma, które ma być doręczone ; pismo, podlegające doręczeniu, należy załączyć w podwójnym egzemplarzu. Jeśli pismo jest znacznej objętości, będzie przyjęty duplikat istotnej jego części, wystarczającej do stwierdzenia jego tożsamości.

(*c*) Pismo, które ma być doręczone, winno być sporządzone albo w języku kraju wykonania

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

(*a*) When judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required by a judicial authority situated therein to be served on persons in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality by any of the methods provided in Articles 3 and 4.

(*b*) In Part II of this Convention, the expression " country of origin " means the country from which the documents to be served emanate, and the expression " country of execution " means the country in which service of documents is to be effected.

Article 3.

(*a*) A request for service shall be addressed and sent by the Consular Officer acting for the country of origin to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to cause the document in question to be served.

(*b*) The request for service shall be drawn up in the language of the country of execution and shall state the names and descriptions of the parties, the name, description and address of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the document to be served in duplicate. Where the document is of considerable length, a duplicate of the material parts sufficient to identify it will be accepted.

(*c*) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country of

nia, albo należy do niego dołączyć tłumaczenie na ten język, poświadczone za zgodność przez urzędnika konsularnego, działającego za kraj pochodzenia, lub przez urzędowego albo przysięgłego tłumacza jednego z obu krajów.

(d) Wnioski o doręczenie należy adresować i przysyłać :

W Anglii — do « Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

W Polsce — do Ministerstwa Sprawiedliwości w Warszawie.

Jeśli władza, do której przesłano wniosek, nie jest właściwa do wykonania go, władza ta (wyjawszy wypadki odmowy wykonania w myśl paragrafu (f) artykułu niniejszego) prześle z urzędu dalej wniosek właściwej władzy kraju wykonania.

(e) Doręczenie będzie skuteczne przez właściwą władzę kraju wykonania, która doręczy pismo w sposób przewidziany przez prawo miejscowe tego kraju dla doręczania podobnych pism; wyjawszy gdy w żądaniu doręczenia zostało wyrażone życzenie zachowania pewnego szczególnego sposobu doręczenia, wówczas bowiem należy zachować ten sposób, o tyle, o ile nie jest sprzeczny z prawem kraju wykonania.

(f) Nie można odmówić wykonania wniosku o doręczenie, uczynionego zgodnie z poprzedzającymi przepisami artykułu niniejszego, chyba że (1) autentyczność wniosku o doręczenie eni jest ustalona, lub (2) Wysoka Układająca się Strona, na której terytorjum wniosek winien być wykonany, uważa, że Jej prawa zwierzchnicze lub bezpieczeństwo mogłyby być przez to naruszone.

(g) W każdym wypadku, gdy wniosek o doręczenie nie został wykonany przez władzę, do której go przesłano, władza ta zawiadomi o tem niezwłocznie urzędnika konsularnego, który przesłał wniosek, podając powody, dla których odmówiono wykonania wniosku lub wymieniacząc władzę, której wniosek został odstąpiony.

(h) Władza, która wykonała wniosek o doręczenie, winna wystawić zaświadczenie, stwierdzające doręczenie albo podające przyczynę, która przeszkodziła doręczeniu i ustalające fakt, sposób i datę skutecznego doręczenia lub jego usiłowania i winna przesłać rzeczzone zaświadczenie urzędnikowi konsularnemu, który nadesłał wniosek o doręczenie. Zaświadczenie o skutecznieniu doręczenia lub o jego usiło-

execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer acting for the country of origin or an official or sworn translator of one of the two countries concerned.

(d) Request for service shall be addressed and sent :

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Poland to the Ministry of Justice in Warsaw.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the request to the competent authority of the country of execution.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country of execution, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of a request for service, duly made in accordance with the preceding provisions of this Article, shall not be refused unless (1) the authenticity of the request for service is not established, or (2) the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a request for service is not executed by the authority to whom it has been sent, the latter will at once inform the Consular Officer by whom the request was sent, stating the ground on which the execution of the request has been refused or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Consular Officer by whom the request for service was sent. The certificate of service or of attempted service

waniu należy umieścić na jednym z dwóch egzemplarzy lub dołączyć do jednego z nich.

shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Artykuł 4.

Article 4.

(a) Doręczenie może nastąpić bez skierowania jakiegokolwiek prośby do władz kraju wykonania lub bez żadnego współdziałania tych władz jednym z następujących sposobów :

(a) Service may be effected, without any request to or intervention of the authorities of the country of execution, by any of the following methods :

(1) przez urzędnika konsularnego, działającego za kraj pochodzenia ;

(1) By a Consular Officer acting for the country of origin ;

(2) przez agenta wyznaczonego w tym celu bądź przez władzę sądową kraju pochodzenia, bądź przez stronę, na której wniosek pismo zostało wystawione ;

(2) By an agent appointed for the purpose either by the judicial authority of the country of origin or by the party on whose application the document was issued ;

(3) przez pocztę, lub

(3) Through the post ; or

(4) jakimkolwiek innym sposobem doręczenia, który nie sprzeciwia się ustawom obowiązującym w chwili doręczenia w kraju wykonania.

(4) By any other method of service which is not illegal, under the law existing at the time of service, in the country of execution.

(b) Wszystkie pisma doręczane w sposób przewidziany w punkcie (1) poprzedniego paragrafu winny być albo sporządzone w języku kraju wykonania albo zaopatrzone w przekład na ten język poświadczony za zgodność w sposób przepisany w artykule 3 (c), chyba że odbiorca jest poddanym lub obywatelem Wysokiej Układającej się Strony, z której terytorjum pochodzi pismo przeznaczone do doręczenia.

(b) All documents served in the manner provided in (1) of the preceding paragraph shall, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language, certified as correct as prescribed in Article 3 (c).

(c) Wysokie Układające się Strony zgadzają się, że w zasadzie jest także pożądane, aby przepisy paragrafu (b) niniejszego artykułu stosowały się także do pism doręczalnych w sposób przewidziany w punktach (2), (3) i (4) paragrafu (a) niniejszego artykułu. Wysokie Układające się Strony nie biorą jednak na siebie żadnego zobowiązania w tym względzie, o ile na Ich właściwych terytorjach niema ustaw przewidujących w podobnych wypadkach obowiązek tłumaczeń.

(c) The High Contracting Parties agree that in principle it is also desirable that the provisions of paragraph (b) of this Article should apply to documents served in the manner provided in (2), (3) and (4) of paragraph (a) of this Article. Nevertheless, in the absence of any legislation in their respective territories making translations obligatory in such cases, the High Contracting Parties do not accept any obligation in this respect.

Artykuł 5.

Article 5.

(a) W każdym wypadku, w którym pisma były doręczone zgodnie z postanowieniami artykułu 3, Wysoka Układająca się Strona, której urzędnik konsularny zgłosił wniosek o doręczenie, zwróci drugiej Wysokiej Układającej się Stronie wszystkie koszty i wydatki należne zgodnie z ustawą kraju wykonania osobom

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Consular Officer the request for service was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country of

użytych do wykonania doręczenia jako też wszystkie koszty i wydatki, powstałe przy wykonaniu doręczenia w sposób odrębny. Koszty te i wydatki nie mogą przewyższać tych, które zwykle są przyznawane przez sądy kraju wykonania.

(b) Zwrotu tych kosztów i wydatków zażąda właściwa władza, która wykonała doręczenie, od urzędnika konsularnego przez którego wniosek był skierowany, przy przesyłaniu mu zaświadczenia przewidzianego w artykule 3 (h).

(c) Poza tem co powyżej zostało przewidziane, żadne opłaty jakiegokolwiek rodzaju nie będą się należały jednej z Wysokich Układających się Stron od drugiej, Strony w związku z doręczeniem jakichkolwiek pism.

execution to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Consular Officer by whom the request was addressed, when sending to him the certificate provided for in Article 3 (h).

(c) Except as provided above no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

III. ZBIERANIE DOWODÓW.

Artykuł 6.

(a) Jeżeli władza sądowa na terytorjum jednej z Wysokich Układających się Stron żąda, aby dowody były zebrane na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony, to dowody takie mogą być zebrane, bez względu na obywatelstwo stron lub świadków, którymkolwiek z trybów, przewidzianych w artykułach 7, 8 lub 9.

(b) W części III-ej niniejszej konwencji wyrażenie :

(1) « Zebranie dowodów » należy uważać za obejmujące przesłuchanie powoda, pozwanego, biegłego, świadka lub jakiegokolwiek innej osoby pod przysięgą lub inaczej ;

odebranie od powoda, pozwanego, biegłego, świadka lub jakiegokolwiek innej osoby przysięgi w związku z jakim bądź postępowaniem sądowym ; okazywanie, stwierdzanie tożsamości i badanie dokumentów, wzorów lub innych przedmiotów.

(2) « Świadek » należy uważać za obejmujące każdą osobę, od której żąda się złożenia któregoś z wyżej podanych dowodów.

(3) « Kraj pochodzenia » należy uważać za oznaczające kraj, którego władza sądowa żąda zebrania dowodu, a « kraj wykonania » — kraj, w którym dowody mają być zebrane.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

(a) When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken, whatever the nationality of the parties or witnesses may be, in any one of the ways prescribed in Articles 7, 8 or 9.

(b) In Part III of this Convention, the expressions :

(1) " Taking of evidence " shall be deemed to include the taking of the statements of a plaintiff, defendant, expert, witness or any other person on oath or otherwise ; the submission to a plaintiff, defendant, expert, witness or any other person of any oath with regard to any legal proceedings ; and the production, identification and examination of documents, samples or other objects.

(2) " Witness " shall be deemed to include any person from whom any evidence, as defined, above, is required to be taken.

(3) " Country of origin " shall be deemed to mean the country by whose judicial authority the evidence is required, and " country of execution ", the country in which the evidence is to be taken.

Artykuł 7.

(a) Władza sądowa kraju pochodzenia może, zgodnie z przepisami ustawy swego kraju, zwracać się przez rekwizycję do właściwej władzy kraju wykonania, prosząc tę władzę o przeprowadzenie dowodu.

(b) Rekwizycja winna być sporządzona w języku kraju wykonania lub winno być do niej dołączone tłumaczenie na ten język. Tłumaczenie to będzie poświadczone za zgodność przez urzędnika konsularnego, działającego za kraj pochodzenia albo przez urzędowego lub przysięgłego tłumacza jednego z obu krajów.

Pismo rekwizycyjne winno w krótkości określić rodzaj postępowania, dla którego żąda się zebrania dowodów, wymienić nazwiska i bliższe oznaczenie stron oraz nazwiska, bliższe oznaczenie i adresy świadków. Należy bądź (1) dołączyć do pisma wykaz pytań, które mają być zadane świadkowi lub świadkom lub, stosownie do przypadku, opis dokumentów, wzorów lub innych przedmiotów, które mają być okazane, zidentyfikowane lub zbadane, wraz z tłumaczeniem uwierzytelnionem w sposób wyżej podany, bądź też (2) w piśmie żądać od właściwej władzy zezwolenia na zadawanie *viva voce* pytań, w sposób w jaki strony lub ich zastępcy życzą sobie je zadawać.

(c) Pisma rekwizycyjne będą przesyłane :

w Anglii przez polskiego urzędnika konsularnego do Senior Master of the Supreme Court of Judicature ;

w Polsce przez brytyjskiego urzędnika konsularnego do Ministerstwa Sprawiedliwości.

W wypadku, gdy władza, do której pismo rekwizycyjne zostało przesłane, nie jest właściwa do jego wykonania, władza ta (wyjąwszy wypadki odmowy wykonania w myśl paragrafu (f) niniejszego artykułu) winna z urzędu przekazać pismo rekwizycyjne właściwej władzy kraju wykonania.

(d) Właściwa władza kraju wykonania nada bieg pismu rekwizycyjnemu i uzyska żądany dowód, postępując się temi samymi środkami przymusowymi i tym samym trybem postępowania jakie stosuje się przy wykonaniu polecenia lub zarządzenia pochodzącego od władz jej własnego kraju, z wyjątkiem gdy w piśmie rekwizycyjnem wyrażono życzenie zastosowania

Article 7.

(a) The judicial authority of the country of origin may, in accordance with the provisions of the law of his country, address himself by means of a Letter of Request to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to take the evidence.

(b) The Letter of Request shall be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer acting for the country of origin or by an official or sworn translator of one of the two countries concerned. The Letter of Request shall state briefly the nature of the proceedings for which the evidence is required, the names and descriptions of the parties thereto, and the names, descriptions and addresses of the witnesses. They shall also either (1) be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses, or, as the case may be, by a description of the documents, samples or other objects to be produced, identified or examined, and a translation thereof, certified as correct in the manner heretofore provided ; or (2) shall request the competent authority to allow such questions to be asked *viva voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) Letters of Request shall be transmitted :

In England by a Polish Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Poland by a British Consular Officer to the Ministry of Justice.

In case the authority to whom any Letter of Request is transmitted is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the Letter of Request to the competent authority of the country of execution.

(d) The competent authority of the country of execution shall give effect to the Letter of Request and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that if a wish that some special procedure should be

odrębnego postępowania, wówczas bowiem to odrębne postępowanie będzie zastosowane, o ile to nie jest sprzeczne z prawem kraju wykonania.

(e) Urzędnika konsularnego, który przesłał pismo rekwizycyjne, należy, jeżeli sobie tego życzy, zawiadomić o dacie i miejscu, gdzie czynności będą dokonane, aby mógł zawiadomić stronę lub strony interesowane, którym będzie wolno stawić się osobiście lub przez zastępców, jeśli tego sobie życzą.

(f) Wykonania pisma rekwizycyjnego zgodnego z powyższymi przepisami można odmówić tylko wtedy :

(1) Jeżeli autentyczność pisma rekwizycyjnego nie została ustalona ;

(2) Jeżeli w kraju wykonania wykonanie danego pisma rekwizycyjnego nie należy do zakresu działania władz sądowych ;

(3) Jeżeli Wysoka Układająca się Strona, na której obszarze ma być ono wykonane, uważa, że Jej prawa zwierzchnicze lub bezpieczeństwo byłyby naruszone.

(g) W każdym wypadku, gdy pismo rekwizyjne nie zostało wykonane przez władzę, do której było skierowane, władza ta niezwłocznie zawiadomi o tem urzędnika konsularnego, który je przesłał, podając powody, dla których odmówiono wykonania pisma rekwizycyjnego, w przypadku zaś wymienionym w artykule 7 (c) — wymieniając władzę właściwą, której pismo zostało przekazane.

(h) W razie wykonania pisma rekwizycyjnego, właściwa władza, której zostało ono przesłane lub przekazane, nadesłane urzędnikowi konsularnemu, za którego pośrednictwem pismo zostało przesłane, niezbędne dokumenty, stwierdzające wykonanie pisma.

Artykuł 8.

(a) Władza sądowa kraju pochodzenia może w piśmie rekwizycyjnem, skierowanem do właściwej władzy kraju wykonania, prosić tę władzę o wyznaczenie celem zebrania dowodów, osoby fizycznej, specjalnie wskazanej w piśmie rekwizycyjnem.

Urzędnik konsularny, działający za kraj pochodzenia, lub każda inna odpowiednia osoba fizyczna może być w ten sposób wyznaczona.

(b) W razie zastosowania takiego postępowania stosują się przepisy paragrafów (b), (c),

followed is expressed in the Letter of Request, such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country of execution.

(e) The Consular Officer, by whom the Letter of Request is transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date when and the place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties, who shall be permitted to be present in person or to be represented if they so desire.

(f) The execution of a Letter of Request which complies with the preceding provisions of this Article can only be refused :

(1) If the authenticity of the Letter of Request is not established ;

(2) If, in the country of execution, the execution of the Letter of Request in question does not fall within the functions of the judiciary ;

(3) If the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a Letter of Request is not executed by the authority to whom it is addressed, the latter will at once inform the Consular Officer by whom it was transmitted, stating the grounds on which the execution of the Letter of Request has been refused, or, in the case provided for in Article 7 (c), the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) When a Letter of Request has been executed, the competent authority to whom it was transmitted or forwarded shall send to the Consular Officer by whom it was transmitted the necessary documents establishing its execution.

Article 8.

(a) The judicial authority of the country of origin may, in the Letter of Request addressed to the competent authority of the country of execution, request such authority to appoint to take the evidence an individual specially designated in the Letter of Request.

A Consular Officer acting for the country of origin or any other suitable individual may be so designated.

(b) Where this procedure is adopted, the provisions of paragraphs (b), (c), (f), (g)

(*f*), (*g*) i (*h*) artykułu 7, lecz następujące postanowienia zastąpią paragrafy (*d*) i (*e*) tegoż artykułu.

(*c*) Władza właściwa kraju wykonania uczyni zadość tej prośbie i wyznaczy osobę fizyczną wskazaną do zebrania dowodów, chyba że ta osoba na to się nie zgodzi. Nadto, o ile zajdzie potrzeba, władza ta użyje takich środków przymusowych jakimi rozporządza z mocy własnych ustaw, celem zabezpieczenia stawienia świadków przed osobą w powołany sposób wyznaczoną i złożenia przez nich dowodów.

(*d*) Osoba w ten sposób wyznaczona będzie miała prawo do odebrania przysięgi i każdy, składający przed nią fałszywe zeznanie, będzie podlegał przed sądami kraju wykonania karom, przewidzianym przez prawo tego kraju za krzywoprzysięstwo.

(*e*) Dowody winny być zebrane zgodnie z prawem kraju pochodzenia pod warunkiem, że ten tryb nie jest sprzeczny z ustawami kraju wykonania, i strony będą miały prawo stawić się osobiście lub dać się zastąpić przez adwokatów (barristers, solicitors) lub przez wszelkie inne osoby, uprawnione do stawiania przed sądami bądź kraju pochodzenia, bądź kraju wykonania.

Artykuł 9.

(*a*) Dowody mogą być również zebrane bez skierowania jakiegokolwiek prośby do władz kraju wykonania lub bez współdziałania władz tego kraju przez osobę fizyczną bezpośrednio do tego wyznaczoną przez sąd kraju pochodzenia. Urzędnik konsularny, działający za kraj pochodzenia lub każda inna odpowiednia osoba może być w ten sposób wyznaczona.

(*b*) Ten, kto został wyznaczony w ten sposób do zebrania dowodów, może żądać od osób wymienionych przez sąd, który go wyznaczył stawienia się przed nim i złożenia dowodów. Może przeprowadzić wszelkiego rodzaju dowody, o ile to nie jest sprzeczne z prawem państwa wykonania, i może odbierać przysięgę. Stawienie się i złożenie zeznań przed nim będzie całkowicie dobrowolne i żadne środki przymusowe nie będą stosowane.

(*c*) Wezwania do stawienia się, pochodzące od takiej osoby, będą sporządzone, o ile odbiorca nie jest poddanym lub obywatelem Wysokiej Układającej się Strony, dla której władzy sądowej żąda się dowodu — w języku kraju

and (*h*) of Article 7 shall apply, but the following paragraphs shall be substituted for paragraphs (*d*) and (*e*) of that Article.

(*c*) The competent authority of the country of execution shall give effect thereto and shall appoint the individual designated to take the evidence, unless such individual shall be unwilling so to act. In addition, if necessary, such authority shall make use of such compulsory powers as it possesses under its own law to secure the attendance of and the giving of evidence by the witnesses before the individual so appointed.

(*d*) The individual thus appointed shall have power to administer an oath, and any person giving false evidence before him shall be liable in the courts of the country of execution to the penalties provided by the law of that country for perjury.

(*e*) The evidence shall be taken in accordance with the law of the country of origin, provided such method is not contrary to the law of the country of execution, and the parties shall have the right to be present in person or to be represented by barristers or solicitors or by any other persons who are competent to appear before the courts of either the country of origin or of execution.

Article 9.

(*a*) The evidence may also be taken, without any request to or the intervention of the authorities of the country of execution, by an individual in that country directly appointed for the purpose by the court of the country of origin. A Consular Officer acting for the country of origin or any other suitable individual may be so appointed.

(*b*) An individual so appointed to take evidence may request the persons named by the court appointing him to appear before him and to give evidence. He may take all kinds of evidence which are not contrary to the law of the country of execution, and shall have power to administer an oath. The attendance and giving of evidence before any such individual shall be entirely voluntary and no measures of compulsion shall be employed.

(*c*) Requests to appear issued by such individual shall, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country of

wykonania lub będzie do nich dołączone tłumaczenie na ten język.

(d) Dowody mogą być zebrane zgodnie z postępowaniem uznanem przez prawo kraju pochodzenia i strony będą miały prawo stawić się osobiście lub dać się zastąpić przez adwokatów (barristers, solicitors) tego kraju lub przez wszelkiego rodzaju zastępców uprawnionych do stawiania bądź przed sądami kraju pochodzenia bądź kraju wykonania.

Artykuł 10.

Okoliczność, że usiłowanie zebrania dowodów w trybie wyłuszczonej w artykule 9 nie osiągnęło skutku z powodu odmowy świadka stawienia się lub złożenia dowodów, nie wyłącza późniejszego zgłoszenia żądania zgodnie z artykułem 7 lub 8.

Artykuł 11.

(a) Jeżeli dowody zostały zebrane w trybie przewidzianym w artykule 7 lub 8, Wysoka Układająca się Strona, której władza sądowa wystosowała pismo rekwizycyjne, zwróci drugiej Wysokiej Układającej się Stronie wszelkie koszty i wydatki, które poniosła właściwa władza tej Strony przy wykonaniu pisma rekwizycyjnego, a mianowicie koszty i wydatki należne świadkom, biegłym, tłumaczom, koszty sprowadzenia świadków, którzy nie stawili się dobrowolnie, oraz koszty i wydatki należne osobom, które byłyby delegowane do dokonania czynności, w wypadkach, gdy prawo kraju wykonania na to pozwala oraz wszelkie koszty i wydatki powstałe z zastosowania zażądanego odrębnego trybu postępowania. Koszty te i wydatki będą takie same, jak te, które zwykle są przyznawane w podobnych wypadkach w sądach kraju wykonania.

(b) Właściwa władza, która wykonała rekwizycję, zażąda zwrotu tych kosztów i wydatków od urzędnika konsularnego, który przesłał rekwizycję, jednocześnie z dostarczeniem mu dokumentów stwierdzających wykonanie rekwizycji zgodnie z przepisami artykułu 7 (h).

(c) Poza tem, co zostało powyżej przewidziane, żadnych innych opłat jakiegokolwiek bądź rodzaju jedna z Wysokich Układających się Stron nie będzie zwracała drugiej z tytułu zebrania dowodów.

execution or be accompanied by a translation into such language.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country of origin, and the parties will have the right to be present in person or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

Article 10.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 9 has failed owing to the refusal of any witness to appear or to give evidence does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 7 or 8.

Article 11.

(a) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7 or 8 the High Contracting Party, by whose judicial authority the Letter of Request was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any charges and expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act, in cases where the law of the country of execution permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These charges and expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country of execution.

(b) The repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the Letter of Request has been executed from the Consular Officer by whom it was transmitted when sending to him the documents establishing its execution as provided in Article 7 (h).

(c) Except as above provided no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

IV. PRAWO UBOGICH, ARESZT ZA DŁUGI I
ZABEZPIECZENIE KOSZTÓW.

Artykuł 12.

Poddani lub obywatele jednej z Wysokich Układających się Stron będą traktowani na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony zupełnie narówni z własnymi poddanymi lub obywatelami co do prawa ubogich i aresztu za długi, tudzież, pod warunkiem, że zamieszkują na terytorjum tej drugiej Wysokiej Układającej się Strony, nie będą obowiązani do składania zabezpieczenia kosztów w takim wypadku, gdy poddany lub obywatel tej drugiej Wysokiej Układającej się Strony nie byłby do tego obowiązany.

V. POSTANOWIENIA OGÓLNE.

Artykuł 13.

Wszelkie trudności, któreby powstały w związku ze stosowaniem niniejszej konwencji, będą rozstrzygane w drodze dyplomatycznej.

Artykuł 14.

Konwencja niniejsza, której teksty angielski i polski są jednakowo autentyczne, podlega ratyfikacji. Dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Londynie. Konwencja wejdzie w życie w miesiąc po dniu wymiany dokumentów ratyfikacyjnych i będzie obowiązywała w przeciagu 3 lat po jej wejściu w życie. O ile żadna z Wysokich Układających się Stron nie zawiadomi drugiej w drodze dyplomatycznej przynajmniej na sześć miesięcy przed upływem rzeczonoego trzyletniego okresu o swoim zamiarze wypowiedzenia konwencji, będzie ona obowiązywała nadal aż do upływu sześciu miesięcy od dnia, w którym którakolwiek z Wysokich Układających się Stron zawiadomi o wypowiedzeniu konwencji.

Artykuł 15.

(a) Konwencja niniejsza nie będzie miała *ipso facto* zastosowania do Szkocji lub Północnej Irlandji ani do jakichkolwiek Kolonij lub

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS,
IMPRISONMENT FOR DEBT AND SECURITY FOR
COSTS.

Article 12.

The subjects or citizens of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects or citizens of that High Contracting Party as regards free judicial assistance for poor persons and imprisonment for debt ; and, provided that they are resident in the territory of the other High Contracting Party, shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject or citizen of such other High Contracting Party would not be so compelled.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 13.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 14.

The present convention, of which the English and Polish texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in London. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 15.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of the Colonies or Protectorates of His

Protektoratów Jego Królewskiej Mości Króla Wielkiej Brytanji, Irlandji i Zamorskich Dominjów Brytyjskich, Cesarza Indjy, ani do jakichkolwiek terytorjów pozostających pod Jego zwierzchnictwem, ani do terytorjów mandatowych, nad któremi Jego Rząd w Zjednoczonym Królestwie sprawuje mandat, lecz Jego Królewska Mość może w każdej chwili, w czasie gdy konwencja niniejsza trwa w mocy zgodnie z artykułem 14-tym, rozciągnąć działanie konwencji na każde z wyżej wspomnianych terytorjów zapomocą zawiadomienia dokonanego przez swego ambasadora w Warszawie.

(b) Zawiadomienie takie winno wymienić władze na odnośnem terytorjum, do których ma być przesłany wniosek o doręczenie w myśl artykułu 3 lub pismo rekwizycyjne w myśl artykułu 7, i język, w którym pisma i tłumaczenia mają być sporządzane. Wejście w życie takiego rozciągnięcia konwencji nastąpi w terminie miesięcznym od daty tego zawiadomienia.

(c) Każda z Wysokich Układających się Stron może w każdym czasie po upływie trzech lat od wejścia w życie rozciągnięcia tej konwencji na którekolwiek z terytorjów wyszczególnionych w paragrafie (a) artykułu niniejszego, wypowiedzieć to rozciągnięcie, zawiadamiając o tem wypowiedzeniu w drodze dyplomatycznej na sześć miesięcy naprzód.

(d) Wypowiedzenie konwencji w myśl artykułu 14 będzie wypowiedzeniem jej *ipso facto* co do każdego z terytorjów, na które została rozciągnięta w myśl paragrafu (a) artykułu niniejszego o ile obie Wyokie Układające się Strony wyraźnie nie postanowią inaczej.

Artykuł 16.

(a) Wyokie Układające się Strony zgadzają się, że Rząd Rzeczypospolitej Polskiej, z mocy artykułu 104 Traktatu Pokoju, podpisanego w Wersalu 28 czerwca 1919, i artykułów 2 i 6 konwencji, zawartej między Polską a Gdańskiem 9 listopada 1920¹, może w każdej chwili, gdy niniejsza konwencja trwa w mocy na zasadzie artykułu 14 lub na zasadzie jakiegokolwiek przystąpienia z mocy artykułu 17, oświadczyć zapomocą zawiadomienia doko-

Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under His suzerainty, nor to any Mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while this Convention is in force under Article 14, by a notification given through His Ambassador at Warsaw, extend the operation of the Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service under Article 3 or Letters of Requests under Article 7 or 8 are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 14 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 16.

(a) The High Contracting Parties agree that the Government or the Republic of Poland, acting in virtue of Article 104 of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28, 1919, and of Articles 2 and 6 of the Convention¹ concluded between Poland and Dantzig on November 9, 1920, may at any time while the present Convention is in force, under Article 14 or by virtue of any accession under Article 17, declare that the present Convention shall apply

¹ Vol. VI, page 189; et vol. CVII, page 459, de ce recueil.

¹ Vol. VI, page 189; and Vol. CVII, page 459, of this Series.

nanego drogą dyplomatyczną, że niniejsza konwencja będzie się stosowała do Wolnego Miasta Gdańska.

(b) Po dokonaniu takiego zawiadomienia przepisy niniejszej konwencji będą się stosowały do terytorjum Wolnego Miasta Gdańska i do obywateli Wolnego Miasta.

(c) Każda z Wysokich Układających się Stron może w każdej chwili po upływie trzech lat od daty wejścia w życie zawiadomienia przewidzianego w paragrafie (a) niniejszego artykułu wypowiedzieć stosowanie niniejszej konwencji do Gdańska, zawiadamiając o wypowiedzeniu na sześć miesięcy naprzód w drodze dyplomatycznej.

(d) Wypowiedzenie niniejszej konwencji zgodnie z artykułem 14 będzie wypowiedzeniem jej w stosunku do Wolnego Miasta Gdańska, o ile obie Wysokie Układające się Strony wyraźnie nie postanowią inaczej.

Artykuł 17.

(a) Wysokie Układające się Strony zgadzają się, że Jego Królewska Mość Król Wielkiej Brytanji, Irlandji i Brytyjskich Dominjów Zamorskich, Cesarz Indji może w każdej chwili w czasie, gdy konwencja niniejsza trwa w mocy bądź w myśl artykułu 14 bądź z mocy jakiegokolwiek przystąpienia w myśl artykułu niniejszego, przystąpić do konwencji niniejszej co do każdego Członka Brytyjskiego Związku Narodów (British Commonwealth of Nations), którego Rząd życzyłby sobie dokonania przystąpienia, z zastrzeżeniem, że zawiadomienie o przystąpieniu nie może nastąpić wówczas, gdyby Prezydent Rzeczypospolitej Polskiej zawiadomił o wypowiedzeniu konwencji co do wszystkich terytorjów Jego Królewskiej Mości, do których konwencja ma zastosowanie. Postanowienia artykułu 15 (b) będą miały zastosowanie do tego zawiadomienia. Każde takie przystąpienie osiągnie skutek po upływie miesiąca od dnia zawiadomienia.

(b) Po upływie trzech lat od dnia wejścia w życie jakiegokolwiek przystąpienia w myśl paragrafu (a) niniejszego artykułu, każda z Wysokich Układających się Stron może, zawiadamiając o tem w drodze dyplomatycznej na sześć miesięcy naprzód, wypowiedzieć stosowanie konwencji co do każdego kraju, co do którego zawiadomiono o przystąpieniu. Wypowiedzenie konwencji w myśl artykułu 14-go nie będzie miało wpływu na stosowanie jej do każdego takiego kraju.

to the Free City of Dantzig, by a notification given through the diplomatic channel.

(b) Upon such notification being made, the provisions of the present Convention shall apply to the territory of the Free City of Dantzig and the citizens of the Free City.

(c) Either High Contracting Party may terminate the application of the Convention to Dantzig at any time after the expiry of three years from the date of the coming into force of the notification referred to in paragraph (a) of this Article, by giving six months notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 14 shall unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, terminate it in respect of the Free City of Dantzig.

Article 17.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 14 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when the President of the Polish Republic has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies. The provisions of Article 15 (b) shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (a) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 14 shall not affect its application to any such country.

(c) Każde zawiadomienie o przystąpieniu w myśl paragrafu (a) niniejszego artykułu może obejmować wszelkie terytoria zależne lub mandatowe, zarządzane przez Rząd kraju, co do którego zawiadomiono o przystąpieniu, a każde zawiadomienie o wypowiedzeniu w stosunku do każdego z krajów w myśl paragrafu (b) będzie miało zastosowanie do każdego terytorjum zależnego lub mandatowego, które było objęte zawiadomieniem o przystąpieniu dotyczącym tego kraju.

Na dowód czego niżej podpisani podpisali konwencję niniejszą w brzmieniu polskim i angielskim i wycisnęli na niej swoje pieczęcie.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w Warszawie, dnia 26 sierpnia 1931 r.

(—) August ZALESKI.
(—) Stefan SIECZKOWSKI.

(c) Any notification of accession under paragraph (a) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given ; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (b) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the Present Convention, in Polish and English texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Warsaw, August 26, 1931.

(—) William ERSKINE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3002. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 26 AOUT 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES,
Désireux de faciliter réciproquement dans leurs territoires respectifs l'accomplissement des actes de procédure relatifs à des affaires civiles et commerciales dont sont saisies ou pourront être saisies leurs autorités judiciaires respectives,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Auguste ZALESKI, Ministre des Affaires étrangères de la République de Pologne ;
M. Stefan SIECZKOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice de la République de Pologne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE et L'IRLANDE DU NORD :

Le Très honorable sir William FORBES ERSKINE, G.C.M.G., M.V.O., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de la République de Pologne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. PRÉLIMINAIRES.

Article 1.

(a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses.

(b) Dans la présente convention les mots :

(1) « Territoire de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » seront interprétés : (a) en ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, comme signifiant, à tout moment, l'Angleterre et le Pays de Galles et tous les territoires auxquels la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

convention est applicable en raison d'extensions effectuées conformément à l'article 15 ou d'adhésions effectuées conformément à l'article 17 ; (b) en ce qui concerne le Président de la République polonaise comme signifiant à tout moment, sans préjudice des dispositions de l'article 16, la Pologne ;

2° Le mot « personnes » sera considéré comme signifiant les personnes physiques et les personnes morales ;

3° Les mots « personnes morales » seront considérés comme comprenant les sociétés de personnes, compagnies, sociétés de capitaux et autres collectivités ;

4° L'expression « sujets ou citoyens d'une Haute Partie contractante » sera considérée comme comprenant les personnes morales constituées ou conformément aux lois du territoire de ladite Haute Partie contractante ;

5° L'expression « sujets de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » sera considérée : a) en ce qui concerne Sa Majesté, comme signifiant tous les sujets de Sa Majesté, quel que soit leur domicile, et toutes les personnes placées sous la protection de Sa Majesté ; et b) en ce qui concerne le Président de la République polonaise, comme signifiant, sans préjudice des dispositions de l'article 16, tous les citoyens polonais.

6° L'expression « agent consulaire » sera considérée comme comprenant les « agents diplomatiques ».

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

a) Lorsque des actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, doivent être signifiés par une autorité judiciaire située sur ce territoire, à des personnes se trouvant sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes pourront être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, suivant l'un des modes prévus aux articles 3 et 4.

b) Dans la Partie II de la présente convention, l'expression « pays d'origine » signifie le pays d'où émanent les actes à signifier, et l'expression « pays d'exécution » signifie le pays dans lequel doivent être signifiés ces actes.

Article 3.

a) La demande de signification devra être adressée et envoyée par l'agent consulaire, agissant pour le pays d'origine, à l'autorité compétente du pays d'exécution, en demandant à cette autorité de faire signifier cet acte.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays d'exécution. Elle devra indiquer les noms, prénoms et qualités des parties, les nom, adresse et qualité du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié, et devra être accompagnée de l'acte à signifier en double exemplaire. Lorsque le texte sera très long, on acceptera un duplicata des passages importants suffisants pour permettre d'identifier l'acte dont il s'agit.

c) L'acte à signifier devra soit être rédigé dans la langue du pays d'exécution, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire du pays d'origine ou par un traducteur officiel ou juré de l'un des deux pays intéressés.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

En Angleterre, au Senior Master of the Supreme Court of Judicature ;

En Pologne, au Ministère de la Justice à Varsovie.

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été adressée n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, cette autorité devra (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément

au paragraphe *f*) du présent article) faire suivre d'office le document à l'autorité compétente du pays d'exécution.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays d'exécution, qui devra faire signifier l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification d'actes semblables, sauf dans les cas où une forme spéciale de signification aura été réclamée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme, si cette procédure n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande de la signification, dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article, ne pourra être refusée que : 1^o si l'authenticité de la demande de signification n'est pas établie, ou : 2^o si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la demande de signification n'est pas exécutée par l'autorité à laquelle elle a été adressée, celle-ci avise immédiatement l'agent consulaire qui a envoyé la demande, en indiquant le motif pour lequel l'exécution de la demande a été refusée ou l'autorité compétente à laquelle elle a été transmise.

h) L'autorité chargée d'assurer l'exécution de la demande devra fournir une attestation prouvant que la signification a été faite, ou expliquant la raison pour laquelle la signification n'a pas pu être assurée, et constatant le fait, la forme et la date de la signification ou tentative de signification. Cette attestation devra être envoyée à l'agent consulaire par qui la demande de signification a été faite. L'attestation de la signification ou de la tentative de signification sera portée sur l'un des doubles ou annexée à ce double.

Article 4.

a) La signification pourra être assurée, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande quelconque aux autorités du pays d'exécution ou sans que ces autorités aient à intervenir, selon l'un des modes prévus ci-après :

1^o Par un agent consulaire agissant pour le pays d'origine ;

2^o Par un agent désigné à cet effet soit par l'autorité judiciaire du pays d'origine, soit par la partie à la demande de laquelle l'acte a été établi ;

3^o Par la voie postale ; ou

4^o Par tout autre mode de signification admis par la législation en vigueur, au moment de la signification dans le pays d'exécution.

b) Tous les actes dont la signification est assurée de la manière prévue sous 1^o dans le paragraphe précédent devront être, sauf lorsque le destinataire est sujet ou citoyen de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte à signifier, soit établis dans la langue du pays d'exécution, soit accompagnés d'une traduction en cette langue, certifiée exacte, comme il est prescrit à l'article 3 *c*).

c) Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en principe il est désirable que les dispositions du paragraphe *b*) du présent article s'appliquent également aux documents signifiés de la manière prévue sous 2^o, 3^o et 4^o du paragraphe *a*) du présent article. Néanmoins, à défaut, dans leurs territoires respectifs, de toute disposition légale rendant la traduction obligatoire en pareil cas, les Hautes Parties contractantes n'assument aucune obligation à cet égard.

Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent consulaire aura transmis la demande de signification devra rembourser à l'autre Partie contractante les frais et dépens qui sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification, en vertu de la législation en vigueur dans le pays d'exécution, ainsi que les frais et dépens afférents aux significations effectuées sous une forme spéciale. Ces frais et dépens

ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement alloués par les tribunaux de ce pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et dépens à l'agent consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 *h*).

c) A l'exception des frais et dépens prévus ci-dessus, l'exécution de la signification d'actes ne pourra donner lieu, de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 6.

a) Lorsqu'une autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies, indépendamment de la nationalité des parties ou des témoins, suivant l'un quelconque des modes prescrits aux articles 7, 8 et 9.

b) Dans la Partie III de la convention :

1^o L'expression « réunion de preuves » sera considérée comme comprenant l'établissement d'un procès-verbal des dépositions de tout demandeur, défendeur, expert, témoin ou autre personne déposant sous la foi du serment ou autrement ; l'assermentation d'un demandeur, défendeur, expert, témoin ou de toute autre personne à l'occasion d'un acte légal quelconque, ainsi que la production, l'identification et l'examen de pièces, échantillons ou autres objets.

2^o Le terme « témoin » sera considéré comme comprenant toutes les personnes devant fournir une preuve, conformément à la définition ci-dessus.

3^o Par « pays d'origine », on entend le pays dont l'autorité judiciaire réclame des preuves, et par « pays d'exécution » le pays dans lequel les preuves doivent être recueillies.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire du pays d'origine peut, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays d'exécution pour lui demander de recueillir les preuves.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays d'exécution ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent consulaire du pays d'origine ou par un traducteur officiel ou juré de l'un des deux pays intéressés. La commission rogatoire devra indiquer brièvement la nature de l'affaire en cause, les noms et qualités des parties, ainsi que les noms, adresses et qualités des témoins. Elle devra également, soit : 1^o être accompagnée d'une liste des questions à poser au témoin ou aux témoins et, selon le cas, d'une description des pièces, échantillons ou autres objets à produire, à identifier ou à examiner, et d'une traduction desdits documents certifiée conforme de la manière précitée, soit : 2^o contenir des instructions demandant à l'autorité compétente de permettre que soient posées, de vive voix, toutes les questions que les parties ou leurs représentants désireront poser.

c) Les commissions rogatoires seront transmises :

En Angleterre, par un agent consulaire polonais au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Pologne, par un agent consulaire britannique au Ministère de la Justice.

Si l'autorité à laquelle a été transmise une commission rogatoire n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, elle devra d'office (sauf les cas où l'exécution est refusée en vertu du paragraphe *f*) du présent article) la faire suivre à l'autorité compétente du pays d'exécution.

d) L'autorité compétente du pays d'exécution devra assurer l'exécution de la commission rogatoire et recueillir les preuves demandées en ayant recours à cet effet aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celle qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf dans le cas où la commission rogatoire demanderait expressément l'emploi d'un mode de procédure déterminé, auquel cas ce mode de procédure devra être appliqué s'il n'est pas incomparable avec la législation du pays d'exécution.

e) L'agent consulaire chargé de transmettre la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse informer la partie ou les parties intéressées qui, si elles le désirent, seront autorisées soit à y assister en personne, soit à s'y faire représenter.

f) L'exécution d'une commission rogatoire conforme aux dispositions précédentes du présent article ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2° Si, dans le pays d'exécution, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle la commission rogatoire doit être exécutée juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, celle-ci devra en informer immédiatement l'agent consulaire qui l'aura transmise, en spécifiant les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, ou, dans le cas prévu à l'article 7 *c)*, en indiquant l'autorité judiciaire à laquelle elle a été retransmise.

h) Lorsqu'une commission rogatoire aura été exécutée, l'autorité compétente à laquelle elle a été transmise ou retransmise, enverra à l'agent consulaire par lequel elle aura été transmise les pièces justificatives nécessaires attestant qu'elle a été exécutée.

Article 8.

a) L'autorité judiciaire du pays d'origine a le droit, dans la commission rogatoire adressée à l'autorité compétente du pays d'exécution, de demander à cette autorité de nommer, en vue de recueillir les preuves, une personne expressément désignée dans la commission rogatoire.

Un agent consulaire agissant pour le compte du pays d'origine ou toute autre personne compétente peut être désignée à cet effet.

b) Lorsqu'on aura recours à cette procédure, les dispositions des paragraphes *b)*, *c)*, *f)*, *g)* et *h)* de l'article 7 seront applicables, mais les dispositions des paragraphes *d)* et *e)* du même article seront remplacées par les dispositions suivantes :

c) L'autorité compétente du pays d'exécution donnera effet à la demande et nommera la personne désignée pour recueillir les témoignages, à moins que cette personne ne se refuse à agir en cette qualité. En outre, s'il y a lieu, cette autorité fera usage des pouvoirs coercitifs qu'elle possède en vertu de sa propre législation pour obliger les témoins à comparaître et à déposer devant la personne ainsi nommée.

d) La personne ainsi nommée aura tout pouvoir pour faire prêter serment et quiconque portera de faux témoignages par devant elle sera passible, devant les tribunaux du pays d'exécution, des peines prévues par la loi de ce pays en cas de parjure.

e) Les preuves seront recueillies conformément à la loi du pays d'origine, pourvu que ce mode de procédure ne soit pas contraire à la législation du pays d'exécution et les parties auront le droit de comparaître en personne ou de se faire représenter par des avocats ou avoués, ou par toute autre personne qualifiée pour ester en justice devant les tribunaux soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

Article 9.

a) Les preuves pourront également être recueillies sans demande préalable des autorités du pays d'exécution et sans que celles-ci aient à intervenir, par une personne de ce pays directement

nommée à cet effet par le tribunal du pays d'origine. Un agent consulaire agissant pour le pays d'origine ou toute autre personne compétente peut être nommée à cet effet.

b) Toute personne ainsi désignée pour recueillir les témoignages peut citer à comparaître et à déposer les personnes dont les noms lui auront été fournis par le tribunal qui l'a désignée. Elle peut recourir à toutes les modalités de preuve qui ne sont pas contraires à la législation du pays d'exécution et a le droit de faire prêter serment. La procédure de comparution et de témoignage sera entièrement volontaire et il ne pourra être employé aucune mesure coercitive.

c) Sauf lorsque le destinataire est un sujet ou un citoyen de la Haute Partie contractante pour les autorités judiciaires de laquelle le témoignage est demandé, les mandats de comparution délivrés par la personne nommée comme il a été dit plus haut seront rédigés dans la langue du pays d'exécution ou accompagnés d'une traduction en cette langue.

d) Les témoignages pourront être recueillis conformément à la procédure admise par la loi du pays d'origine et les parties auront le droit de comparaître en personne ou d'être représentées par des avocats ou des avoués dudit pays ou par tout autre personne qualifiée pour comparaître devant les tribunaux soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

Article 10.

Le fait qu'une tentative en vue de recueillir les preuves suivant la procédure prévue à l'article 9 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître ou de témoigner, ne fera pas obstacle à l'envoi ultérieur d'une commission rogatoire, conformément aux articles 7 ou 8.

Article 11.

a) Lorsque la preuve est recueillie dans l'une des formes prévues à l'article 7 ou 8, la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire aura adressé la commission rogatoire devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante tous les frais et dépens exposés par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution de témoins qui n'ont pas comparu volontairement, des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité pourra avoir déléguée lorsque la législation du pays d'exécution permet cette délégation, et de tous les frais et débours résultant du fait qu'une procédure spéciale a été demandée et suivie. Ces frais et dépens devront correspondre à ceux qui sont alloués normalement, dans des cas similaires, par les tribunaux du pays d'exécution.

b) Le remboursement de ces frais et dépens devra être réclamé par l'autorité compétente qui a assuré l'exécution de la commission rogatoire, à l'agent consulaire qui l'aura transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution, comme il est prévu à l'article 7 h).

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, l'exécution de commissions rogatoires ne peut donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou de droits quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS, EMPRISONNEMENT POUR DETTES ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 12.

Les sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, à tous égards, du même traitement que les sujets de cette dernière Haute Partie contractante en matière d'assistance judiciaire gratuite aux indigents et d'emprisonnement pour dettes ; de même, à la condition qu'ils résident sur le territoire de l'autre Partie contractante, ils seront dispensés de fournir une caution pour les frais de justice toutes les fois que, dans les mêmes conditions, un sujet ou citoyen de l'autre Partie contractante en aurait été lui-même dispensé.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 13.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 14.

La présente convention, dont les textes anglais et polonais font également foi, devra être ratifiée. Les ratifications seront échangées à Londres. La convention entrera en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois après la date de l'échange des ratifications et restera valable pendant trois ans après son entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre, par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention d'en faire cesser l'effet, la convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 15.

a) La présente convention ne s'appliquera pas *ipso facto* à l'Ecosse ou à l'Irlande du Nord ni à aucune des colonies ou protectorats de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, ni à aucun des territoires placés sous sa suzeraineté ni à aucun des territoires sous mandat, administrés par son gouvernement dans le Royaume-Uni, mais Sa Majesté pourra, à toute époque, tant que la convention sera en vigueur, et en vertu de l'article 14, étendre l'application de cette convention à l'un quelconque des territoires susmentionnés, par voie de notification transmise par l'intermédiaire de son ambassadeur à Varsovie.

b) Cette notification devra indiquer les autorités dudit territoire en question auxquelles doivent être transmises les demandes de signification prévues à l'article 3 et les commissions rogatoires prévues aux articles 7 et 8, ainsi que la langue dans laquelle les communications et les traductions doivent être faites. La convention deviendra applicable aux territoires visés par la notification un mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension de cette convention à l'un des territoires visés au paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra y mettre fin à tout moment, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention, dans les conditions prévues à l'article 14, mettra fin *ipso facto* à l'application de cette convention à tous les territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, en termes exprès, par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 16.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que le Gouvernement de la République polonaise, agissant en vertu de l'article 104 du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919, et des articles 2 et 6 de la convention conclue entre la Pologne et Dantzig le 9 novembre 1920, pourra, à toute époque, tant que la présente convention sera en vigueur, en vertu de l'article 14 ou en vertu de toute adhésion effectuée conformément à l'article 17, déclarer que la présente convention s'appliquera à la Ville libre de Dantzig, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique.

b) Sitôt effectuée cette notification, les dispositions de la présente convention s'appliqueront au territoire de la Ville libre de Dantzig et aux citoyens de la Ville libre.

c) Chacune des Hautes Parties contractantes peut mettre un terme à l'application de la convention à Dantzig, à un moment quelconque, après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la notification mentionnée au paragraphe a) du présent article, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention, dans les conditions prévues à l'article 14, mettra un terme à l'application de cette convention à la Ville libre de Dantzig, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, en termes exprès, par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 17.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra, à tout moment, tant que la convention sera en vigueur, soit aux termes de l'article 14, soit par accession en vertu du présent article, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique, accéder à la présente convention au nom d'un Membre quelconque du Commonwealth britannique dont le gouvernement aura manifesté ce désir. Toutefois, aucune notification d'accession ne pourra être faite, à aucun moment, si le Président de la République polonaise a dénoncé la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté britannique auxquels s'applique la convention. Les dispositions du paragraphe b) de l'article 15 seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une accession en vertu du paragraphe a) de cet article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois, notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à tout pays qui aura fait l'objet d'une notification d'accession. L'expiration de la convention dans les conditions prévues à l'article 14 n'affectera pas son application à ces pays.

c) Les notifications d'accession visées au paragraphe a) du présent article pourront également s'étendre aux Dépendances et aux territoires sous mandat administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'accession ; de même toute dénonciation de la convention concernant les pays visés au paragraphe b) s'étendra aux Dépendances et aux territoires sous mandat compris dans la notification d'accession relative auxdits pays.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente convention, rédigée en polonais et en anglais, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Varsovie le 26 août 1931.

(—) August ZALEWSKI.
(—) Stefan SIECZKOWSKI
(—) William ERSKINE.

EXCHANGES OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE POLISH GOVERNMENT RESPECTING THE EXTENSION TO SCOTLAND AND NORTHERN IRELAND OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION OF AUGUST 26, 1931, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. WARSAW, JULY 20 AND 26, 1932.

Communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 octobre 1932.

I.

BRITISH EMBASSY.
No. 157 (71/9/32).

WARSAW, *July 20th*, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 15 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26th, 1931, the extension of the operation of that convention to Scotland.

2. The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 20th of August next.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ÉCHANGES DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS RELATIFS A L'APPLICATION A L'ÉCOSSE ET A L'IRLANDE DU NORD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 26 AOÛT 1931 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. VARSOVIE, LES 20 ET 26 JUILLET 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, October 6, 1932.

. ¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
N^o 157 (71/9/32).

VARSOVIE, *le 20 juillet* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 15 (*a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civiles et commerciales, signée à Varsovie le 26 août 1931, que l'application de cette convention est étendue à l'Écosse.

2. L'autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées, en Écosse, est le « Crown Agent » à Edimbourg, et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 (*b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note produira effet un mois après la date de cette dernière, c'est-à-dire le 20 août prochain.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

4. Je vous serais très obligé de bien vouloir accuser réception de cette communication et je vous prie d'agréer, etc.

G. VEREKER.

G. VEREKER.

His Excellency
Monsieur J. Beck.

Son Excellence
Monsieur J. Beck.

II.

II.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. P.V. 994/1/19.

VARSOVIE, le 26 juillet 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note N° 157(71/9/32) en date du 20 courant vous avez bien voulu me communiquer, conformément à l'article 15 *a*) et *b*) de la Convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne relative à la procédure en matières civiles et commerciales, signée à Varsovie le 26 août 1931, l'extension de l'application de cette convention à l'Ecosse à partir du 20 août prochain.

En même temps vous avez tenu à m'informer que l'autorité en Ecosse à laquelle doivent être adressées les commissions rogatoires et les significations est l'Agent de la Couronne à Edinbourg et, que la langue anglaise est à employer pour les communications et les traductions respectives.

En vous accusant réception de la note précitée, j'ai l'honneur de vous communiquer que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées ont été saisies de sa teneur.

Agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

BECK.

Monsieur G. G. Medlicott Vereker,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Sa Majesté britannique,
à Varsovie.

REPUBLIC OF POLAND.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. P.V. 994/1/19.

WARSAW, July 26th, 1932.

SIR,

By your note No. 157 (71/9/32) dated 20th instant, you were so good as to notify me in accordance with Article 15 *(a)* and *(b)* of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26th, 1931, of the extension of the operation of that Convention to Scotland as from the 20th of August next.

At the same time, you informed me that the authority in Scotland, to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

In acknowledging the receipt of the above communication, I have the honour to inform you that I have taken note thereof and that the authorities concerned have been informed of its contents.

I have the honour, etc.

BECK.

Monsieur G. G. Medlicott Vereker,
His Britannic Majesty's Acting
Chargé d'Affaires,
at Warsaw.

III.

BRITISH EMBASSY.
No. 159 (71/II/32).

WARSAW, *July, 20th, 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26, 1931, the extension of the operation of that convention to *Northern Ireland*.

2. The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is The Registrar of the Supreme Court for Northern Ireland at Belfast, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the *20th of August next*.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

G. VEREKER.

His Excellency
Monsieur J. Beck.

IV.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No.P.V.994/I/20.

VARSOVIE, *le 26 juillet 1932.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note N° 159 (71/II/32) en date du 20 courant, vous avez bien voulu me communiquer, conformément à l'art. 15 *a*) et *b*) de la Convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne relative à la procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie le

III.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 159 (71/II/32).

VARSOVIE, *le 20 juillet 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civiles et commerciales, signée à Varsovie, le 31 mars 1931, que l'application de cette convention est étendue à l'Irlande du Nord.

2. L'autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées dans l'Irlande du Nord est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature » de l'Irlande du Nord, et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note produira effet un mois après la date de cette dernière, c'est-à-dire le 20 août prochain.

Je vous serais très obligé de bien vouloir accuser réception de cette communication et je vous prie d'agréer etc.

G. VEREKER.

Son Excellence
Monsieur J. Beck.

IV.

REPUBLIC OF POLAND.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No.P.V.994/I/20.

WARSAW, *July 26th, 1932.*

SIR,

By your note No. 159 (71/II/32) dated 20th instant, you were so good as to notify me in accordance with Article 15 (*a*) and (*b*) of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at

26 août 1931, l'extension de l'application de cette convention à l'Irlande du Nord à partir du 20 août prochain.

En même temps vous avez tenu à m'informer que l'autorité en Irlande du Nord à laquelle doivent être adressées les commissions rogatoires et les significations est le Greffier de la Cour suprême pour l'Irlande du Nord à Belfast, et que la langue anglaise est à employer pour les communications et les traductions respectives.

En vous accusant réception de la note précitée, j'ai l'honneur de vous communiquer que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées ont été saisies de sa teneur.

Agréé, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

BECK.

Monsieur G. G. Medlicott Vereker,
Chargé d'affaires *a. i.*
de Sa Majesté britannique,
à Varsovie.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE POLISH GOVERNMENT RESPECTING THE EXTENSION TO PALESTINE AND TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION OF AUGUST 26, 1931, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. WARSAW, SEPTEMBER 17, AND OCTOBER 5, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 décembre 1932.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 186.
(71/20/32).

WARSAW 17th September 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 3002

Warsaw on August 26, 1931, of the extension of the operation of that Convention to Northern Ireland as from the 20th of August next.

At the same time, you informed me that the authority in Northern Ireland, to whom requests for service or for the taking of the evidence should be transmitted, is the Registrar of the Supreme Court for Northern Ireland at Belfast, and the language to be used in communications and translations is English.

In acknowledging the receipt of the above communication, I have the honour to inform you that I have taken note thereof and that the authorities concerned have been informed of its contents.

I have the honour, etc.

BECK.

Monsieur G. G. Medlicott Vereker,
His Britannic Majesty's Acting
Chargé d'Affaires,
at Warsaw.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS RELATIF A L'APPLICATION A LA PALESTINE ET A LA TRANSJORDANIE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 26 AOUT 1931 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. VARSOVIE, LES 17 SEPTEMBRE ET 5 OCTOBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 14, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 186.
(71/20/32).

VARSOVIE, le 17 septembre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26th, 1931, the extension of the operation of that convention to Palestine and Transjordan respectively.

2. The authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, is, in the case of Palestine :

The Superintendent of Courts,
Law Courts,
Jerusalem,

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In the case of Transjordan, requests should be addressed to :

The Minister of Justice,
Transjordan Government,
Amman,
Transjordan,

and the language to be used is Arabic.

4. In accordance with Article 15 (b) of the convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the seventeenth of October next.

5. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) William ERSKINE.

His Excellency
Monsieur Auguste Zaleski.

II.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° P.V.994/I/24.

VARSOVIE, le 5 octobre 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par la note N°186(71/20/32), en date du 17 septembre dernier Votre Excellence a bien

l'honneur de vous notifier, conformément à l'article 15 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931, l'extension de ladite convention à la Palestine et à la Transjordanie respectivement.

2. L'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification ainsi que les commissions rogatoires est, dans le cas de la Palestine :

The Superintendent of Courts,
Law Courts,
Jerusalem,

et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Dans le cas de la Transjordanie, les demandes devront être adressées à :

" The Minister of Justice,
Transjordan Government,
Amman,
Transjordan,

et la langue à employer devra être l'arabe.

4. Conformément à l'article 15 b) de la convention, les extensions ainsi notifiées entreront en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 17 octobre 1932.

5. En vous priant de vouloir bien accuser réception du contenu de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) William ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur Auguste Zaleski.

II.

POLISH REPUBLIC.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No.P.V.994/I/24.

WARSAW, October 5th, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

In your note N.186/71/20/32 of September 17th last, you were good enough to inform me,

voulu me communiquer conformément à l'article 15 (a) de la Convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne relative à la procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931, que l'autorité à laquelle doivent être adressées les commissions rogatoires et les significations en Palestine est le Superintendent des Tribunaux, Tribunaux judiciaires, Jérusalem (The Superintendent of Courts, Law Courts, Jerusalem) et que la langue anglaise est à employer pour les communications et les traductions respectives.

En même temps Votre Excellence a bien voulu m'informer que l'autorité à laquelle doivent être adressées les commissions rogatoires et les significations en Transjordanie est le Ministre de la Justice, Gouvernement de Transjordanie, Amman, Transjordanie (The Minister of Justice, Transjordan Government, Amman, Transjordan) et que la langue arabe est à employer pour les communications respectives.

En accusant réception à Votre Excellence de la note précitée, j'ai l'honneur de lui communiquer, que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées ont été saisies de sa teneur.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signature (Illisible).

Son Excellence
Sir William Erskine,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
à Varsovie.

in accordance with Article 15 (a) of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at Warsaw on August 26th, 1931, that the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be addressed is, in the case of Palestine : The Superintendent of Courts, Law Courts, Jerusalem, and that the language to be used in communications and translations is English.

At the same time, you informed me that the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be addressed is, in the case of Transjordan : The Minister of Justice, Transjordan Government, Amman, Transjordan, and the language to be used in such communications is Arabic.

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note and to inform Your Excellency that I have noted its contents, which have been communicated to the authorities concerned.

I have the honour to be, etc.

Signature (Illegible).

His Excellency
Sir William Erskine,
His Britannic Majesty's Ambassador
at Warsaw.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE POLISH GOVERNMENT RESPECTING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE CONVENTION OF AUGUST 26, 1931, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. WARSAW, NOVEMBER 8 and 19, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 20 mars 1933.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 204.
(71/24/32.)

WARSAW, November 8, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26, 1931, the accession of His Majesty, to that convention in respect of the Dominion of New Zealand.

2. The authority in New Zealand to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of New Zealand at Wellington, New Zealand, and the language to be used in communications and translation is English.

3. In accordance with Article 17 (a) of the convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 8th of December next.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS RELATIF A L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION DU 26 AOUT 1931 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. VARSOVIE, LES 8 ET 19 NOVEMBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain March 20, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 204
(71/24/32.)

VARSOVIE, le 8 novembre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la demande du gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931, que Sa Majesté adhère à cette convention pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande.

2. L'autorité de la Nouvelle-Zélande à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être transmises est le greffier de la Cour Suprême de Nouvelle-Zélande à Wellington; la langue à employer pour les communications et traductions sera l'anglais.

3. Conformément à l'article 17 a) de la convention, l'adhésion qui fait l'objet de la présente note entrera en vigueur un mois après la date de celle-ci, c'est-à-dire le 8 décembre prochain.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) William ERSKINE.

His Excellency,
Monsieur Joseph Beck.

II.

N° P. V. 994/1/25.

VARSOVIE, le 19 novembre 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par sa note du 8 novembre 1932 N° 204/71/24/32, Votre Excellence a bien voulu me communiquer, conformément à l'article 17 a) de la Convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne relative à la procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931 l'adhésion de Sa Majesté britannique à ladite convention pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande, cette adhésion devant produire ses effets à partir du 8 décembre prochain.

En même temps Votre Excellence m'informe que l'autorité en Nouvelle-Zélande à laquelle doivent être adressées les commissions rogatoires et les significations est le greffier de la Cour Suprême à Wellington et que la langue anglaise est à employer pour les communications et les traductions respectives.

En accusant réception à Votre Excellence de la note précitée, j'ai l'honneur de Lui communiquer que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées ont été saisies de sa teneur.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre :

(Signed) SCHAETZEL,
Ministre plénipotentiaire.

Son Excellence
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine,
Ambassadeur de Sa Majesté
britannique,
à Varsovie.

4 No. 3002

4. Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

(Signé) William ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur Joseph Beck.

II.

No. P. V. 994/1/25.

WARSAW, November 19, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. 204/71/24/32 of November 8, 1932, Your Excellency was good enough to communicate to me, in accordance with Article 17 (a) of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26, 1931, the accession of His Britannic Majesty to that Convention in respect of the Dominion of New Zealand, this accession to come into force on December 8th next.

At the same time Your Excellency informs me that the authority in New Zealand to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court at Wellington, and that the language to be used in communications and translations is English.

In acknowledging receipt of this note, I have the honour to inform you that I have duly noted its contents, which have been communicated to the authorities concerned.

I have the honour, etc.

For the Minister :

(Signed) SCHAETZEL,
Minister Plenipotentiary.

His Excellency
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine,
His Britannic Majesty's Ambassador
at Warsaw.

N° 3003. — CONVENTION¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE ROYAUME DE SUÈDE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 7 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 juillet 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du désir de consolider et développer les rapports économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention d'établissement, de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. le baron J. M. ALSTRÖMER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Royaume de Suède en Roumanie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. Nicolas IORGA, président du conseil, ministre de l'Instruction publique, ministre des Affaires étrangères par intérim ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, sous tous les rapports, en ce qui concerne leur personne et leurs biens, des mêmes droits, privilèges et faveurs accordées ou qui seraient accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

En conséquence, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront en observant les lois et règlements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre, ou l'abandonner en tout temps, sans être soumis à des restrictions ou charges, de quelque nature qu'elles soient, autres que celles auxquelles sont et seront soumis les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est toutefois entendu que les dispositions de la présente convention ne portent aucune atteinte au droit reconnu à chacune des Hautes Parties contractantes de refuser, dans des cas déterminés, aux ressortissants de l'autre Partie, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit pour

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 2 juin 1932.

N° 3003.

ROUMANIE ET SUÈDE

Convention d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Bucarest, le 7 octobre 1931, et échanges de notes de la même date, concernant :

1. Les droits de douane frappant les chaussures à semelles de caoutchouc à l'importation en Roumanie ;
 2. Les certificats phyto-pathologiques ; et
 3. Les certificats de jauge.
-

ROUMANIA AND SWEDEN

Convention of Establishment, Commerce and Navigation with Final Protocol, signed at Bucharest, October 7, 1931, and Exchanges of Notes of the same date concerning :

1. Customs Duties on Rubber-Soled Shoes upon their Entry into Roumania ;
2. Phyto-Pathological Certificates ; and
3. Tonnage Certificates.

des raisons de sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ou d'ordre public ou pour des raisons de politique sociale, notamment pour des motifs d'assistance publique ou de police sanitaire ou des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, conformément aux dispositions constitutionnelles et légales du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par vente, échange, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen, et acquérir des biens par testament ou succession *ab intestat*.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront aussi le droit d'exporter librement leurs biens sans être à cet égard soumis à d'autres restrictions ou à des charges, taxes ou impôts, autres ou plus élevés, que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier ou profession dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront soumis, sur le territoire de l'autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier ou profession, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, de quelque dénomination que ce soit, autre ou plus élevé que ceux imposés ou qui seront imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire personnel obligatoire et de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, sauf toutefois de la tutelle, ainsi que de toutes taxes ou charges remplaçant le service militaire ou l'exercice d'une telle fonction.

Ils seront également dispensés de tous emprunts forcés, ainsi que de toutes autres contributions, de quelque nature qu'elles soient, qui pourraient être imposés pour des besoins de guerre ou en raison d'autres circonstances exceptionnelles.

En ce qui concerne les réquisitions et toutes autres prestations analogues pour les besoins de la force armée, ils ne seront traités, sous aucun rapport, ni en temps de paix ni en temps de guerre, moins avantageusement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3003. — CONVENTION² OF ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE KINGDOM OF SWEDEN. SIGNED AT BUCHAREST, OCTOBER 7, 1931.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 13, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of strengthening and developing the economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention concerning Establishment, Commerce and Navigation, and have to that end appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron J. M. ALSTRÖMER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of Sweden in Roumania ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. Nicolas IORGA, President of the Council, Minister of Public Instruction, Minister for Foreign Affairs *ad interim* :

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy in all respects in the territory of the other Party, as regards their persons and property, the same rights, privileges and favours as are or may hereafter be granted to the nationals of the most favoured nation.

The nationals of either High Contracting Party shall in consequence be entitled, subject to compliance with the laws and regulations in force therein, to enter freely, travel, reside and establish themselves in the territory of the other Party, or to leave it at any time, without being subject to any restrictions or charges of any kind other than those imposed, or which may hereafter be imposed, upon the nationals of the most favoured nation.

It is however understood that the provisions of the present Convention shall in no way restrict the acknowledged right of either High Contracting Party in individual cases to refuse nationals of the other Party permission to reside in the country, either in virtue of a judicial decision or for

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, June 2, 1932.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux. Ils pourront également employer des avocats et agents choisis à leur gré et autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport aussi, des mêmes droits et avantages que les nationaux.

Les questions de la caution *judicatum solvi* et de l'assistance judiciaire gratuite seront toutefois réglées entre les Hautes Parties contractantes conformément aux stipulations intervenues ou à intervenir entre elles.

Article VII.

Les sociétés anonymes et autres entreprises économiques — y compris les sociétés commerciales, industrielles, financières, de transports et d'assurances — qui ont été légalement constituées et ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, seront reconnues sur le territoire de l'autre partie et pourront, en conséquence, y ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour se défendre.

Lesdites sociétés pourront dans le cadre de la législation en vigueur et sous les conditions y prévues, exercer leur activité sur le territoire de l'autre Partie et y acquérir et posséder toutes sortes de biens meubles et les biens immeubles nécessaires à leur fonctionnement, ainsi que disposer librement desdits biens meubles et immeubles, et jouiront sous ces rapports comme à tous autres égards d'un traitement aussi avantageux que celui accordé aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée. Elles ne seront pas assujetties, en ce qui concerne leur activité, ni pour leurs biens mobiliers ou immobiliers, ni à n'importe quel autre égard, à des charges, taxes ou impôts, quelle qu'en soit la dénomination, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Les stipulations des articles V et VI, relatives aux ressortissants des Parties contractantes, s'appliqueront également par analogie aux sociétés visées au présent article.

Article VIII.

Sous réserve des dérogations expressément prévues par la présente convention, les Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement, pour tout ce qui concerne le commerce entre les deux pays, les mêmes privilèges, facilités et faveurs de toute nature que ceux qui sont ou pourront être appliqués en ce qui concerne le commerce avec n'importe quel autre pays.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes n'établiront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions relatives à l'importation ou à l'exportation réciproque qui ne s'appliqueraient pas de la même manière à l'importation ou à l'exportation des mêmes produits dans le commerce avec tout autre pays.

Toutefois, ne seront pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues :

- a) Pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites ou de parer à la dégénérescence ou à l'extinction des plantes utiles ;
- c) Concernant les produits qui font ou pourront faire l'objet d'un monopole d'Etat.

Article X.

En ce qui concerne les droits d'entrée et tous autres droits et taxes, quelle qu'en soit la nature, qui sont perçus à l'importation de marchandises, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre, immédiatement et sans conditions, de toute faveur, réduction ou exonération qu'elle applique ou pourra appliquer à l'égard de la nation la plus favorisée. Les Parties

reasons connected with the internal or external security of the State, or with public order, or with social policy and particularly on grounds connected with public relief, public health or morals.

Article II.

The nationals of either High Contracting Party shall have the right, upon the same conditions as nationals of the most favoured nation, to acquire and to possess in the territory of the other Party any kind of movable or immovable property in accordance with the constitutional and legal provisions of the country. They shall be entitled, subject to the same conditions, freely to dispose thereof by way of sale, exchange, gift, transfer, marriage settlement, succession *ab intestato* or by any other way, and to acquire property by will or by succession *ab intestato*.

They shall not in any of the above cases be liable to charges, dues or taxes, of any kind whatsoever, other or higher than those which are, or may hereafter be, imposed on nationals of the country or of the most favoured nation.

They shall also be entitled freely to export their property without thereby being subjected to any restrictions, charges, dues or taxes other or higher than those which are, or may hereafter be, in force for nationals of the country or of the most favoured nation.

Article III.

The nationals of either High Contracting Party shall, under the same conditions as the nationals of the most favoured nation, have the right in the territory of the other Party, to carry on any kind of industry or commerce and to engage in any trade or profession, the exercise of which is not, or may not hereafter be, restricted to nationals.

Article IV.

Nationals of either High Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party, as regards their persons, property, rights or interests, or as regards the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, to any direct or indirect charge, due or tax, of any kind whatsoever, other or higher than those which would be levied on nationals of the country or of the most favoured nation.

Article V.

The nationals of either High Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party to any compulsory personal military service, or to any compulsory official duties of a judicial, administrative or municipal character, other than guardianship, nor to any dues or charges imposed in lieu of military service or of the performance of such duties.

They shall also be exempt from any forced loans or other contributions of any kind whatsoever which may hereafter be levied for war requirements or by reason of other exceptional circumstances.

In respect of requisitions and any other services of a like nature for the requirements of the armed forces, they shall neither in time of peace nor in time of war receive less favourable treatment than that granted to the nationals of the country or of the most favoured nation.

Article VI.

Nationals of either High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party, as regards the legal and judicial protection of their person and property, the same treatment as is given to nationals.

contractantes s'engagent aussi à ne pas appliquer réciproquement des droits de douane plus élevés que les droits autonomes les plus bas prévus par le tarif douanier qui est ou sera en vigueur dans le pays respectif.

Les deux Parties s'accordent réciproquement aussi le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de sortie et tous autres droits ou taxes perçus à l'exportation de marchandises.

Elles se garantissent réciproquement, en outre, le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne la caution à déposer pour les droits de douane et autres droits à l'importation, le mode de perception de ces droits, la tarification, les drawbacks et autres formalités douanières applicables à l'importation, à l'exportation, au transit, à la réexportation et au transbordement des marchandises, ainsi qu'à l'entreposage de celles-ci, leur traitement dans les entrepôts et les droits ou taxes y afférents.

Article XI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer dans leur commerce réciproque, en ce qui concerne les certificats d'origine, les dispositions de la Convention internationale¹ pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Les certificats d'origine, en tant qu'ils sont exigés par l'un des deux pays contractants pourront, s'ils ont trait aux marchandises originaires de l'autre pays contractant, émaner, soit des autorités douanières soit des Chambres de commerce et d'industrie, ou d'agriculture compétentes de ce dernier pays, soit encore de toutes autres autorités ou institutions de ce pays reconnues à cet effet par le gouvernement du pays de destination. Lesdits certificats d'origine seront reconnus par les autorités du pays de destination. Dans le cas où ils ne seraient pas délivrés par une autorité d'Etat ou une Chambre de commerce et d'industrie ou d'agriculture compétente, le gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient légalisés par son représentant diplomatique ou consulaire au lieu d'expédition. Ladite légalisation s'effectuera sans frais.

Lorsque les produits d'un tiers pays traversent le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, pour être importés dans le territoire de l'autre Partie, les autorités douanières de cette dernière accepteront, comme valables, les certificats délivrés par les autorités douanières de l'autre Haute Partie contractante, attestant que les produits sont restés, pendant le transit, sous la surveillance de la douane.

Les autorités du pays destinataire pourront exiger la traduction en français des certificats d'origine.

Article XII.

Les droits ou taxes intérieurs, de quelque dénomination qu'ils soient, qui grèvent ou pourront grever sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou des corporations, la fabrication, la préparation, la circulation, l'achat, la vente ou la consommation d'un produit, ne pourront, sous aucun prétexte, être plus lourds ou plus élevés pour les produits de l'autre partie que pour les produits similaires indigènes ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article XIII.

Les négociants, fabricants et autres industriels établis sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui justifieront par la production d'une carte de légitimation, délivrée par une autorité compétente de ce territoire, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et y acquittent leurs contributions légales à cet effet, auront sur le territoire de l'autre partie, à condition d'observer les formalités prescrites, le droit de faire, soit personnellement, soit par des voyageurs de commerce à leur service, des achats chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons,

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

They shall accordingly have free and unhindered access to the Courts and may sue or be sued under the same conditions as nationals. They shall also be free to employ and choose advocates and agents authorised by the laws of the country, and in this respect also shall enjoy the same rights and advantages as nationals.

Questions of *cautio judicatum solvi* and of free legal aid shall, however, be settled between the High Contracting Parties in accordance with arrangements made, or hereafter to be made, between them.

Article VII.

Joint-stock companies and other economic undertakings — including commercial, industrial financial, transport and insurance companies — which are legally incorporated and have their headquarters in the territory of one of the High Contracting Parties shall be recognised in the territory of the other Party, and shall accordingly be entitled to sue or be sued in the Courts of that Party as plaintiffs or defendants.

The said companies shall be entitled, within the bounds of the legislation in force and subject to the conditions therein laid down, to carry on their activities within the territory of the other Party, and to acquire and possess therein every kind of movable or immovable property necessary for the purpose of such activities, and to dispose freely of such movable and immovable property, and shall in this respect and in every other way receive as favourable treatment as that granted to similar companies belonging to the most favoured nation. They shall not be liable in respect of their activities, either for their movable or immovable property or in any other way, to any charges, dues or taxes of any kind whatsoever other or higher than those imposed on similar companies belonging to the most favoured nation.

The provisions of Articles V and VI referring to nationals of the Contracting Parties shall by analogy be applied to the companies covered by the present Article.

Article VIII.

Subject to the exceptions specially provided for by the present Convention, each of the High Contracting Parties shall grant to the other in all matters concerning trade between the two countries, the same privileges, facilities and favours of every kind as are or may hereafter be granted in respect of the trade with any other country.

Article IX.

The High Contracting Parties shall not impose or maintain any prohibitions or restrictions on imports or exports as between each other which do not apply in the same way to the imports or exports of the same products in the course of trade with any other country.

No breach of the principle of most-favoured-nation treatment shall however be considered to be involved in any prohibitions or restrictions imposed or maintained :

(a) For reasons of public order or the internal or external security of the State.

(b) For reasons of public health, or with the object of protecting animals or useful plants against disease, harmful insects or parasites, or to combat the deterioration or extinction of useful plants.

(c) In connection with products which are, or may hereafter be, Government monopolies.

Article X.

As regards import duties and any other duties or dues of any kind whatsoever which are levied on the importation of goods, each of the High Contracting Parties undertakes to extend to the other, immediately and unconditionally, all privileges, reductions or exemptions which it grants, or may hereafter grant, to the most favoured nation. The Contracting Parties further undertake

chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises de la même espèce que celles offertes. Ils jouiront à ces égards, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes et sous tous autres rapports, d'un traitement aussi favorable que les négociants, industriels et voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

Lesdits industriels et voyageurs de commerce, munis d'une carte de légitimation, ont le droit d'avoir avec eux des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation devront être établies conformément au modèle inséré à la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923. Sous réserve des cas exceptionnels visés par ladite convention le visa d'une autorité consulaire ou autre ne sera pas exigible.

Les stipulations de ladite convention internationale s'appliqueront également en ce qui concerne l'importation et la réexportation des échantillons et modèles. Le délai de réexportation est fixé à six mois, mais il pourra, sur l'autorisation de l'Administration des Douanes, être prolongé jusqu'à douze mois.

En tout ce qui concerne l'importation et la réexportation des échantillons et modèles, les parties s'accordent, en outre, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

En ce qui concerne le transit, les Hautes Parties contractantes appliqueront réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention et du Statut¹ sur la liberté du transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921.

Article XV.

Pour le transport par chemins de fer des voyageurs, bagages et marchandises, les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les taxes publiques afférentes aux transports.

Article XVI.

Les navires et bateaux suédois et leurs cargaisons jouiront en Roumanie, et les navires et bateaux roumains et leurs cargaisons jouiront en Suède, à tous égards, du même traitement que les navires et bateaux nationaux et leurs cargaisons, quels que soient le lieu de départ et le lieu de destination desdits navires ou bateaux, quelles que soient aussi la provenance et la destination de leurs cargaisons.

Les navires et bateaux de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare et de bouée ou de quarantaine, ni à d'autres droits et charges, de quelque dénomination que ce soit, plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués, dans les mêmes conditions, aux navires et bateaux nationaux.

Les navires et bateaux de chacune des Parties contractantes jouiront de tout privilège et de toute faveur qui est ou sera accordé aux navires et bateaux nationaux, en ce qui concerne leur placement, leur chargement ou leur déchargement dans les ports et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles sont ou pourront être soumis les navires et bateaux, leurs équipages et leurs cargaisons.

Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties contractantes a accordé ou pourra accorder sous l'un des rapports susvisés à une tierce Puissance seront appliqués simultanément et sans réserves à l'autre Partie contractante.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

not to apply to each other Customs duties higher than the lowest autonomous duties levied by the Customs tariff which is, or may hereafter be, in force in the country concerned.

The two Parties shall also grant each other most-favoured-nation treatment in regard to export duties and all other duties or dues levied on the export of goods.

They also undertake to allow each other most-favoured-nation treatment in regard to the deposit of surety for Customs and other import duties, the manner in which such duties are levied, the rate of duty, drawbacks, and other Customs formalities in connection with the import, export, transit, re-export and trans-shipment of goods, or with their bonding and treatment in bond and the duties and dues attaching thereto.

Article XI.

As regards certificates of origin, the High Contracting Parties undertake to apply in their mutual commercial relations the provisions of the International Convention¹ for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva, November 3, 1923.

Where certificates of origin are required by one of the two Contracting Parties, they may, if they deal with goods originating in the territory of the other Contracting Party, be issued either by the Customs authorities, or by the competent Chambers of Commerce and Industry or Agriculture of that country, or by any other authority or institution thereof approved for the purpose by the Government of the country of destination. The said certificates of origin shall be recognised by the authorities in the country of destination. If they are not issued by a State authority or a competent Chamber of Commerce and Industry or Agriculture, the Government of the country of destination may require them to be legalised by its diplomatic or consular representative at the place of despatch. No charge shall be made for such legalisation.

When the products of a third country cross the territory of one of the High Contracting Parties in course of import into the territory of the other Party, the Customs authorities of the latter country shall recognise as valid the certificates issued by the Customs authorities of the other High Contracting Party to the effect that the products have remained under Customs supervision during the period of transit.

The authorities of the country of destination shall be entitled to demand a translation into French of certificates of origin.

Article XII.

Internal duties or dues of any kind whatsoever which are, or may hereafter be, levied within the territory of one of the High Contracting Parties for the profit of the State, provinces, communes or corporations, on the manufacture, preparation, distribution, purchase, sale or consumption of any product shall not be heavier or higher for the products of the other Party than those levied on similar home products or on those of the most favoured nation.

Article XIII.

Merchants, manufacturers and other business men established in the territory of one of the High Contracting Parties who show proof by the production of an identity card issued by a competent authority in that territory that they are authorised to carry on their trade or industry therein, and that they pay therein the contributions prescribed for that purpose by law, shall be entitled within the territory of the other Party, and subject to compliance with the prescribed formalities, to make purchases either personally or through commercial travellers in their employ from merchants or producers or in the public market. They may also take orders, on sample or otherwise, from

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

Article XVII.

Sont exceptés des dispositions de la présente convention relatives à la navigation maritime :

- 1° Le cabotage ;
- 2° Les faveurs qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été ou pourront être accordées à la pêche nationale et à ses produits ;
- 3° L'application de mesures spéciales ayant pour objet de favoriser le développement de la marine marchande au moyen de subventions ;
- 4° Les privilèges concédés aux sociétés de sports nautiques ;
- 5° L'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime ; étant entendu toutefois que, si l'une des Hautes Parties contractantes accorde à un autre Etat quelque avantage ou privilège qui soit excepté par le présent alinéa, elle appliquera à l'autre, en ce qui concerne ledit avantage ou privilège, le traitement de la nation la plus favorisée ;
- 6° L'émigration et le transport des émigrants, étant entendu qu'un accord spécial pourra être conclu à ce sujet entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article XVIII.

La nationalité des navires et bateaux sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes, seront reconnus par l'autre partie, aux conditions prévues dans les arrangements spéciaux qui pourront être conclus par les deux Parties, au moment où celles-ci le trouveront opportun.

Article XIX.

Les navires et bateaux suédois qui entreront dans un port de la Roumanie, et les navires et bateaux roumains qui entreront dans un port de la Suède, à seule fin d'y compléter leur cargaison pour une destination étrangère ou d'en débarquer une partie, apportée de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et le réexporter, sans être tenus à payer pour celle-ci aucun droit ou frais, qui ne seraient pas perçus sur les bateaux nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article XX.

Si un navire ou bateau de l'une des Hautes Parties contractantes a échoué ou a fait naufrage sur les côtes de l'autre, le navire ou bateau et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent dans des circonstances analogues aux navires et bateaux nationaux ou de la nation la plus favorisée. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire ou bateau et la cargaison.

Les objets sauvés d'un navire ou bateau échoué ou naufragé ou de sa cargaison seront restitués au propriétaire ou à son représentant, pourvu que le propriétaire ou son représentant justifie de son droit dans le délai prévu par la loi. Si lesdits objets ont été vendus, le produit de la vente sera, aux mêmes conditions, mis à la disposition du propriétaire ou de son représentant. Le montant des droits de sauvetage et des autres frais occasionnés par le sauvetage sera calculé d'après les mêmes règles que celles applicables aux nationaux.

Il est convenu aussi que les objets sauvés d'un navire ou bateau échoué ou naufragé ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

merchants and other persons who for the purpose of their commerce or industry, make use of goods of the same kind as those offered. They shall receive in this respect, as also in everything relating to duties and dues and in every other way, treatment equally favourable with that received by the merchants, businessmen and commercial travellers of the most favoured nation.

The said business men and commercial travellers, being in possession of identity cards, shall be entitled to have with them samples or models but not merchandise.

The identity cards shall be drawn up in accordance with the model given in the International Convention for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923. Except in the special cases indicated in the said Convention, the visa of a consular or other authority shall not be required.

The provisions of the said International Convention shall apply equally in respect of the import and re-export of samples and models. The period within which re-export must take place shall be six months, but may be extended to twelve months on the authority of the Customs authorities.

The Parties shall also grant to each other most-favoured-nation treatment in all matters concerning the import and re-export of samples and models.

Article XIV.

In the matter of transit the High Contracting Parties shall in their mutual relations apply to each other the provisions of the Convention and Statute¹ on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921.

Article XV.

In the matter of rail transport of passengers, baggage and goods, the High Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in respect of consignment charges, freights and public dues leviable on transport.

Article XVI.

Swedish vessels and boats and their cargoes shall receive in Roumania, and Roumanian vessels and boats and their cargoes shall receive in Sweden the same treatment in every respect as national vessels and boats and their cargoes, whatever the place from which such vessels and boats come or to which they are proceeding, and whatever the place from or to which their cargoes are consigned.

The vessels and boats of one of the High Contracting Parties shall not be subject in the territory of the other to tonnage dues, port dues, pilotage, lighting or buoyage dues nor to any other dues or charges whatsoever, higher than those applicable in the same conditions to national vessels or boats.

The vessels and boats of each of the Contracting Parties shall enjoy any privilege or favour which is, or may hereafter be, granted to national vessels or boats in respect of their berthing, loading or unloading in the ports, and generally in respect of all formalities and provisions whatsoever which are, or may hereafter be, applicable to vessels, boats, their crews and cargoes.

Any privilege or exemption which either of the High Contracting Parties has accorded, or may hereafter accord, to any third Power in regard to any of the above matters shall be granted simultaneously and unconditionally to the other Contracting Party.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

Article XXI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, signés à Barcelone le 20 avril 1921¹, et du protocole additionnel² y relatif.

Il est entendu, toutefois, qu'il sera tenu compte des réserves faites tant par la Suède que par la Roumanie, à la signature de la convention, du protocole additionnel ou des protocoles d'adhésion.

Il est entendu, en outre, que les dispositions de la présente convention ne peuvent porter en aucun cas, atteinte à l'application du Statut définitif du Danube.

Article XXII.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas à la navigation dans les eaux intérieures.

Il est entendu, toutefois, que les facilités accordées par l'une des Hautes Parties contractantes à une nation tierce en ce qui concerne la navigation dans les eaux intérieures, ne seraient pas refusées à l'autre Partie.

Article XXIII.

Les représentants consulaires nommés par l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre partie de tous les privilèges, exemptions, immunités et droits qui appartiennent ou qui pourront ultérieurement être reconnus aux représentants consulaires d'une tierce Puissance. Toutefois, ces privilèges, exemptions, immunités et droits ne pourront être réclamés par l'une des Parties contractantes dans une mesure plus large que celle où il appartient aux représentants consulaires de l'autre Partie contractante sur le territoire de la première.

Article XXIV.

Pour autant qu'elles visent le traitement de la nation la plus favorisée, les stipulations de la présente convention ne seront pas applicables :

a) Aux faveurs que l'une des Hautes Parties contractantes a accordées ou pourra accorder par la suite à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, dans une zone qui ne devra pas dépasser, en règle générale, une largeur de quinze kilomètres de chaque côté de la frontière ;

b) Aux faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège, ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat ;

c) Au régime spécial que la Roumanie a déjà ou pourrait instituer en matière tarifaire pour les importations destinées à faciliter les règlements financiers résultant de l'état de guerre où elle s'est trouvée de 1916 à 1918 ;

d) Aux droits et privilèges qui pourraient être accordés à un ou plusieurs autres Etats limitrophes, en vertu d'une union douanière.

¹ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71 ; et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

² Vol. VII, page 65 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 71 ; vol. LXXVIII, page 437 ; et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

Article XVII.

Exceptions shall be made to the provisions of the present Convention relating to maritime navigation in the case of :

- (1) The coasting trade ;
- (2) Favours which have been, or may hereafter be, granted in either country to national fisheries and their products ;
- (3) Special measures with the object of encouraging by subsidies the development of the merchant marine ;
- (4) Privileges granted to yacht clubs ;
- (5) Maritime services in connection with ports, roadsteads and beaches, including pilotage, towage, salvage and rescue work ; it being nevertheless understood that, if one of the High Contracting Parties grants to another State any advantage or privilege which is excluded by the present paragraph, it will grant to the other Party most-favoured-nation treatment as regards the said advantage or privilege ;
- (6) Emigration and conveyance of emigrants, it being understood that a special agreement may hereafter be come to on this matter between the two High Contracting Parties.

Article XVIII.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States shall be recognised by both parties as establishing the nationality of vessels and boats.

Tonnage measurement certificates and other documents regarding tonnage measurement issued by one of the High Contracting Parties shall be recognised by the other Party in conformity with such special agreements as may hereafter be concluded between the two Parties at such time as they shall consider suitable.

Article XIX.

Swedish vessels and boats entering a Roumanian port, and Roumanian vessels and boats entering a Swedish port with the sole object of completing their cargoes for a foreign destination, or unloading a part thereof conveyed from a foreign port, shall be entitled, provided that they conform to the laws and regulations of the State concerned, to retain on board any part of the cargo consigned to another port or to another country, and to re-export it without being obliged to pay any duties or charges thereon other than those levied on national vessels or on those of the most-favoured-nation.

Article XX.

If a vessel or boat of one of the High Contracting Parties has run aground or been wrecked on the coast of the other, the vessel or boat and its cargo shall enjoy the same favours and immunities as are granted by the laws and regulations of the respective countries in similar circumstances to national vessels and boats or to vessels and boats of the most-favoured-nation. Assistance and relief shall be given to the master and the crew, both for themselves and for the vessel or boat and its cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

Goods salvaged from a vessel or boat which has run aground or been wrecked or from its cargo shall be restored to the owner or his representative, provided that the owner or his representative establishes his right within the period laid down by the law. If the said goods have been sold, the proceeds of the sale shall, subject to the same conditions, be placed at the disposal of the owner or his representative. The salvage dues and other expenses incurred in the salvage shall be calculated according to the same rules as those applicable to nationals.

It is also agreed that goods saved from a vessel or boat which has run aground or been wrecked shall not be liable to any Customs duties, unless admitted for consumption within the country.

Article XXV.

Tout différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, sera soumis à la Cour permanente de justice internationale.

Toutefois, les différends qui pourraient surgir sur le traitement des marchandises ou sur l'application des stipulations tarifaires ou de navigation et qui seraient de nature à exiger une solution immédiate, seront soumis, si les Hautes Parties contractantes en conviennent, à un tribunal arbitral constitué ad hoc. Ce tribunal sera composé de trois membres. Les Parties contractantes nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront d'un commun accord le troisième membre, agissant comme président. La désignation des membres devra être effectuée dans les trente jours qui suivent la date où les Hautes Parties contractantes seront convenues de recourir à la procédure arbitrale. A défaut d'accord entre les Parties contractantes à l'expiration de ce délai en ce qui concerne le troisième membre, celui-ci sera nommé par le président de la Cour permanente de justice internationale de la Haye.

Les décisions dudit tribunal arbitral auront force obligatoire.

Article XXVI.

La présente convention sera ratifiée par Sa Majesté le roi de Suède, avec l'approbation du Riksdag, et par Sa Majesté le roi de Roumanie avec l'approbation du parlement.

Elle entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications, qui aura lieu, aussitôt que faire se pourra, à Stockholm, et restera applicable pendant deux ans.

Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a fait connaître à l'autre Partie, six mois avant l'expiration du délai susdit, son intention de mettre fin à la convention, celle-ci demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date de sa dénonciation par l'une des parties.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Bucarest, le 7 octobre 1931.

(Signé) ALSTRÖMER.

(Signé) N. IORGA.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention d'établissement, de commerce et de navigation, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont, en outre, convenus des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de la convention.

Ad Article premier.

Les stipulations de la présente convention ne porteront aucune atteinte aux dispositions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays concernant les passeports, ni aux prescriptions générales édictées ou à édicter par les Etats contractants concernant le droit pour les étrangers de prendre du travail sur leurs territoires respectifs.

Il est également entendu que les dispositions ci-dessus ne portent aucune atteinte aux droits reconnus à chacune des Hautes Parties contractantes de réglementer par une loi l'émigration ou l'immigration.

Article XXI.

The High Contracting Parties undertake mutually to apply the provisions of the Convention and Statute on the Régime of Navigable Waterways of International Concern, signed at Barcelona on April 20, 1921¹, and of the Additional Protocol² relating thereto.

It is however understood that account shall be taken of the reservations made by Sweden and by Roumania to the signature of the Convention, the Additional Protocol or the Protocols of Adhesion.

It is further understood that the provisions of the present Convention cannot in any way affect the application of the Final Statute of the Danube.

Article XXII.

The provisions of the present Convention shall not apply to the navigation of internal waterways.

It is however understood that facilities granted by one of the High Contracting Parties to a third nation in respect of the navigation of internal waterways shall not be refused to the other Party.

Article XXIII.

The consular representatives appointed by one of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party all such privileges, exemptions, immunities and rights as are possessed by, or may hereafter be granted to, the consular representatives of a third Power. Such privileges, exemptions, immunities and rights shall not however be claimed to any greater extent than that to which they are enjoyed by the consular representatives of the latter Contracting Party in the territory of the former.

Article XXIV.

In so far as they refer to most-favoured-nation treatment, the stipulations of the present Convention shall not apply :

(a) To benefits which one of the High Contracting Parties has granted, or may hereafter grant, to contiguous countries with the object of facilitating frontier traffic within a zone not as a general rule exceeding fifteen kilometres in depth on each side of the frontier ;

(b) To benefits which are, or may hereafter be, granted by Sweden to Denmark or Norway or to both these countries, so long as such benefits have not been granted to any other State.

(c) To such special régime as at present exists, or may hereafter be set up, in Roumania in connection with tariffs upon imports for the purpose of facilitating the financial settlements resulting from the state of war in which Roumania was involved from 1916 to 1918.

(d) To any rights or privileges which may be granted to one or more other contiguous states in virtue of a Customs union.

¹ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 307 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 71 ; and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

² Vol. VII, page 65 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 309 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 71 ; Vol. LXXVIII, page 437 ; and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

Ad Article IV.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que l'octroi du traitement national, aux termes de l'article IV, n'exclut pas l'application aux ressortissants de la Roumanie des Ordonnances suédoises du 23 octobre 1908, concernant les droits à acquitter pour privilèges et droits spéciaux, et du 31 décembre 1913, concernant le droit des étrangers et des ressortissants suédois domiciliés à l'étranger, de donner en Suède des représentations publiques, etc., ou de prêter leur concours à ces représentations, en tant que lesdites ordonnances prévoient le paiement de taxes.

Ad Article XII.

Les stipulations de la présente convention ne porteront aucune atteinte aux dispositions des lois suédoises qui sont ou seront en vigueur et aux termes desquelles les alcools et les amidons, fabriqués avec des matières premières étrangères, ainsi que les tabacs importés de l'étranger, sont frappés d'un impôt spécial. Sous ces rapports, le traitement de la nation la plus favorisée sera toutefois applicable.

Ad Article XIII.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas aux marchands ambulants ni à toutes autres personnes exerçant un métier ambulancier.

Ad Article XXII.

Il est toutefois entendu que les avantages particuliers accordés par la Roumanie aux bâtiments fluviaux yougoslaves pour la navigation sur le Canal de Bega ne pourront être réclamés par la Suède.

Ad Article XXIV.

Les stipulations de la présente convention relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne pourront être invoquées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pour réclamer le bénéfice du traitement appliqué, au point de vue fiscal, en vue d'éviter la double imposition, dans les rapports de l'autre Haute Partie contractante avec un Etat tiers, en vertu d'une convention spéciale ayant pour objet la répartition du droit d'imposition en ce qui concerne certaines matières imposables.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, Bucarest, 7 octobre 1931.

(Signé) ALSTRÖMER.

(Signé) N. IORGA.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 juillet 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

Article XXV.

Any dispute concerning the interpretation or application of the present Convention which it has not been possible to settle between the High Contracting Parties by diplomatic means shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Nevertheless, disputes which may arise regarding the treatment of goods or the application of the stipulations regarding tariffs or navigation, and are of such a character as to demand immediate solution, shall, if the High Contracting Parties agree thereto, be submitted to an arbitral tribunal formed *ad hoc*. Such tribunal shall be composed of three members. Each of the Contracting Parties shall appoint a member chosen by it, and shall by common agreement select a third member who shall act as Chairman. The appointment of the members must be made within 30 days from the date on which the High Contracting Parties agree to have recourse to procedure by arbitration. Should no agreement be reached within this period by the High Contracting Parties as regards the third member, he shall be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague.

The decisions of the said arbitral tribunal shall have binding force.

Article XXVI.

The present Convention shall be ratified by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag, and by His Majesty the King of Roumania with the approval of the Parliament.

It shall come into force ten days after the exchange of ratifications, which shall take place as soon as possible at Stockholm, and shall remain valid for two years.

If, six months before the expiration of the period mentioned above, neither of the High Contracting Parties has informed the other of its intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of a period of six months from the date of its denunciation by one of the Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Bucharest, October 7, 1931.

(Signed) ALSTRÖMER.

(Signed) N. IORGA.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the present Convention of Establishment, Commerce and Navigation, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have in addition agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

Ad Article 1.

The stipulations of the present Convention shall not affect in any way the provisions which are, or may hereafter be, in force in either of the two countries regarding passports, nor the general regulations which are, or may hereafter be, issued by the Contracting States regarding the right of foreigners to accept employment in their respective territories.

It is also understood that the above provisions shall not affect in any way the acknowledged right of each of the High Contracting Parties to control emigration or immigration by law.

ECHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN ET SUÉDOIS, CONCERNANT LES DROITS DE DOUANE FRAPPANT LES CHAUSSURES A SEMELLES DE CAOUTCHOUC A L'IMPORTATION EN ROUMANIE. BUCAREST, LE 7 OCTOBRE 1931.

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE AU MINISTRE DE SUÈDE A BUCAREST.

BUCAREST, le 7 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain s'engage à soumettre pendant la durée de la Convention d'établissement, de commerce et de navigation, conclue aujourd'hui, la marchandise spécifiée ci-dessous, fabriquée en Suède, à son importation en Roumanie au droit d'entrée ci-indiqué ou aux droits plus réduits que la Roumanie pourra concéder à la même marchandise d'un pays tiers quelconque :

ex 132 Chaussures avec dessus en tissu quelconque, sauf ceux en soie ou contenant de la soie, et avec la semelle et le talon en caoutchouc, fixés à la chaussure par couture ou par vulcanisation 20.000 lei pr. 100 kg.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) N. IORGA.

II.

LE MINISTRE DE SUÈDE A BUCAREST AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE.

BUCAREST, le 7 octobre 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par la lettre, en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain s'engage à soumettre pendant la durée de la Convention d'établissement, de commerce et de navigation, conclue aujourd'hui, la marchandise spécifiée ci-dessous, fabriquée en Suède, à son importation en Roumanie au droit d'entrée ci-indiqué, ou aux droits plus réduits que la Roumanie pourra concéder à la même marchandise d'un pays tiers quelconque :

ex 132 Chaussures avec dessus en tissu quelconque, sauf ceux en soie ou contenant de la soie, et avec la semelle et le talon en caoutchouc, fixés à la chaussure par couture ou par vulcanisation 20.000 lei pr. 100 kg.»

En remerciant Votre Excellence de cette communication, j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que je prends bonne note de son contenu.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALSTRÖMER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 juillet 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

Ad Article IV.

The High Contracting Parties agree that the grant of equality of treatment with nationals under Article IV does not exclude the application to Roumanian subjects of the Swedish Ordinances of October 23, 1908, regarding the duties payable for privileges and special rights, or that of December 31, 1913, regarding the right of foreigners and Swedish nationals domiciled abroad to give public performances, etc. in Sweden or to take part in such performances, in so far as the said Ordinances provide for the payment of dues.

Ad Article XII.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of Swedish laws which are, or may hereafter be, in force under which special taxation is imposed upon alcohols and starches manufactured from foreign raw materials or upon tobacco imported from abroad. Most-favoured-nation treatment shall, however, be granted in such case.

Ad Article XIII.

The provisions of the present Convention shall not apply to itinerant traders nor to any other persons engaged in an itinerant trade.

Ad Article XXII.

It is however understood that Sweden shall not be entitled to claim the special advantages granted by Roumania to Yugoslav vessels for the navigation of the Bega Canal.

Ad Article XXIV.

The stipulations of the present Convention relating to most-favoured-nation treatment may not be invoked by either of the High Contracting Parties for the purpose of claiming the benefit of any treatment in respect of taxation allowed by the other High Contracting Party with a view to avoiding double taxation in its relations with a third State, in virtue of a special Convention for the purpose of apportioning the right of taxation in respect of particular taxable commodities.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Protocol and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, Bucharest, October 7, 1931.

(Signed) ALSTRÖMER.

(Signed) N. IORGA.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE ROUMANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING CUSTOMS DUTIES ON RUBBER-SOLED SHOES UPON THEIR ENTRY INTO ROUMANIA. BUCHAREST, OCTOBER 7, 1931.

I.

FROM THE ROUMANIAN FOREIGN MINISTER TO THE SWEDISH MINISTER IN BUCHAREST.

BUCHAREST, *October 7, 1931.*

SIR,

I have the honour to inform you that the Roumanian Government undertakes, during the existence of the Convention concerning Establishment, Commerce and Navigation this day concluded, to levy on the import into Roumania of the goods hereinbelow specified, manufactured in Sweden, the import duty hereinbelow specified or any such lower rate as Roumania may grant to the same goods from any third country.

ex 132 Boots or shoes with uppers of fabric of any kind, other than those of silk or containing silk, and with the sole and heel of rubber fixed to the shoe by stitching or vulcanisation 20,000 lei per 100 kg.

I have, etc.

(Signed) N. IORGA.

II.

FROM THE SWEDISH MINISTER IN BUCHAREST TO THE ROUMANIAN FOREIGN MINISTER.

BUCHAREST, *October 7, 1931.*

MONSIEUR LE PRESIDENT,

In your letter of to-day's date, Your Excellency was good enough to send me the following communication :

" I have the honour to inform you that the Roumanian Government undertakes, during the existence of the Convention concerning Establishment, Commerce and Navigation this day concluded, to levy on the import into Roumania of the goods, hereinbelow specified, manufactured in Sweden, the import duty hereinbelow specified or any such lower rate as Roumania may grant to the same goods from any third country.

ex 132 Boots or shoes with uppers of fabric of any kind, other than those of silk or containing silk, and with the sole and heel of rubber fixed to the shoe by stitching or vulcanisation 20,000 lei per 100 kg."

I acknowledge with thanks Your Excellency's communication and have the honour to inform you that I have duly noted its contents.

I have, etc.,

(Signed) ALSTRÖMER.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN ET SUÉDOIS, CONCERNANT LES CERTIFICATS PHYTO-PATHOLOGIQUES. BUCAREST, LE 7 OCTOBRE 1931.

I.

LE MINISTRE DE SUÈDE A BUCAREST AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE.

BUCAREST, le 7 octobre 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

D'après un décret suédois en date du 8 avril 1927, les plantes vivantes et parties de plantes énumérées dans le décret, doivent, lors de leur importation en Suède, être accompagnées de certains certificats et déclarations, délivrés par des autorités ou des experts du pays d'exportation, autorisés par l'Etat à délivrer de tels documents. En outre, la compétence desdits autorités et experts doit être attestée par une autorité diplomatique ou consulaire suédoise du pays d'exportation.

Conformément aux instructions reçues, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement suédois, ayant appris que le droit de délivrer les certificats et déclarations dont il s'agit, a été reconnu, pour toute la Roumanie, à la Section phytopathologique de l'Institut de recherches agronomiques de Roumanie, est prêt à en informer les autorités douanières suédoises. Une attestation, émanée dans chaque cas particulier d'un fonctionnaire diplomatique ou consulaire suédois ne sera par conséquent plus exigible ; il suffira d'une attestation générale de ma part que je ferai parvenir ce jour aux autorités compétentes à Stockholm.

Le Gouvernement suédois entend toutefois que, en cas d'importation en Roumanie de plantes vivantes et parties de plantes en provenance de Suède, les certificats et déclarations correspondants, délivrés par les Sections botanique et entomologique de l'Etablissement central d'essais agricoles (*Centralanstaltens för försöksväsendet på jordbruksområdet botaniska och entomologiska avdelningar*) et l'Inspection centrale des pommes de terre de l'Etat suédois (*Statens potatisinspektion*) seront acceptés en Roumanie aux mêmes conditions que les documents roumains susvisés en Suède.

A ces fins, je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement roumain accepte la proposition d'arrangement ci-dessus. Je lui serais obligé aussi de me communiquer éventuellement les noms des fonctionnaires autorisés à signer pour la Section phytopathologique et de me faire tenir une empreinte du timbre ou du cachet de ladite section, à porter à la connaissance des autorités douanières suédoises.

En attendant la réponse de Votre Excellence, veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALSTRÖMER.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE AU MINISTRE DE SUÈDE A BUCAREST.

BUCAREST, le 7 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« D'après un décret suédois en date du 8 avril 1927, les plantes vivantes et parties de plantes énumérées dans le décret, doivent, lors de leur importation en Suède, être accompagnées de certains certificats et déclarations, délivrés par des autorités ou des

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE ROUMANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING PHYTO-PATHOLOGICAL CERTIFICATES. BUCHAREST, OCTOBER 7, 1931.

I.

THE SWEDISH MINISTER IN BUCHAREST TO THE ROUMANIAN FOREIGN MINISTER.

BUCHAREST, *October 7th*, 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Under the terms of a Swedish decree dated April 8, 1927, living plants and parts thereof specified in the decree must be accompanied on import into Sweden by certain certificates and declarations issued by the authorities or experts in the country of export authorised by the Government to issue such documents. Furthermore, the competence of the said authorities and experts must be attested by a Swedish diplomatic or consular authority in the country of export.

In accordance with instructions received, I have the honour to inform Your Excellency that the Swedish Government, having learned that the Phytopathological Section of the Institute of Agronomic Research of Roumania has been authorised to grant the certificates and declarations in question for the whole of Roumania, is prepared to notify the Swedish Customs authorities accordingly. An attestation issued by a Swedish diplomatic or consular authority will therefore no longer be required in every case : a general attestation on my part, which I will this day forward to the competent authorities at Stockholm, will be accepted as sufficient.

The Swedish Government at the same time understands that, in the case of living plants and parts thereof of Swedish origin imported into Roumania, the corresponding certificates and declarations issued by the Botanical and Entomological Sections of the Central Establishment for Agricultural Experiments (*Centralanstaltens för försöksväsendet på jordbruksområdet botaniska och entomologiska avdelningar*) and the Swedish Government Central Potatoe Inspection Department (*Statens potatisinspektion*) will be accepted in Roumania on the same conditions as those on which the Roumanian documents referred to above are accepted in Sweden.

I beg Your Excellency accordingly to be good enough to inform me whether the Roumanian Government accepts the arrangement above proposed. I should also be grateful if you would in that event notify me of the names of the officials authorised to sign for the Phytopathological Section, and at the same time forward me an impression of the Section's stamp or seal, for the information of the Swedish Customs authorities.

In expectation of Your Excellency's reply, I have, etc.

(Signed) ALSTRÖMER.

II.

THE ROUMANIAN FOREIGN MINISTER TO THE SWEDISH MINISTER IN BUCHAREST.

BUCHAREST, *October 7*, 1931.

SIR,

In your letter of to-day's date, Your Excellency was good enough to make me the following communication :

" Under the terms of a Swedish decree dated April 8, 1927, living plants and parts thereof specified in the decree must be accompanied on import into Sweden by certain certificates and declarations issued by the authorities or experts in the country of export

experts du pays d'exportation, autorisés par l'Etat à délivrer de tels documents. En outre, la compétence desdits autorités et experts doit être attestée par une autorité diplomatique ou consulaire suédoise du pays d'exportation.

» Conformément aux instructions reçues, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement suédois, ayant appris que le droit de délivrer les certificats et déclarations dont il s'agit, a été reconnu, pour toute la Roumanie, à la Section phytopathologique de l'Institut de recherches agronomiques de Roumanie, est prêt à en informer les autorités douanières suédoises. Une attestation, émanée dans chaque cas particulier d'un fonctionnaire diplomatique ou consulaire suédois ne sera, par conséquent, plus exigible ; il suffira d'une attestation générale de ma part que je ferai parvenir ce jour aux autorités compétentes à Stockholm.

» Le Gouvernement suédois entend toutefois que, en cas d'importation en Roumanie de plantes vivantes et parties de plantes en provenance de Suède, les certificats et déclarations correspondants, délivrés par les Sections botanique et entomologique de l'Etablissement central d'essais agricoles (*Centralanstaltens för försöksväsendet på jordbruksområdet botaniska och entomologiska avdelningar*) et l'Inspection centrale des pommes de terre de l'Etat suédois (*Statens potatinspektion*) seront acceptés en Roumanie aux mêmes conditions que les documents roumains susvisés en Suède.

» A ces fins, je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement roumain accepte la proposition d'arrangement ci-dessus. Je lui serais obligé aussi de communiquer éventuellement les noms des fonctionnaires autorisés à signer pour la Section phytopathologique et de me faire tenir une empreinte du timbre ou du cachet de ladite section, à porter à la connaissance des autorités douanières suédoises. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement roumain accepte la proposition d'arrangement ci-dessus et la prie d'agréer les assurances de ma haute considération.

(Signé) N. IORGA.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 juillet 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN ET SUÉDOIS CONCERNANT LES CERTIFICATS DE JAUGE.
BUCAREST, LE 7 OCTOBRE 1931.

I.

LE MINISTRE DE SUÈDE A BUCAREST AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE.

BUCAREST, le 7 octobre 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans l'article 18 de la Convention d'établissement, de commerce et de navigation conclue entre la Suède et la Roumanie en date de ce jour, il est stipulé que les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes, seront reconnus

authorised by the Government to issue such documents. Furthermore the competence of the said authorities and experts must be attested by a Swedish diplomatic or consular authority in the country of export.

" In accordance with instructions received, I have the honour to inform Your Excellency that the Swedish Government, having learned that the Phytopathological Section of the Institute of Agronomic Research of Roumania has been authorised to grant the certificates and declarations in question for the whole of Roumania, is prepared to notify the Swedish Customs authorities accordingly. An attestation issued by a Swedish diplomatic or consular authority will therefore no longer be required in every case : a general attestation on my part, which I will this day forward to the competent authorities at Stockholm will be accepted as sufficient.

" The Swedish Government at the same time understand that, in the case of living plants and parts thereof of Swedish origin imported into Roumania, the corresponding certificates and declarations issued by the Botanical and Entomological Sections of the Central Establishment for Agricultural Experiments (*Centralanstaltens för försöksväsendet på jordbruksområdet botaniska och entomologiska avdelningar*) and the Swedish Government Central Potatoe Inspection Department (*Statens potatisinspektion*) will be accepted in Roumania on the same conditions as those on which the Roumanian documents referred to above are accepted in Sweden.

" I beg Your Excellency accordingly to be good enough to inform me whether the Roumanian Government accepts the arrangement above proposed. I should also be grateful if you would in that event notify me of the names of the officials authorised to sign for the Phytopathological Section, and at the same time forward me an impression of the Section's stamp or seal, for the information of the Swedish Customs authorities. "

I have the honour to inform Your Excellency that the Roumanian Government accepts the arrangement above proposed, and have etc.

(Signed) N. IORGA.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE ROUMANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING TONNAGE CERTIFICATES.
BUCHAREST, OCTOBER 7, 1931.

I.

SWEDISH MINISTER IN BUCHAREST TO THE ROUMANIAN FOREIGN MINISTER.

BUCHAREST, *October 7, 1931.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

In Article 18 of the Convention concerning Establishment, Commerce and Navigation of to-day's date it is stipulated that tonnage measurement certificates and other documents regarding tonnage measurement issued by one of the High Contracting Parties shall be recognised by the

par l'autre Partie, aux conditions prévues dans les arrangements spéciaux qui pourront être conclus par les deux Parties, au moment où celles-ci trouveront opportun.

Pour régler la question de la reconnaissance de ces certificats jusqu'à la conclusion des arrangements spéciaux susmentionnés, le Gouvernement suédois propose que les certificats délivrés par les autorités compétentes de l'un des deux pays seront acceptés, jusqu'à nouvel ordre, dans l'autre pays, si le jaugeage a été fait d'après les systèmes en vigueur dans ce dernier pays. Si le Gouvernement roumain accepte cette proposition, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que cette lettre et la réponse qu'elle voudra bien me faire parvenir serviront à constater l'arrangement provisoire conclu à ce sujet entre nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALSTRÖMER.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE AU MINISTRE DE SUÈDE A BUCAREST.

BUCAREST, le 7 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu, au nom du Gouvernement suédois, me communiquer ce qui suit :

« Dans l'article 18 de la Convention d'établissement, de commerce et de navigation conclue entre la Suède et la Roumanie en date de ce jour, il est stipulé que les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, aux conditions prévues dans les arrangements spéciaux qui pourront être conclus par les deux Parties, au moment où celles-ci trouveront opportun.

» Pour régler la question de la reconnaissance de ces certificats jusqu'à la conclusion des arrangements spéciaux susmentionnés, le Gouvernement suédois propose que les certificats délivrés par les autorités compétentes de l'un des deux pays seront acceptés, jusqu'à nouvel ordre, dans l'autre pays si le jaugeage a été fait d'après les systèmes en vigueur dans ce dernier pays. »

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, que le Gouvernement roumain accepte la proposition du Gouvernement suédois, et que j'estime avec Votre Excellence, que sa lettre en date de ce jour et ma présente réponse serviront à constater l'arrangement provisoire conclu à ce sujet entre nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) N. IORGA.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 juillet 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Pour copie conforme :

Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères, p. i.,
Alex. Vaida Voevod.

other Party in conformity with such special agreements as may hereafter be concluded between the two Parties at such time as they shall consider suitable.

In order to settle the question of the recognition of these certificates pending the conclusion of the special agreements referred to, the Swedish Government proposes that the certificates issued by the competent authorities of one of the two countries shall be accepted until further notice in the other country, if the measurement has been made in accordance with the system in force in the latter country. If the Roumanian Government accepts this proposal I have the honour to suggest to Your Excellency that this letter and the reply which you are good enough to send me should be accepted as a statement of the provisional arrangement concluded between our two countries on this subject.

I have, etc.

(Signed) ALSTRÖMER.

II.

THE ROUMANIAN FOREIGN MINISTER TO THE SWEDISH MINISTER IN BUCHAREST.

BUCHAREST, October 7, 1931.

SIR,

In a letter of to-day's date Your Excellency was good enough to forward me the following communication in the name of the Swedish Government :

“ In Article 18 of the Convention concerning Establishment, Commerce and Navigation of to-day's date it is stipulated that tonnage measurement certificates and other documents regarding tonnage measurement issued by one of the High Contracting Parties shall be recognised by the other Party in conformity with such special agreements as may hereafter be concluded between the two Parties at such time as they shall consider suitable.

“ In order to settle the question of the recognition of these certificates pending the conclusion of the special agreements referred to, the Swedish Government proposes that the certificates issued by the competent authorities of one of the two countries shall be accepted until further notice in the other country, if the measurement has been made in accordance with the system in force in the latter country. ”

In reply to this communication I have the honour to inform Your Excellency that the Roumanian Government accepts the proposal of the Swedish Government, and that I consider, in agreement with Your Excellency, that your letter of to-day's date and my present reply constitute a statement of the provisional arrangement concluded on this subject between our two countries.

I have, etc.

(Signed) N. IORGA.

N° 3004.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET ITALIE**

Convention concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 17 décembre 1930, échange de notes relatif à l'application des dispositions de cette convention à l'Écosse et à l'Irlande du Nord et à certaines colonies britanniques, Rome, les 26 juillet et 11 août 1932, et échange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement italien, relatif à l'application à la Nouvelle-Zélande des dispositions de cette convention, Rome, les 5 et 25 novembre 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND AND ITALY**

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, December 17, 1930, and Exchange of Notes respecting the Application of the Provisions of this Convention to Scotland and Northern Ireland and to certain British Colonies, Rome, July 26 and August 11, 1932, and Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Italian Government respecting the Application to New Zealand of the Provisions of this Convention, Rome, November 5 and 25, 1932.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3004. — CONVENZIONE¹ FRA IL REGNO-UNITO E IL REGNO D'ITALIA, RIGUARDANTE PROCEDURE GIUDIZIARIE IN AFFARI CIVILI E COMMERCIALI. FIRMATA A LONDRA, IL 17 DICEMBRE 1930.

No. 3004. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE KINGDOM OF ITALY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 17, 1930.

Textes officiels italien et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 juillet 1932.

Italian and English official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place July 19, 1932.

SUA MAESTÀ IL RE DELLA GRAN BRETAGNA E IRLANDA E DEI DOMINI BRITANNICI D'OLTREMARE, IMPERATORE DELL'INDIA, e SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA,

Desiderose di prestarsi reciproca assistenza per lo svolgimento di procedure giudiziarie nei loro rispettivi territori in affari civili e commerciali, trattati dalle Loro rispettive autorità giudiziarie,

Hanno deciso di stipulare a tale fine una Convenzione ed hanno nominato loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE DI GRAN BRETAGNA, IRLANDA E DEI DOMINI BRITANNICI D'OLTREMARE, IMPERATORE DELL'INDIA :

PER LA GRAN BRETAGNA E L'IRLANDA SETTE-
TRIONALE :

L'Onorevole Arthur HENDERSON, M.P.,
Suo Segretario di Stato per gli Affari
esteri ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings, in their respective territories, in civil and commercial matters which are being dealt with by their respective judicial authorities,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Arthur HENDERSON,
M.P., His Principal Secretary of State
for Foreign Affairs ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 7 juin 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at London, June 7, 1932.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Cavaliere di Gran Croce Antonio CHIARAMONTE BORDONARO, Suo Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario in Londra ;

I quali, presentati i loro pieni poteri, trovati in perfetta e dovuta forma, hanno convenuto quanto segue :

I. DISPOSIZIONE PRELIMINARE.

Articolo 1.

Questa convenzione si applica solamente agli affari civili e commerciali.

II. NOTIFICAZIONE DI DOCUMENTI GIUDIZIALI E STRAGIUDIZIALI.

Articolo 2.

Quando un atto giudiziale o stragiudiziale, formato in uno dei territori a cui la Convenzione si applica, appartenente a una delle Alte Parti Contraenti, deve essere notificato a persone (incluse le Società) in un territorio dell'altro (a cui la Convenzione si applica), tale atto può essere notificato al destinatario, a richiesta della parte interessata, in uno qualunque dei modi previsti dagli articoli 3 e 4.

Articolo 3.

a) La richiesta di notifica è trasmessa :

In Italia, da un agente consolare inglese al Procuratore Generale presso la Corte di Appello del distretto nel quale l'atto deve essere notificato ;

In Inghilterra, da un agente consolare italiano al « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » in Inghilterra.

b) La richiesta, contenente il nome dell'autorità dalla quale il documento trasmesso promana, i nomi e le generalità delle parti, l'indirizzo del destinatario e la natura del documento in questione, deve essere redatta nella lingua dello Stato nel quale la notifica deve essere eseguita.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Monsieur Antonio CHIARAMONTE BORDONARO, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in London ;

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article 1.

This Convention applies only to civil and commercial matters.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

When judicial or extra-judicial documents drawn up in any of the territories (to which this Convention applies) of one of the High Contracting Parties are to be served on persons (including corporations) in any territory (to which this Convention applies) of the other, such documents may, at the option of the party interested, be served on the recipient in any of the ways provided in Articles 3 and 4.

Article 3.

(a) The request for service shall be transmitted :

In Italy by a British consular officer to the Procuratore Generale presso la Corte d'Appello of the district in which the document is to be served ;

In England by an Italian consular officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England.

(b) The request, containing the name of the authority from which the document transmitted emanates, the names and descriptions of the parties, the address of the recipient, and the nature of the document in question, shall be drawn up in the language of the country in which the documents are to be served.

Il documento da notificare va redatto nella lingua dello Stato nel quale deve essere notificato o accompagnato da una traduzione in tale lingua. La detta traduzione deve essere certificata conforme da un agente diplomatico o consolare dell'Alta Parte Contraente dalla quale proviene la richiesta, o da un traduttore ufficiale o giurato dell'uno o dell'altro dei due Stati interessati.

c) La notifica sarà eseguita dalla competente autorità dello Stato nel quale deve avere luogo. L'Autorità predetta notificherà il documento nelle forme stabilite dalla legge locale di tale Stato per la notifica di atti simili, o, se nella richiesta ne viene esplicitamente espresso il desiderio, in una forma speciale, che non sia incompatibile con tale legge.

Se l'autorità alla quale l'atto è stato trasmesso non è competente, tale autorità invierà a sua volta di propria iniziativa il documento alla competente autorità del proprio Stato.

d) L'esecuzione della richiesta di notifica può soltanto essere rifiutata se l'Alta Parte Contraente nel cui territorio la notifica dovrebbe effettuarsi, ritenga che essa possa compromettere la sua sovranità o sicurezza.

e) L'Autorità che riceve la richiesta deve inviare all'agente consolare da cui fu trasmessa i documenti comprovanti l'avvenuta notifica o indicanti i motivi per i quali la notifica non fu potuta eseguire.

La prova della notifica è data con una attestazione dell'autorità dello Stato dove venne effettuata la notifica, indicante l'esecuzione avvenuta nonchè la forma e la data in cui ha avuto luogo.

L'Atto da notificare e la traduzione, se vi sia, devono essere trasmessi in duplice copia, e l'attestazione di notifica sarà stesa su una delle copie o allegata a questa.

Articolo 4.

L'atto da notificare può altresì essere consegnato al destinatario, qualunque sia la sua nazionalità, senza l'intervento dell'Autorità del Paese nel quale la notifica deve effettuarsi :

a) Da un agente diplomatico o consolare dell'Alta Parte Contraente dal cui territorio l'atto proviene ; o

b) Da una persona incaricata di ciò dall'Autorità giudiziaria del Paese dal quale

The document to be served shall be drawn up in the language of the country in which it is to be served, or be accompanied by a translation in such language. The said translation shall be certified as correct by a diplomatic or consular agent of the High Contracting Party making the request, or by an official or sworn translator of one or other of the two countries concerned.

(c) Service shall be effected by the competent authority of the country where it is to be served, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, or, should a wish to that effect be expressed in the request, in a special form which is not incompatible with such law. If the authority to whom a document has been transmitted is not competent to deal with it, such authority shall of its own motion transmit the document to the competent authority of its own country.

(d) The execution of the request for service can only be refused if the High Contracting Party in whose territory it is to be effected considers it such as to compromise his sovereignty or safety.

(e) The authority which receives the request shall send to the consular officer by whom it was transmitted the documents proving the service or explaining the reason which has prevented such service. Proof of service shall be furnished by a certificate from the authority of the country where service has been effected, setting forth the fact, the manner and the date of such service. The document to be served, and the translation, if any, shall be forwarded in duplicate, and the certificate shall appear on one of the copies, or be attached to it.

Article 4.

The document to be served may also be served on the recipient, whatever his nationality, without the intervention of the authorities of the country in which service is to be effected :

(a) By a diplomatic or consular officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates ; or

(b) By an agent appointed by the judicial authority of the country from

l'atto proviene, o dalla parte su richiesta della quale l'atto medesimo è stato formato. In caso di atti da notificare in Italia detta persona sarà sempre o un Notaio Pubblico o un avvocato che provvederà alla notificazione a mezzo dell'ufficiale a ciò competente secondo la legge italiana.

L'atto da notificare deve essere redatto nella lingua del paese nel quale la notifica deve aver luogo o accompagnato da una traduzione in tale lingua, a meno che il destinatario sia un suddito dell'Alta Parte Contraente dalla quale il documento proviene.

Articolo 5.

Le disposizioni degli articoli 2, 3 e 4 non impediscono alle persone interessate di provvedere alla notifica direttamente per mezzo dei competenti funzionari o ufficiali del Paese nel quale l'atto si deve notificare.

Articolo 6.

Nessun diritto di alcun genere deve essere pagato da un'Alta Parte Contraente all'altra per la notifica.

Tuttavia, nel caso previsto dall'articolo 3, l'Alta Parte Contraente che ha fatto la richiesta deve pagare all'altra Alta Parte Contraente i diritti e le spese dovuti secondo la legge locale alle persone incaricate di effettuare la notifica, e i diritti e le spese incontrate nell'effettuare la notifica in una speciale forma.

Tali diritti e spese saranno calcolati in base alla tariffa in vigore nel Paese in cui i documenti devono venire notificati per i cittadini del Paese medesimo.

Il rimborso di tali diritti e spese sarà chiesto dall'Autorità competente all'agente consolare dal quale la richiesta fu trasmessa, nell'inviargli il certificato di cui è parola nell'articolo 3e).

Articolo 7.

Nessuna disposizione di questa Convenzione renderà illegale o inammissibile in territorio dell'una o dell'altra Alta Parte Contraente

which the document emanates, or by the party on whose application the document was issued. In the case of documents to be served in Italy, such agent shall always be either a Notary Public or an Advocate, who shall employ for the act of service an official competent by Italian law for this purpose.

The document to be served shall be drawn up in the language of the country in which service is to be effected, or shall be accompanied by a translation in such language, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party from whose territory the document emanates.

Article 5.

The provisions of Articles 2, 3 and 4 shall not prevent the persons concerned from effecting service directly through the competent officials or officers of the country in which the document is to be served.

Article 6.

No fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service.

Nevertheless, in the case provided for in Article 3, the High Contracting Party making the request must pay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the local law to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall be calculated in accordance with the tariff in force in the country where the documents are served for subjects of the High Contracting Party applied to. Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority from the consular officer by whom the request was transmitted when sending to him the certificate provided for in Article 3 (e).

Article 7.

Nothing in this Convention shall render illegal or inadmissible in territories of either High Contracting Party any mode of service

qualsiasi altra forma di notifica ammessa dalla legge vigente al tempo e nel Paese in cui deve essere eseguita.

III. ASSUNZIONE DI PROVE.

Articolo 8.

Quando un'Autorità giudiziaria in uno dei territori (a cui questa Convenzione si applica) appartenenti ad una delle Alte Parti Contraenti dispone che una prova debba essere assunta in un territorio (a cui questa Convenzione si applica) appartenente all'altra Alta Parte Contraente, tale prova può essere assunta in uno qualsiasi dei modi stabiliti negli articoli 9, 11 e 12.

Articolo 9.

a) L'Autorità giudiziaria può, in conformità delle disposizioni della sua legge, rivolgersi direttamente per mezzo di « Rogatorie » alla competente autorità dell'altra Alta Parte Contraente, richiedendola di assumere la prova nei limiti della sua giurisdizione.

b) La « Rogatoria » deve essere redatta nella lingua dell'Autorità alla quale la richiesta è rivolta, o accompagnata da una traduzione in tale lingua certificata conforme da un agente diplomatico o consolare dell'Alta Parte Contraente che fa la richiesta, o da un traduttore ufficiale o giurato di uno dei due Paesi interessati.

c) La « Rogatoria » deve essere trasmessa :

In Inghilterra da un agente consolare italiano al « The Senior Master of the Supreme Court of Judicature » in Inghilterra ;

In Italia da un agente consolare inglese al Procuratore Generale presso la Corte di Appello del distretto nel quale la « Rogatoria » deve essere eseguita ;

d) Sarà dovere dell'Autorità giudiziaria alla quale la « Rogatoria » è diretta darvi corso usando gli stessi poteri coercitivi che sarebbero usati per la esecuzione di richieste ed ordini emanati dalle Autorità del proprio Paese.

e) L'Agente Consolare dal quale la « Rogatoria » viene trasmessa, se lo desidera, sarà

which is not illegal under the law existing at the time of the service in the country in which it is to be effected.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 8.

When a judicial authority in any territory (to which this Convention applies) of one of the High Contracting Parties orders that evidence should be taken in any territory (to which this Convention applies) of the other High Contracting Party, such evidence may be taken in any one of the ways prescribed in Articles 9, 11 and 12.

Article 9.

(a) The judicial authority may, in accordance with the provisions of its law, address itself by means of " Letters of Request " to the competent authority of the other High Contracting Party, requesting such authority to take the evidence within its jurisdiction.

(b) The " Letters of Request " shall be drawn up in the language of the authority to whom the request is addressed, or be accompanied by a translation in such language certified as correct by a diplomatic or consular officer of the High Contracting Party making the request, or by an official or sworn translator of one of the two countries concerned.

(c) The " Letters of Request " shall be transmitted :

In England by an Italian consular officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England ;

In Italy by a British consular officer to the Procuratore Generale presso la Corte d'Appello of the district in which the " Letters of Request " are to be executed.

(d) It shall be incumbent upon the judicial authority to which the " Letters of Request " are addressed to give effect thereto by the use of the same compulsory measures as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of its own country.

(e) The consular officer, by whom the " Letters of Request " are transmitted, shall,

informato della data e del luogo in cui il procedimento avrà luogo, affinché egli possa informarne la parte o le parti interessate, le quali potranno assistervi di persona o farvisi rappresentare se lo desiderano.

f) La esecuzione della « Rogatoria » può essere rifiutata soltanto :

1. Se l'autenticità della « Rogatoria » non è accertata ;

2. Se nel Paese dove la prova dev'essere assunta l'esecuzione della « Rogatoria » non rientri nelle attribuzioni dell'Autorità giudiziaria ;

3. Se l'Alta Parte Contraente richiama sia d'avviso che la sua sovranità o sicurezza sarebbe compromessa da tale esecuzione.

g) Nel caso che l'Autorità alla quale la « Rogatoria » sia stata trasmessa non sia competente ad eseguirla, questa Autorità trasmetterà a « Rogatoria » senza bisogno di altra richiesta, all'autorità competente dello stesso Paese in conformità alle norme stabilite dalla legge locale.

h) In tutti i casi nei quali la « Rogatoria » non sia stata eseguita dall'autorità alla quale essa sia stata diretta, questa ne informerà subito l'agente consolare dal quale fu trasmessa esponendo i motivi in base ai quali la esecuzione della « Rogatoria » è stata rifiutata, o indicando l'altra autorità giudiziaria alla quale detta « Rogatoria » venne trasmessa per competenza.

i) L'Autorità che eseguisce la « Rogatoria » applicherà per quanto riguarda le regole di procedura da seguirsi, la legge del proprio Paese.

Ciò nonostante, una domanda da parte dell'Autorità che fa la richiesta tendente ad ottenere una speciale procedura, sarà accolta, sempre che tale procedura non sia incompatibile con la legge del Paese dove la prova deve essere assunta.

Articolo 10.

Nessun diritto di qualsiasi genere deve essere pagato da una Alta Parte Contraente all'altra per l'esecuzione della « Rogatoria ».

Tuttavia l'Alta Parte Contraente che fa la richiesta deve rimborsare all'altra Alta Parte Contraente le spese e gli onorari da pagarsi ai testimoni, periti, interpreti o traduttori, e le spese sostenute per ottenere la presenza dei testimoni non comparsi volontariamente, e le spese e gli onorari da pagarsi alle persone che

if he so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties who shall be permitted to be present in person or to be represented if they so desire.

(f) The execution of the " Letters of Request " can only be refused :

1. If the authenticity of the " Letters of Request " is not established ;

2. If in the country where the evidence is to be taken the execution of the " Letters of Request " in question does not fall within the functions of the judiciary ;

3. If the High Contracting Party applied to considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In case the authority to whom they are addressed is without jurisdiction, the " Letters of Request " shall be forwarded without any further request to the competent authority of the same country in accordance with the rules laid down by its law.

(h) In every instance where the " Letters of Request " are not executed by the authority to whom they are addressed, the latter will at once inform the consular officer by whom they were transmitted, stating the grounds on which the execution, of the " Letters of Request " has been refused, or the judicial authority to whom they have been forwarded.

(i) The authority which executes the " Letters of Request " will apply, so far as the procedure to be followed is concerned, the law of its own country.

Nevertheless, an application by the authority making the request that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided that such procedure is not incompatible with the law of the country where the evidence is to be taken.

Article 10.

No fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the execution of " Letters of Request ".

Nevertheless, the High Contracting Party making the request shall repay to the other High Contracting Party any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and

la competente autorità giudiziaria può avere delegato ad agire in casi nei quali ciò sia consentito dalla legge locale, nonchè le spese incorse e gli onorari dovuti per causa di una speciale procedura richiesta e seguita.

Il rimborso di tali onorari e spese può essere richiesto dall'Autorità competente dalla quale la Rogatoria fu eseguita all'agente consolare da cui essa fu trasmessa, contemporaneamente all'invio dei documenti dimostranti la sua esecuzione.

L'ammontare degli onorari e delle spese è calcolato in base alla tariffa in vigore nel Paese nel quale la Rogatoria è stata eseguita, per i sudditi della stessa Alta Parte Contraente, in quanto la medesima tariffa sia applicabile.

Articolo II.

a) La prova può altresì essere assunta, senza l'intervento delle Autorità del Paese nel quale essa prova deve essere ricevuta, da un agente diplomatico o consolare dell'Alta Parte Contraente per l'Autorità giudiziaria della quale è richiesta la prova, o da altra persona nominata dall'Autorità giudiziaria di tale Parte.

b) Il funzionario incaricato di assumere la prova può invitare individui designati a comparire come testi od a produrre documenti e può assumere qualsiasi altra forma di prova che non sia contraria alla legge locale e avrà facoltà di far prestare giuramento, ma egli non ha alcun potere coercitivo.

c) Gli inviti a comparire emessi da tale funzionario saranno redatti nella lingua del Paese dove la prova deve essere assunta o accompagnati da una traduzione in detta lingua, salvo il caso che il destinatario sia un suddito dello Stato per l'autorità giudiziaria del quale la prova è richiesta.

d) La prova può essere assunta osservando la procedura fissata dalle legge dello Stato nel quale la prova deve essere usata e le parti hanno il diritto di assistervi o di farvisi rappresentare da avvocati o procuratori di tale Paese o da altre persone che abbiano la capacità di comparire davanti ai tribunali dell'uno o dell'altro Paese.

Articolo 12.

a) La competente autorità giudiziaria alla quale la « Rogatoria » è indirizzata può pure essere

expenses payable to any person whom the competent judicial authority may have deputed to act in cases where its municipal law permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed.

The repayment of these charges and expenses may be claimed by the competent authority by whom the " Letters of Request " have been executed when sending to him the documents establishing their execution from the consular officer by whom they were transmitted. These charges and expenses shall be calculated in accordance with the tariff in force in the country where the request has been executed for subjects of such High Contracting Party so far as the same is applicable.

Article II.

(a) The evidence may also be taken, without the intervention of the authorities of the country in which it is to be taken, by a diplomatic or consular officer of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, or by some other person named by such judicial authority.

(b) The agent appointed to take the evidence may request named individuals to appear as witnesses or to produce any document and can take all other kinds of evidence which are not contrary to the local law and shall have power to administer an oath, but he shall have no compulsory powers.

(c) Requests to appear issued by such agent shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party for whose judicial authorities the evidence is required, be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or accompanied by a translation into such language.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure laid down by the law of the country in which the evidence is to be used, and the parties will have the right to be present or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any persons competent to appear before the tribunals of either of the countries concerned.

Article 12.

(a) The competent court to whom " Letters of Request " are addressed may also be requested

richiesta di designare una persona ad assumere la prova, ed, avuta la richiesta, di fare tale designazione. Tale persona può essere un agente consolare dell'Alta Parte Contraente per l'autorità giudiziaria della quale la prova è richiesta od altra persona proposta da tale Autorità giudiziaria.

b) In tal caso il tribunale richiesto prenderà i necessari provvedimenti per assicurare la presentazione e la testimonianza dei testimoni e altre persone da essere esaminate e la produzione di documenti, facendo uso, se sia necessario, dei suoi poteri coercitivi.

c) La persona designata come sopra avrà facoltà di far prestare giuramento. Coloro che rendono falsa la testimonianza davanti ad essa saranno passibili, nei Tribunali del Paese dove la prova è assunta, delle stesse pene previste dalla legge di tale Paese per lo spergiuro.

d) La prova sarà assunta in conformità della legge del Paese dove la prova deve essere usata, sempre che ciò non sia contrario alle leggi del Paese dove la prova si deve assumere, e le parti hanno il diritto di assistervi personalmente o di farsi rappresentare da avvocati o procuratori di tale Paese o da altre persone capaci di comparire davanti ai tribunali dell'uno o dell'altro Paese interessato.

Articolo 13.

Il fatto che un tentativo di assumere la prova nei modi fissati dall'articolo 11 non sia riuscito per il rifiuto di qualche teste a comparire, a deporre o a presentare documenti non impedisce di fare successivamente una richiesta in conformità delle disposizioni degli articoli 9 o 12.

IV. DISPOSIZIONI GENERALI.

Articolo 14.

Tutte le difficoltà che possano sorgere in occasione dell'applicazione di questa Convenzione saranno definite in via diplomatica.

Articolo 15.

La presente Convenzione, di cui i testi inglese e italiano sono ugualmente autentici, sarà soggetta a ratifica. Le ratifiche verranno scambiate in Londra. La Convenzione entrerà in

to appoint a person to take the evidence, and on being so requested may appoint such a person. Such person may be a consular officer of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required or any other person proposed by such judicial authority.

(b) In this case the court applied to shall take the necessary steps to secure the attendance of and giving of evidence by witnesses and other persons to be examined and the production of documents, making use, if necessary, of its compulsory powers.

(c) The person thus appointed shall have power to administer an oath, and any person giving false evidence before him shall be liable in the courts of the country where the evidence is taken to the penalties provided by the law of that country for perjury.

(d) The evidence shall be taken in accordance with the law of the country in which the evidence is to be used, provided such method is not contrary to the law of the country where the evidence is being taken, and the parties shall have the right to be present in person or be represented by barristers or solicitors of that country or by any persons who are competent to appear before the courts of either of the countries concerned.

Article 13.

The fact that an attempt to take evidence by the methods laid down in Article 11 has failed owing to the refusal of any witness to appear, to give evidence, or to produce documents does not preclude an application being subsequently made in accordance with Articles 9 or 12.

IV. GENERAL PROVISIONS.

Article 14.

Any difficulties which may arise in connection with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 15.

The present Convention, of which the English and Italian texts are equally authentic shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in London. The Convention

vigore un mese dopo la data dello scambio delle ratifiche, e avrà la durata di tre anni dalla data della sua entrata in vigore. Nel caso che nessuna delle Alte Parti Contraenti abbia dato comunicazione all'altra, sei mesi prima dello spirare del detto periodo di tre anni, della sua intenzione di porre fine alla Convenzione, questa rimarrà in vigore fino allo spirare di sei mesi dal giorno nel quale l'una o l'altra delle Alte Parti Contraenti abbia dato avviso di terminarla.

Articolo 16.

a) Questa Convenzione non si applicherà *ipso facto* alla Scozia, nè all'Irlanda Settentrionale, nè ad alcuna delle Colonie o alcuno dei Protettorati di Sua Maestà Britannica, nè ad alcun territorio sotto la sua Alta Sovranità, nè ad alcun territorio soggetto a Mandato amministrato dal Suo Governo nel Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda Settentrionale, ma Sua Maestà Britannica può in ogni tempo, per mezzo di una notificazione data per tramite del suo Ambasciatore a Roma, estendere l'efficacia di questa Convenzione a qualunque dei territori sopra menzionati.

b) Tale notifica fisserà la data dalla quale la estensione avrà effetto, le Autorità nei territori in questione alle quali i documenti giudiziari e stragiudiziari e le « Rogatorie » debbono essere trasmessi, e la lingua nella quale le comunicazioni e le traduzioni devono essere fatte. La data dell'entrata in vigore di simile estensione non sarà mai anteriore ad un mese dalla data di simile notificazione.

c) L'una o l'altre delle Alte Parti Contraenti potrà in ogni tempo, dopo lo spirare di tre anni dall'entrata in vigore della estensione di questa Convenzione ad uno qualsiasi dei territori menzionati nel paragrafo a) di questo articolo, terminare l'estensione stessa, dandone preavviso di sei mesi.

Articolo 17.

a) Questa Convenzione non si applicherà *ipso facto* ad alcuna delle Colonie o alcuno dei Protettorati del Regno d'Italia, ma Sua Maestà il Re d'Italia può in ogni tempo estendere questa Convenzione ad una qualsiasi di tali Colonie o Protettorati a mezzo di notifica data per tramite del suo Ambasciatore in Londra.

shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 16.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of His Britannic Majesty's Colonies or Protectorates, nor to any territories under his suzerainty nor to any mandated areas administered by his Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, but His Britannic Majesty may at any time, by a notification given through his Ambassador at Rome, extend the operation of this Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the date on which the extension shall come into force, the authorities in the territory concerned to whom judicial and extra judicial documents and " Letters of Request " are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall not be less than one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article terminate such extension on giving six months' previous notice.

Article 17.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to any of the Colonies or Protectorates of the Kingdom of Italy, but His Majesty the King of Italy may at any time extend this Convention to any of such Colonies or Protectorates by a notification given through his Ambassador in London.

b) Le disposizioni del paragrafo b) dell'articolo 16 si applicheranno a tale notifica.

c) Le disposizioni del paragrafo c) dell'articolo 16 si applicheranno a qualsiasi Colonia o Protettorato del Regno d'Italia a cui questa Convenzione sia stata estesa.

Articolo 18.

a) Sua Maestà Britannica può in ogni tempo, a mezzo di notifica data per via diplomatica, accedere alla presente Convenzione in rispetto di uno qualunque dei suoi Dominii autonomi o dell'India. Le disposizioni dell'articolo 16 b) saranno applicabili a tale notifica. Tale accessione avrà effetto un mese dopo la data della sua notifica.

b) Passato il termine di tre anni dalla data dell'entrata in vigore di una accessione in base al paragrafo a) di questo articolo, l'una o l'altra delle Alte Parti Contraenti può, dando sei mesi di preavviso, terminare l'applicazione della Convenzione al territorio rispetto al quale la notifica di accessione è stata data. La cessazione dell'applicabilità della Convenzione, di cui all'articolo 16, non avrà effetto sulla sua applicazione a tali territori.

c) La notifica di accessione di cui al paragrafo a) di questo articolo, potrà includere qualsiasi dipendenza o territorio soggetto a Mandato amministrato dal Governo del Paese rispetto al quale tale notifica di accessione viene data ; e la notifica di cessata applicazione di cui al paragrafo b) si applicherà a quelle dipendenze o territori soggetti a Mandato che erano inclusi nella notifica di accessione rispetto al Paese al quale la notifica di cessata applicazione si riferisce.

In fede di che, i sottoscritti hanno firmato la presente Convenzione, in testi italiano ed inglese, e vi hanno apposto i loro sigilli.

Redatto in duplicato a Londra, il 17 giorno di Dicembre 1930.

A. BORDONARO.

A. HENDERSON.

Ministero degli Affari esteri d'Italia.

Per copia conforme :

Il Capo dell'Ufficio Trattati,

G. de Astis.

No. 3004

(b) The provisions of paragraph (b) of Article 16 shall apply to any such notification.

(c) The provisions of paragraph (c) of Article 16 shall apply to any Colonies or Protectorates of the Kingdom of Italy to whom this Convention has been extended.

Article 18.

(a) His Britannic Majesty may at any time, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any of His self-governing Dominions or India. The provisions of Article 16 (b) shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (a) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice, terminate the application of the Convention to any country in respect of which such notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 16 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph (a) of this Article may include any dependency or mandated area administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given ; and any notice of termination under paragraph (b) shall apply to any such dependency or mandated area which was included in the notification of accession in respect of the country to which such notice of termination applies.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and Italian texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 17th day of December, 1930.

A. BORDONARO.

A. HENDERSON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3004. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE ROYAUME D'ITALIE, CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 17 DÉCEMBRE 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

Animés du désir de se prêter, dans leurs territoires respectifs, une assistance réciproque pour l'accomplissement des actes de procédure relatifs à des affaires civiles et commerciales dont sont saisies leurs autorités judiciaires,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Arthur HENDERSON, membre du Parlement, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Antonio CHIARAMONTE BORDONARO, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Article premier.

La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales.

II. SIGNIFICATION DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

Lorsqu'un acte judiciaire ou extrajudiciaire, dressé sur l'un des territoires auxquels s'applique la présente convention et qui appartient à l'une des Hautes Parties contractantes, doit être signifié à une personne physique ou morale sur un territoire de l'autre partie auquel la convention est applicable, cet acte pourra être signifié au destinataire, à la requête de la partie intéressée, suivant l'un des modes prévus aux articles 3 et 4.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

a) La demande de signification devra être transmise :

En Italie, par un agent consulaire anglais au procureur général près la Cour d'appel de la circonscription où l'acte doit être signifié ;

En Angleterre, par un agent consulaire italien au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

b) La demande devra indiquer le nom de l'autorité dont émane l'acte, les nom et qualités des parties, l'adresse du destinataire ainsi que la nature de l'acte et devra être rédigée dans la langue du pays où la signification doit avoir lieu.

L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays où il doit être signifié, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte en question ou par un traducteur officiel ou juré de l'un des deux Etats intéressés.

c) La signification sera effectuée par l'autorité compétente du pays où elle doit avoir lieu. Cette autorité signifiera l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification d'actes similaires ou, si une forme spéciale de signification a été expressément demandée, sous cette forme, à condition qu'elle ne soit pas contraire à la législation du pays.

Au cas où l'autorité à laquelle l'acte a été adressé serait incompétente, elle devra transmettre d'office l'acte en question à l'autorité compétente de son pays.

d) L'exécution de la demande de signification ne pourra être refusée que si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

e) L'autorité qui aura reçu la demande devra adresser à l'agent consulaire qui l'a transmise les documents prouvant que la signification a été faite ou indiquant les motifs pour lesquels elle n'a pu avoir lieu.

La preuve de la signification sera fournie par une attestation émanant de l'autorité du pays où la signification a été effectuée et énonçant le fait, la forme et la date de cette signification.

L'acte à signifier, ainsi que la traduction, si elle existe, devront être adressés en double exemplaire et l'attestation de la signification sera portée sur l'un des exemplaires ou annexée à celui-ci.

Article 4.

L'acte à signifier pourra être également délivré au destinataire, quelle que soit sa nationalité, sans l'intervention des autorités du pays où doit s'effectuer la signification :

a) Par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte ; ou

b) Par une personne préposée à cet effet soit par l'autorité judiciaire du pays dont émane l'acte, soit par la partie à la requête de laquelle l'acte a été dressé. S'il s'agit d'un acte à signifier en Italie, la personne ainsi préposée sera toujours un notaire ou un avocat qui fera exécuter la signification par un fonctionnaire compétent à cet effet en vertu de la loi italienne.

L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays où il doit être signifié, soit être accompagné d'une traduction en cette langue, à moins que le destinataire ne soit un ressortissant de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte.

Article 5.

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 n'empêchent pas les intéressés de faire exécuter directement la signification par des fonctionnaires ou officiers compétents du pays où la signification doit avoir lieu.

Article 6.

La signification ne pourra donner ouverture à une taxe quelconque en faveur de l'une des Hautes Parties contractantes au regard de l'autre.

Toutefois, dans le cas prévu à l'article 3, la Haute Partie requérante devra payer à l'autre partie les taxes et les frais dus, en vertu de la législation interne, aux personnes préposées à la signification, ainsi que les taxes et les frais afférents à l'exécution de la signification sous une forme spéciale.

Ces taxes et frais seront calculés selon le tarif en vigueur pour les nationaux dans le pays où les actes doivent être signifiés.

L'autorité compétente demandera le remboursement de ces taxes et frais à l'agent consulaire qui a transmis la demande lorsqu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 e).

Article 7.

Aucune disposition de la présente convention ne rendra illégale ou inadmissible, sur un territoire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, une forme quelconque de signification qui est admise par la législation en vigueur à l'époque et dans le pays où la signification doit être exécutée.

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 8.

Lorsqu'une autorité judiciaire de l'un des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes auxquels s'applique la présente convention aura ordonné de recueillir des preuves sur un territoire de l'autre Partie contractante auquel la présente convention est applicable, ces preuves pourront être recueillies suivant l'une des modalités prévues aux articles 9, 11 et 12.

Article 9.

a) L'autorité judiciaire pourra, conformément à sa législation, s'adresser directement par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante pour lui demander de recueillir les preuves dans son ressort.

b) Les commissions rogatoires devront, soit être rédigées dans la langue de l'autorité à qui elles sont adressées, soit être accompagnées d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie requérante ou par un traducteur officiel ou juré de l'un des deux pays intéressés.

c) Les commissions rogatoires seront transmises :

En Angleterre : par un agent consulaire italien au « The Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Italie : par un agent consulaire anglais au procureur général près la Cour d'appel de la circonscription où la commission rogatoire doit être exécutée.

d) L'autorité judiciaire à laquelle une commission rogatoire aura été adressée devra y donner suite en usant des mêmes mesures de contrainte que celles qui sont appliquées pour l'exécution des requêtes ou des ordres émanant des autorités nationales.

e) L'agent consulaire qui a transmis la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse en aviser la partie ou les parties intéressées, qui auront la faculté d'y assister en personne ou de s'y faire représenter.

f) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1. Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;
2. Si, dans le pays où la preuve doit être recueillie, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;
3. Si la Haute Partie requise juge cette exécution de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Au cas où l'autorité à laquelle a été transmise la commission rogatoire n'aurait pas qualité pour l'exécuter, elle devra la transmettre d'office à l'autorité compétente du pays, conformément aux prescriptions de la législation interne.

h) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aurait pas été exécutée par l'autorité à laquelle elle a été adressée, celle-ci en avisera immédiatement l'agent consulaire qui l'aura transmise en exposant les motifs pour lesquels l'exécution de la commission rogatoire a été refusée ou en indiquant l'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire a été retransmise.

i) L'autorité qui exécute la commission rogatoire appliquera les dispositions de la législation nationale en ce qui concerne les règles de procédure à suivre.

Toutefois, si l'autorité requérante demande une procédure spéciale, celle-ci pourra être appliquée à condition qu'elle ne soit pas contraire à la législation du pays où la preuve doit être recueillie.

Article 10.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner ouverture à une taxe quelconque en faveur de l'une des Hautes Parties contractantes au regard de l'autre.

Toutefois, la Haute Partie requérante devra rembourser à l'autre partie les taxes dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, les dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, les taxes et frais payables aux personnes commises par l'autorité judiciaire compétente dans les cas prévus par la législation interne, ainsi que les frais exposés et les taxes dues à raison d'une procédure spéciale qui aurait été demandée et suivie.

Le remboursement de ces frais et taxes pourra être demandé par l'autorité compétente qui aura exécuté la commission rogatoire à l'agent consulaire qui l'a transmise, au moment de l'envoi des documents établissant l'exécution de ladite commission.

Les taxes et frais seront calculés selon le tarif en vigueur pour les nationaux dans le pays où la commission rogatoire aura été exécutée, dans la mesure où ce tarif est applicable.

Article 11.

a) Les preuves pourront aussi être recueillies, sans l'intervention des autorités du pays où la réunion des preuves doit avoir lieu, par un agent diplomatique ou consulaire de l'autre pays, pour le compte de l'autorité judiciaire requérante, ou par toute autre personne désignée par cette autorité judiciaire.

b) La personne chargée de recueillir les preuves pourra citer les intéressés à comparaître comme témoins ou à produire des documents ; elle pourra également recueillir les preuves sous toute autre forme qui ne soit pas contraire à la législation locale et aura le droit de faire prêter serment, mais ne jouira d'aucun pouvoir coercitif.

c) Les citations à comparaître délivrées par ladite personne devront être rédigées dans la langue du pays où la preuve doit être recueillie ou être accompagnées d'une traduction dans cette langue, à moins que le destinataire ne soit un ressortissant de la Haute Partie contractante pour l'autorité judiciaire de laquelle la preuve est demandée.

d) La preuve pourra être recueillie selon la procédure prescrite par la législation du pays où cette preuve doit être utilisée et les parties auront le droit d'être présentes ou de se faire représenter par des avocats ou avoués de ce pays ou par toute autre personne ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux de l'un ou de l'autre des pays intéressés.

Article 12.

a) L'autorité judiciaire compétente à laquelle est adressée la commission rogatoire pourra également être requise de désigner une personne chargée de recueillir la preuve et, une fois saisie de cette requête, de procéder à cette désignation. Cette personne pourra être un agent consulaire de la Haute Partie contractante pour l'autorité judiciaire de laquelle la preuve est demandée ou toute autre personne proposée par cette autorité judiciaire.

b) Dans ce cas, le tribunal requis prendra les mesures nécessaires pour assurer la comparution et la déposition des témoins et des autres personnes qui doivent être interrogées ainsi que la production de documents, en usant, s'il y a lieu, de ses pouvoirs coercitifs.

c) La personne ainsi désignée aura le droit de faire prêter serment et quiconque se sera rendu coupable de faux témoignage devant cette personne pourra être puni, par les tribunaux du pays où la preuve est recueillie, des peines prévues par la législation de ce pays pour le faux serment.

d) La preuve sera recueillie conformément à la législation du pays où elle doit être utilisée à condition que la méthode suivie ne soit pas contraire à la législation du pays où a lieu la réunion des preuves et les parties auront le droit d'être présentes ou de se faire représenter par des avocats ou avoués du premier de ces pays ou par toute autre personne ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays intéressé.

Article 13.

Le fait qu'une tentative de recueillir la preuve selon les modes prévus à l'article 11 a échoué par suite du refus par un témoin de comparaître, de déposer ou de produire des documents ne met pas obstacle à une requête ultérieure selon les dispositions des articles 9 ou 12.

IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 14.

Toutes les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 15.

La présente convention, dont les textes anglais et italien font également foi, devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Londres. La convention sortira ses effets un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une durée de trois ans, à compter du jour où elle sera entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre, six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de mettre fin à la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 16.

a) La présente convention ne sera applicable, de plein droit, ni à l'Ecosse ou à l'Irlande du Nord, ni aux colonies ou protectorats de Sa Majesté britannique, ni aux territoires sous sa suzeraineté, ni aux territoires sous mandat administrés par Son Gouvernement dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord ; mais Sa Majesté britannique pourra, à toute époque, étendre, au moyen d'une notification transmise par son ambassadeur à Rome, l'effet de cette convention à l'un quelconque des territoires susmentionnés.

b) Cette notification devra mentionner la date à laquelle l'extension sortira ses effets, ainsi que les autorités des territoires en question auxquelles devront être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires ou les commissions rogatoires et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites. La convention ne deviendra applicable aux territoires visés par la notification qu'un mois au moins après la date de celle-ci.

c) Il sera loisible à chacune des Hautes Parties contractantes, après l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la mise en vigueur de l'extension de la convention à des territoires mentionnés au paragraphe *a)* du présent article, de mettre fin, à tout moment, à cette extension moyennant un préavis de six mois.

Article 17.

a) La présente convention ne sera applicable, de plein droit, à aucune des colonies ni à aucun des protectorats du Royaume d'Italie, mais Sa Majesté le Roi d'Italie pourra, à toute époque, étendre l'effet de la convention à l'une quelconque de ces colonies ou protectorats au moyen d'une notification transmise par son ambassadeur à Londres.

b) Les dispositions de l'article 16, lit. *b)*, seront applicables à toute notification de cette nature.

c) Les dispositions de l'article 16, lit. *c)*, seront applicables à toute colonie ou à tout protectorat du Royaume d'Italie auxquels la présente convention aurait été étendue.

Article 18.

a) Sa Majesté britannique pourra, à tout moment, accéder à la présente convention pour l'un quelconque de ses dominions autonomes ou pour l'Inde, au moyen d'une notification faite par la voie diplomatique. Les dispositions de l'article 16, lit. *b)*, seront applicables à cette notification. L'accession sortira ses effets un mois après la date à laquelle elle aura été notifiée.

b) Après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de l'entrée en vigueur d'une accession en vertu du paragraphe *a)* du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant un préavis de six mois, mettre fin à l'application de la convention au territoire pour lequel la notification d'accession a été donnée. Le fait que la convention aura cessé d'être applicable selon les termes de l'article 16 n'affectera pas son application à ces territoires.

c) La notification d'accession visée au paragraphe *a)* du présent article pourra comprendre toute dépendance ou tout territoire sous mandat administré par le gouvernement du pays dont la notification d'accession est donnée ; de même, toute dénonciation dans les termes du paragraphe *b)* sera applicable aux dépendances ou territoires sous mandat qui étaient compris dans la notification d'accession du pays intéressé.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention rédigée en italien et en anglais et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 17 décembre 1930.

A. BORDONARO.

A. HENDERSON.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ITALIAN GOVERNMENT RESPECTING THE APPLICATION TO SCOTLAND, NORTHERN IRELAND AND CERTAIN BRITISH COLONIES OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-ITALIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF DECEMBER 17, 1930. ROME, JULY 26 AND AUGUST 11, 1932.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 14 décembre 1932.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 257.
(146/7/32).

ROME, 26th July, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 17th, 1930, the extension of the operation of that Convention to Scotland.

The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 16 (b) of the Convention, I have the honour to notify Your Excellency that the extension now notified should be regarded as coming into force one month from the date of this note, that is to say, on the 25th August next.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE, A L'IRLANDE DU NORD ET A CERTAINES COLONIES BRITANNIQUES DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-ITALIENNE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 17 DÉCEMBRE 1930. ROME, LES 26 JUILLET ET 11 AOUT 1932.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 14, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 257.
(146/7/32).

ROME, le 26 juillet 1932.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 16 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que l'effet de cette convention est étendu à l'Ecosse.

L'autorité à laquelle devront être adressées, en Ecosse, les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le « Crown Agent », Edimbourg, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément aux dispositions de l'article 16 b) de la convention, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'extension que je viens de notifier doit être considérée comme entrant en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 août prochain.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to convey to Your Excellency the expression of my highest consideration.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. GRAHAM.

R. GRAHAM.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministry of Foreign Affairs.

Son Excellence
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministère des Affaires étrangères.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

U. T.
224681/121.

ROMA, 11 Agosto 32 Anno X.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con Nota, n. 257 del 26 luglio scorso, l'Eccellenza Vostra si è compiaciuta comunicarmi che la Convenzione italo-britannica per l'assistenza giudiziaria in materia civile e commerciale, firmata a Londra il 17 dicembre 1930, è stata estesa alla Scozia, e che tale estensione avrà effetto dal 25 agosto corrente anno.

L'Eccellenza Vostra ha inoltre precisato che l'Autorità alla quale i documenti giudiziari dovranno essere comunicati è il Crown Agent, Edinburgh, e la lingua da usarsi nelle comunicazioni e traduzioni è la lingua inglese.

Nel prendere atto di tale comunicazione, colgo l'occasione per rinnovarLe, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

SUVICH.

A Sua Eccellenza
Sir Ronald Graham
Ambasciatore di S. M. Britannica
Roma.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
BUREAU DES TRAITES.
224681/121.

ROME, le 11 août 1932, An X.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par votre note N° 257, en date du 26 juillet dernier, vous avez bien voulu porter à ma con-

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
TREATIES BUREAU.
224681/121.

ROME, August 11th 1932, Year X.

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. 257, of July 26th last, you were good enough to inform me that the Conven-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

naissance que la Convention italo-britannique pour l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, a été étendue à l'Ecosse et que cette extension prendra effet à partir du 25 août prochain.

Vous avez en outre précisé que l'autorité à laquelle devront être adressées les pièces judiciaires est le « Crown Agent », Edimbourg, et que la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

En prenant acte de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

SUVICH.

Son Excellence
Sir Ronald Graham,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Rome.

III.

BRITISH EMBASSY.

No. 259.
(146/10/32.)

ROME, 26th July, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 17th, 1930, the extension of the operation of that convention to Northern Ireland.

2. The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland, Belfast, and the language to be used in communications and translations is English.

tion regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed by the United Kingdom and Italy in London on December 17, 1930, has been extended to Scotland and that this extension will come into force on August 25th next.

You further stated that the authority to whom legal documents should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and that the language to be used in communications and translations is English.

I have duly noted this communication and have the honour to be, etc.

SUVICH.

His Excellency
Sir Ronald Graham,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Rome.

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 259.
(146/10/32.)

ROME, le 26 juillet 1932.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 16a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que l'effet de cette convention a été étendu à l'Irlande du Nord.

2. L'autorité à laquelle devront être adressées en Irlande du Nord, les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland », à Belfast, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. In accordance with Article 16 (*b*) of the Convention, I have the honour to notify Your Excellency that the extension now notified should be regarded as coming into force one month from the date of this note, that is to say, on the 25th August next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to convey to Your Excellency the expression of my highest consideration.

R. GRAHAM.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministry of Foreign Affairs.

3. Conformément à l'article 16 *b*) de la convention, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'extension que je viens de notifier doit être considérée comme entrant en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 août prochain.

4. En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. GRAHAM.

Son Excellence
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministère des Affaires étrangères.

IV.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

U. T.
224682/122.

ROMA, 11 Agosto 32 Anno X.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con Nota, n. 259 del 26 luglio scorso, l'Eccellenza Vostra si è compiaciuta comunicarmi che la Convenzione italo-britannica per l'assistenza giudiziaria in materia civile e commerciale, firmata a Londra il 17 dicembre 1930, è stata estesa all'Irlanda del Nord, e che tale estensione avrà effetto dal 25 agosto corrente anno.

L'Eccellenza Vostra ha inoltre precisato che l'Autorità alla quale i documenti giudiziari dovranno essere comunicati è il Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland, Belfast, e la lingua da usarsi nelle comunicazioni e traduzioni è la lingua inglese.

Nel prendere atto di tale comunicazione, colgo l'occasione per rinnovarLe, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

SUVICH.

A Sua Eccellenza
Sir Ronald Graham
Ambasciatore di S. M. Britannica
Roma.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
BUREAU DES TRAITÉS.
224682/122.

ROME, le 11 août 1932, An X.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par votre note N° 259, en date du 26 juillet dernier, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que la Convention italo-britannique pour l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, qui a été signée à Londres le 17 décembre 1930, a été étendue à l'Irlande du nord et que cette extension prendra effet à partir du 25 août de l'année courante.

Vous avez, en outre, précisé que l'autorité à laquelle devront être adressés les pièces judiciaires est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland », à Belfast, et que la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

En prenant acte de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

SUVICH.

Son Excellence
Sir Ronald Graham,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Rome.

V.

BRITISH EMBASSY.

No. 260.
(146/9/32).

ROME, 26th July, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
TREATIES BUREAU.
224682/122.

ROME, August 11, 1932, Year X.

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. 259, of July 26th last, you were good enough to inform me that the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed by the United Kingdom and Italy in London on December 17, 1930, has been extended to Northern Ireland and that this extension will come into force on August 25th next.

You further stated that the authority to whom legal documents should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland, Belfast, and that the language to be used in communications and translations is English.

I have duly noted this communication and have the honour to be, etc.

SUVICH.

His Excellency
Sir Ronald Graham,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Rome.

V.

¹ TRANSLATION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 260.
(146/9/32).

ROME, le 26 juillet 1932.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 17th, 1930, the extension of the operation of that Convention to the various British Colonies, etc., mentioned in the attached list. An indication is given in each case as to the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. I beg leave to add that the language to be used in each instance in communications and translations is English.

2. In accordance with Article 16 (*b*) of the Convention, I have the honour to notify Your Excellency that the extension now notified should be regarded as coming into force one month from the date of this note, that is to say, on the 25th August next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to convey to Your Excellency the expression of my highest consideration.

R. GRAHAM.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministry of Foreign Affairs.

(T 6708/1504/371).
(T 13368/1504/371).

LIST

OF BRITISH NON-SELF GOVERNING COLONIES AND PROTECTORATES AND OF MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH ITALY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS.

Colony, etc.	Local Authority.
Bahamas	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermuda	The Registrar, Supreme Court, Hamilton, Bermuda.

de porter à votre connaissance, conformément à l'article 16 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que l'effet de cette convention a été étendu aux diverses colonies, etc., britanniques mentionnées dans la liste ci-jointe. L'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification ou les commissions rogatoires est indiquée dans chaque cas. Je me permets d'ajouter que la langue dans laquelle devront être faites, dans chaque cas, les communications et les traductions est l'anglais.

2. Conformément aux dispositions de l'article 16 *b*) de la convention, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'extension que je viens de notifier doit être considérée comme entrant en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 août prochain.

3. En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. GRAHAM.

Son Excellence
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministère des Affaires étrangères.

(T 6708/1504/371).
(T 13368/1504/371).

LISTE

DES COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES NON AUTONOMES ET DES TERRITOIRES SOUS MANDAT ADMINISTRÉS SOUS L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE VOIR S'APPLIQUER LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CONCLUE AVEC L'ITALIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.

Colonie, etc.	Autorité locale.
Bahama	The Chief Justice, Nassau, Iles Bahama.
La Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, La Barbade.
Bermudes	The Registrar, Supreme Court, Hamilton, Bermudes.

Colony, etc.	Local Authority.	Colonie, etc.	Autorité locale.	
British Guiana	The Registrar, Supreme Court, Georgetown, British Guiana.	Guyane britannique	The Registrar, Supreme Court, Georgetown, Guyane britannique.	
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.	Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Bêlize, Honduras britannique.	
Ceylon.	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo.	Ceylan	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo.	
Cyprus	Chief Registrar, Supreme Court, Cyprus.	Chypre	Chief Registrar, Supreme Court, Chypre.	
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar, Supreme Court, Port Stanley, Falkland Islands.	Iles Falkland et Dépendances	The Registrar, Supreme Court, Port Stanley Iles Falkland.	
Fiji	The Registrar, Supreme Court, Suva, Fiji.	Fidji	The Registrar, Supreme Court, Suva, Iles Fidji.	
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.	Gambie (Colonie et Protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambie.	
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.	Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.	
Gold Coast :		Côte de l'Or :		
(a) Colony	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.	a) Colonie	The Chief Registrar, Accra, Côte de l'Or.	
(b) Togoland under British Mandate		b) Togo sous mandat britannique		
(c) Ashanti		c) Achanti		The Police Magistrate, Coumassie, Achanti, Côte de l'Or.
(d) Northern Territories		d) Territoires septentrionaux		The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Côte de l'Or.
Hong Kong	The Registrar, Supreme Court, Hong Kong.	Hong-Kong	The Registrar, Supreme Court, Hong-Kong.	
Jamaica	The Registrar, Supreme Court, Jamaica.	La Jamaïque	The Registrar, Supreme Court, La Jamaïque.	
Cayman Islands	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.	Iles Caïmans	Judge of the Grand Court des îles Caïmans.	
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.	Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge des îles Turques et Caïques.	
Kenya (Colony and Protectorate)	Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	Kenya (Colonie et Protectorat)	Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	
Leeward Islands :		Iles Sous le Vent :		
Antigua, Dominica, Montserrat, Saint Christopher and Nevis, Virgin Islands	The Chief Registrar, Supreme Court, Antigua, Leewards.	(Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, Iles Verges	The Chief Registrar, Supreme Court, Antigua, Iles Sous le Vent.	
Federated Malay States :				
(Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor)	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Malay States.	Etats malais fédérés : (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Etats malais.	

Colony, etc.	Local Authority.	Colonie, etc.	Autorité locale.
Unfederated Malay States :		Etats malais non fédérés :	
Johore	General Adviser.	Johore	General Adviser.
Kelantan	British Adviser.	Kelantan	British Adviser.
Trengganu	British Adviser.	Trengganu	British Adviser.
Brunei	British Resident.	Brunei	British Resident.
Kedah	} Legal Adviser, Kedah.	Kedah	} Legal Adviser, Kedah.
Perlis		Perlis	
Malta	The Minister of Justice, Valletta, Malta.	Malte	The Minister of Justice, La Valette, Malte.
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.	Ile Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Ile Maurice.
Nigeria :		Nigéria :	
(a) Colony	} The Chief Justice, Lagos, Nigeria.	a) Colonie	} The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
(b) Protectorate		b) Protectorat	
(c) Cameroons under British Mandate		c) Cameroun sous mandat britannique	
North Borneo, State of	The Registrar, High Court, Sandakan, British North Borneo.	Bornéo du Nord, Etat du	The Registrar, High Court, Sandakan, Nord Borneo britannique.
Northern Rhodesia	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.	Rhodésie septentrionale	The Registrar of the High Court, Livingstone, Rhodésie septentrionale.
Nyasaland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.	Protectorat du Nyasaland	The Judge of the High Court of Nyassaland, Blantyre, Nyassaland.
Palestine (excluding Transjordan)	The Superintendent of the Court in the district in which action is to be taken.	Palestine (non compris la Transjordanie)	The Superintendent of the Court du district dans lequel la procédure doit avoir lieu.
Saint Helena and Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, Saint Helena.	Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, Sainte-Hélène.
Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.	Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the supreme Court, Mahé, Seychelles.	Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Iles Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.	Sierra Leone (Colonie et Protectorat)	The Master and Registrar, Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Administration, Berbera, Somaliland.	Protectorat du Somaliland	The Secretary to the Administration, Berbera, Somaliland.
South African High Commission, Territories of the :		Territoires du Haut-Commissariat de l'Afrique du Sud :	
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court.	Bassoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court.

Colony, etc.	Local Authority.	Colonie, etc.	Autorité locale.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court).	Protectorat de Betchouanaland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (ou of the Special Court).
Swaziland	The Registrar of the Special Court.	Swaziland	The Registrar of the Special Court.
Straits Settlements	The Registrar, Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.	Straits Settlements	The Registrar, Supreme Court, Singapour, Etablissements du Détroit.
Tanganyika Territory	The Registrar of His Majesty's High Court, Dares Salaam, Tanganyika Territory.	Territoire du Tanganyika	The Registrar of His Majesty's High Court, Dares-Salaam, Territoire du Tanganyika.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.	Trinité et Tabago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, La Trinité.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government Entebbe, Uganda.	Protectorat de l'Ouganda	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Ouganda.
Western Pacific, Islands of :		Iles du Pacifique occidental :	
British Solomon Islands Protectorate.	The Registrar, High Commissioner's Court.	Protectorat des Iles Salomon britanniques	The Registrar, High Commissioner's Court.
Gilbert and Ellice Islands Colony		Colonies des Iles Gilbert et Ellice	
Tonga	Suva, Fiji	Tonga	Suva, Iles Fidji.
Windward Islands :	The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.	Iles du Vent :	
Grenada		Grenade	The Registrar, Supreme Court, La Grenade.
Saint Lucia	The Registrar, Supreme Court, Grenada.	Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, Sainte-Lucie.
Saint Vincent	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.	Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint-Vincent.
Zanzibar Protectorate	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.	Protectorat de Zanzibar	The Registrar of His Majesty's Court, Zanzibar.
	The Registrar of His Majesty's Court, Zanzibar.		

VI.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.
U. T.

224683/123.

SIGNOR AMBASCIATORE,

ROMA, II Agosto 32 Anno X.

Con Nota, n. 260 del 26 luglio scorso, l'Eccellenza Vostra si è compiaciuta comunicarmi che la Convenzione italo-britannica per l'assistenza giudiziaria in materia civile e commerciale, firmata a Londra il 17 dicembre 1930, è stata estesa a varie Colonie e Protettorati Britannici, ed a Territori

sotto mandato britannico, risultanti da una lista allegata alla precitata Nota, e che tale estensione avrà effetto dal 25 agosto corrente anno.

Nel prendere atto di tale comunicazione, colgo l'occasione per rinnovarLe, Signor Ambasciatore gli atti della mia alta considerazione.

SUVICH.

A Sua Eccellenza
Sir Ronald Graham,
Ambasciatore di S. M. Britannica,
Roma.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
BUREAU DES TRAITES.
224683/123.

ROME, le 11 août 1932, An X.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par votre note N° 260, en date du 26 juillet dernier, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que la Convention italo-britannique pour l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, a été étendue à diverses colonies et protectorats britanniques, ainsi qu'à des territoires sous mandat britannique, indiqués dans une liste annexée à la note susmentionnée, et que cette extension prendra effet à partir du 25 août de l'année courante.

En prenant acte de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

SUVICH.

Son Excellence
Sir Ronald Graham,
Ambassadeur de
Sa Majesté britannique,
Rome.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
TREATIES BUREAU.
224683/123.

ROME, August 11, 1932, Year X.

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. 260 of July 26th last, you were good enough to inform me that the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed by the United Kingdom and Italy in London on December 17, 1930, has been extended to various British Colonies and Protectorates and Mandated Territories administered under the authority of His Majesty's Government in the United Kingdom, enumerated in a list attached to the aforementioned note, and that this extension will come into force on August 25th of this year.

I have duly noted this communication and have the honour to be, etc.

SUVICH.

His Excellency
Sir Ronald Graham,
His Britannic Majesty's
Ambassador,
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE ITALIAN GOVERNMENT RESPECTING THE APPLICATION TO NEW ZEALAND OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-ITALIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF DECEMBER 17, 1930. ROME, NOVEMBER 5 AND 25, 1932.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1^{er} février 1933.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 384.
(146/23/32.)

ROME, 5th November, 1932.

YOUR EXCELLENCY.

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 18 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 17th, 1930, the accession of His Majesty to that convention in respect of the Dominion of New Zealand.

2. The authority in New Zealand, to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, is the Registrar of the Supreme Court of New Zealand at Wellington, New Zealand, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 18 (a) of the convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 5th December next.

ECHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN RELATIF A L'APPLICATION A LA NOUVELLE-ZÉLANDE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-ITALIENNE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 17 DÉCEMBRE 1930. ROME, LES 5 ET 25 NOVEMBRE 1932.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, February 1st, 1933.

I.

1¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 384.
(146/23/32.)

ROME, le 5 novembre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 18 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que Sa Majesté a accédé à cette convention en ce qui concerne le Dominion de la Nouvelle-Zélande.

2. L'autorité à laquelle devront être adressées, en Nouvelle-Zélande, les demandes de signification ou de commissions rogatoires, est le « Registrar of the Supreme Court of New Zealand » à Wellington, Nouvelle-Zélande, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et traductions est l'anglais.

3. Conformément aux dispositions de l'article 18 a) de la convention, l'accèsion que je viens de notifier entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 5 décembre prochain.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to convey to Your Excellency the expression of my highest consideration.

4. En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. GRAHAM.

R. GRAHAM.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministry of Foreign Affairs.

Son Excellence
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministère des Affaires étrangères.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.
235011/185.

25 Novembre 1932, Anno XI.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con Nota n. 384 del 5 novembre corrente, l'Eccellenza Vostra si è compiaciuta comunicarmi che, conformemente all'articolo 18 (a) della Convenzione italo-britannica per l'assistenza giudiziaria in materia civile e commerciale, firmata a Londra il 17 dicembre 1930, il Governo di S. M. Britannica in Nuova Zelanda aderisce alla predetta Convenzione, con effetto dal 5 dicembre prossimo venturo.

L'Eccellenza vostra ha voluto inoltre precisare che l'Autorità della Nuova Zelanda, alla quale i documenti giudiziari dovranno essere comunicati, è il Registrar of the Supreme Court of New Zealand at Wellington, New Zealand, e che la lingua da usarsi nelle comunicazioni e nelle traduzioni è la lingua inglese.

Nel ringraziare l'Eccellenza Vostra di tale cortese comunicazione, che è stata portata subito a conoscenza delle Regie Autorità competenti, colgo l'occasione per rinnovarLe, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Sottosegretario di Stato,
SUVICH.

A Sua Eccellenza
Sir Ronald Graham,
Ambasciatore di S. L. Britannica
Roma.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
235011/185.

Le 25 novembre 1932, An XI.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par votre note N° 384, en date du 5 courant, vous avez bien voulu porter à ma connaissance,

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
235011/185.

November 25, 1932, Year XI.

YOUR EXCELLENCY,

By your note No. 384, dated the 5th inst., you were good enough to inform me in accordance

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

conformément à l'article 18 (a) de la Convention italo-britannique pour l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que le gouvernement de Sa Majesté britannique en Nouvelle-Zélande a adhéré à ladite convention et que cette adhésion prendra effet à partir du 5 décembre prochain.

Vous avez bien voulu en outre préciser que l'autorité à laquelle devront être adressées, en Nouvelle-Zélande, les pièces judiciaires est le « Registrar of the Supreme Court of New Zealand », Wellington, Nouvelle-Zélande, et que la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions, est l'anglais.

En vous remerciant de cette communication, qui a été portée immédiatement à la connaissance des autorités royales compétentes, je saisis cette occasion, etc.

Le Sous-Secrétaire d'Etat,
SUVICH.

Son Excellence
Sir Ronald Graham,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Rome.

with Article 18 (a) of the Convention between Italy and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed at London on December 17th, 1930, that His Britannic Majesty's Government in New Zealand has acceded to the aforesaid Convention and that this accession will come into force on December 5th next.

You were further good enough to specify that the authority in New Zealand to whom legal documents should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of New Zealand, Wellington, New Zealand, and that the language to be used in communications and translations is English.

In thanking you for this communication, which was immediately brought to the knowledge of the competent Royal authorities, I have the honour to be, etc.

SUVICH,
Under-Secretary of State.

His Excellency Sir Ronald Graham,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Rome.

N° 3005.

BELGIQUE ET POLOGNE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale.
Signée à Bruxelles, le 13 mai 1931.

BELGIUM AND POLAND

Convention regarding Extradition
and Legal Assistance in Criminal
Matters. Signed at Brussels, May
13, 1931.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3005. — KONWENCJA¹ DOTYCZĄCA WYDAWANIA PRZESTĘPCÓW I POMOCY SĄDOWEJ W SPRAWACH KARNYCH ZAWARTA POMIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A KRÓLESTWEM BELGJI, PODPISANA W BRUKSELI, DNIA 13 MAJA 1931.

Textes officiels polonais et français communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 juillet 1932.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ i JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ KRÓL BELGÓW pragnąc uregulować stosunki prawne pomiędzy obu Państwami co do wydawania i przewozu przestępców oraz co do pomocy sądowej w sprawach karnych postanowili zawrzeć w tym celu konwencję i mianowali swymi pełnomocnikami :

PRESYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Jego Ekszelencję Pana Tadeusza JACKOWSKIEGO, Doktora Filozofji, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego przy Jego Królewskiej Mości Królu Belgów i Pana Stefana SIECZKOWSKIEGO, Podsekretarza Stanu w Ministerstwie Sprawiedliwości,

JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ KRÓL BELGÓW :

Pana Paul Emile JANSON, Swego Ministra Sprawiedliwości,

Którzy, po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie, zgodzili się na postanowienia następujące :

Artykuł I.

Wysokie Ukladające się Strony zobowiązują się wydawać sobie wzajemnie, na żądanie, na warunkach niniejszej konwencji osoby ścigane lub skazane przez sądy Państwa wzywającego za czyn popełniony na obszarze tego Państwa, które znajdują się na obszarze Państwa wezwanego.

Pod temi samemi warunkami nastąpi wydanie w razie popełnienia przestępstwa poza obszarem Państwa wzywającego i wezwanego, jeśli ustawy Państwa wezwanego zezwalają na ściganie takiego przestępstwa, choćby było popełnione zagranicą.

Z obu stron będą wydawane tylko osoby, które w chwili popełnienia przestępstwa miały ukończonych lat 18.

Polska nie wydaje ani obywateli polskich, ani obywateli Wolnego Miasta Gdańska.

Belgja nie wydaje obywateli belgijskich.

Jeśli niniejsza konwencja powołuje się na ustawodawstwo polskie, należy przez nie rozumieć ustawodawstwo obowiązujące choćby w jednej części Państwa Polskiego.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 15 juin 1932.

N^o 3005. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE CONCLUE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 13 MAI 1931.

Polish and French official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 23, 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transit des criminels, ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence M. Tadeusz JACKOWSKI, docteur ès sciences, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; et
M. Stefan SIECZKOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul Emile JANSON, son ministre de la Justice ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, dans les conditions établies par la présente convention, les personnes qui, étant poursuivies ou condamnées par les tribunaux de l'Etat requérant pour un fait commis sur le territoire de cet Etat, seront trouvées sur le territoire de l'Etat requis.

L'extradition sera accordée dans les mêmes conditions, lorsque le fait aura été commis hors du territoire de l'Etat requérant et de l'Etat requis, si la législation de l'Etat requis autorise la poursuite d'une telle infraction, même commise à l'étranger.

Il ne sera livré, de part et d'autre, que des individus âgés de dix-huit ans accomplis au moment de l'infraction.

La Pologne ne livre ni les ressortissants polonais ni ceux de la Ville libre de Dantzig.

La Belgique ne livre pas les ressortissants belges.

Lorsque la présente convention se réfère à la législation de la Pologne, il faut comprendre par là une des législations en vigueur, ne fût-ce que dans une des provinces de cet Etat.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 15, 1932.

Artykuł 2.

Wydanie nastąpi tylko za przestępstwa wymienione w niniejszym artykule i tylko o tyle, o ile obowiązujące ustawodawstwa obu Państw uważają dane przestępstwo za zbrodnię lub występki. Przestępstwa, za które nastąpi wydanie, są następujące :

1. Morderstwo, zabójstwo ojcobójstwo, dzieciobójstwo, otrucie ;
2. Umyślne uderzenie lub uszkodzenie ciała, które spowodowało chorobę wydającą się nieuleczalną, trwałą niezdolność do pracy, utratę możności swobodnego posługiwania się jakimkolwiek organem zmysłów, ciężkie okaleczenie, albo śmierć, o ile nie było zamiaru jej zadania ;
3. Spędzenie płodu ;
4. Zgwałcenie ;
5. Czyny nierządne popełnione z użyciem przemocy lub groźby ;
Czyny nierządne, popełnione choćby bez użycia przemocy lub groźby, o ile takie czyny, z uwagi na płeć albo wiek osoby, na której dopuszczono się przestępstwa, albo też ze względu na inne okoliczności danego wypadku, ulegają karze jako zbrodnie według ustawodawstwa obu Wysokich Układających się Stron ;
6. Zamach na obyczajność przez pobudzanie, ułatwienie, popieranie dla zaspokojenia cudzego popędu zmysłowego rozpusty lub zepsucia albo nierządu zarobkowego nieletnich obojej płci ; werbowanie, uprowadzenie lub uwodzenie kobiety bądź dziewczyny pełnoletniej do rozpusty, o ile czyn został popełniony zapomocą oszustwa, gwałtu, gróźb, nadużycia władzy lub jakiegokolwiek innego środka przymusu dla zaspokojenia cudzego popędu zmysłowego ; zatrzymanie osoby wbrew jej woli w domu rozpusty ; zmuszenie osoby pełnoletniej do rozpusty ;
7. Porwanie nieletnich ;
8. Porwanie, ukrywanie, usunięcie, zamiana, podsunięcie dziecka ;
9. Dwużeństwo ;
10. Wystawienie na niebezpieczeństwo lub umyślne porzucenie dziecka ;
11. Udział w bandzie, mającej na celu zamachy na cudze życie lub mienie ;
12. Kradzież, rozbój ;
13. Wymuszenie ;
14. Przywłaszczenie, sprzeniewierzenie, nadużycie zaufania ;
15. Podstępne wprowadzenie w błąd, oszustwo, karalna nieuczciwość majątkowa ;
16. Bankructwo oszukańcze i oszukańcze działanie w wypadku upadłości ;
17. Groźba popełnienia zbrodni na osobie lub mieniu innego człowieka ;
18. Zamach na wolność osobistą lub na nietykalność mieszkania popełniony przez osoby prywatne ;
19. Falszowanie, podrabianie, przerabianie dokumentów publicznych, handlowych lub prywatnych, falszowanie telegramów, posługiwanie się falsyfikatami ;
20. Podrobienie lub podstępne przerobienie aktów urzędowych pochodzących od rządu lub władzy publicznej ; podstępne posługiwanie się aktami w ten sposób przerobionymi lub podrobionymi ;
21. Falszowanie monet, podrobienie lub przerobienie obligacyj lub kuponów długu publicznego, biletów bankowych, krajowych lub zagranicznych, pieniędzy papierowych lub innych publicznych papierów wartościowych, pieczęci, marek, stempli menniczych,

Article 2.

L'extradition ne sera accordée que pour les infractions prévues dans le présent article et pour autant que la législation en vigueur dans les deux Etats les qualifie de crime ou délit.

Les infractions donnant lieu à extradition sont :

1. Assassinat, meurtre, parricide, infanticide, empoisonnement ;
2. Coups portés et blessures faites volontairement ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave, ou la mort sans l'intention de la donner ;
3. Avortement ;
4. Viol ;
5. Attentat à la pudeur commis avec violences ou menaces ;
Attentat à la pudeur commis même sans violences ou menaces, pourvu que par rapport au sexe et à l'âge de la personne qui en a été l'objet et aux autres circonstances particulières au cas, un pareil attentat est puni comme crime selon la législation des deux Hautes Parties contractantes ;
6. Attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe ; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte pour satisfaire les passions d'autrui ; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche ; contrainte sur une personne majeure pour la débauche ;
7. Enlèvement de mineurs ;
8. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;
9. Bigamie ;
10. Exposition ou délaissement volontaire d'un enfant ;
11. Participation à une bande ayant pour but des attentats contre la vie ou la propriété d'autrui ;
12. Vol, vol avec violence (rapine) ;
13. Extorsion ;
14. Soustraction frauduleuse, détournement, abus de confiance ;
15. Escroquerie, tromperie, malhonnêteté criminelle pécuniaire ;
16. Banqueroute frauduleuse, fraudes commises dans les faillites ;
17. Menace de commettre un crime contre la personne ou la propriété d'autrui ;
18. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;
19. Faux en écriture ou falsification de documents publics, de commerce ou privés, falsification de dépêches télégraphiques, usage de faux ;
20. Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant du gouvernement ou de l'autorité publique, usage frauduleux des actes ainsi altérés ou falsifiés ;
21. Fabrication de fausse monnaie, falsification ou altération de titres ou coupons de la dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier monnaie ou d'autres valeurs publiques, de sceaux, timbres, coins, marques de l'Etat ou des

godeł państwowych lub godeł publicznej władzy administracyjnej ; puszczanie w obieg, przedmiotów wyżej wymienionych, przerobionych lub podrobionych albo podstępne postępowanie się niemi ;

22. Krzywoprzysięstwo ;

23. Złożenie fałszywego zeznania przez świadka lub fałszywej opinii przez biegłego lub tłumacza ; nakłanianie świadków, biegłych lub tłumaczy do fałszywych oświadczeń ;

24. Bezprawne żądanie i przywłaszczenie nienależnych opłat lub świadczeń, sprzeniewierzenie popełnione przez urzędników publicznych, przyjęcie przez urzędników publicznych łapówki, przekupienie urzędników publicznych ;

25. Umyślne podpalenie ;

26. Umyślne zniszczenie lub uszkodzenie drogi żelaznej albo urządzeń telegraficznych lub telefonicznych ;

27. Umyślne działania, zagrażające bezpieczeństwu ruchu kolejowego ;

28. Umyślne zniszczenie lub uszkodzenie nieruchomości albo przedmiotów ruchomych, stanowiące zbrodnię lub występki według ustawodawstwa obu Wysokich Układających się Stron ;

29. Opuszczenie przez kapitana, poza wypadkami przewidzianymi przez ustawodawstwo obu Państw, okrętu, statku handlowego lub rybackiego ;

30. Rozbicie, utrata, zniszczenie okrętu spowodowane przez kapitana albo oficerów i załogę ; sprzeniewierzenie przez kapitana okrętu lub statku handlowego lub rybackiego ; wyrzucenie za pokład albo zniszczenie całości lub części ładunku, środków żywności lub innych znajdujących się na pokładzie przedmiotów, poza wypadkami konieczności ; niewłaściwy kierunek jazdy ; zaciągnięcie bez konieczności pożyczki pod zastaw statku, zapasów żywności lub urządzenia okrętu albo zastaw lub sprzedaż towarów lub środków żywności ; wstawienie do rachunków zmyślonych uszkodzeń lub wydatków ; sprzedaż okrętu bez specjalnego upoważnienia poza wypadkiem jego niezdolności do użytku ; kradzież na pokładzie ; zniszczenie towarów albo środków żywności na statku spowodowane przez domieszanie szkodliwych substancyj ; napaść lub opór z użyciem gwałtu albo gwałt na osobie kapitana dokonany przez więcej niż trzecią część załogi ; połączona z uszkodzeniem ciała lub zadaniem rany ; odmowa posłuszeństwa wobec rozkazów kapitana lub oficera na pokładzie, mających na celu uratowanie statku lub jego ładunku ; spisek przeciwko bezpieczeństwu wolności lub władzy kapitana ; zawładnięcie okrętem przez marynarzy lub pasażerów zapomocą podstępu lub gwałtu na osobie kapitana ;

31. Handel niewolnikami ;

32. Paserstwo dotyczące przedmiotów pochodzących ze zbrodni lub występków.

Wydanie nastąpi również w wypadkach udziału w przestępstwach wymienionych w tym artykule, a także w wypadkach usiłowania ich dokonania, o ile udział lub usiłowanie ulegają karze według ustawodawstwa obu Stron.

Lista przestępstw, za które nastąpi wydanie, będzie mogła być zmieniona lub uzupełniona za zobowiązaniem zgodą w drodze oświadczeń obu Rządów.

Artykuł 3.

Wydanie nie nastąpi :

1. jeśli według ustaw Państwa wezwanego władza tego Państwa jest właściwa do wszczęcia postępowania karnego i nie może zrzec się swej właściwości na rzecz władz Państwa wzywającego ;

2. jeśli według ustawodawstwa Państwa wezwanego, a w Polsce według ustaw obowiązujących we wszystkich jej częściach, zaszło już przedawnienie ścigania lub kary w chwili, na którą przypada wydanie.

administrations publiques ; mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus, altérés ou falsifiés ;

22. Faux serment ;

23. Faux témoignage, fausse déclaration de la part d'expert ou d'interprète ; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

24. Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics ;

25. Incendie volontaire ;

26. Destruction ou dérangement volontaire d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques ou téléphoniques ;

27. Actes volontaires, attentatoires à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer ;

28. Destruction ou dégradation volontaire d'immeubles ou d'objets mobiliers, qualifiée comme crime ou délit par la législation des deux Hautes Parties contractantes ;

29. Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

30. Echouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage ; détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche ; jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres ou des effets du bord ; fausse route ; emprunt sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses, supposées, vente de navire sans pouvoir spécial hors le cas d'innavigabilité, col commis à bord, altération de vivres ou de marchandises commise à bord par le mélange de substances malfaisantes, attaque ou résistance avec violence et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage, refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officier du bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures, complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine, prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine ;

31. Trafic d'esclaves ;

32. Recèlement des objets provenant de crimes ou de délits.

L'extradition sera accordée aussi dans les cas de complicité aux infractions énumérées dans le présent article, ainsi que dans les cas de tentative de les commettre, lorsque la complicité ou la tentative sont punies par les législations des deux parties.

La liste des infractions donnant lieu à extradition pourra être modifiée ou complétée de commun accord par les déclarations des deux gouvernements.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée :

1^o Si, d'après la loi de l'Etat requis, l'autorité de cet Etat est compétente pour intenter l'action pénale et ne peut se dessaisir en faveur des autorités de l'Etat requérant ;

2^o Si, d'après la législation de l'Etat requis, en Pologne, d'après les lois en vigueur dans toutes les provinces, il y a prescription de l'action ou de la peine au moment de l'extradition ;

3. jeśli w Państwie wezwanem prawomocnie zostało ukończone postępowanie karne o ten sam czyn przeciw osobie, której wydania zażądano. Wyrok uniewinniający lub umorzenie postępowania nie są jednak przeszkodą do wydania, jeśli nastąpiły tylko z tego powodu, że czyny były popełnione w Państwie obcym.

Artykuł 4.

Wydania można odmówić, jeśli osoba, której wydania zażądano, jest ścigana w Państwie wezwanem za czyny stanowiące podstawę wniosku ekstradycyjnego.

Artykuł 5.

Jeśli osoba, której wydania zażądano, jest w Państwie wezwanem ścigana lub skazana z powodu innego przestępstwa niż to, na którym opiera się żądanie wydania, natenczas wydanie będzie mogło być odłożone aż do ukończenia postępowania karnego, a, w razie skazania, — do czasu wykonania lub darowania orzeczonej kary.

W razie gdyby osoba, której wydania zażądano, była ścigana lub zatrzymana w Państwie wezwanem z powodu zobowiązań zaciągniętych wobec osób prywatnych, wydanie jej będzie mogło nastąpić z zastrzeżeniem dla tych osób dochodzenia swych praw przed właściwą władzą.

Artykuł 6.

Wydanie nie nastąpi, jeśli czyn, z powodu którego zażądano wydania, jest uważany przez Państwo wezwane za przestępstwo polityczne lub za czyn pozostający w związku z takim przestępstwem politycznym.

Nie będzie uważany za przestępstwo polityczne lub za czyn będący w związku z takim przestępstwem zamach na osobę Naczelnika Państwa lub członków jego rodziny, jeśli ten zamach stanowi morderstwo, zabójstwo lub otrucie, albo usiłowanie takich przestępstw, bądź udział w nich.

Artykuł 7.

Jeżeli kilka państw żąda jednocześnie wydania tej samej osoby, Państwo wezwane decyduje według swego uznania, któremu z tych państw ją wydać.

Artykuł 8.

Wniosek o wydanie wraz z dokumentami, wniosek ten uzasadniającymi, winien być przesłany zawsze w drodze dyplomatycznej.

Artykuł 9.

Do wniosku o wydanie należy dołączyć bądź wyrok skazujący, bądź sądowy nakaz aresztowania lub inny akt pochodzący od władzy sądowej, równający się nakazowi aresztowania.

Dokumenty powyższe powinny dokładnie określać przestępstwo, z powodu którego żąda się wydania, zawierać przedstawienie czynu, stanowiącego podstawę wniosku, oraz odpis przepisów karnych, mających zastosowanie. Jeżeli chodzi o czyny przeciw cudzej własności, w dokumentach należy podać wysokość wyrządzonej lub zamierzonej szkody.

O ile to jest możliwe, należy podać opis osoby, której wydania się żąda, lub wszystkie inne dane, mogące służyć do stwierdzenia jej tożsamości.

3° Si, dans l'Etat requis, la poursuite judiciaire pour la même infraction contre l'individu dont l'extradition aura été demandée, est déjà légalement terminée ; le jugement d'acquiescement ou bien l'abandon de la poursuite n'empêchent point l'extradition, s'ils n'ont eu lieu que parce que les faits avaient été commis sur le territoire d'un Etat étranger.

Article 4.

L'extradition peut être refusée si l'individu dont l'extradition aura été demandée est poursuivi dans l'Etat requis pour les faits servant de base à la demande d'extradition.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui donne lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi la peine ou aura été gracié.

Dans le cas où l'individu réclamé serait poursuivi ou détenu dans l'Etat requis à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition pourra avoir lieu, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée si le fait pour lequel elle est demandée est considéré par l'Etat requis comme une infraction politique ou un fait connexe à une semblable infraction.

Ne sera pas réputé infraction politique ni fait connexe à une semblable infraction, l'attentat contre la personne d'un chef d'Etat ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera l'assassinat, le meurtre ou l'empoisonnement, leur tentative ou la participation à pareilles infractions.

Article 7.

Si l'extradition d'un individu est demandée par plusieurs Etats en même temps, l'Etat requis déterminera librement celui auquel l'extradition sera accordée.

Article 8.

La demande d'extradition, avec les documents qui la justifient, doit toujours être transmise par la voie diplomatique.

Article 9.

La demande d'extradition doit être accompagnée soit de la sentence de condamnation, soit du mandat d'arrêt judiciaire ou de tout autre acte de l'autorité judiciaire, équivalant au mandat d'arrêt.

Ces documents doivent indiquer avec précision l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, contenir un exposé des faits servant de base à la demande, ainsi que copie des dispositions pénales applicables. S'il s'agit d'acte contre la propriété d'autrui, les documents détermineront le montant des dommages subis ou présumés.

Il conviendra de joindre, si possible, un signalement de l'individu réclamé ou toutes autres indications de nature à constater son identité.

Wymienione w tym artykule dokumenty winny być przedstawione w oryginale lub wierzytelnym odpisie i uwierzytelnione przez Ministerstwo Spraw Zagranicznych Państwa wzywającego, albo przez przedstawiciela dyplomatycznego lub konsularnego tegoż Państwa.

Do dokumentów wspomnianych w niniejszym artykule, o ile nie są sporządzone w języku urzędowym Państwa wzywającego, winny być dołączone uwierzytelnione przekłady na ten język. Przepis ten ma zastosowanie także do wszelkiej innej korespondencji odnoszącej się do wydania.

Przekłady należy uwierzytelniać tak, jak dokumenty, do których się odnoszą.

Za język urzędowy uważa się, o ile chodzi o Polskę — język polski, jeżeli chodzi o Belję — język francuski.

Artykuł 10.

W nagłym wypadku osoba poszukiwana z powodu czynu wymienionego w artykule 2 będzie tymczasowo zaareztowana na wniosek uczyniony piśmiennie lub telegraficznie Ministerstwu Spraw Zagranicznych Państwa wezwanego przez Ministerstwo Spraw Zagranicznych Państwa wzywającego lub przez przedstawiciela dyplomatycznego tego Państwa, pod warunkiem, że w tym wniosku będzie się mieściła wzmianka o istnieniu jednego z dokumentów, wymienionych w artykule 9 ust. 1.

Zaareztowanie tymczasowe może być zarządzone także wtenczas, jeżeli wniosek właściwej władzy Państwa wzywającego nadejdzie bezpośrednio do władzy sądowej lub administracyjnej Państwa wezwanego.

Zaareztowanie tymczasowe nastąpi według form przyjętych w ustawodawstwie Państwa wezwanego.

O dniu i miejscu tymczasowego zaareztowania należy telegraficznie zawiadomić władzę wzywającą.

Państwo wezwane może zaareztowanego wezwanego wypuścić na wolność, jeśli w terminie trzytygodniowym, licząc od chwili zaareztowania, nie będzie zakomunikowany aresztowanemu żaden z dokumentów wymienionych w artykule 9 ust. 1.

Artykuł 11.

W razie uwzględnienia wniosku o wydanie, wszystkie przedmioty, pochodzące z przestępstwa, albo mogące służyć do jego udowodnienia, a które w chwili zaareztowania osoby ściganej znajdowały się w jej posiadaniu lub później zostały wykryte ulegną na podstawie decyzji władz właściwych Państwa wezwanego zajęciu i będą wydane Państwu wzywającemu.

Wydanie tych przedmiotów będzie mogło być dokonane na wniosek Państwa wzywającego również wtedy, gdy wydanie oskarżonego byłoby wprawdzie dopuszczalne, ale z powodu jego śmierci lub ucieczki nie może nastąpić.

Prawa osób trzecich do przedmiotów wydanych pozostają w mocy; po ukończeniu postępowania karnego należy te przedmioty zwrócić bez kosztów osobom uprawnionym.

Państwo wezwane może czasowo zatrzymać te przedmioty, jeśli są mu potrzebne do postępowania karnego.

Artykuł 12.

Osoba ulegająca wydaniu będzie odstawiona do portu Państwa wezwanego, jaki oznaczy Rząd Państwa wzywającego, i umieszczona na statku, który ma ją przewieźć.

Jeśli Państwo wzywające żąda, aby wydanie nastąpiło drogą lądową, Państwo wezwane odda ekstradenta Państwu trzeciemu w najdogodniejszym miejscu na wspólnej granicy, o ile istnieje pewność, że oskarżony będzie tam przyjęty celem dalszego przewiezienia go.

W razie przewozu statkiem, należącym do Strony wezwanej, Strona ta, na żądanie Strony wzywającej, dostarczy uzbrojonej eskorty do nadzoru osoby wydanej aż do czasu przewiezienia jej do wyznaczonego portu Państwa wzywającego lub Państwa trzeciego.

Les documents cités dans le présent article doivent être présentés en original ou en copie certifiée conforme et légalisés par le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requérant ou par un représentant diplomatique ou consulaire de cet Etat.

Aux documents cités au présent article doivent être annexées les traductions certifiées conformes en langue officielle de l'Etat requérant, s'ils ne sont pas rédigés en cette langue. Cette prescription s'applique aussi à toute autre correspondance relative à l'extradition.

Les traductions sont légalisées comme les documents auxquels elles se rapportent.

La langue polonaise est réputée langue officielle pour la Pologne et la langue française pour la Belgique.

Article 10.

En cas d'urgence, la personne recherchée pour un fait mentionné à l'article 2 sera arrêtée provisoirement sur la demande adressée par écrit ou par télégramme au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis par le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requérant, ou par son représentant diplomatique, à condition que cette demande indique l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 9, alinéa 1.

L'arrestation provisoire peut aussi être effectuée si la demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant est parvenue directement à une autorité judiciaire ou administrative de l'Etat requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes établies par la législation de l'Etat requis.

L'autorité requérante doit être informée par télégramme de la date et du lieu de l'arrestation provisoire.

L'Etat requis peut mettre en liberté l'individu arrêté, si, dans le délai de trois semaines, à partir du moment où il a été arrêté, aucun des documents cités à l'article 9, alinéa 1, ne lui a été notifié.

Article 11.

Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets provenant de l'infraction ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, ou qui seront découverts ultérieurement, seront, en vertu d'une décision des autorités compétentes de l'Etat requis, saisis et remis à l'Etat requérant.

La remise de ces objets pourra se faire sur demande de l'Etat requérant, même au cas où l'extradition de l'inculpé, quoique étant admissible, ne peut s'accomplir par suite de sa mort ou de son évasion.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets qui devront, le cas échéant, leur être restitués, sans frais après la clôture de la poursuite pénale.

L'Etat requis peut retenir temporairement ces objets s'il en a besoin pour une procédure pénale.

Article 12.

L'individu à extraditer sera conduit au port de l'Etat requis que désignera le gouvernement réclamant et embarqué sur le bateau qui doit le transporter.

Si l'Etat requérant demande que l'extradition ait lieu par voie de terre, l'Etat requis remettra l'extradé à un Etat tiers à l'endroit le plus commode de la frontière commune, s'il est assuré que l'inculpé y sera reçu pour être transporté en transit.

Dans le cas où le transport serait effectué par un bateau appartenant à la partie requise, celle-ci, à la demande de la partie requérante, fournira une escorte armée pour surveiller l'individu extradé jusqu'à ce qu'il soit transporté dans un port déterminé de l'Etat requérant ou d'un Etat tiers.

Koszty powstałe na obszarze Państwa wezwanego wskutek zaareztowania, utrzymania i przewozu osoby ściganej, jak również wskutek przechowania i przesłania przedmiotów wydanych (artykuł 11) ponosi Strona wezwana.

Artykuł 13.

Osoba wydana będzie mogła być ścigana lub karana za przestępstwo popełnione przed wydaniem, inne niż to, z powodu którego została wydana, tylko w następujących wypadkach :

1. jeżeli Państwo, które przestępcę wydało, na to dodatkowo się zgodzi, przyczem powinna być udzielona zgoda, jeśli zachodzą warunki, które, zgodnie z niniejszą konwencją, uzasadniają, żądanie wydania ;
2. jeżeli osoba wydana sama na to się zgodzi, z wyjątkiem jednak przestępstw natury politycznej, i złoży oświadczenie, które podpisze jednocześnie z sędzią lub prokuratorem, przyjmującym oświadczenie ; odpis uwierzytelniony tego oświadczenia przesłać należy Państwu wezwanemu, które przestępcę wydało ;
3. jeżeli osoba wydana w ciągu miesiąca po ukończeniu postępowania karnego albo, w razie skazania — po wykonaniu lub darowaniu kary, zaniedba opuścić obszar Państwa, któremu została wydana, albo z własnej woli tam powróci.

Dalsze wydanie trzeciemu Państwu podlega tym samym przepisom.

Artykuł 14.

Zezwolenie na przewóz tranzytowy przez terytorjum jednej z Układających się Stron osoby wydanej Stronie drugiej przez Państwo trzecie, będzie udzielone w wypadkach, w których może być udzielone zezwolenie na wydanie. Artykuły 1, 2, 3, 4, 6, 8, 9 i 12 niniejszej konwencji będą miały tu zastosowanie.

Koszty przewozu tranzytowego poniesie Państwo wzywające.

Artykuł 15.

Jeśli w toku sprawy karnej, prowadzonej na obszarze jednego z Państw, okaże się potrzeba przesłuchania osób znajdujących się w drugim Państwie, lub wykonania jakiegokolwiek innej czynności śledczej, zostanie w tym celu wysłana rekwizycja do władz sądowych tego drugiego Państwa.

Państwo wezwane będzie mogło odmówić wykonania rekwizycji :

1. jeśli uważa, że to wykonanie mogłoby naruszyć jego prawa zwierzchnicze lub jego bezpieczeństwo ;
2. jeśli czyn, z powodu którego rekwizycję wysłano, nie ulega karze w Państwie wezwanem lub stanowi bądźto przestępstwo czysto wojskowe, bądź z zastrzeżeniem wyjątku przewidzianego w artykule 6 ust. 2, przestępstwo polityczne lub będące w związku z takim przestępstwem ;
3. jeśli oskarżony jest obywatelem Państwa wezwanego i nie przebywa na obszarze Państwa wzywającego ;
4. jeśli wykonanie żądanej czynności nie należy w Państwie wezwanem do właściwości władzy sądowej ;
5. jeśli rekwizycja ma na celu dokonanie rewizji domowej lub zajęcia z powodu czynu, który nie może stanowić podstawy do wydania.

Les frais qui ont été faits dans le territoire de l'Etat requis pour l'arrestation, l'entretien et le transport de l'individu poursuivi, ainsi que pour la consignation et l'envoi des objets livrés (article 11) incombent à la partie requise.

Article 13.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni pour une infraction commise avant l'extradition, autre que celle qui a motivé l'extradition, que dans les cas suivants :

1° Si l'Etat qui l'a livré y consent subsidiairement ; un tel consentement doit être donné si l'on se trouve dans les conditions qui, selon la présente convention, justifient la demande d'extradition ;

2° Si, sauf en matière d'infractions politiques, l'individu extradé y consent lui-même et fait une déclaration qu'il signe en même temps que le juge ou le procureur qui la reçoit ; une copie certifiée conforme de cette déclaration devra être envoyée à l'Etat requis qui a livré le malfaiteur ;

3° S'il a négligé de quitter dans le délai d'un mois à partir de la clôture de la poursuite judiciaire, ou en cas de condamnation, après l'exécution ou la remise de la peine, le territoire de l'Etat auquel il a été livré, ou bien s'il y retourne de bon gré.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 14.

L'extradition par voie de transit, à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie par un Etat tiers, sera accordée dans les cas où l'extradition peut l'être ; seront appliqués les articles 1, 2, 3, 4, 6, 8, 9 et 12 de la présente convention.

Les frais de transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

Quand, dans une affaire pénale en cours sur le territoire de l'un des Etats, l'audition de personnes se trouvant sur le territoire de l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée à cet effet aux autorités judiciaires de cet Etat.

L'Etat requis pourra refuser l'exécution de la commission rogatoire :

1° S'il la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ;

2° Si le fait motivant la commission rogatoire n'est pas punissable dans l'Etat requis ou constitue, soit une infraction purement militaire, soit, sous réserve de l'exception prévue à l'article 6 alinéa 2, une infraction politique ou connexe à semblable infraction ;

3° Si l'inculpé est national du pays requis, et ne se trouve pas sur le territoire de l'Etat requérant ;

4° Si, dans l'Etat requis, l'acte dont l'exécution est demandée ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

5° Si la commission rogatoire tend à faire opérer une visite domiciliaire ou une saisie pour un fait qui ne peut donner lieu à extradition.

Artykuł 16.

Doręczenie pism sądowych osobie znajdującej się na obszarze Państwa wezwanego będzie uskutecznione przez właściwą władzę tego Państwa, a dowód doręczenia będzie przesłany Państwu wzywającemu. Dowodem doręczenia będzie albo pokwitowanie datowane i podpisane przez odbiorcę, albo też zaświadczenie władzy Państwa wezwanego, stwierdzające formę i datę doręczenia.

Państwo wezwane będzie mogło odmówić doręczenia wezwania, o ile w niem mieści się zagrożenie ujawnieniem następstwami na wypadek niestawienia, chyba że chodzi tylko o proste uprzedzenie, że postępowanie karne będzie się dalej toczyło mimo nieobecności osoby wezwanej.

Artykuł 17.

Na żądanie, Państwo wezwane, w którym znajduje się świadek lub biegły, wezwie go, aby uczynił zadość zaproszeniu do osobistego stawienia przed sędzią lub prokuratorem drugiego Państwa.

W samym zaproszeniu mieścić się będzie formalne przyrzeczenie zwrotu kosztów. Koszty podróży i pobytu, obliczone od chwili wyjazdu będą przyznane osobie zaproszonej zgodnie z taryfami i przepisami obowiązującymi w kraju, w którym przesłuchanie nastąpi. Na żądanie świadka lub biegłego, staraniem władz sądowych miejsca jego pobytu, będzie mu mogła być udzielona zaliczka na całe koszty podróży lub ich część. Zaliczka ta będzie następnie zwrócona przez Państwo wzywające.

Świadek lub biegły, bez względu na swoje obywatelstwo, który skutkiem zaproszenia stawia się dobrowolnie przed władzami Państwa wzywającego, nie będzie mógł być tam ścigany ani więziony z powodu popełnienia przestępstw lub skazania za przestępstwa, które poprzedziły jego stawienie się, chyba że, po skończeniu przesłuchania, zaniedba z własnej winy w ciągu dni siedmiu opuścić obszar Państwa wzywającego.

Artykuł 18.

Jeżeli w związku z postępowaniem karnym, toczącym się na terytorjum jednej ze Stron, zajdzie potrzeba otrzymania od drugiej Strony dowodów rzeczowych lub dokumentów, znajdujących się na jej terytorjum, to, o ile szczególne względy nie stoją temu na przeszkodzie, Strona wezwana prześle dowody rzeczowe lub dokumenty Stronie wzywającej z zastrzeżeniem obowiązku ich zwrotu.

Artykuł 19.

Wnioski o doręczenie dokumentów i odezwy rekwizycyjne winny dokładnie wymieniać imiona, nazwiska, obywatelstwo oskarżonych, miejsce ich zamieszkania lub pobytu, przestępstwa, z powodu których odbywa się ściganie, oraz przepisy prawa karnego mające zastosowanie.

Żądanie należy wystosować w języku urzędowym Państwa wzywającego i zaopatrzyć w pieczęć urzędową; uwierzytelnienia nie potrzeba. Jeżeli załączniki nie są sporządzone w języku urzędowym Państwa wzywającego lub wezwanego, należy do nich dołączyć przekład na jeden z tych języków, poświadczony za zgodność przez władzę wzywającą lub przez przysięgłego tłumacza.

Za język urzędowy uważa się, o ile chodzi o Polskę — język polski, a o ile chodzi o Belgię — język francuski.

Artykuł 20.

Władza wezwana wykonywa żadaną czynność w formie przepisanej przez ustawy Państwa wezwanego i stosuje te same środki przymusowe, jak przy załatwianiu odezwy rekwizycyjnych własnych władz.

Article 16.

La remise des actes judiciaires à une personne se trouvant sur le territoire de l'Etat requis sera effectuée par l'autorité compétente de cet Etat et le récépissé de la remise sera envoyé à l'Etat requérant. La preuve de la remise se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant la forme et la date de la remise.

L'Etat requis pourra refuser de remettre la citation lorsqu'elle contient menace de sanctions pour le cas de non comparution, à moins qu'il ne s'agisse du simple avertissement que la procédure pénale suivra son cours malgré l'absence de la personne citée.

Article 17.

S'il en est requis, l'Etat dans lequel se trouve le témoin ou l'expert, les engagera à se rendre à l'invitation à comparaître personnellement devant le juge ou le procureur de l'autre Etat.

L'invitation même contiendra une promesse formelle de restitution des frais. Des frais de voyage et de séjour, calculés depuis le moment de son départ, seront accordés à la personne invitée, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu ; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des autorités judiciaires de sa résidence, l'avance en tout ou en partie des frais de voyage. Cette avance sera ensuite remboursée par l'Etat requérant.

Le témoin ou l'expert, quelle que soit sa nationalité, qui, à la suite d'une invitation, comparaitra volontairement devant les autorités de l'Etat requérant, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour infractions ou condamnations antérieures à sa comparution, à moins que l'audition terminée, il ne néglige, par sa propre faute, de quitter le territoire de l'Etat requérant dans un délai de sept jours.

Article 18.

Lorsque, à l'occasion d'une procédure pénale en cours sur le territoire de l'une des Parties, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant sur le territoire de l'autre Partie sera jugée nécessaire, la partie requise, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, les fera parvenir à la Partie requérante, sous réserve de restitution.

Article 19.

Les demandes de remise de documents et les commissions rogatoires doivent indiquer de façon précise les prénoms, noms et nationalité des inculpés, le lieu de leur domicile ou de leur résidence, les infractions pour lesquelles ils sont poursuivis, ainsi que les dispositions pénales applicables.

La demande doit être rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant et munie du sceau officiel ; elle n'a pas besoin d'être légalisée. Si les annexes ne sont pas rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant ou de l'Etat requis, elles doivent être accompagnées d'une traduction dans une de ces langues, certifiée conforme par l'autorité requérante ou par un traducteur assermenté.

La langue polonaise est réputée langue officielle pour la Pologne et la langue française pour la Belgique.

Article 20.

L'autorité requise exécute le devoir demandé dans la forme prévue par ses lois et y applique les mêmes mesures coercitives qu'à l'exécution des commissions rogatoires de ses autorités.

Żądaniu władzy wzywającej, aby w postępowaniu zachować pewną formę szczególną, należy jednak uczynić zadość, o ile taka forma nie jest zabroniona przez ustawy Państwa wezwanego.

Odpowiedź i akty sądowe sporządzone w wykonaniu żądania będą napisane w języku władzy wezwanej, a jeśli według przepisów obowiązujących użyty był język inny niż polski lub francuski, będzie dołączone tłumaczenie na jeden z tych języków zaświadczone za zgodność przez władzę wezwaną lub tłumacza przysięgłego.

Artykuł 21.

Koszty powstałe w granicach Państwa wezwanego w wykonaniu artykułów 15 do 20 ponosi o Państwo bez prawa żądania zwrotu od Państwa wzywającego, z wyjątkiem zaliczek na wynagrodzenie świadków (artykuł 17 ust. 2) i z wyjątkiem kosztów ekspertyzy, jeśli ona spowodowała więcej niż jedną audjencję.

Artykuł 22.

Orzeczenia ostateczne sądów jednego Państwa, skazujące obywateli drugiego Państwa za brodnie i występki wszelkiego rodzaju, będą przesyłane temu Państwu bez osobnego żądania i bez kosztów w formie wykazu (karty karnej) lub wyciągu, poświadczonego przez władzę, od której pochodzi.

Artykuł 23.

Wszelkie pisma wymieniane między obu Ukladającymi się Państwami przy stosowaniu niniejszej konwencji oprócz pism, które dotyczą żądania wydania lub tymczasowego aresztowania, idą sobie przesyłały bezpośrednio Ministerstwa Sprawiedliwości obu Państw.

Artykuł 24.

Konwencja niniejsza nie będzie miała zastosowania do Kolonii Kongo ani do obszarów, w stosunku do których Belgja wykonywa mandat z ramienia Ligi Narodów.

Artykuł 25.

Niniejsza konwencja została sporządzona w języku polskim i francuskim; przyczem oba teksty obowiązujące, i będzie ratyfikowana. Wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Warszawie w czasie możliwie najkrótszym.

Niniejsza konwencja będzie ogłoszona w sposób przewidziany w ustawodawstwie obu Stron ijdzie w życie w trzydzieści dni po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych.

Każda ze Stron ma prawo wypowiedzieć niniejszą konwencję, która będzie jednak wiązywała jeszcze w ciągu sześciu miesięcy po tem wypowiedzeniu.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejszą konwencję i wycisnęli jej swoje pieczęcie.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w Brukseli dnia 13 maja 1931.

(—) Tadeusz JACKOWSKI.

(—) Stefan SIECZKOWSKI.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas interdite par la législation de l'Etat requis.

La réponse et les actes judiciaires dressés en exécution de la demande seront rédigés dans la langue de l'autorité requise et si, selon les prescriptions en vigueur, il a été fait usage d'une langue autre que le polonais ou le français, il y sera joint une traduction en l'une de ces langues, certifiée conforme par l'autorité requise ou par un traducteur assermenté.

Article 21.

Les frais occasionnés dans les limites de l'Etat requis, en exécution des articles 15 à 20, seront supportés par cet Etat, sans qu'il puisse en demander le remboursement à l'Etat requérant, sauf en ce qui concerne les avances faites pour indemnités aux témoins (article 17, alinéa 2) et les frais d'expertise, ayant entraîné plus d'une séance.

Article 22.

Les décisions définitives de condamnation prononcées par les tribunaux de l'un des Etats contre les ressortissants de l'autre Etat pour tous crimes et délits seront transmises à cet Etat sans demande spéciale et sans frais, sous forme d'un bulletin ou d'un extrait, signés par l'autorité dont ils émanent.

Article 23.

Toutes communications à échanger entre les deux Etats contractants en application de la présente convention, autres que celles relatives aux demandes d'extradition ou d'arrestation provisoire, se feront par correspondance directe entre les Ministères de la Justice des deux Etats.

Article 24.

La présente convention ne s'appliquera pas à la Colonie du Congo ni aux territoires sur lesquels la Belgique exerce un mandat de la Société des Nations.

Article 25.

La présente convention, rédigée en langues polonaise et française, dont les deux textes font foi, sera ratifiée et l'échange des documents de ratification aura lieu à Varsovie, dans le plus bref délai possible.

La présente convention sera publiée de la manière prévue par la législation des deux parties et entrera en vigueur trente jours après l'échange des documents de ratification.

Chacune des Parties a droit de dénoncer la présente convention, mais elle demeurera encore en vigueur six mois après cette dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 13 mai 1931.

(—) P. E. JANSON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3005. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE POLISH REPUBLIC REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT BRUSSELS, MAY 13, 1931.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of regulating the legal relations between the two countries in regard to the extradition and conveyance of criminals and also legal assistance in criminal matters, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency M. Tadeusz JACKOWSKI, Doctor of Science, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of the Belgians, and M. Stefan SIECZKOWSKI, Under-Secretary of State at the Ministry of Justice ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul Emile JANSON, His Minister of Justice ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake, upon perquisition being made, to surrender to each other, under the conditions laid down in the present Convention, all persons who, being accused or convicted by the Courts of the State making application of an offence committed in the territory of that State shall be found within the territory of the State applied to.

Extradition shall be granted under the same conditions for an offence committed outside the territory of the State making application and that of the State applied to, provided the laws of the State applied to authorise prosecution in respect of such an offence even if committed abroad.

The two Parties shall only surrender persons who have completed their eighteenth year at the time of the offence.

Poland shall surrender neither Polish nationals nor citizens of the Free City of Danzig.

Belgium shall not surrender Belgian nationals.

Whenever in the present Convention reference is made to the laws of Poland, those words shall be understood to mean any legislation which is in force, even if only in one of the provinces of that State.

Article 2.

Extradition shall be granted only for the offences mentioned in the present Article and only in so far as, under the laws in force in both States, such offences are regarded as crimes or misdemeanours.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The offences for which extradition shall be granted are as follows :

- (1) Assassination, murder, parricide, infanticide, poisoning ;
- (2) Wilful assault which has caused an apparently incurable disease, permanent incapacity for work, loss of the full use of an organ, serious mutilation or unintended death ;
- (3) Abortion ;
- (4) Rape ;
- (5) Indecent assault with violence or threats ;
Indecent assault even without violence or threats, provided that having regard to the sex and age of the person who was the object of the assault and to the other special circumstances of the case, such an assault is punishable as a crime under the laws of both High Contracting Parties ;
- (6) Offences committed against morals by encouraging, aiding or abetting, in order to gratify the passions of another, the debauching, corruption or prostitution of a minor of either sex ; procuring, enticing or leading away for immoral purposes a woman or girl of full age, when the act was committed by fraud or by violence, threats, abuse of authority or any other means of compulsion, in order to gratify the passions of another ; detention of a person in a disorderly house against her will ; coercion for immoral purposes of a person of full age ;
- (7) Abduction of minors ;
- (8) Abduction, receiving, removal, replacement or substitution of a child ;
- (9) Bigamy ;
- (10) Wilfully exposing or abandoning a child ;
- (11) Membership of a band with the object of committing offences against the lives or property of others ;
- (12) Larceny, robbery with violence (pillage) ;
- (13) Extortion ;
- (14) Theft, malversation, breach of trust ;
- (15) Swindling, fraud, criminal dishonesty in money matters ;
- (16) Fraudulent bankruptcy, fraud committed in bankruptcy ;
- (17) Threats to commit crimes against the persons or property of others ;
- (18) Offences by private persons against personal liberty and inviolability of domicile ;
- (19) Forgery of documents or falsification of public, commercial or private documents, falsification of telegraphic messages, use of forgeries ;
- (20) Forgery or fraudulent alteration of official documents issued by the Government or by a public authority, fraudulent use of documents so altered or forged ;
- (21) Coining of counterfeit money ; forging or alteration of certificates or coupons of the public debt, national or foreign banknotes, paper money or other public securities, seals, stamps, dies, marks of the State or public administrations ; uttering or fraudulent use of the above-mentioned altered or forged articles ;
- (22) False swearing ;
- (23) Perjury, false statements by experts or interpreters ; subornation of witnesses, experts or interpreters ;
- (24) Peculation and embezzlement by public officials ; bribery of public officials ;
- (25) Arson ;

- (26) Wilful destruction of or interference with a railway or telegraphic or telephonic communications ;
- (27) Deliberate acts endangering the security of railway traffic ;
- (28) Wilful destruction or defacement of buildings or movable objects which is regarded as a crime or misdemeanour under the laws of both High Contracting Parties ;
- (29) Abandonment of a merchant or fishing vessel by the captain, except in cases provided for by the laws of the two High Contracting Parties ;
- (30) Stranding, loss or destruction by the captain or officers and crew ; appropriation of any ship or merchant or fishing vessel by the captain ; unnecessary jettisoning or destruction of all or part of the cargo, provisions or affects on board ; altering the course ; the unnecessary raising of money on the ship or on the ship's provisions or stores ; the pledging or sale of merchandise or food and the insertion in the accounts of fictitious damage or expenditure ; the sale of the ship without special authority, except in the event of unseaworthiness ; pilferage ; the adulteration of food or the alteration of merchandise effected on board by admixture of noxious substances ; attack upon or resistance to the captain by more than one-third of the crew, accompanied by violence or assault ; the refusal to obey orders issued by the captain or officer in command in the interests of the safety of the vessel or cargo, when accompanied by assault ; conspiracy against the safety, liberty or authority of the captain ; seizure of the vessel by crews or passengers by the use of fraud or violence against the captain ;
- (31) Traffic in slaves ;
- (32) Receiving of articles obtained by means of crimes or misdemeanours.

Extradition shall further be granted in cases of complicity in the offences enumerated in the present Article and also in cases of attempts to commit such offences, provided that the said complicity or attempts are punishable under the laws of both Parties.

The list of offences for which extradition may be granted may be modified or added to by mutual agreement, by declarations made by the two Governments.

Article 3.

Extradition shall not be granted :

- (1) If, according to the law of the State applied to, the authorities of that State are competent to institute criminal proceedings and cannot waive such competence in favour of the authorities of the applicant State ;
- (2) If, under the laws of the State applied to, and in Poland, under the laws in force in all the provinces, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time at the time of extradition ;
- (3) If, in the State applied to, judicial proceedings, in respect of the same offence, against the person whose extradition is requested have already been legally concluded ; the verdict of acquittal or the abandonment of the prosecution shall not prevent extradition if such acquittal or abandonment occurred solely because the offences were committed in the territory of a foreign State.

Article 4.

Extradition may be refused if the person whose extradition is requested is being proceeded against in the State applied to in respect of the offences which constitute the grounds of the requisition for extradition.

Article 5.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the State applied to for an offence other than that for which extradition is requested, his extradition may be deferred until the conclusion of the proceedings and, in the event of a conviction, until he shall have undergone his sentence or been pardoned.

Should the person claimed be proceeded against or kept in custody in the State applied to by reason of obligations contracted towards private persons, his extradition may take place, subject to the right of such persons to present their claims before the competent authority.

Article 6.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is requested is regarded by the State applied to as a political offence or as an act connected with such an offence.

An attack made or attempted upon the person of a Head of State or the members of his family shall not be deemed to be a political offence or an act connected with a political offence when it constitutes assassination, murder or poisoning, or an attempt to commit or participation in such an offence.

Article 7.

If the extradition of a person is requested simultaneously by more than one State, the State applied to shall decide freely to which State extradition shall be granted.

Article 8.

The requisition for extradition, together with the documents in support thereof, must always be transmitted through the diplomatic channel.

Article 9.

The requisition for extradition must be accompanied either by the sentence of conviction or by warrant of arrest or any other document issued by the judicial authorities having the same force as the warrant of arrest.

These documents must specify precisely the offence for which extradition is requested and must contain a statement of the acts which constitute the grounds of the requisition, together with a copy of the criminal law provisions that are applicable. In the case of offences against the property of others, the documents shall state the amount of the damage inflicted or intended.

There shall be attached, if possible, a description of the person claimed or any other indications which may serve to establish his identity.

The documents mentioned in the present Article must be submitted either in the original or in certified true copies and must be legalised by the Ministry of Foreign Affairs of the applicant State or by a diplomatic or consular representative of that State.

To the documents mentioned in the present Article must be attached certified true translations in the official language of the applicant State, if the documents are not drawn up in that language. This provision shall also apply to any other correspondence concerning extradition.

The translations shall be legalised in the same way as the documents to which they relate.

The Polish language shall be deemed to be the official language in the case of Poland and the French language the official language in the case of Belgium.

Article 10.

In urgent cases, the person wanted for an offence mentioned in Article 2 shall be provisionally arrested on receipt of a request addressed in writing or by telegram to the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to by the Ministry of Foreign Affairs of the applicant State or by its diplomatic representative, provided that such a request mentions the existence of one of the documents indicated in Article 9, paragraph 1.

Provisional arrest may also take place if the request by the competent authority of the applicant State has been made direct to a judicial or administrative authority of the State applied to.

Provisional arrest shall take place in the form established by the laws of the State applied to. The applicant authority must be informed by telegram of the date and place of the provisional arrest.

The State applied to may release the person arrested if, within three weeks from the time at which he was arrested, none of the documents mentioned in Article 9, paragraph 1, has been notified to it.

Article 11.

In extradition cases all articles which were obtained as a result of the offence, or which may serve as proof, found in the possession of the person claimed at the time of his arrest or discovered later, shall, in virtue of a decision by the competent authorities of the State applied to, be seized and handed over to the applicant State.

These articles may be handed over, at the request of the applicant State, even if the extradition of the accused person, although admissible, cannot take place owing to his death or escape.

Nevertheless, any rights to the said articles which may have been acquired by third parties shall be reserved, and such articles must, if necessary, be restored to them free of charge after the conclusion of the criminal proceedings.

The State applied to may provisionally retain such articles if it requires them in connection with criminal proceedings.

Article 12.

The person to be surrendered shall be escorted to the port of the State applied to designated by the applicant Government, and shall be placed on board the vessel which is to convey him.

If the applicant State requests that the extradition should be effected by land, the State applied to shall hand over the person surrendered to a third State at the most convenient place on the common frontier, if it is assured that the accused person will be received there for conveyance in transit.

Should conveyance be effected by a vessel belonging to the Party applied to, that Party shall, at the request of the applicant Party, supply an armed escort to watch over the person surrendered until he is conveyed to a specified port in the applicant State or in a third State.

The expenses occasioned in the territory of the State applied to by the arrest, maintenance and conveyance of the person who is being proceeded against, together with the cost of consigning and transporting the articles handed over (Article 11), shall be borne by the Party applied to.

Article 13.

The person surrendered may not be proceeded against or punished for an offence committed prior to extradition and other than that for which extradition was granted, except in the following cases :

(1) If the State which surrendered him consents to the additional proceedings ; such consent must be given if the conditions which, according to the present Convention, justify the requisition for extradition are fulfilled ;

(2) If, except in the case of political offences, the person surrendered consents thereto himself and makes a declaration which he signs at the same time as the judge or public prosecutor who receives the declaration ; a certified true copy of this declaration must be sent to the State applied to which surrendered the offender.

(3) If, within one month after the conclusion of the judicial proceedings or, in the event of a conviction, after the execution or remission of the penalty, he has failed to leave the territory of the State to which he was surrendered or if he returns thereto of his own free will.

Re-extradition to a third country shall be subject to the same rules.

Article 14.

Extradition in transit, through the territory of either Contracting Party, of a person surrendered to the other Party by a third State, shall be granted in cases in which extradition may be granted ; Articles 1, 2, 3, 4, 6, 8, 9 and 12 of the present Convention shall apply.

The cost of transit shall be borne by the applicant State.

Article 15.

If, in the prosecution of a criminal case in the territory of either State, the hearing of persons who happen to be in the territory of the other State, or any other act connected with the preliminary legal proceedings, is deemed to be necessary, a " commission rogatoire " shall be sent for this purpose to the judicial authorities of that State.

The State applied to may refuse to execute the " commission rogatoire " :

- (1) If it considers that such execution is such as to affect its sovereignty or safety ;
- (2) If the offence giving rise to the " commission rogatoire " is not punishable in the State applied to or constitutes either a purely military offence or, subject to the exception provided for in Article 6, paragraph 2, a political offence or an act connected with such an offence ;
- (3) If the accused person is a national of the country applied to and is not in the territory of the applicant State ;
- (4) If in the State applied to, the act of which the execution is requested does not come within the competence of the judicial authority ;
- (5) If the " commission rogatoire " is for the purpose of effecting a domiciliary search or a seizure in respect of an offence for which extradition may not be granted.

Article 16.

The service of judicial documents to a person in the territory of the State applied to shall be effected by the competent authority of that State, and the receipt certifying service shall be sent to the applicant State. Proof of service shall be furnished either by means of a receipt dated and signed by the addressee or by an attestation by the authority of the State applied to, stating the manner and the date of such service.

The State applied to may refuse to serve the summons if it contains any threat of punishment in the event of non-appearance, other than a mere warning that the criminal proceedings will take their course notwithstanding the absence of the person summoned.

Article 17.

If a request is made for the purpose, the State in which the witness or expert happens to be shall urge him to comply with the summons to appear in person before the judge or public prosecutor of the other State.

The summons itself shall contain a formal promise that expenses will be refunded. Travelling expenses and subsistence allowance, calculated from the time of his departure, shall be granted to the person summoned, in accordance with the scales and regulations in force in the country in which the hearing is to take place ; the judicial authorities of his place of residence may, at his request, advance to him the whole or part of the travelling expenses. This advance shall subsequently be refunded by the applicant State.

No witness or expert, whatever his nationality, who, when summoned, voluntarily appears before the authorities of the applicant State, may there be prosecuted or detained therein for offences or convictions prior to his appearance unless, when the hearing has been concluded, he fails by his own fault to leave the territory of the applicant State within a period of seven days. . .

Article 18.

If, in connection with criminal proceedings instituted in the territory of either Party, it is deemed necessary to obtain articles serving as proof of the crime or documents which are in the territory of the other Party, the Party applied to shall, unless there are special objections thereto, forward them to the applicant Party, subject to the obligation to return such articles and documents.

Article 19.

Requests for the service of documents and " commissions rogatoires " must specify exactly the names, surnames and nationality of the persons accused, their place of domicile or residence, the offences for which they are being proceeded against and the provisions of the criminal law which are applicable.

The request must be drawn up in the official language of the applicant State and must bear the official seal ; it need not be legalised. If the annexes are not drawn up in the official language of the applicant State or of the State applied to, they must be accompanied by a translation in one of those languages certified correct by the applicant authority or by a sworn translator.

The Polish language shall be deemed to be the official language in the case of Poland and the French language the official language in the case of Belgium.

Article 20.

The authority applied to shall discharge the duty requested of it in the manner provided for in its own laws, and shall in that connection apply the same measures of compulsion as in the execution of " commissions rogatoires " issued by its own authorities.

Nevertheless, if the applicant authority requests that a special procedure should be adopted the request shall be complied with, provided that such procedure is not prohibited by the laws of the State applied to.

The reply and the judicial documents drawn up in execution of the request shall be made out in the language of the authority applied to and if, according to the provisions in force, any language other than Polish or French has been used, a translation in one of these languages, certified correct by the authority applied to or by a sworn translator, shall be attached thereto.

Article 21.

Expenses incurred within the limits of the State applied to, in execution of Articles 15 to 20, shall be borne by that State and it shall not be entitled to request the refund thereof by the applicant State except in the case of advances made in respect of allowances to witnesses (Article 17, paragraph 2) and the cost of expert enquiries which have occupied more than one sitting.

Article 22.

The final sentences of conviction pronounced by the Courts of either State upon nationals of the other State in respect of all crimes and misdemeanours shall be transmitted to that State without special request and without charge, in the form of a bulletin or extract signed by the authority issuing such bulletin or extract.

Article 23.

All communications which are to be exchanged between the two Contracting States in application of the present Convention, other than those relating to requests for extradition or for provisional arrest, shall be effected by correspondence direct between the Ministries of Justice of the two States.

Article 24.

The present Convention shall not apply to the Colony of the Congo, or to the territories over which Belgium exercises a mandate of the League of Nations.

Article 25.

The present Convention, drawn up in the Polish and French languages, both texts being equally authentic, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

The present Convention shall be published in the manner provided for under the laws of the two Parties and shall enter into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

Each of the Parties shall have the right to denounce the present Convention but it shall remain in force for six months after such denunciation.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, May 13, 1931.

(Signed) Tadeusz JACKOWSKI.

(Signed) P. E. JANSON.

(Signed) Stefan SIECZKOWSKI.

N° 3006.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
INDE ET SIAM**

Echange de notes comportant un accord relatif aux limites entre la Birmanie (Kengtoung) et le Siam. Bangkok, les 27 août 1931 et 14 mars 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
INDIA AND SIAM**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Boundary between Burma (Kengtung) and Siam. Bangkok, August 27, 1931 and March 14, 1932.

No. 3006. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF SIAM, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE BOUNDARY BETWEEN BURMA (KENG TUNG) AND SIAM. BANGKOK, AUGUST 27, 1931, AND MARCH 14, 1932.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 juillet 1932.

No. 1.

MEMORANDUM.

According to evidence obtainable locally, it appears that the Meh Sye, which is chosen as the boundary between Siam and Kengtung by the agreement of 1891, has been keeping its channel without any abrupt change for many years before the date of the agreement. It must therefore be said that the Meh Sye has served excellently as a border line for all practical purposes up to the year 1929.

The river only left certain parts of its original bed as the result of the exceptional floods of the year 1929. The floods swept away twenty-two houses in two spots on the Siamese bank, forcing the channel of the river to run right through Siamese territory; at the same time this new channel cut away a small projecting piece of land on the Kengtung side, turning it into an island.

Assuming the new channel of the river as a boundary, it will be seen that neither side incurs any substantial loss. Although Siam loses a number of houses, the land on which these houses formerly stood now lies so low, almost on the level of the water, that it is useless for a considerable part of the year, and is therefore of no practical value. (Please refer to sketch².)

It seems to us, the undersigned, that for two friendly countries, the most obvious boundary in this instance is the river. To remote frontier dwellers not advanced in education, it is easy to point out and explain; for administration, it is simple. We beg, however, to submit that the term "deep-water channel" of the river should be used in place of the term "mid-stream". This would do away with every likelihood of dispute, and would, to a great extent, facilitate administration.

¹ Entré en vigueur le 14 mars 1932.

² Le croquis n'est pas reproduit.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3006. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT DU SIAM, D'AUTRE PART, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX LIMITES ENTRE LA BIRMANIE (KENGTOUNG) ET LE SIAM. BANGKOK, LES 27 AOUT 1931, ET 14 MARS 1932.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 27, 1932.

N^o 1.

MÉMORANDUM.

Il ressort des témoignages que l'on peut recueillir sur place, que le lit du fleuve Mé-Saï choisi comme frontière entre le Siam et le Kengtoung aux termes de l'accord de 1891, n'avait pas, antérieurement à cette date, subi de modifications soudaines depuis un grand nombre d'années. On peut donc dire que le Mé-Saï a très bien rempli son rôle de ligne frontière, à toutes fins utiles, jusqu'en 1929.

Le fleuve n'a abandonné certaines parties de son lit primitif qu'à la suite des inondations exceptionnelles de 1929. Ces inondations ont emporté vingt-deux maisons situées en deux endroits de la rive siamoise, et ont obligé le fleuve à se frayer un chenal à travers le territoire siamois ; en même temps, ce nouveau chenal a détaché une parcelle de terrain qui formait un saillant sur la rive du Kengtoung et l'a transformée en une île.

Si l'on prend le nouveau chenal du fleuve comme frontière, on constate qu'aucune perte sensible de territoire n'est subie de part ou d'autre. Le Siam, il est vrai, perd quelques maisons, mais le terrain sur lequel elles étaient bâties est maintenant à un niveau si rapproché de celui des eaux qu'il est inutilisable pendant une grande partie de l'année et n'a, par conséquent, aucune valeur pratique (prière de se reporter au croquis ³).

Les soussignés estiment que, pour deux pays amis, la frontière la plus naturelle, dans le cas actuel est le fleuve. Elle est facile à indiquer et à expliquer aux habitants peu cultivés de cette région-frontière lointaine et, au point de vue administratif, elle a l'avantage de la simplicité. Toutefois, nous nous permettons de proposer que l'expression « milieu du courant » soit remplacée par l'expression « chenal en eau profonde ». Toute possibilité de voir surgir des différends se trouverait ainsi éliminée et l'administration en serait grandement facilitée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force March 14, 1932.

³ Not reproduced.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

In suggesting the adoption of the new channel as the boundary, we would draw attention to two points :

(1) There would be no necessity to erect boundary posts, of which both the cost of erection and maintenance would be very high on account of the annual high water, which brings down heavy logs from the north-west.

(2) Should the old bed of the river be retained as boundary, its demarcation, apart from the necessity of erecting and maintaining costly pillars, would be difficult.

It is, however, to be borne in mind that this practice of adopting the new bed of a river which has been suddenly changed as the boundary of two countries is diverting from the usual international practice. In this regard the representatives of the Government of Burma assert that in the event of the Meh Sye changing its channel in the future, the Government of Burma would agree to accept the new channel as the boundary between Kengtung and Siam even though such future change would cause Burma to lose a part of her territory.

In conclusion, we jointly state that we shall submit to our respective Governments a proposal to adopt the new channel of the Meh Sye as the most practical boundary of the two countries on the understanding that, in the future, should the river again change its course, the two Governments would be prepared to always hold the "deep-water channel" of the river as the boundary, irrespective of any territorial loss that may be incurred thereby.

Signed in duplicates at Chiengrai on the 12th May, 1931.

H. J. MITCHELL,
Assistant Superintendent, Kengtung State.
Phya Rajadej DAMRONG,
Governor of Chiengrai.
Phra Sri BANJA,
Acting Chief of Protocol, Foreign Office.

Dated, Chiengrai, May 12, 1931.

No. 2.

MR. DORMER TO PRINCE DEVAWONGS VARODAYA.

BANGKOK, *July 17, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to previous correspondence ending with your Highness's letter of the 16th April last, I have the honour to state that I have been requested by the Government of Burma to inform your Highness that the agreement¹ recently arrived at between representatives of the two Governments as to the position of the boundary between Kengtung and Siam has now been ratified by his Excellency the Governor of Burma.

I have also pleasure in complying with the request of the Government of Burma that an expression of his Excellency's thanks should be conveyed to the Royal Government for the courtesy and hospitality extended by the Siamese representatives to the representatives of the Government of Burma at the meeting which took place at Chiengrai in May last for the purpose of settling this matter.

I avail, etc.

Cecil DORMER.

¹ Voir N° 1.

En proposant l'adoption du nouveau chenal comme frontière, nous désirons attirer l'attention sur deux points :

1^o Il serait inutile d'ériger des poteaux frontière dont les frais de pose et d'entretien seraient très élevés en raison de la forte crue annuelle qui charrie du nord-ouest de lourds troncs d'arbres.

2^o Si l'on conservait l'ancien lit comme frontière, outre qu'il faudrait poser et entretenir des poteaux indicateurs coûteux, il serait difficile d'effectuer la démarcation de cet ancien lit.

Néanmoins, il convient de se rappeler qu'en adoptant comme frontière de deux pays le nouveau lit d'un fleuve qui a soudainement modifié son cours, on s'écarte des usages internationaux. A cet égard, les représentants du Gouvernement de la Birmanie affirment que, si le Mé-Saï modifiait encore son cours à l'avenir, le Gouvernement de la Birmanie accepterait de reconnaître le nouveau chenal comme frontière entre le Kengtoung et le Siam, même si ce changement éventuel devait avoir pour résultat de faire perdre à la Birmanie une partie de son territoire.

En conclusion, nous déclarons, d'un commun accord, notre intention de soumettre à nos gouvernements respectifs une proposition tendant à faire adopter le nouveau chenal du Mé-Saï comme constituant la frontière la plus commode entre les deux pays, étant entendu que, si, à l'avenir, le fleuve venait encore à modifier son cours, nos deux gouvernements seraient disposés à reconnaître toujours le « chenal en eau profonde » du fleuve comme constituant la frontière, sans tenir compte de toute perte territoriale qui pourrait être encourue de ce fait.

Signé, en deux exemplaires, à Tchiengrai, le 12 mai 1931.

H. J. MITCHELL,
Inspecteur adjoint, Etat du Kengtoung,

Phya Rajadej DAMRONG,
Gouverneur de Tchiengrai,

Phra Sri BANJA,
Chef du Protocole par intérim, Foreign Office.

Fait à Tchiengrai, le 12 mai 1931.

N^o 2.

M. DORMER AU PRINCE DEVAWONGS VARODAYA.

BANGKOK, le 17 juillet 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la correspondance antérieure, se terminant par votre lettre du 16 avril dernier, j'ai l'honneur de déclarer que j'ai été chargé par le Gouvernement de la Birmanie de vous informer que l'Accord¹ récemment conclu entre les représentants des deux gouvernements au sujet de l'emplacement de la frontière entre le Kengtoung et le Siam a été maintenant ratifié par Son Excellence le Gouverneur de Birmanie.

J'ai également le plaisir de me faire l'interprète du Gouvernement de la Birmanie qui m'a demandé de transmettre les remerciements de Son Excellence au Gouvernement royal pour la courtoise hospitalité réservée par les représentants siamois aux représentants du Gouvernement de Birmanie lors de la réunion tenue à Tchiengrai, en mai dernier, afin de régler cette affaire.

Veillez agréer, etc.

Cecil DORMER.

¹ See No. 1.

No. 3.

PRINCE DEVAWONGS VARODAYA TO MR. DORMER.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.SARANROMYA PALACE, *August 27, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's letter dated the 17th July, 1931¹, informing me, at the request of the Government of Burma, that the agreement recently arrived at between representatives of the two Governments as to the position of the boundary between Kengtung and Siam has now been ratified by his Excellency the Governor of Burma. You also request that an expression of his Excellency's thanks be conveyed to His Majesty's Government for the courtesy and hospitality extended by the Siamese representatives to the representatives of the Government of Burma at the meeting which took place at Chiengrai in May last for the purpose of settling this matter.

In reply, I have the honour to inform your Excellency that, on their part, His Majesty's Government have approved and ratified the agreement above referred to, whereby it has been agreed to adopt the new channel of the Meh Sai River as the boundary between Siam and Kengtung, on the understanding that in the future, should the Meh Sai River again change its course, our two Governments would be prepared always to hold the " Deep Water Channel " of the river as the boundary, irrespective of any territorial loss that may be caused by such change.

In this connexion, however, I shall be glad to be informed of the views of your Government whether your letter under reply and my present note are considered as completing the agreement under reference, or whether there should be a formal exchange of notes between your Excellency and myself on this subject, or whether a protocol should be drawn up for our signature in which is embodied the substance of this agreement.

I may add that, in compliance with your request, I have not failed to convey to His Majesty's Government an expression of thanks of his Excellency the Governor of Burma, as expressed in the last paragraph of your letter.

I avail, etc.

DEVAWONGS,
Minister for Foreign Affairs.

No. 4.

MR. JOHNS TO PRINCE DEVAWONGS VARODAYA.

BANGKOK, *March 14, 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Highness's note of the 27th August, 1931², stating that the Royal Siamese Government have approved and ratified the agreement arrived at on the 12th May, 1931, between their representatives and the representative of the Government of Burma, whereby it has been agreed to adopt the new channel of the Meh Sai River

¹ Voir N° 2.

² Voir N° 3.

N^o 3.

LE PRINCE DEVAWONGS VARODAYA A M. DORMER.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS DE SARANROMYA, le 27 août 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 17 juillet 1931¹ me faisant savoir, comme vous en avez été chargé par le Gouvernement de la Birmanie, que l'Accord récemment conclu entre les représentants des deux gouvernements au sujet de l'emplacement de la frontière entre le Kengtoung et le Siam a été maintenant ratifié par Son Excellence le gouverneur de Birmanie. Vous me demandez également de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté les remerciements de Son Excellence pour la courtoise hospitalité réservée par les représentants siamois aux représentants du Gouvernement de la Birmanie lors de la réunion tenue à Tchiengrai, en mai dernier, afin de régler cette affaire.

En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de vous informer que, pour sa part, le Gouvernement de Sa Majesté a approuvé et ratifié l'accord susmentionné, aux termes duquel il a été convenu d'adopter le nouveau chenal du fleuve Mé-Saï comme constituant la frontière entre le Siam et le Kengtoung ; étant entendu que, si, à l'avenir, le fleuve venait encore à modifier son cours, nos deux Gouvernements seraient disposés à reconnaître toujours le « chenal en eau profonde » du fleuve comme constituant la frontière, sans tenir compte de toute perte territoriale qui pourrait être encourue de ce fait.

Toutefois, à ce sujet je serais heureux de connaître les vues de votre Gouvernement sur le point de savoir si votre lettre, ainsi que ma présente note, sont considérées comme complétant l'accord susmentionné, ou s'il y a lieu de procéder à un échange formel de notes entre Votre Excellence et moi à ce sujet ou, encore, s'il convient d'élaborer un protocole qui serait signé par nous et dans lequel figurerait la teneur dudit accord.

Permettez-moi d'ajouter que, conformément à votre demande, je n'ai pas manqué de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté les remerciements de Son Excellence le Gouverneur de Birmanie, dont il était question dans le dernier paragraphe de votre lettre.

Veillez agréer, etc.

DEVAWONGS,
*Ministre des Affaires étrangères.*N^o 4.

M. JOHNS AU PRINCE DEVAWONGS VARODAYA.

BANGKOK, le 14 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 27 août 1931² déclarant que le Gouvernement royal siamois a approuvé et ratifié l'Accord conclu, le 12 mai 1931, entre ses représentants et le représentant du Gouvernement de Birmanie, aux termes duquel il a été convenu d'adopter le nouveau chenal du fleuve Mé-Saï comme constituant la frontière entre le

¹ See No. 2.

² See No. 3.

as the boundary between Siam and Kengtung, on the understanding that in the future, should the Meh Sai River again change its course, the two Governments would be prepared to hold the " Deep Water Channel " of the river as the boundary, irrespective of any territorial loss that may be caused by such change.

I have now the honour, on instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to confirm Mr. Dormer's note of the 17th July, 1931, and to inform your Highness that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India consider your Highness's note of the 27th August and the present note as completing the agreement under reference.

I avail, etc.

J. F. JOHNS,
Chargé d'Affaires.

Siam et le Kengtoung, étant entendu que, si à l'avenir le fleuve venait encore à modifier son cours, nos deux gouvernements seraient disposés à reconnaître toujours le « chenal en eau profonde » du fleuve comme constituant la frontière, sans tenir compte de toute perte territoriale qui pourrait être encourue de ce fait.

J'ai maintenant l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de confirmer la note de M. Dormer en date du 17 juillet 1931 et de faire savoir à Votre Altesse que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde considèrent votre note du 27 août, ainsi que la présente note, comme complétant l'accord précité.

Veillez agréer, etc.

J. F. JOHNS,
Chargé d'Affaires.

N° 3007.

**ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET PORTUGAL**

Traité de commerce et de navigation.
Signé à Dublin, le 29 octobre
1929.

**IRISH FREE STATE
AND PORTUGAL**

Treaty of Commerce and Navigation.
Signed at Dublin, October 29,
1929.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

No. 3007. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE IRISH FREE STATE AND PORTUGAL. SIGNED AT DUBLIN, OCTOBER 29, 1929.

Nº 3007. — TRATADO¹ DE COMERCIO E NAVEGAÇÃO ENTRE PORTUGAL E O ESTADO LIVRE DA IRLANDA. ASSINADO EM DUBLIM, EM 29 DE OUTUBRO DE 1929.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le délégué permanent de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 juillet 1932.

English and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of the Irish Free State accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place July 28, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, ON BEHALF OF THE IRISH FREE STATE, and the PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, being desirous of improving and extending the commercial relations between the Irish Free State and Portugal have resolved to conclude a Treaty with that object and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, ON BEHALF OF THE IRISH FREE STATE :

Patrick MCGILLIGAN, Minister for External Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Agnelo LOPES DA CUNHA PESSOA, Consul General for Portugal in Dublin and Counsellor of Legation ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA PORTUGUÊSA e SUA MAJESTADE O REI DA GRAN BREITANHA, IRLANDA E DOMINIOS INGLÊSES DE ALEM DOS MARES, IMPERADOR DA INDIA, POR PARTE DO ESTADO LIVRE DA IRLANDA, desejosos de melhorar e desenvolver as relações comerciais entre Portugal e o Estado Livre da Irlanda, resolveram concluir um Tratado, para esse efeito, e nomearam por seus respectivos Plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA PORTUGUÊSA :

Agnelo LOPES DA CUNHA PESSOA, Consul Geral de Portugal em Dublin e Conselheiro de Legação, e

SUA MAJESTADE O REI DA GRAN BREITANHA, IRLANDA E DOMINIOS INGLESES DE ALEM DOS MARES, IMPERADOR DA INDIA, POR PARTE DO ESTADO LIVRE DA IRLANDA :

Patrick MCGILLIGAN, Ministro dos Negocios Externos ;

os quais depois de se haverem comunicado os respectivos plenos poderes, achados em bôa e devida forma, acôrdaram nos seguintes artigos :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Dublin, le 12 septembre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Dublin, September 12, 1931.

Article 1.

Goods produced or manufactured in Portugal and in the adjacent Island shall enjoy most-favoured-nation treatment in the Irish Free State in respect of import duties, contingent customs duties, internal duties or any other analogous benefit which has been or may be granted to a third Power. The same treatment shall be accorded in the Irish Free State to goods produced in the Portuguese Colonies, whether imported directly from the said Colonies, or re-exported from the mother country.

Article 2.

Goods produced or manufactured in the Irish Free State shall enjoy in Portugal and in the adjacent Islands the benefits of the minimum customs tariff at present in force or which may subsequently come into force. All goods produced or manufactured in the Irish Free State, on importation into Portugal or the adjacent Islands, shall receive unconditional most-favoured-nation treatment. For the application of this treatment, the Irish Free State may not invoke the Agreements into which Portugal may have entered or into which she may enter with Spain and Brazil.

Article 3.

It is understood that nothing in the present Treaty shall affect the right of the Government of the Irish Free State to modify, maintain, or extend preferential treatment accorded to any of the States Members of the British Commonwealth of Nations.

Article 4.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed on the importation of any article being the produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of any other country. The only exception to this

Artigo 1º.

Os produtos do solo e da industria de Portugal e Ilhas Adjacentes gozarão no Estado Livre da Irlanda do tratamento da nação mais favorecida, tanto pelo que respeita aos direitos de importação como aos contingentes aduaneiros, direitos internos ou qualquer outro beneficio analogo que se tenha concedido ou venha a conceder a uma terceira Potencia. Igual regime sera aplicado no Estado Livre da Irlanda aos produtos das Colonias Portuguezas, quer sejam directamente importados dessas Colonias quer sejam reexportados da Metropole.

Artigo 2º.

Os produtos do solo e da industria do Estado Livre da Irlanda gozarão em Portugal e nas Ilhas Adjacentes do beneficio da pauta minima em vigor ou que venha a vigorar ulteriormente. Todas as mercadorias produzidas ou fabricadas no Estado Livre da Irlanda gozarão, quando importadas em Portugal e nas Ilhas Adjacentes, do tratamento incondicional da nação mais favorecida. Para a applicação deste tratamento, o Estado Livre da Irlanda não poderá invocar os acórdos que Portugal tiver celebrado ou venha a celebrar com a Espanha e o Brazil.

Artigo 3º.

Fica entendido que nada no presente Tratado poderá afectar o direito do Govêrno do Estado Livre da Irlanda de modificar, manter, ou conceder tratamento de preferênciã aos Estados membros do Imperio Britanico.

Artigo 4º.

Nenhuma proibição ou restrição será mantida ou imposta na importação de qualquer artigo, produto ou manufactura de uma das Altas Partes Contratantes nos territorios da Outra seja qual fôr a procedência, que não seja igualmente extensiva á importação de artigos similares que forem produto ou manufactura de qualquer outro Paiz. As unicas excepções a esta regra geral serão as que se derem no caso

general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or of animals, or of plants useful to agriculture.

It is agreed that the Irish Free State shall, so long as the present Treaty remains in force, allow the importation, subject to whatever custom duties to which they are liable, as well as the transportation and sale in the country, of all Portuguese wines of an alcoholic graduation not exceeding 42° Sykes of proof spirit (23.9658° centesimal).

Article 5.

Irish commercial travellers in Portugal and Portuguese commercial travellers in the Irish Free State shall enjoy the treatment granted to the most-favoured-nation.

Article 6.

The Government of the Irish Free State recognise that the designations of wine of Porto and of Madeira (including the general designations of "Port Wine" and "Madeira Wine") belong exclusively to wines produced respectively in the Portuguese regions of the Douro and of the Island of Madeira, and they undertake to suppress, by means of seizure and other adequate penalties, the importation, storage, exportation, fabrication, circulation, sale or exhibition for sale, of wines bearing the designations of wine of Porto and of Madeira which have not originally been produced in the regions of the Douro and of the Island of Madeira respectively. The authenticity of wines of Porto and Madeira shall be established by the Certificates of Origin issued by the competent Portuguese Authorities, and the importation of wines bearing such designations shall not be allowed unless accompanied by the said documents.

The seizure of incriminated products shall be effected and the other penalties applied on the initiative of the competent Authorities or of an interested party, private person, association or syndicate.

These stipulations shall apply even if the aforesaid regional designations are accompanied by certain expressions or qualifications such as "character," "type," "quality," "kind," or any similar expression.

The Government of the Irish Free State engage to recommend to the Oireachtas any

de proibições sanitarias ou outras, ocasionadas pela necessidade de defêsa da saude das pessoas, ou dos gados, ou de plantas uteis para a agricultura.

Durante a vigência do presente Tratado, o Govêrno do Estado Livre da Irlanda permitirá a importação, sujeita aos direitos aduaneiros em vigôr, e bem assim o transporte e venda dentro do Paiz de todos os vinhos portugueses cuja graduação alcoolica não excêda 42 graos (Sykes) de aguardente de prova (ou 23.9658 graos centesimais).

Artigo 5º.

Os caixeiros viajantes irlandêses em Portugal e os caixeiros viajantes portugueses no Estado Livre da Irlanda serão submetidos ao tratamento concedido á nação mais favorecida.

Artigo 6º.

O Govêrno do Estado Livre da Irlanda reconhece que as designações de vinho do Porto e da Madeira (incluindo as designações gerais de « Port Wine » e de « Madeira Wine ») pertencem exclusivamente aos vinhos produzidos nas regiões portuguesas respectivamente do Douro e da Ilha da Madeira e compromete-se a reprimir, pela apreensão e por outras sanções adequadas, a importação, a armazenagem, a exportação, o fabrico, a circulação, a venda ou a exposição á venda, de vinhos sob as designações de vinho de Porto e da Madeira que não sêjam originarios das respectivas regiões do Douro e da Ilha da Madeira. A autenticidade dos vinhos do Porto e da Madeira será estabelecida pelos certificados de origem passados pelas autoridades portuguesas competentes, e a importação de vinhos com aquêlas designações não sera autorizada senão mediante a apresentação desses documentos.

A apreensão dos produtos incriminados será efectuada e as outras sanções serão applicadas quer por iniciativa das autoridades competentes quer de uma parte interessada, individuo, associação ou sindicato.

Estas disposições applicam-se mesmo quando as citadas marcas regionais sêjam acompanhadas de determinadas expressões ou rectificações, tais como « genero », « tipo », « especie », « qualidade », ou outras semelhantes.

O Govêrno do Estado Livre da Irlanda obriga-se a recomendar ao Parlamento (Oireach-

legislation which may be necessary in order to give full effect to the provisions of this article.

Article 7.

So long as the present Treaty is in force, the Government of the Irish Free State shall grant most-favoured-nation treatment to the Portuguese Mercantile Marine. On their side, the Portuguese Government shall grant to the Mercantile Marine of the Irish Free State in ports of continental Portugal and of the adjacent Islands, a reduction of 25 % on the maritime trade taxes at present in force or on those which may subsequently substitute them, and they shall grant most-favoured-nation treatment to the said Mercantile Marine in the ports of the Portuguese Colonies.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified according to the law of each country. The Treaty shall come into force one month after the date on which its ratification by the Government of the Irish Free State has been notified to the Portuguese Government, and it shall be valid for the period of one year from the date of its coming into force. If it be not denounced three months before the expiration of this period, it shall continue to be in force by tacit understanding until the end of a period of three months from the date of its denunciation by one or other of the High Contracting Parties.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their respective Seals.

Done at Dublin in duplicate this twentieth day of October in the year one thousand, nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) Patrick MCGILLIGAN.

(L. S.) Agnelo LOPES DA CUNHA PESSOA.

tas) a legislação que seja julgada necessaria para o inteiro cumprimento das disposições deste artigo.

Artigo 7º.

Durante a vigência do presente Tratado, o Governo do Estado Livre da Irlanda concederá á marinha mercante portuguesa o tratamento da nação mais favorecida. Por seu lado, o Governo Portugues concederá á marinha mercante do Estado Livre da Irlanda, na metropole e Ilhas Adjacentes, a redução de 25 por cento sobre as taxas do imposto de comercio maritimo actualmente em vigôr ou que as vierem a substituir ulteriormente, e concederá á dita marinha-mercante nas Colonias Portuguezas o tratamento da nação mais favorecida.

Artigo 8º

O presente Tratado será ratificado conforme a legislação dos dois paizes. Entrará em vigôr um mês depois de a ratificação do Estado Livre da Irlanda ter sido notificada ao Governo Português e será valido por um ano. Se não fôr denunciado três meses antes de terminar este prazo, será prorrogado por tacita recondução até o termo dum prazo de três meses, a partir do dia em que um ou outro dos dois Governos o tiver denunciado.

Em firmeza do que os respectivos Plenipotenciarios assinaram o presente Tratado e lhe apuseram os seus sêlos officiais.

Feito em duplicado em Dublin, aos vinte e nove dias de Outubro do ano de mil novecentos e vinte e nove.

(L. S.) Agnelo LOPES DA CUNHA PESSOA.

(L. S.) Patrick MCGILLIGAN.

Certified true copy :

Sean Lester,

*Permanent Delegate
to the Irish Free State accredited
to the League of Nations.*

Geneva, July 26th, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3007. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE PORTUGAL. SIGNÉ A DUBLIN, LE 29 OCTOBRE 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU-DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, AU NOM DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, désireux d'améliorer et de développer les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et le Portugal, ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leur plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, AU NOM DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

Patrick MCGILLIGAN, ministre des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Agnelo LOPES DA CUNHA PESSOA, consul général du Portugal à Dublin et conseiller de Légation ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les marchandises, produits naturels ou articles manufacturés du Portugal et des îles adjacentes, jouiront, dans le territoire de l'Etat libre d'Irlande, du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits d'importation, les droits de douane conditionnels, les droits intérieurs et tous autres avantages de même nature qui ont été, ou pourront être accordés à un pays tiers. Le même traitement sera accordé dans le territoire de l'Etat libre d'Irlande, aux marchandises, produits naturels des colonies portugaises, qu'elles soient importées directement desdites colonies ou réexportées de la métropole.

Article 2.

Les marchandises, produits naturels ou articles manufacturés, de l'Etat libre d'Irlande seront admis au Portugal et dans les îles adjacentes au bénéfice du tarif douanier minimum actuellement en vigueur ou qui pourra entrer en vigueur dans la suite. Toutes les marchandises, produits naturels ou articles manufacturés, de l'Etat libre d'Irlande, importés au Portugal ou dans les îles voisines, jouiront sans réserve du traitement de la nation la plus favorisée. Dans l'application de ce traitement, l'Etat libre d'Irlande ne pourra invoquer les accords que le Portugal aura pu, ou pourra conclure avec l'Espagne et le Brésil.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Il est entendu que rien dans le présent traité ne portera atteinte au droit du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande de modifier, de maintenir ou d'étendre le traitement préférentiel accordé à l'un quelconque des Etats membres du Commonwealth des Nations britanniques.

Article 4.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée à l'importation des marchandises, produits naturels ou articles manufacturés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, dans les territoires de l'autre, quel que soit le lieu de leur provenance, qui ne s'applique également à l'importation des marchandises, produits naturels ou articles manufacturés, de même nature, d'un autre pays quelconque. La seule dérogation à cette règle générale sera admise dans le cas de prohibitions sanitaires ou autres découlant de la nécessité d'assurer la sécurité des personnes ou des animaux ou, encore, des plantes utiles pour l'agriculture.

Il est convenu que l'Etat libre d'Irlande autorisera, tant que le présent traité restera en vigueur, l'importation, sous réserve de la perception des droits de douane qui leur sont applicables, ainsi que le transport et la vente dans le pays de tous les vins portugais ne dépassant pas un degré d'alcool de 42° (Sykes) (23,9658° centésimal).

Article 5.

Les voyageurs de commerce irlandais au Portugal et les voyageurs de commerce portugais dans l'Etat libre d'Irlande, jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande reconnaît que les appellations de vin de Porto et de vin de Madère (y compris les appellations générales de « Port Wine » et « Madeira Wine ») appartiennent exclusivement aux vins produits respectivement dans les régions portugaises du Douro et de l'Ile de Madère, et convient de réprimer, par voie de saisie et autres sanctions appropriées l'importation, l'emmagasinage, l'exportation, la fabrication, la circulation, la vente ou mise en vente de vins portant les appellations de vins de Porto et de Madère qui ne sont pas originaires respectivement des régions du Douro et de l'Ile de Madère. L'authenticité des vins de Porto et de Madère sera établie par les certificats d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes et l'importation de vins portant lesdites appellations ne sera autorisée qu'autant que les marchandises seront accompagnées desdits documents.

La saisie des produits incriminés sera opérée et les autres sanctions appliquées sur l'initiative des autorités compétentes ou d'une Partie intéressée, particulier, association ou syndicat.

Les présentes dispositions s'appliqueront même si les appellations régionales mentionnées ci-dessus sont accompagnées de certaines expressions ou désignations restrictives telles que « genre », « façon », « qualité », « espèce » ou toute autre expression similaire.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage à recommander au Oireachtas de prendre toutes mesures législatives nécessaires en vue de donner plein effet aux dispositions du présent article.

Article 7.

Tant que le présent traité restera en vigueur, le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande accordera à la marine marchande portugaise le traitement de la nation la plus favorisée. De son côté, le Gouvernement portugais accordera à la marine marchande de l'Etat libre d'Irlande, dans les ports

du Portugal continental et des Iles adjacentes, une réduction de 25 % sur les taxes de commerce maritime actuellement perçues ou qui pourront être perçues dans la suite. Il accordera à ladite marine marchande dans les ports des colonies portugaises le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié conformément à la législation de chaque pays. Il entrera en vigueur un mois après la date à laquelle sa ratification par le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande aura été notifiée au Gouvernement portugais, et il restera exécutoire pendant une période d'un an à dater du jour de son entrée en vigueur. A défaut de dénonciation, trois mois avant l'expiration de ladite période, il restera en vigueur, par tacite reconduction, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Dublin, en double expédition, le vingt-neuf octobre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Patrick MCGILLIGAN.

(L. S.) Agnelo LOPES DA CUNHA PESSOA.

N° 3008.

**ALLEMAGNE
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole. Signés à Dublin,
le 12 mai 1930.

**GERMANY
AND IRISH FREE STATE**

Treaty of Commerce and Navigation,
with Protocol. Signed at Dublin,
May 12, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 3008. — TREATY ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE IRISH FREE STATE. SIGNED AT DUBLIN, MAY 12, 1930.

N^o 3008. — HANDELS- UND SCHIFFFAHRTSVERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DEM IRISCHEN FREISTAAT. GEZEICHNET IN DUBLIN, AM 12. MAI 1930.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le délégué permanent de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 juillet 1932.

English and German official texts communicated by the Permanent Delegate of the Irish Free State accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place July 28, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, ON BEHALF OF THE IRISH FREE STATE, and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between the Irish Free State and the German Reich, have resolved to conclude a treaty of commerce and navigation for that purpose, and to that end have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, ON BEHALF OF THE IRISH FREE STATE :

Patrick MCGILLIGAN, Minister for External Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Georg VON DEHN-SCHMIDT, German Chargé d'Affaires in Dublin, and Otto SARNOW, Ministerialrat in the German Ministry of Finance ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN, FÜR DEN IRISCHEN FREISTAAT einerseits und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT andererseits, von dem Wunsche beseelt, die zwischen dem Irischen Freistaat und dem Deutschen Reiche bereits bestehenden Handelsbeziehungen weiter zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, zu diesem Zwecke einen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN, FÜR DEN IRISCHEN FREISTAAT :

Den Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Patrick MCGILLIGAN ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den Deutschen Geschäftsträger in Dublin, Dr. Georg VON DEHN-SCHMIDT, und Den Ministerialrat im Reichsfinanzministerium, Otto SARNOW ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 21 décembre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, December 21, 1931.

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

There shall be between the territories of the Contracting Parties freedom of commerce and navigation.

The nationals of either of the Contracting Parties shall have liberty freely to come with their ships and cargoes to all places and ports in the territory of the other to which nationals of that Party are or may be permitted to come

Furthermore, the Contracting Parties agree that in all matters relating to commerce, navigation and industry any rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions which either of the Parties has actually granted or may hereafter grant to the ships and nationals of any other State shall be extended simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships and nationals of the other, it being their intention that commerce, navigation and industry of either of the Parties shall be placed in all respects on the footing of the most-favoured-nation.

Article 2.

The nationals of either of the Contracting Parties in the territory of the other shall enjoy, in respect of their persons, their property, rights and interests and in respect of commerce, industry, business, profession, occupation or any other matter, in every way the same treatment and legal protection as the nationals of the most-favoured-nation in as far as taxes, rates, customs, imposts, fees which are substantially taxes, and other similar charges are concerned.

Article 3.

The nationals of either of the Contracting Parties in the territory of the other shall be at full liberty to acquire and possess every

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten Folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Teile soll Freiheit des Handels und der Schifffahrt bestehen.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils sollen das Recht haben, mit ihren Schiffen und deren Ladungen unbehindert alle Plätze und Häfen in dem Gebiet des anderen Teils aufzusuchen, die die Staatsangehörigen dieses Teils zur Zeit oder etwa künftig aufsuchen dürfen.

Die vertragschliessenden Teile kommen ferner überein, dass in Handel, Schifffahrt und Gewerbe betreffenden Angelegenheiten alle Rechte, Vorrechte, Freiheiten, Vergünstigungen, Befreiungen und Ausnahmen, die ein Teil den Schiffen und Angehörigen irgend eines anderen Staates gegenwärtig zugesteht oder in Zukunft zugestehen wird, gleichzeitig und bedingungslos ohne Ansuchen und ohne Gegenleistung auf die Schiffe und Staatsangehörigen des anderen Teils ausgedehnt werden sollen ; hierbei ist es ihre Absicht, Handel, Schifffahrt und Gewerbe jedes Teils in jeder Hinsicht denjenigen des meistbegünstigten Landes gleichzustellen.

Artikel 2.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils sollen in dem Gebiet des anderen Teils sowohl hinsichtlich ihrer Person als auch hinsichtlich ihrer Güter, Rechte und Interessen sowie in Bezug auf Handel, Gewerbe, Geschäft, Beruf, Betätigung oder irgendwelche sonstige Angelegenheiten in jeder Beziehung die gleiche Behandlung und den gleichen gesetzlichen Schutz geniessen wie die Staatsangehörigen des meistbegünstigten Landes, soweit es sich um Steuern, Abgaben, Zölle, Auflagen, Gebühren, die ihrem Wesen nach Steuern sind, und um ähnliche Lasten handelt.

Artikel 3.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils sollen in dem Gebiet des anderen Teils volle Freiheit haben, bewegliches

description of property, movable and immovable which the laws of the other Party permit or shall permit the nationals of the most-favoured-nation to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance, under the same conditions as are or shall be established with regard to nationals of the other Party.

The nationals of either of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected to other or higher duties than those to which nationals of such Party would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The nationals of either of the Contracting Parties shall be entitled to enter, reside, take up domicile and follow their occupation in the territory of the other so long as they satisfy and observe the conditions and regulations applicable to the entry, residence, domicile and occupation of the nationals of the most-favoured-nation.

Article 5.

The nationals of either of the Contracting Parties in the territory of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries.

Furthermore, the nationals of either of the Contracting Parties in the territory of the other shall be exempted from forced loans, all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and, finally, from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however,

und unbewegliches Eigentum jeder Art zu erwerben und zu besitzen, dessen Erwerb und Besitz nach den Gesetzen des anderen Teils den Angehörigen des meistbegünstigten Landes gestattet ist oder gestattet werden wird. Sie sollen darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, Heirat, letzten Willen oder in jeder anderen Weise verfügen oder solches Eigentum durch Erbschaft erwerben können unter den gleichen Bedingungen, die für die Staatsangehörigen des anderen Teils gelten oder gelten werden.

Den Staatsangehörigen des einen vertragsschliessenden Teils soll es auch gestattet sein, den Erlös aus dem Verkauf ihres Eigentums und ihrer Güter überhaupt unter Beobachtung der Gesetze des anderen Teils ungehindert auszuführen, ohne anderen oder höheren Abgaben unterworfen zu sein als unter gleichartigen Umständen Staatsangehörige dieses Teils.

Artikel 4.

Die Staatsangehörigen des einen vertragsschliessenden Teils sollen in das Gebiet des anderen Teils einreisen, sich dort aufhalten, niederlassen und ihren Beruf ausüben können, solange sie den für die Einreise, den Aufenthalt, die Niederlassung und die Berufsausübung der Staatsangehörigen des meistbegünstigten Landes geltenden Bedingungen und Vorschriften genügen und sie einhalten.

Artikel 5.

Die Staatsangehörigen des einen vertragsschliessenden Teils sollen in dem Gebiet des anderen Teils von jeder militärischen Dienstpflicht in der Landmacht, der Seemacht, der Luftwaffe, der Nationalgarde oder der Miliz befreit sein. In gleicher Weise sollen sie befreit sein von jedem Dienst in der Rechtspflege und in der Staats- oder Gemeindeverwaltung, mit Ausnahme des gesetzlich festgesetzten Geworenenendienstes.

Die Staatsangehörigen des einen vertragsschliessenden Teils sollen ferner in dem Gebiet des anderen Teils befreit sein von Zwangsanleihen, allen Geld- oder Sachleistungen, die als Ablösung für persönliche Dienstleistungen auferlegt werden, und schliesslich von allen militärischen Zwangsleistungen oder Requisitionen. Ausgenommen hiervon sind jedoch die aus

excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all nationals of the other Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In so far as either of the Contracting Parties may levy any military exactions or requisitions on the nationals of the other, it shall accord the same compensation in respect thereof as is accorded to its own nationals.

In the above respects the nationals of either of the Contracting Parties shall not be accorded in the territory of the other less favourable treatment than that which is or may be accorded to nationals of the most-favoured-nation.

Article 6.

Articles produced or manufactured in the territory of either of the Contracting Parties, imported into the territory of the other, from whatever place despatched, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on articles of the same kind the produce or manufacture of any other country.

Article 7.

Nothing in the present Treaty shall affect the right of the Government of the Irish Free State to modify, maintain or extend preferential treatment in the matter of Customs duties accorded only to States Members of the British Commonwealth of Nations.

Article 8.

With regard to Customs formalities, any article produced or manufactured in the territory of either of the Contracting Parties when imported into the territory of the other shall not be subjected to any treatment less favourable than that accorded to articles of the same kind produced or manufactured in any other country.

No articles on exportation from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other shall be subjected to other or higher duties or charges than those levied on articles of the same kind on exportation to any other country.

irgend einem Rechtstitel mit dem Besitz eines Grundstücks verbundenen Lasten sowie zwangsweise Einquartierung und andere besondere militärische Zwangsleistungen oder Requisitionen, zu denen alle Staatsangehörigen des anderen Teils als Eigentümer oder Inhaber von Gebäuden oder Land herangezogen werden können.

Soweit ein vertragschliessender Teil militärische oder Requisitionsleistungen von den Angehörigen des anderen Teils fordert, soll er ihnen hierfür die gleichen Entschädigungen wie den eigenen Staatsangehörigen gewähren.

In den vorstehend genannten Fällen sollen die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils in dem Gebiet des anderen Teils keine ungünstigere Behandlung erfahren als die Staatsangehörigen des meistbegünstigten Landes erfahren oder erfahren werden.

Artikel 6.

In dem Gebiet eines vertragschliessenden Teils erzeugte oder hergestellte und in das Gebiet des anderen Teils eingeführte Waren unterliegen, ohne Rücksicht auf den Ort der Herkunft, keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben als gleichartige, in irgend einem anderen Lande erzeugte oder hergestellte Waren.

Artikel 7.

Keine Bestimmung dieses Vertrages soll das Recht der Regierung des Irischen Freistaates berühren, eine lediglich Ländern des Britischen Reiches auf dem Gebiet der Einfuhrzollsätze eingeräumte Vorzugsbehandlung zu ändern, beizubehalten oder zu erweitern.

Artikel 8.

Mit Bezug auf Zollförmlichkeiten sollen die in dem Gebiet eines vertragschliessenden Teils erzeugten oder hergestellten Waren bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils nicht ungünstiger behandelt werden als die in irgend einem anderen Lande erzeugten oder hergestellten gleichartigen Waren.

Keine Waren sollen bei der Ausfuhr aus dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterworfen sein als gleichartige Waren bei der Ausfuhr nach irgend einem anderen Lande.

Article 9.

Articles produced or manufactured in the territory of either of the Contracting Parties, on importation into the territory of the other, from whatever place despatched, shall not be subjected to prohibitions or restrictions which do not equally extend to the importation of articles of the same kind the produce or manufacture of every other country.

Articles on exportation from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other shall not be subjected to prohibitions or restrictions which do not equally extend to the exportation of articles of the same kind to every other country.

Exceptions herefrom, if applied at the same time and in the same way to all countries where the same conditions prevail, can be made in the following cases :

- (1) With regard to public security ;
- (2) With regard to traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies ;
- (3) For the protection of public health or for the protection of animals or plants against disease, insects and harmful parasites.

Article 10.

As regards traffic in transit, the Contracting Parties will apply mutually the provisions of the International Convention¹ relating to the Liberty of Traffic in Transit signed at Barcelona on the 20th April, 1921.

Article 11.

Internal duties which are or may be levied within the territory of either of the Contracting Parties for the benefit of the State or a local authority or other corporation on the produce or manufacture or consumption of goods shall

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

Artikel 9.

In dem Gebiet eines vertragschliessenden Teils erzeugte oder hergestellte Waren sollen bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils, ohne Rücksicht auf den Ort der Herkunft, keinen Verboten oder Beschränkungen unterliegen, die sich nicht in gleicher Weise auf die Einfuhr gleichartiger in jedem anderen Lande erzeugter oder hergestellter Waren erstrecken.

Aus dem Gebiet eines vertragschliessenden Teils in das Gebiet des anderen Teils auszuführende Waren sollen keinen Verboten oder Beschränkungen unterliegen, die sich nicht in gleicher Weise auf die Ausfuhr gleichartiger Waren nach jedem anderen Lande erstrecken.

Ausnahmen hiervon, vorausgesetzt dass sie gleichzeitig und in gleicher Weise gegenüber allen Ländern angewandt werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen bestehen, sind in folgenden Fällen zulässig :

1. Mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit ;
2. Mit Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät oder — unter ausserordentlichen Umständen — auf jeden anderen Kriegsbedarf ;
3. Zum Schutze der öffentlichen Gesundheit oder zum Schutze von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten, Insekten und Schädlinge.

Artikel 10.

Auf den Durchgangsverkehr werden die vertragschliessenden Teile untereinander die Bestimmungen des am 20. April 1921 in Barcelona unterzeichneten internationalen Abkommens¹ über die Freiheit des Durchgangsverkehrs anwenden.

Artikel 11.

Innere Abgaben, die in dem Gebiet des einen oder des anderen vertragschliessenden Teils für Rechnung des Staates oder einer örtlichen Behörde oder einer anderen Körperschaft auf der Erzeugung, der Zubereitung oder dem Ver-

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

not affect the goods of one Party imported into the territory of the other under any pretext whatever, to a greater extent or in a more restrictive way than goods of the same kind which are national produce or the produce of any other country.

Article 12.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual grant of the treatment of the most-favoured-nation apply to the treatment of commercial travellers and their samples, in respect of which the Contracting Parties agree to carry out the provisions of the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on the 3rd November, 1923.

The stipulations of this Article, however, are not applicable to itinerant industry or pedlar's trade or the calling for orders by persons not engaged in commerce or industry. In this respect the Contracting Parties reserve full liberty of legislation.

Article 13.

Limited liability and other companies, partnerships and associations formed for the purpose of commerce, insurance, finance, industry, transport or any other business, and established in the territory of either of the Contracting Parties, shall, provided that they are duly constituted in accordance with the laws in force in such territory, be entitled in the territory of the other to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Limited liability and other companies, partnerships, and associations of either of the Contracting Parties which shall have been admitted in accordance with the laws and regulations in force in the territory of the other

¹ Vol. XXX, page 371; vol. XXXV, page 324; vol. XXXIX, page 208; vol. XLV, page 140; vol. L, page 161; vol. LIV, page 398; vol. LIX, page 365; vol. LXIX, page 79; vol. LXXXIII, page 394; vol. LXXXVIII, page 319; vol. XCII, page 370; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

brauch einer Ware ruhen oder ruhen werden, dürfen die Erzeugnisse eines Teils, die in das Gebiet des anderen eingeführt werden, unter keinem Vorwand in stärkerem Masse oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen oder irgend eines anderen Landes.

Artikel 12.

Die Bestimmungen dieses Vertrags über die gegenseitige Gewährung der Behandlung als meistbegünstigtes Land gelten auch für die Behandlung der Handelsreisenden und ihrer Muster. In dieser Beziehung kommen die vertragschliessenden Staaten überein, die Bestimmungen des in Genf am 3. November 1923 unterzeichneten internationalen Abkommens¹ über die Vereinfachung der Zollförmlichkeiten anzuwenden.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten jedoch nicht für das Wander- oder Hausierer-gewerbe und für das Aufsuchen von Bestellungen durch Personen, die nicht Handel oder Gewerbe treiben. Die vertragschliessenden Teile behalten sich in dieser Beziehung die volle Freiheit ihrer Gesetzgebung vor.

Artikel 13.

Aktiengesellschaften und andere Erwerbs-gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen, die zur Ausübung von Handels-, Versicherungs-, Finanz-, Industrie-, Beförderung- oder irgend welchen sonstigen Geschäften gebildet und in dem Gebiet eines vertrag-schliessenden Teils errichtet sind, sollen, voraus-gesetzt dass sie in gehöriger Weise in Übereinstimmung mit den in diesem Gebiet geltenden Gesetzen gegründet sind, in dem Gebiet des anderen Teils zur Ausübung ihrer Rechte befugt und gemäss den Gesetzen dieses Teils als Kläger oder Beklagte vor Gericht zu er-scheinen berechtigt sein.

Aktiengesellschaften und andere Erwerbs-gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen eines vertragschliessenden Teils, die in Übereinstimmung mit den in dem Gebiet des anderen Teils geltenden Gesetzen und Vor-

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 325; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; Vol. LXIX, page 79; Vol. LXXXIII, page 394; Vol. LXXXVIII, page 319; Vol. XCII, page 370; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

Party shall enjoy in that territory the same treatment in regard to taxation as is accorded to the limited liability and other companies, partnerships and associations of the most-favoured-nation.

Furthermore, each of the Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of such companies, partnerships and associations which may desire to carry on in its territory, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which is not placed in the way of companies, partnerships and associations of the most-favoured-nation.

In no case shall the treatment accorded by either of the Contracting Parties to companies, partnerships and associations of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies, partnerships and associations, of the most-favoured-nation.

It is understood that the foregoing provisions are applicable to companies, partnerships and associations constituted before the signature of the present Treaty as well as to those which may be constituted subsequently.

Nothing in this Article shall prejudice the right of either of the Contracting Parties to impose or maintain laws and regulations governing the disposal of immovable property, provided that in regard to this matter the treatment of the most-favoured-nation is applied.

The provisions of the second, third and fourth paragraphs of Article 5 shall be correspondingly applied to the companies, partnerships and associations mentioned in this Article.

Article 14.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than the vessels of any other country and their cargoes and passengers or national vessels and their cargoes and passengers.

schriften zugelassen worden sind, sollen in diesem Gebiet hinsichtlich der Besteuerung ebenso behandelt werden wie die Aktiengesellschaften und anderen Erwerbsgesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen des meistbegünstigten Landes.

Weiterhin verpflichtet sich jeder vertragschliessende Teil, solchen Gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen die in seinem Gebiet, sei es durch Errichtung von Zweigniederlassungen oder auf andere Weise, ein Geschäft irgend einer Art zu betreiben wünschen, keine Hindernisse in den Weg zu legen, die den Gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen des meistbegünstigten Landes nicht in den Weg gelegt werden.

Keinesfalls soll die Behandlung, die den Gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen eines vertragschliessenden Teils vom anderen gewährt wird, in irgendwelcher Hinsicht ungünstiger sein als diejenige, die den Gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen des meistbegünstigten Landes gewährt wird.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die vorstehenden Bestimmungen für Gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen gelten, einerlei, ob sie vor oder nach Zeichnung dieses Vertrages gegründet worden sind.

Keine Bestimmung dieses Artikels soll das Recht der vertragschliessenden Teile beeinträchtigen, Gesetze und Verordnungen betreffend die Verfügung über unbewegliches Eigentum einzuführen oder beizubehalten, sofern in dieser Beziehung der Grundsatz der Meistbegünstigung angewandt wird.

Die Bestimmungen von Absatz zwei, drei und vier des Artikels 5 finden entsprechende Anwendung auf die in diesem Artikel erwähnten Gesellschaften, Teilhaberschaften und Vereinigungen.

Artikel 14.

Jeder vertragschliessende Teil soll die Ein- und Ausfuhr aller Waren, die gesetzlich ein- oder ausgeführt werden dürfen, sowie die Beförderung von Fahrgästen von und nach dem eigenen Gebiet auf den See- und Binnenschiffen des anderen Teils gestatten; diese Schiffe, ihre Ladungen und Fahrgäste sollen die gleichen Vorrechte geniessen und keinen anderen oder höheren Abgaben und Auflagen unterworfen sein als die See- und Binnenschiffe, deren Ladungen und Fahrgäste irgend eines anderen oder des eigenen Landes.

It is agreed that the foregoing provisions preclude either of the Contracting Parties from imposing differential flag duties or charges on goods or passengers carried in vessels of the other.

The Contracting Parties further agree, in regard to facilities for international railway traffic and to the rates and conditions of their application, to refrain from all discrimination of an unfair nature directed against the goods, nationals or vessels of the other.

The provisions of this Treaty shall not be applicable to the special treatment which is, or may hereafter be, accorded by either of the Contracting Parties to fish caught by vessels of that Party. Fish caught by vessels of either Party shall not be treated less favourably in any respect on importation into the territory of the other than fish caught by the vessels of any other country.

Article 15.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territory of either of the Contracting Parties, no privilege or facility shall be granted by either Party to vessels of any other country or to national vessels which is not equally granted to vessels of the other Party from whatsoever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Article 16.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other analogous duties or charges of whatever denomination levied in the name of or for the account of the Government, public authorities, concessionaries or undertakings of any kind, the vessels of each of the Contracting Parties shall enjoy in the ports of the territory of the other treatment at least as favourable as that accorded to national vessels or to the vessels of any other country.

All dues and charges levied for the use of maritime ports shall be duly published before coming into force. The same shall apply to the bye-laws and regulations of the ports. In each maritime port the port authority shall

Es besteht Einverständnis darüber, dass die vorstehenden Bestimmungen beide vertragsschliessenden Teile daran hindern, nach der Flagge abgestufte Zollsätze oder Auflagen von Gütern oder Fahrgästen zu erheben, die in Schiffen des anderen Teils befördert werden.

Die vertragsschliessenden Teile kommen ferner überein, alle unbilligen Unterscheidungen hinsichtlich der Erleichterungen für den internationalen Eisenbahnverkehr und hinsichtlich der Sätze und Bedingungen ihrer Anwendung zu unterlassen, soweit sie sich gegen die Güter, Staatsangehörigen oder Schiffe des anderen richten.

Die Bestimmungen dieses Vertrages sollen auf die besondere Behandlung, die ein vertragsschliessender Teil jetzt oder künftig den von einheimischen Schiffen gefangenen Fischen zubilligt, keine Anwendung finden. Der Fang der Schiffe des einen Teils soll nach keiner Richtung bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils ungünstiger behandelt werden als der Fang der Schiffe irgend eines anderen Landes.

Artikel 15.

Beim Anweisen von Schiffsliegeplätzen, beim Laden und Löschen von Schiffen in den Hafengebieten, Häfen und auf den Reeden in dem Gebiet jedes vertragsschliessenden Teils soll kein Teil den Schiffen irgend eines anderen oder des eigenen Landes Vorrechte oder Erleichterungen zugestehen, die er nicht gleicherweise den Schiffen des anderen Teils gewährt, ohne Rücksicht darauf, woher die Schiffe kommen oder wohin sie bestimmt sind.

Artikel 16.

In Bezug auf Tonnage-, Hafen-, Lotsen-, Leuchtfeuer-, Quarantäne- oder andere ähnliche Gebühren oder Abgaben irgend welcher Bezeichnung, die im Namen oder für Rechnung des Staates, öffentlicher Behörden, von Unternehmern oder Unternehmungen irgend welcher Art erhoben werden, sollen die Schiffe jedes vertragsschliessenden Teils in den Häfen des anderen eine zum mindesten ebenso günstige Behandlung erfahren wie die eigenen Schiffe oder die Schiffe irgend eines anderen Landes.

Alle Gebühren und Abgaben, die für die Benutzung von Seehäfen erhoben werden, sind vor ihrem Inkrafttreten in gehöriger Weise zu veröffentlichen. Das gleiche gilt für die Polizeivorschriften und Hafenordnungen. In jedem

keep open for inspection by all persons concerned a table of the dues and charges in force, as well as a copy of the bye-laws and regulations.

Article 17.

The nationality of vessels shall be recognised by each of the Contracting Parties in accordance with the laws and ordinances of the other and shall be proved by the documents issued by the competent authorities and carried on board.

The Certificate of Registry lawfully issued by either of the Contracting Parties shall duly be recognised by the other Party.

Internal legislative rules and regulations concerning the equipment, the fittings, and the safety requirements of vessels of each of the Contracting Parties shall duly be recognised in the ports of the other Party.

Article 18.

The provisions of this Treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to the coasting trade, in respect of which the nationals and vessels of each of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other, provided that reciprocity be assured.

The vessels of either Contracting Party may, nevertheless, proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination.

It is also understood that, in the event of the coasting trade of either Contracting Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other, if engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage between two ports of the territory of the former Party of passengers holding through tickets or merchandise consigned on through Bills of Lading to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage those

Seehafen hat die Hafenbehörde ein Verzeichnis der geltenden Gebühren und Abgaben sowie eine Abschrift der Polizeivorschriften und Hafenordnungen zur Einsichtnahme durch die beteiligten Kreise öffentlich auszulegen.

Artikel 17.

Die Nationalität der Seeschiffe wird von jedem vertragschliessenden Teil nach Massgabe der Gesetze und Verordnungen des anderen Teils anerkannt und durch die an Bord befindlichen von der zuständigen Behörde ausgestellten Urkunden nachgewiesen.

Die von einem vertragschliessenden Teil ausgestellten Schiffsmessbriefe werden von dem anderen Teil anerkannt.

Die Regeln und Vorschriften der inländischen Gesetzgebung über die Ausrüstung, Einrichtung und Sicherheitsbedingungen der Schiffe des einen vertragschliessenden Teils werden in den Häfen des anderen Teils anerkannt.

Artikel 18.

Die Bestimmungen dieses Vertrages über die gegenseitige Gleichstellung mit den eigenen Staatsangehörigen in Sachen der Schifffahrt finden keine Anwendung auf den Küstenhandel, hinsichtlich dessen die Staatsangehörigen und Schiffe jedes vertragschliessenden Teils in dem Gebiet des anderen Teils die Meistbegünstigung unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit geniessen sollen.

Die Schiffe jedes vertragschliessenden Teils dürfen gleichwohl von einem Hafen nach einem anderen fahren, entweder um ihre von ausserhalb mitgebrachte Ladung ganz oder teilweise zu löschen oder von ausserhalb kommende Fahrgäste zu landen, oder um ihre für ausserhalb bestimmte Ladung ganz oder teilweise einzunehmen oder nach ausserhalb reisende Fahrgäste an Bord zu nehmen.

Es besteht auch Einverständnis darüber, dass, falls der Küstenhandel eines vertragschliessenden Teils ausschliesslich der eigenen Schifffahrt vorbehalten ist, die Schiffe des anderen Teils, soweit sie den Handel nach oder von Plätzen ausserhalb dieses vorbehaltenen Küstenhandels vermitteln, nicht daran gehindert werden sollen, zwischen zwei Häfen im Gebiet des erstgenannten Teils Fahrgäste mit durchgehenden Fahrkarten oder Waren mit durchgehenden Konnossementen nach oder von ausserhalb der obengenannten Grenzen

vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

Article 19.

If a vessel of either of the Contracting Parties be stranded or shipwrecked on the coast of the other, or is compelled by stress of weather, or by accident, to take shelter in a port of the territory of the other, both the vessel and her cargo shall enjoy the same favours and exemptions as the laws of the country grant to its own vessels in the same circumstances. The captain and crew, both as regards their own persons and the vessel and her cargo, shall be rendered the same aid and assistance as nationals of the country where the vessel is stranded would be entitled to by law.

Furthermore, the Contracting Parties agree that salvaged goods shall not be subjected to the payment of any Customs duty unless cleared for internal consumption.

Article 20.

The nationals of each of the Contracting Parties shall have in the territory of the other the same rights as nationals of that Party in regard to patents for inventions, trade marks and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 21.

It shall be free to each of the Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in the towns and ports of the territory of the other to which such representative of any other State may be admitted by the respective Governments. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

The Consular Officials of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the same official rights, privileges and exemptions, provided reciprocity be granted, as are or may be accorded to similar officials of any other State.

liegenden Plätzen zu befördern. Auf solchen Fahrten sollen diese Schiffe, ihre Fahrgäste und Ladungen die vollen Vorrechte dieses Vertrages geniessen.

Artikel 19.

Wenn ein Schiff eines vertragschliessenden Teils an den Küsten des andern Teils strandet oder Schiffbruch leidet oder durch Unbill der Witterung oder Unglücksfall gezwungen ist, in einem Hafen im Gebiet des anderen Teils Zuflucht zu suchen, sollen Schiff und Ladung dieselben Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die Gesetzgebung dieses Landes den eigenen Schiffen in gleicher Lage gewährt. Es soll dem Führer und der Mannschaft sowohl für ihre Person wie für Schiff und Ladung dieselbe Hilfe und derselbe Beistand geleistet werden wie sie den Angehörigen des eigenen Landes gesetzlich zustehen.

Die vertragschliessenden Teile kommen ausserdem überein, dass die geborgenen Waren keinerlei Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inländischen Verbrauch übergehen.

Artikel 20.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teils sollen in dem Gebiet des anderen in Bezug auf Patente für Erfindungen, Handelsmarken und Muster, wenn sie die gesetzlich vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllen, die gleichen Rechte wie die Staatsangehörigen dieses Teils haben.

Artikel 21.

Jedem vertragschliessenden Teile soll es frei stehen, Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten mit Sitz in den Städten und Hafenplätzen in dem Gebiet des anderen Teils zu ernennen, in denen solche Vertreter irgend eines anderen Staates durch die betreffende Regierung etwa zugelassen werden. Solche Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten sollen ihre amtliche Tätigkeit nicht eher beginnen, als sie in der üblichen Weise durch die Regierung, zu der sie entsandt sind, genehmigt und zugelassen worden sind.

Unter der Bedingung der Gegenseitigkeit sollen die Konsularbeamten jedes vertragschliessenden Teils in dem Gebiet des anderen die gleichen Amtsbefugnisse haben und die gleichen Vorrechte und Befreiungen geniessen, die den Konsularbeamten irgend eines anderen Staates zustehen oder zustehen werden.

Article 22.

When a national of either of the Contracting Parties dies within the territory of the other, leaving non-resident heirs, the official representative of the first Party shall be entitled without express authorisation from such non-resident heirs to represent them, so far as the laws of the country do not expressly prohibit such representation, in all matters pertaining to administration of the property and settlement of the estate with the right to collect the distributive share of such heirs, provided that the general laws of the country do not expressly demand the personal presence of the heirs or provided that an executor has not been appointed.

Article 23.

The provisions of the present Treaty with regard to the grant of the treatment of the most-favoured-nation do not extend to :

(1) Favours already granted or granted hereafter by either of the Contracting Parties to an adjoining State to facilitate traffic for certain frontier districts, as a rule not extending beyond 15 kilometres on each side of the frontier, and for residents in such districts.

(2) Favours granted by either of the Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs Union which has already been or may hereafter be concluded.

(3) Favours which either of the Contracting Parties has granted or may hereafter grant to a third State in agreements for the avoidance of double taxation and the mutual protection of the revenue.

Article 24.

If a dispute in regard to the interpretation or application of this Treaty, inclusive of the Protocol, cannot be solved by diplomatic means within a reasonable time, it shall, at the request of either of the Contracting Parties, be submitted for decision to a court of arbi-

Artikel 22.

Wenn ein Staatsangehöriger eines vertragsschliessenden Teils in dem Gebiet des anderen Teils unter Hinterlassung dort nicht ansässiger Erben stirbt, ist der amtliche Vertreter des erstgenannten Teils auch ohne ausdrückliche Ermächtigung durch die dort nicht ansässigen Erben befugt, sie in allen die Verwaltung des Besitzes und die Regelung des Nachlasses betreffenden Angelegenheiten zu vertreten mit dem Recht, die diesen Erben anfallenden Anteile einzuziehen, soweit nicht die Landesgesetze eine solche Vertretung ausdrücklich ausschliessen oder die persönliche Anwesenheit der Erben ausdrücklich verlangen oder ein Testamentsvollstrecker bestellt ist.

Artikel 23.

Die Bestimmungen dieses Vertrages, die die Gewährung der Behandlung als meistbegünstigtes Land betreffen, erstrecken sich nicht auf :

1. Vergünstigungen, die zur Zeit oder später von einem vertragsschliessenden Teile einem unmittelbar benachbarten Staate zur Erleichterung des Verkehrs für gewisse, in der Regel nicht über 15 Kilometer beiderseits der Grenze hinausgehende Grenzgebiete und für die Bewohner solcher Gebiete eingeräumt werden ;

2. Vergünstigungen, die von einem vertragsschliessenden Teile einem dritten Staate auf Grund einer bereits abgeschlossenen oder etwa später abzuschliessenden Zollunion eingeräumt werden ;

3. Vergünstigungen, die ein vertragsschliessender Teil in Verträgen über Ausschluss der Doppelbesteuerung und gegenseitigen Schutz in Steuersachen einem dritten Staate zugestanden hat oder etwa später zugestehen wird.

Artikel 24.

Wenn über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages einschliesslich des Protokolls eine Streitigkeit entstehen sollte, die nicht in angemessener Zeit auf diplomatischem Wege geregelt werden kann, so soll diese auf Verlangen eines vertragsschliessenden Teils einem Schieds-

tration. The preliminary question whether the dispute relates to the interpretation or application of the Treaty shall be dealt with likewise. The award of the court of arbitration shall be binding.

The court of arbitration shall, in each particular case, be constituted by each Party nominating one of its subjects as arbiter and both Parties choosing a subject of a third State as chairman and co-arbiter. Should the Parties fail to agree upon the choice of the chairman within four weeks after the receipt of the request for a decision by arbitrators, they shall jointly request the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to appoint such chairman. The Contracting Parties reserve to themselves the right to agree beforehand as to the person of such chairman for a stated period.

The rules of procedure to be observed by the court of arbitration shall in each particular case be settled by mutual agreement between the Parties. If the Parties fail to agree upon such rules of procedure within three months from the date of appeal to arbitration, the court of arbitration shall itself settle its procedure.

Article 25.

The present Treaty, after having been approved by Dáil Eireann and by the Competent Legislative Authorities on the part of the German Reich, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Berlin as soon as possible. It shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall remain in force if not denounced by either Party after having given six months' notice.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Dublin in duplicate in English and German Texts on the 12th May, 1930.

(L. S.) Patrick MCGILLIGAN.

(L. S.) Georg VON DEHN-SCHMIDT.

(L. S.) Otto SARNOW.

gericht zur Entscheidung vorgelegt werden. Dies gilt auch für die Vorfrage, ob die Streitigkeit sich auf die Auslegung oder Anwendung des Vertrages bezieht. Die Entscheidung des Schiedsgerichts soll verbindliche Kraft haben.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall in der Weise gebildet, dass jeder Teil einen seiner Angehörigen zum Schiedsrichter ernennt, und dass beide Teile einen Angehörigen eines dritten Staates zum Obmann wählen. Einigen sich die vertragschliessenden Teile über die Wahl des Obmanns nicht binnen vier Wochen, nachdem das Verlangen auf schiedsgerichtliche Entscheidung eingegangen ist, so werden sie gemeinsam den Präsidenten des ständigen internationalen Gerichtshofes im Haag um Ernennung des Obmanns ersuchen. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich von vornherein für einen bestimmten Zeitraum über die Person des Obmanns zu verständigen.

Die Regelung des Verfahrens bleibt einer von den vertragschliessenden Teilen in jedem einzelnen Streitfall zu vereinbarenden Schiedsordnung vorbehalten. Einigen sich die Parteien innerhalb von drei Monaten nach Anrufung des Schiedsgerichts nicht über die Schiedsordnung, so regelt das Schiedsgericht selbst das Verfahren.

Artikel 25.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden, nachdem er von dem Abgeordnetenhaus des Irischen Freistaats und von den für das Deutsche Reich zuständigen gesetzgebenden Stellen gebilligt worden ist, und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden. Der Vertrag wird am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten und er wird in Geltung bleiben, wenn er nicht von einem Teile mit einer Frist von sechs Monaten gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

In zweifacher Ausfertigung geschehen zu Dublin in englischer und deutscher Sprache am 12. Mai 1930.

(L. S.) Patrick MCGILLIGAN.

(L. S.) Georg VON DEHN-SCHMIDT.

(L. S.) Otto SARNOW.

PROTOCOL.

I.

It is understood that in its application to the acquisition or possession of property in a vessel registered or to be registered in the Irish Free State and to Article 4, the expression "most-favoured-nation" in this Treaty does not include any State Member of the British Commonwealth of Nations.

It is further understood that the provisions of this Treaty do not affect the German regulations with regard to passport rights or the German regulations which make the taking up of work by foreigners dependent on special conditions.

2.

It is agreed that the expression "internal duties" mentioned in Article II includes any turnover tax.

3.

The Contracting Parties agree that in regard to the carriage from their respective territories of emigrants (including transmigrants) and to the establishments of agencies by shipping companies engaged in the business of emigration the vessels and shipping companies of either party shall be placed, in the territory of the other, on exactly the same footing in every respect as the vessels and shipping companies of the most-favoured-nation.

4.

The Contracting Parties agree to enter into negotiations within six months for the conclusion of an agreement for the avoidance of double taxation in respect of profits derived from the business of shipping.

It is understood that nothing in this Treaty shall entitle German nationals to the application of the proviso to Section 24 of the Finance Act, 1920, or of any amending legislation of a similar

PROTOKOLL.

I.

Es besteht Einverständnis darüber, dass der Ausdruck „meistbegünstigtes Land“ in diesem Verträge kein Land des Britischen Reiches einschliesst, soweit es sich um den Erwerb oder den Besitz von Eigentum an einem jetzt oder künftig im Irischen Freistaat registrierten Schiff handelt, und soweit es den Artikel 4 betrifft.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen dieses Vertrages nicht die deutschen passrechtlichen Vorschriften sowie diejenigen deutschen Vorschriften berühren, die eine Aufnahme von Arbeit durch Ausländer an besondere Voraussetzungen knüpfen.

2.

Es besteht Einverständnis darüber, dass der Ausdruck „innere Abgaben“ in Artikel II auch die Umsatzsteuer umfasst.

3.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, dass hinsichtlich der Beförderung von Auswanderern aus ihren Ländern (einschliesslich Durchwanderern) und hinsichtlich der Errichtung von Agenturen durch Schiffahrtsgesellschaften, die das Auswanderungsgewerbe betreiben, die Schiffe und Schiffahrtsgesellschaften jedes Teils in dem Gebiet des anderen in jeder Hinsicht genau den Schiffen und Schiffahrtsgesellschaften des meistbegünstigten Landes gleichgestellt sein sollen.

4.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, innerhalb von sechs Monaten Verhandlungen aufzunehmen über den Abschluss eines Abkommens zur Vermeidung von Doppelbesteuerung mit Beziehung auf Einkünfte aus dem Betriebe der Seeschiffahrt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass nichts in diesem Verträge deutsche Staatsangehörige berechtigen soll, die Anwendung der Vorschrift in Sektion 24 des Finanzakts von

character, except in so far as they satisfy the conditions for its application.

This Protocol constitutes an essential part of the Treaty of Commerce and Navigation signed this day and shall come into force at the same time as the Treaty.

Done at Dublin in duplicate in English and German texts on the 12th May, 1930.

Patrick MCGILLIGAN.
Georg VON DEHN-SCHMIDT.
Otto SARNOW.

1920 oder von Amendments gleicher Art in Anspruch zu nehmen, soweit sie nicht die Voraussetzungen für die Anwendung dieser Vorschriften erfüllen.

Dieses Protokoll bildet einen wesentlichen Bestandteil des heute unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrages und tritt gleichzeitig mit diesem Verträge in Kraft.

In zweifacher Ausfertigung geschehen zu Dublin in englischer und deutscher Sprache am 12. Mai 1930.

Patrick MCGILLIGAN.
Georg VON DEHN-SCHMIDT.
Otto SARNOW.

Certified true Copy :

Sean Lester,
*Permanent Delegate
of the Irish Free State accredited
to the League of Nations.*

Geneva, July 26th, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3008. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE. SIGNÉ A DUBLIN, LE 12 MAI 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, AU NOM DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ;

Désireux de faciliter et de développer davantage les relations commerciales déjà existantes entre l'Etat libre d'Irlande et le Reich allemand ont décidé de conclure à cet effet un traité de commerce et de navigation et ont désigné à cette fin pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, AU NOM DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

Patrick MCGILLIGAN, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr Georg VON DEHN-SCHMIDT, chargé d'affaires d'Allemagne à Dublin ; et

Otto SARNOW, Conseiller au Ministère des Finances du Reich ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit de se rendre librement, avec leurs navires et cargaisons, dans tous les lieux et ports du territoire de l'autre Partie auxquels les ressortissants de cette Partie sont ou seront admis.

En outre, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en matière de commerce, de navigation et d'industrie, tous droits, privilèges, franchise, faveurs, immunités et exemptions que chacune des Parties aura effectivement accordés ou pourra, dans la suite, accorder aux navires et ressortissants d'un autre Etat seront étendus simultanément et sans réserve, sans donner lieu à une demande et à une contrepartie, aux navires et ressortissants de l'autre, l'intention des deux Parties étant que le commerce, la navigation et l'industrie de chacune jouissent, à tous égards, du régime de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, de même que pour leur commerce, leur industrie, leurs affaires, leur profession, leur activité ou en toute autre matière,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

à tous égards, du même traitement et de la même protection légale que les ressortissants de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les contributions, les impôts, les droits de douane, les redevances, les taxes ayant le caractère d'impôts et autres charges similaires.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie pleine liberté d'acquérir et de posséder toute catégorie de biens mobiliers et immobiliers que la législation de cette autre Partie permet ou permettra aux ressortissants de la nation la plus favorisée d'acquérir et de posséder. Ils pourront aliéner ces biens par voie de vente, d'échange, de donation, de mariage, de testament ou de toute autre manière ou acquérir lesdits biens par voie d'héritage, aux mêmes conditions qui sont ou seront fixées en ce qui concerne les ressortissants de l'autre Partie.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront également autorisés, sous réserve de se conformer à la législation de l'autre Partie, à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et de leurs marchandises en général, sans être assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis, dans des circonstances similaires, les ressortissants de cette autre Partie.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit de pénétrer, de résider d'élire domicile et de se livrer à leurs occupations dans le territoire de l'autre Partie, sous réserve qu'ils remplissent et observent les conditions et règlements applicables à l'entrée, à la résidence, au domicile et à la profession des ressortissants de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront, dans le territoire de l'autre Partie, exemptés de tout service militaire obligatoire de quelque nature qu'il soit, soit dans l'armée, soit dans la marine, les forces aériennes, la garde nationale, soit dans la milice, ainsi que de toute obligation d'exercer des fonctions judiciaires, administratives et municipales quelconques autres que celles qui sont imposées par la législation relative aux jurys.

En outre, ils seront exemptés de tous emprunts forcés, prestations, soit en espèces, soit en nature, imposés en remplacement de services personnels et, en dernier lieu, ils seront exemptés de toute exigence ou réquisition militaire. Les redevances afférentes à la possession, en vertu d'un titre quelconque, de propriétés foncières sont, toutefois, exceptées, ainsi que le logement obligatoire et autres exigences ou réquisitions militaires de caractère spécial auxquelles sont assujettis tous les ressortissants de l'autre Partie en tant que propriétaires ou locataires d'immeubles ou de terrains.

Dans la mesure où chacune des Parties contractantes peut soumettre les ressortissants de l'autre Partie à des exigences ou réquisitions militaires, elle accordera pour ces exigences et réquisitions les mêmes indemnités que celles qu'elle accorde à ses propres ressortissants.

Dans tous les cas ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est ou pourra être accordé aux ressortissants de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 6.

Les articles, produits ou fabriqués dans le territoire de l'une des Parties contractantes, et importés dans le territoire de l'autre Partie, quel que soit leur lieu d'expédition, ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés pour les articles de même nature, produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

Article 7.

Rien dans le présent traité ne portera atteinte au droit du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande de modifier, de maintenir ou d'étendre le traitement préférentiel en matière de droits de douane accordé exclusivement aux Etats membres du Commonwealth des nations britanniques.

Article 8.

En ce qui concerne les formalités douanières, tout article produit ou fabriqué dans le territoire de l'une des Parties contractantes, lors de son importation dans le territoire de l'autre Partie ne sera pas soumis à un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux articles de même nature, produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

Aucun article, lors de son exportation du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne sera soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur des articles de même nature lors de leur exportation à destination de tout autre pays étranger.

Article 9.

Les articles produits ou fabriqués dans le territoire de l'une des Parties contractantes, lors de leur importation dans le territoire de l'autre Partie quel que soit le lieu d'expédition, ne seront pas soumis à des prohibitions ou restrictions qui ne s'appliquent pas également à l'importation d'articles de même nature produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

Les articles exportés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront pas soumis à des prohibitions ou restrictions qui ne s'appliquent pas également à l'exportation d'articles de même nature destinés à tout autre pays étranger.

Il pourra être fait exception à cette règle, à condition que ces exceptions soient appliquées simultanément et de la même manière, à l'égard de tous les pays qui se trouvent dans les mêmes conditions, dans les cas suivants :

- 1^o Pour des raisons de sécurité publique ;
- 2^o Pour le commerce des armes, des munitions et du matériel de guerre ou, dans des circonstances extraordinaires, pour toutes autres fournitures militaires ;
- 3^o Pour des raisons d'hygiène publique ou en vue d'assurer la protection des animaux, ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles.

Article 10.

En ce qui concerne le transit, les Parties contractantes appliqueront réciproquement les dispositions de la Convention internationale sur la liberté du transit, signée à Barcelone, le 20 avril 1921.

Article 11.

Les droits intérieurs qui, dans le territoire de l'une des Parties contractantes, sont ou seront perçus pour le compte de l'Etat, d'autorités locales ou autres collectivités, sur la production, la fabrication ou la consommation de marchandises, ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie contractante importés dans le territoire de l'autre Partie, d'une manière plus onéreuse ou plus restrictive que les produits nationaux de même nature ou les produits similaires d'un autre pays quelconque.

Article 12.

Les dispositions du présent traité, en ce qui concerne l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, s'appliquent au traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons, pour lesquels les Parties contractantes conviennent de mettre en vigueur les dispositions de la Convention internationale relative à la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923.

Toutefois, les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux professions ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes par des personnes qui ne sont ni des commerçants ni des industriels. Les Parties contractantes se réservent à cet égard pleine liberté de légiférer.

Article 13.

Les sociétés anonymes et autres, les sociétés en nom collectif et associations créées pour effectuer des opérations commerciales, financières et industrielles, des opérations d'assurance et de transport, ou toutes autres affaires, qui sont établies dans le territoire de l'une des Parties contractantes, et sous réserve qu'elles soient constituées conformément aux lois en vigueur dans ce territoire, pourront, dans le territoire de l'autre partie, exercer leurs droits et ester en justice en qualité de demandeurs ou de défendeurs, conformément à la législation de cette autre Partie.

Les sociétés anonymes et autres, les sociétés en nom collectif et associations de l'une des Parties contractantes, qui auront été admises conformément aux lois et règlements en vigueur dans le territoire de l'autre Partie, jouiront dans ce territoire, en ce qui concerne l'imposition, du même traitement que les sociétés anonymes, et autres, les sociétés en nom collectif et associations de la nation étrangère la plus favorisée.

En outre, chacune des Parties contractantes s'engage à n'opposer aucun obstacle aux sociétés anonymes, sociétés en nom collectif et associations de l'autre Partie, qui désirent effectuer sur son territoire soit en y créant des succursales, soit d'une autre manière, toutes sortes d'opérations, lorsqu'aucun obstacle n'est opposé aux sociétés anonymes et autres, aux sociétés en nom collectif et associations de la nation étrangère la plus favorisée.

En aucun cas, le traitement accordé par chacune des Parties contractantes aux sociétés anonymes, sociétés en nom collectif et associations de l'autre Partie, à quelque titre que ce soit, ne sera moins favorable que celui qui est accordé aux sociétés anonymes, sociétés en nom collectif et associations de la nation étrangère la plus favorisée.

Il est entendu que les dispositions ci-dessus s'appliquent aux sociétés anonymes, sociétés en nom collectif et associations constituées avant la signature du présent traité aussi bien qu'à celles qui pourront être constituées dans la suite.

Aucune disposition du présent article n'affectera le droit de chacune des Parties contractantes d'édicter ou de maintenir des lois et règlements régissant l'aliénation de biens immobiliers, à la condition toutefois qu'à cet égard, le traitement de la nation la plus favorisée soit appliqué.

Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 5 seront d'une manière correspondante appliquées aux sociétés anonymes, sociétés en nom collectif et associations mentionnées au présent article.

Article 14.

Chacune des Parties contractantes autorisera l'importation et l'exportation de toutes les marchandises qui peuvent être légalement importées et exportées, ainsi que le transport des passagers en provenance ou à destination des territoires respectifs des deux Parties, à bord des navires de l'autre Partie. Ces navires, leurs cargaisons et passagers, jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumis à des taxes ou redevances autres ou plus élevées que celles qui sont applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons et passagers ou aux navires de tout autre pays et à leurs cargaisons et passagers.

Il est convenu que les dispositions qui précèdent interdisent à chacune des Parties contractantes de soumettre les marchandises ou les passagers qui ont été transportés à bord des navires de l'autre Partie, à des droits ou des redevances différentiels suivant le pavillon.

Les Parties contractantes conviennent en outre, qu'en ce qui concerne les facilités pour le trafic ferroviaire international et les tarifs et conditions de leur application, elles s'abstiendront de toute discrimination inéquitable dirigée contre les marchandises, les ressortissants ou les navires de l'autre Partie.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas au régime spécial auquel l'une des Parties contractantes a soumis ou pourra soumettre le produit de la pêche des navires nationaux. Le produit de la pêche des navires de l'une des Parties contractantes, lors de son importation dans le territoire de l'autre Partie, ne sera en aucune manière soumis à un traitement moins favorable que celui qui est appliqué au produit de la pêche des navires d'un autre pays quelconque.

Article 15.

En ce qui concerne les lieux de mouillage, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, docks, rades et havres du territoire des Parties contractantes, aucune des deux Parties n'accordera aux navires d'un autre pays quelconque ou aux navires nationaux des privilèges et facilités qui ne soient pas également accordés aux navires de l'autre Partie quel que soit leur lieu de provenance ou de destination.

Article 16.

Pour ce qui est des droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou de tous autres droits ou taxes analogues, quelle que soit leur dénomination, qui sont perçus soit au nom ou pour le compte de l'Etat, d'administrations publiques, de concessionnaires ou d'entreprises de quelque nature qu'elles soient, les navires de chacune des Parties contractantes seront soumis, dans les ports du territoire de l'autre Partie, à un traitement au moins aussi favorable que celui qui est appliqué aux navires nationaux ou aux navires d'un autre pays quelconque.

Tous les droits et toutes les taxes qui sont perçus pour l'usage de ports maritimes devront être dûment portés à la connaissance du public avant leur mise en vigueur. La même disposition s'applique aux règlements des ports. Dans chaque port maritime, les autorités du port seront tenues d'établir une liste des droits et taxes en vigueur ainsi qu'un exemplaire du texte des règlements du port que les intéressés pourront consulter.

Article 17.

La nationalité des navires sera reconnue par chacune des Parties contractantes conformément à la législation et aux ordonnances de l'autre Partie et sera établie par les documents délivrés par les autorités compétentes et transportés à bord du navire.

Le certificat de nationalité légalement délivré par l'une des Parties contractantes sera dûment reconnu par l'autre Partie.

Les dispositions législatives et les règlements intérieurs visant l'équipement, les accessoires et la nécessité d'assurer la sécurité des navires de chacune des Parties contractantes seront dûment reconnus dans les ports de l'autre Partie.

Article 18.

Les dispositions du présent traité relatives à l'octroi réciproque du traitement national en matière de navigation ne s'appliquent pas au commerce de cabotage pour lequel les ressortissants et navires de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée, sous réserve de réciprocité.

Les navires de chacune des Parties contractantes pourront néanmoins se rendre d'un port à un autre soit pour décharger la totalité ou une partie de leur cargaison et de leurs passagers amenés de l'étranger, soit pour embarquer la totalité ou une partie de leur cargaison ou de leurs passagers à destination d'un port étranger.

Il s'est également entendu qu'au cas où le commerce de cabotage d'une des Parties contractantes serait exclusivement réservé aux navires nationaux, les navires de l'autre Partie, s'ils se livrent au commerce avec des localités ne se trouvant pas dans les limites du cabotage ainsi réservé, auront le droit de transporter, entre deux ports du territoire de la première Partie, des voyageurs porteurs de billets directs ou des marchandises expédiées sur connaissance direct à destination ou en provenance de localités ne se trouvant pas dans les limites susmentionnées ; au cours de ces transports, les navires en question, leurs passagers et leurs cargaisons, jouiront de tous les privilèges prévus par le présent traité.

Article 19.

Si un navire de l'une des Parties contractantes échoue ou fait naufrage sur la côte de l'autre Partie ou est contraint, par suite du mauvais temps ou d'un accident, de se réfugier dans un port du territoire de l'autre Partie, tant le navire que sa cargaison, jouiront des mêmes faveurs et exemptions que la législation du pays accorde aux navires nationaux dans les mêmes circonstances. Le capitaine et l'équipage, tant en ce qui concerne leurs propres personnes que le navire et sa cargaison, recevront la même aide et assistance que celle que la loi accorde aux ressortissants du pays où le navire aura échoué.

En outre, les Parties contractantes conviennent que les marchandises sauvées ne seront pas soumises au paiement de droits de douane, à moins qu'elles n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 20.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie des mêmes droits que les ressortissants de cette Partie, en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique et les modèles, à la condition qu'ils remplissent les formalités prescrites par la loi.

Article 21.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls, et des agents consulaires résidant dans les villes et ports du territoire de l'autre Partie où des représentants consulaires d'un autre Etat quelconque sont agréés par les gouvernements respectifs. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne pourront toutefois entrer en fonctions avant d'avoir été agréés et admis, dans la forme habituelle, par le Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits officiels, privilèges et exemptions, sous condition de réciprocité, que ceux qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires similaires d'un autre Etat quelconque.

Article 22.

Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes décède dans le territoire de l'autre Partie, en laissant des héritiers qui n'y sont pas domiciliés, le représentant de la première Partie aura, sans autorisation expresse desdits héritiers, le droit de les représenter, pour autant que les lois nationales n'excluent pas formellement une représentation de cette nature, en tout ce qui concerne l'administration des biens et le règlement de la succession, y compris le droit de toucher les parts revenant à ces héritiers, sous réserve que les lois du pays n'exigent pas formellement la présence personnelle des héritiers ou qu'un exécuteur testamentaire n'ait pas été désigné.

Article 23.

Les dispositions du présent traité concernant l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas :

1^o Aux faveurs que l'une des Parties contractantes a accordées ou accordera à un Etat limitrophe en vue de faciliter le trafic pour certaines zones frontières ne s'étendant pas, en règle générale, au delà de quinze kilomètres de l'un ou de l'autre côté de la frontière et pour les habitants de ces zones.

2^o Aux faveurs que l'une des Parties contractantes a accordées à un Etat tiers en vertu d'une union douanière qui a déjà été conclue ou qui pourra l'être ultérieurement.

3^o Aux faveurs que l'une des Parties contractantes a accordées ou pourra accorder à un Etat tiers dans des accords destinés à éviter la double imposition et à assurer une protection réciproque en matière fiscale.

Article 24.

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent traité, y compris le Protocole, qui ne pourrait pas être réglé dans un délai raisonnable, par la voie diplomatique, sera, sur la demande d'une des Parties contractantes, soumis à la décision d'un tribunal arbitral. La même procédure sera applicable en ce qui concerne la question préjudicielle de savoir si un différend porte sur l'interprétation ou l'application du traité. La décision du tribunal arbitral aura force obligatoire.

Le tribunal arbitral sera constitué, pour chaque différend, de la manière suivante : chaque Partie désignera comme arbitre un de ses ressortissants et les deux Parties choisiront comme président et surarbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Parties contractantes ne peuvent s'entendre sur le choix du président dans un délai de quatre semaines à dater de la réception de la demande de règlement arbitral, elles demanderont conjointement au Président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye de bien vouloir désigner ce président. Les Parties contractantes se réservent le droit de s'entendre d'avance pour un délai déterminé au sujet du choix du président.

La procédure du tribunal arbitral sera fixée par un règlement dont les Parties contractantes conviendront pour chaque différend particulier. Si les Parties, dans un délai de trois mois, à dater du recours au tribunal arbitral, ne peuvent s'entendre au sujet du dit règlement, le tribunal arbitral fixera lui-même sa procédure.

Article 25.

Le présent traité, après avoir été approuvé par le Dáil Eireann et par les autorités législatives compétentes, au nom du Reich allemand, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible. Le traité entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à dater du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Dublin, en double expédition, en langue anglaise et en langue allemande, le 12 mai 1930.

(L. S.) Patrick MCGILLIGAN.

(L. S.) Georg VON DEHN-SCHMIDT.

(L. S.) Otto SARNOW.

PROTOCOLE

I.

Il est entendu que dans son application à l'acquisition ou à la possession de la propriété d'un navire enregistré ou qui sera enregistré dans l'Etat libre d'Irlande, ainsi qu'à l'article 4, l'expression « nation la plus favorisée » qui figure dans le présent traité ne comprend aucun Etat membre du Commonwealth des nations britanniques.

Il est, en outre, entendu que les dispositions du présent traité n'affectent pas le règlement allemand visant les droits relatifs aux passeports non plus que le règlement allemand qui assujettit le travail des étrangers à des conditions spéciales.

2.

Il est entendu que l'expression « droits intérieurs », mentionnée à l'article II, comprend tous impôts sur le chiffre d'affaires.

3.

Les Parties contractantes conviennent qu'en ce qui concerne le transport, en provenance de leurs territoires respectifs, d'émigrants (y compris les transmigrants) et la création d'agences par les compagnies de navigation qui s'occupent d'émigration, les navires et la compagnie de navigation de chacune des Parties seront placés dans les territoires de l'autre, absolument sur le même pied, à tous égards, que les navires et les compagnies de navigation de la nation étrangère la plus favorisée.

4.

Les Parties contractantes conviennent d'entamer des pourparlers dans un délai de six mois en vue de conclure un accord pour éviter la double imposition sur les bénéficiaires tirés des entreprises de navigation.

Il est entendu qu'aucune disposition du présent traité ne donnera aux ressortissants allemands droit à l'application de la clause conditionnelle du titre 24 de la Loi des Finances de 1920 ou de toute autre disposition législative d'amendement, de nature similaire, sauf dans la mesure où ils rempliront les conditions d'application.

Le présent protocole forme partie intégrante du traité de commerce et de navigation signé ce jour et entrera en vigueur en même temps que ce traité.

Fait à Dublin, le 12 mai 1930, en double expédition, en langue anglaise et en langue allemande.

Patrick MCGILLIGAN.

Georg VON DEHN-SCHMIDT.

Otto SARNOW.

N° 3009.

FRANCE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention consulaire. Signée à
Paris, le 3 juin 1927.

FRANCE
AND CZECHOSLOVAKIA

Consular Convention. Signed at
Paris, June 3, 1927.

N° 3009. — CONVENTION¹ CONSULAIRE ENTRE LA FRANCE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉE A PARIS, LE 3 JUIN 1927.

Texte officiel français communiqué par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 août 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désirant s'entendre sur l'admission réciproque des consuls et autres agents du service consulaire, déterminer leurs privilèges et immunités, ainsi que définir leurs attributions, ont résolu de conclure une convention, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, député, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Stefan OSUSKY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Paris ;

M. Karel HALFAR, chef du Département des Traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires sur le territoire de l'autre Partie. Elles se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités qu'elles jugeront convenables d'excepter, pourvu que cette réserve soit également applicable à toutes les Puissances.

Article 2.

1. Les chefs des consulats, généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires seront admis et reconnus par le gouvernement de l'Etat de résidence selon les règles et formalités établies dans cet Etat sur la présentation de leurs provisions et pour la circonscription indiquée dans ces provisions. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice des fonctions desdits agents leur sera délivré sans retard et sans frais.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 2 juin 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3009. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PARIS, JUNE 3, 1927.

French official text communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place August 2, 1932.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of reaching an agreement concerning the reciprocal admission of Consuls and other Agents of the Consular Service, determining their privileges and immunities and defining their powers, have resolved to conclude a Convention and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Deputy, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Stefan OSUSKY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Paris ;

M. Karel HALFAR, Head of the International Treaties Department at the Ministry of Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to establish Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and Consular Agencies on the territory of the other Party. They, nevertheless, reserve the right to designate the places which they may deem it desirable to except, provided that the said reservation shall apply equally to all Powers.

Article 2.

1. Heads of Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and Consular Agencies shall be admitted and recognised by the Government of the country in which they reside according to the rules and formalities established in that country, on presentation of their credentials and for the district specified therein. The exequatur necessary for the free exercise of the functions of the said agents shall be issued to them without delay and without charge.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place June 2, 1932.

2. Le gouvernement de l'Etat de résidence informera immédiatement de la nomination des agents les autorités compétentes de la circonscription consulaire et ces dernières, sur cet avis ou sur la présentation de l'exequatur, devront prendre sans délai toutes mesures utiles pour que les agents puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et jouir des privilèges et immunités reconnus par la présente convention.

3. Il est entendu que les chefs d'agences consulaires peuvent être nommés par les chefs des consulats généraux, consulats et vice-consulats, si la législation de l'Etat dont relèvent ces agents le permet. Les chefs d'agences consulaires seront munis d'un brevet délivré par le consul dans la circonscription duquel se trouve la localité, port ou ville, siège de l'agence et sous les ordres duquel ils sont placés. L'exequatur leur sera délivré sur la présentation dudit brevet.

Article 3.

1. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des chefs des consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires, les agents désignés, soit par les règlements de l'Etat qui a établi le poste, soit par l'autorité compétente de cet Etat, seront admis de plein droit à exercer par intérim les fonctions de chef de poste.

2. Les autorités locales, dûment prévenues, devront leur prêter assistance et protection et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des privilèges et immunités, réciproquement reconnus par la présente convention aux titulaires.

3. Le terme chef de poste, employé dans la présente convention, désigne les chefs de poste titulaires ou intérimaires.

Article 4.

1. Les chefs de poste (consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires) et les agents du service consulaire (consuls suppléants et adjoints, vice-consuls, attachés et secrétaires de chancelleries, chanceliers, élèves-chanceliers, attachés et secrétaires consulaires, interprètes commis de chancellerie) quelle que soit leur nationalité, ne seront pas justiciables des autorités, judiciaires et administratives de l'Etat de résidence à raison des actes de leurs fonctions accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente convention. Au cas où un agent invoquerait cette exception devant une autorité de l'Etat de sa résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant être toujours réglées par la voie diplomatique.

2. Ces mêmes agents devront déférer aux invitations qui leur seront adressées, sans menace de sanctions pénales en cas de non-comparution, par les autorités de l'Etat de résidence, à l'effet de comparaître comme témoins. Mais le chef de poste pourra, s'il échet, faire valoir comme motifs légitimes, pour remise de son audition à une date ultérieure, mais peu éloignée, des empêchements résultant des nécessités de service. Il en sera de même pour les agents du service consulaire, si la remise de leur audition, dans les mêmes conditions, est demandée par le chef de poste pour les mêmes motifs.

3. Ces mêmes agents pourront se refuser à déposer ou à produire des pièces dont ils seraient détenteurs : a) dans les cas prévus par la loi locale, ou, b) en opposant le secret professionnel ou d'Etat. Si elle n'admettait pas cette dernière excuse ou exception b) comme fondée, l'autorité judiciaire ou administrative devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard de l'agent, les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

4. Ces mêmes agents seront exemptés de toute réquisition militaire pour les locaux affectés aux bureaux de leur chancellerie et de leurs archives.

2. The Government of the country in which they reside shall immediately inform the competent authorities of the consular district of the appointment of the Agents in question, which authorities shall, on the strength of such notification or on production of the exequatur, immediately take all necessary steps to enable the Agents to discharge the duties entrusted to them and to give them the benefit of the privileges and immunities granted under the present Convention.

3. It is understood that Heads of Consular Agencies may be appointed by Heads of Consulates-General, Consulates and Vice-Consulates, if the legislation of the State to which such Agents belong allows. Heads of Consular Agencies shall be provided with authorisation in writing issued by the Consul in whose district the locality, port or town, or Consular Agency, is situated and under whose orders they are placed. The exequatur will be issued to them on production of the said authorisation.

Article 3.

1. Should the Head of a Consulate-General, Consulate, Vice-Consulate and Consular Agency be absent or die or be prevented for any reason from exercising his functions, the Agents appointed either under the regulations of the State which created the post or by the competent authority of that State, shall be admitted as of full right to discharge the duties of Head of a Consular Office *ad interim*.

2. The local authorities, when duly notified, shall render them assistance and protection and shall accord them during their temporary conduct of business the benefits of the privileges and immunities reciprocally conferred upon titular Consuls by the present Convention.

3. By the term Head of a Consular Office as employed in the present Convention is meant : titular or temporary Heads of consular offices.

Article 4.

1. Heads of Consular Offices (Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and Consular Agencies) and Agents of the Consular Service (acting and assistant Consuls, Vice-Consuls, chancery attachés and Secretaries, chief clerks, chancery assistants, consular attachés and secretaries, interpreters, chancery clerks) whatever their nationality, shall not be amenable to the jurisdiction of the judicial or administrative authorities of the country in which they reside, in respect of acts done by them within the limits of the powers conferred upon them by the present Convention. Should an Agent put forward this plea before an authority of the country in which he resides, such authority shall not take any decision on the matter, since all difficulties of this character must always be settled through the diplomatic channel.

2. These Agents shall appear as witnesses when called upon to attend by the authorities of the country in which they reside, but without any threat of penalties in the event of non-appearance. Nevertheless, the Head of the Consular Office may, if necessary, adduce the fact that he is prevented from appearing by the requirements of his service as a legitimate reason for postponing his attendance to a later, but not very distant, date. The same shall apply to Agents of the consular service if the postponement of their attendance, under the same conditions, is requested by the Head of the Consular Office for the same reasons.

3. These agents may refuse to give evidence or to produce documents in their possession (a) in the cases provided for by local law, or (b) on the ground that they would be guilty of a violation of professional or State secrecy. Should the judicial or administrative authority consider that the latter excuse or plea (b) is not warranted, it shall refrain from employing any measures of constraint against the Agent, since difficulties of this kind must always be settled through the diplomatic channel.

4. These Agents shall be exempt from any military requisition in respect of the premises used for their chancery and archives.

Article 5.

1. En plus des privilèges et immunités mentionnés à l'article 4, les chefs des postes consulaires et les agents du service consulaire, citoyens de l'Etat qui les a nommés, jouiront de l'exemption : a) de toute réquisition militaire personnelle et sur les biens meubles et immeubles à leur usage personnel ; b) des contributions directes mobilières ayant le caractère d'impôt personnel imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs ; mais ils devront acquitter les taxes ayant le caractère de rémunération d'un service spécial rendu ; les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes, d'un commun accord, détermineront les contributions indiquées à b) dont l'exemption dans chacun des deux Etats est accordée par application du présent paragraphe.

2. Si, toutefois, ces mêmes agents possèdent des biens immeubles ou des valeurs mobilières, font le commerce, exercent quelque industrie ou profession, ont des capitaux engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, ils ne pourront prétendre, sous ces divers rapports, à aucun privilège et resteront soumis aux mêmes taxes, charges, et impositions que les autres particuliers, dans les mêmes conditions, sous réserve des dispositions du paragraphe précédent.

3. Ces mêmes agents ne pourront être mis en état d'arrestation préventive, sauf pour les infractions punissables d'après la législation locale d'un emprisonnement d'un an au moins. En cas d'arrestation ou de poursuites, le gouvernement de l'Etat de résidence en informera aussitôt que possible l'agent diplomatique dont relèvent les fonctionnaires précités.

4. Ils seront exempts de la contrainte par corps, tant en matière civile, qu'à l'occasion d'actes de commerce isolés (tels que la signature ou l'endossement d'une lettre de change) et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de leur commerce, et non pour causes civiles.

Article 6.

1. Les chefs de poste et les agents du service consulaire des deux Hautes Parties contractantes pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire l'écusson des armes de l'Etat qui les a nommés avec cette inscription :

« Consulat général, consulat, vice consulat, ou agence consulaire... »

2. Ils pourront également arborer le pavillon de l'Etat qui les a nommés sur la maison consulaire et sur le bateau qu'ils monteraient, aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Article 7.

1. Seront admis en franchise de tout droit de douane ou autre taxe les sceaux, écussons, pavillons, emblèmes de l'Etat, livres, archives, documents officiels, imprimés de service (à l'exclusion des articles de papeterie) envoyés par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes aux chefs de poste.

2. Les chefs de poste et les agents du service consulaire, citoyens de l'Etat qui les a nommés, et fonctionnaires de carrière, seront exemptés de droits de douane et de tout autre taxe sur le mobilier à leur usage personnel qu'ils importeront pour s'installer dans l'Etat de résidence.

Article 8.

1. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les papiers, documents et registres qui en font partie. Ces

Article 5.

1. In addition to the privileges and immunities mentioned in Article 4, Heads of Consulates and Agents of the Consular Service, when citizens of the State which has appointed them, shall be exempt from : (a) any military requisition, whether personal or in respect of movable or immovable property for their personal use ; (b) from direct imposts on movable property in the nature of a personal tax, imposed by any authority of the State in question ; but they must pay any dues which are of the nature of remuneration for a special service rendered. The Governments of the two High Contracting Parties shall jointly determine the imposts specified under (b), exemption from which in each of the two States is granted in application of the present paragraph.

2. If, however, these Agents are in possession of immovable property or movable securities, engage in commerce or carry on any industry or profession, or have capital invested in industrial or commercial undertakings, they are not entitled to claim any privilege in respect of these activities, and shall be subject to the same dues, charges and taxes as any other private persons under the same conditions, subject to the provisions of the preceding paragraph.

3. These Agents may not be subjected to preventive detention except for offences which, under the local legislation, are punishable with imprisonment for not less than one year. In the case of arrest or prosecution, the Government of the State in which they reside shall as soon as possible advise the diplomatic representative under whose authority the above-mentioned officials are placed.

4. They shall be immune from arrest both in civil matters and in connection with isolated commercial acts (such as signing or endorsing a bill of exchange), and if they are engaged in commerce they may only be arrested for acts exclusively connected with their business, and not for civil matters.

Article 6.

1. Heads of Consular Offices and Agents of the consular service of the two High Contracting Parties shall be entitled to place above the outer door of the consular building the coat-of-arms of their country with the inscription :

“ Consulate-General, Consulate, Vice Consulate or Consular Agent . . . ”

2. They may also fly the flag of the State which has appointed them on the consular building and on any vessel which they may employ on days of public solemnities and on other customary occasions, it being understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

Article 7.

1. Seals, shields, flags, emblems of State, books, archives, official documents and printed documents for the work of the office (not including articles of stationery) sent by the Governments of the High Contracting Parties to the Heads of the consular office shall be admitted free of Customs duty or other charge.

2. Heads of Consular offices and Agents of the Consular service, being citizens of the State which has appointed them and permanent officials (*consules missi*), shall be exempt from Customs duties and all other charges in respect of furniture for their personal use which they may import in order to instal themselves in the State in which they are to reside.

Article 8.

1. Consular archives shall at all times be inviolable and the local authorities may not, under any pretext, examine or seize any papers, documents or files forming part thereof. These papers,

papiers, documents et registres devront toujours être complètement séparés des livres, papiers et documents personnels ou relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

2. Si un chef de poste ou un agent du service consulaire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, requis par l'autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir de papiers, documents ou registres classés dans ses archives, ou de les produire, se refuse à le faire, l'autorité judiciaire ou administrative ne pourra user d'aucune mesure coercitive, toutes les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article 9.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés aux articles précédents, les chefs de poste et agents du service consulaire seront soumis au même traitement que les nationaux de l'Etat dont ces chefs et agents sont ressortissants.

Article 10.

1. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous droits et intérêts de ces ressortissants.

2. A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux Etats et contre tout abus dont leurs ressortissants pourraient avoir à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils ne pourront avoir recours directement au gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout agent diplomatique de l'Etat qui les a nommés.

3. Les communications avec les autorités locales auront lieu dans la langue officielle de l'Etat de résidence.

Article 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, si la législation de l'Etat qui les a nommés le permet, pourront recevoir en chancellerie les déclarations des naissances et décès des ressortissants de cet Etat, mais les intéressés seront tenus d'effectuer les déclarations imposées par les lois territoriales.

Article 12.

En cas de décès d'un ressortissant de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre, l'autorité locale devra en donner avis immédiatement au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le décès a eu lieu et lui transmettra, dans le plus bref délai, une expédition sans frais de l'acte de décès du défunt.

La présente stipulation ne porte pas atteinte aux accords spéciaux relatifs à l'échange des actes de l'état-civil des ressortissants respectifs.

Article 13.

1. Si un ressortissant français laisse des biens en Tchécoslovaquie ou si un ressortissant tchécoslovaque laisse des biens en France, et que les ayants droits à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers

documents and files shall always be kept completely separate from books, papers and documents of a personal character or relating to the commerce or industry in which the respective consular officials may be engaged.

2. If a Head of a consular office or an Agent of the consular service of one of the two High Contracting Parties, who is called upon by the local judicial or administrative authorities to hand over or to produce papers, documents, or files kept in his archives refuses to do so, the judicial or administrative authority shall refrain from employing any measure of constraint, all difficulties of this nature having to be settled through the diplomatic channel.

Article 9.

Subject to the privileges and immunities mentioned in the preceding Articles, Heads of consular offices and Agents of the consular service shall be amenable to the same treatment as nationals of the State to which they belong.

Article 10.

1. Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to protect the nationals of the State which has appointed them and to defend, in accordance with international law and usage, all the rights and interests of such nationals.

2. To this end they may address themselves to any authority in their area for the purpose of protecting against any breach of treaties or conventions existing between the two countries, or any abuse of which their nationals may have to complain. Should their protests not be heeded by such authorities, they may apply direct to the Government of the State in which they reside, but only in the absence of any diplomatic representative of the country which has appointed them.

3. Communications with the local authorities shall be in the official language of the country of residence.

Article 11.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall, if the law of the State which has appointed them allows, be entitled to receive declarations of births and deaths of nationals of that State in their offices, but the persons concerned shall be obliged to make the declarations required by the law of the country in question.

Article 12.

On the death of a national of either of the Contracting States in the territory of the other, the local authority shall immediately advise the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent in whose area the death takes place and forward to him as soon as possible without charge, a copy of the death certificate.

The present provision shall not affect special agreements concerning the exchange of documents relating to the civil status of the respective nationals.

Article 13.

1. Should a French national leave property in Czechoslovakia or a Czechoslovak national leave property in France and should the heirs, or some of their number, be unknown or absent, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to demand that seals be affixed to the effects, papers and other movable property of the deceased and to be present

du défunt et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droits. Ils pourront, requérir la confection d'un inventaire et auront le droit d'assister à sa confection. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

2. L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

3. L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droits ressortissants de l'Etat qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Article 14.

1. Les dispositions de l'article 13 seront applicables lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants absents ou incapables, et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat quelle que soit la nationalité du *de cuius*. Mais l'intervention consulaire ne sera plus admise dès que tous les ayants droit ressortissants de l'Etat qui a nommé l'agent seront présents ou représentés.

2. Les stipulations du présent article ne peuvent, toutefois, porter atteinte aux droits reconnus par des traités antérieurs, aux agents du service consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

Article 15.

1. Les chefs de poste et agents du service consulaire, si la législation de l'Etat qui les a nommés le permet, pourront conformément aux attributions qui leur sont conférées par cette législation, recevoir :

a) Les dispositions testamentaires et les contrats de mariage des ressortissants de cet Etat.

b) Tous actes pourvu que ceux-ci n'aient pas rapport à des biens situés, à des affaires à traiter ou à tout droit à faire valoir, sur le territoire de l'Etat de résidence.

2. Les copies ou extraits des actes reçus en vertu du paragraphe précédent, dûment légalisés par lesdits agents, et scellés du sceau officiel du poste, feront foi tant en justice que hors justice, soit en Tchécoslovaquie, soit en France, au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre Etat, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat qui a nommé ces agents et qu'ils aient été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans l'Etat ou l'acte doit recevoir son exécution. Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de copies ou extraits d'actes dressés dans les chancelleries des consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Article 16.

1. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanant d'autorités ou de

when this formality is carried out. They shall take steps to ensure that the competent authorities make investigations for the purpose of discovering whether a will exists, and shall receive communication of all information and documents which may enable them to ascertain the heirs. They may require that an inventory be drawn up and shall have the right to be present at the drafting thereof. They may, further, should they think it desirable, demand the appointment by the competent local authorities of an administrator or curator of the estate, who shall be chosen at their suggestion from among the persons designated by law or custom to carry out such duties.

2. The administrator or curator shall, whenever he is called upon to do so, communicate to the Consul-General, Consul, Vice-Consul or Consular Agent, all information connected with the winding up of the estate.

3. The consular authorities may no longer intervene when it is ascertained that none of the heirs are of the nationality of the State which appointed the consular Agent or that all the heirs are present or represented.

Article 14.

1. The provisions of Article 13 shall apply when nationals of one of the Contracting States, who are absent or without capacity, and not legally represented, are interested in a succession open on the territory of the other State, whatever be the nationality of the deceased. The consular authorities, however, may no longer intervene when the heirs of the nationality of the State which has appointed the Agent are present or represented.

2. The stipulations of the present Article do not however affect rights granted by former treaties to the Agents of the consular service of the State of which the deceased was a national.

Article 15.

1. Heads of consular offices and Agents of the consular service may, if the law of the State which has appointed them allows and in accordance with the powers conferred upon them by such law, receive :

(a) Testamentary dispositions and contracts of marriage of nationals of that State ;

(b) Any document, provided that it does not refer to property, transactions or claims in the territory of the State of residence.

2. Copies and extracts of documents received in virtue of the preceding paragraph shall, when duly certified by the said Agents and sealed with the seal of the consular office, possess the same force both in courts of law and elsewhere, in Czechoslovakia and in France, as the originals, and shall have the same authenticity and value as evidence as if they had been done by a notary or other public official of either State, provided that such acts have been drawn up in the form prescribed by the laws of the State which has appointed such Agents, and fulfil all the requirements as regards stamping, registration and other formalities in the State where the act is to become operative. Should any doubt arise concerning the authenticity of copies or extracts of acts drawn up in the chancellery of one of the Consulates, the consular authority may not refuse to compare the copy with the original at the request of the party concerned, such party shall be entitled to be present, if he so desire, when the comparison is made.

Article 16.

1. Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties may translate and legalise any kind of document emanating from authorities or officials

fonctionnaires de l'Etat qui les a nommés, ainsi que d'autorités ou fonctionnaires d'Etat tiers, mais, dans ce dernier cas, intéressant leurs ressortissants.

2. Les traductions faites par eux auront dans l'Etat de résidence la même force et la même valeur que si elles eussent été faites par les traducteurs assermentés de cet Etat.

3. Lesdits agents pourront également légaliser la signature de leurs ressortissants.

Article 17.

Les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence, pourront demander aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes, s'ils veulent bien servir d'interprète ou désigner un interprète pour assister leurs ressortissants.

Article 18.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres documents personnels et viser tous passeports et autres documents. Il pourra être fait usage de ces passeports et documents devant l'autorité locale, dans la mesure où les usages ainsi que la loi et les règlements de l'Etat de résidence le permettront.

Article 19.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront, sans exercer de contrainte, procéder aux opérations de recrutement de leurs ressortissants qui se soumettront volontairement à l'accomplissement de ces formalités.

Article 20.

Les rentes ou indemnités dues pour accidents du travail pourront être versées entre les mains des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'Etat dont le bénéficiaire est ressortissant, si l'intéressé se trouve hors de l'Etat de résidence des agents précités. Les sociétés d'assurances et autres intéressés sont libérés par les quittances délivrées par lesdits agents.

Article 21.

1. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront recevoir en dépôt les sommes d'argent, documents et objets de toute nature qui leur seront remis par leurs ressortissants. Ces dépôts ne jouiront pas des privilèges prévus à l'article 8 pour les archives consulaires.

2. Ces mêmes agents peuvent, à l'occasion des actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, percevoir les taxes ou droits consulaires prévus par la législation de l'Etat qui les a nommés.

Article 22.

Il est, en outre, convenu que les chefs de poste et les agents du service consulaire de chacun des deux Etats jouiront dans l'autre, à charge de réciprocité, de tous les privilèges et immunités qui sont ou seront reconnus aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

of the State which appointed them or from authorities or officials of third States, but in the latter case only if the said documents concern their nationals.

2. Translations made by them shall have the same force and the same authority as if they had been drawn up by sworn translators of that State.

3. The said consular Agents may also legalise the signature of their nationals.

Article 17.

The judicial and administrative authorities of the State in which they reside shall be entitled to request Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties to act as interpreters or to designate an interpreter to assist their nationals.

Article 18.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may issue passports and other personal documents to their nationals and visa all passports and other documents. These passports and documents may be used before the local authorities to the extent allowed by custom, by law or by regulation in the State in which they reside.

Article 19.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents may, without resort to coercion, enlist any of their nationals who voluntarily submit to the formality of recruiting.

Article 20.

Allowances or compensation due for occupational accidents may be paid to Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the State of which the person entitled is a national, should he not be at the moment in the territory of the State in which the above-mentioned Agents reside. Insurance companies and other concerns shall be relieved of liability on obtaining receipts given by the said Agents.

Article 21.

1. Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may receive for safe custody sums of money, documents and articles of any kind which may be handed over to them by their nationals. Articles, etc., so deposited shall not enjoy the privileges provided for in Article 8 for consular archives.

2. These Agents may, on the occasion of any act performed by them in the exercise of their duties, levy any consular fee or charge prescribed by the law of the State which has appointed them.

Article 22.

It is further agreed that Heads of consular offices and Agents of the consular service of either State shall, subject to reciprocity, enjoy in the other State all privileges and immunities which are or may hereafter be granted to officials of the same class belonging to the most-favoured-nation.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont revêtu la présente convention de leurs signatures et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 3 juin 1927.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.
Stefan OSUSKY.
Karel HALFAR.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :
P. de Fouquières.

Article 23.

The present Convention shall be ratified.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications.

It shall cease to have effect on the expiration of a period of six months dating from the notice of denunciation given by either of the High Contracting Parties.

In faith whereof, the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, June 3, 1927.

(L. S.) (*Signed*) A. BRIAND.
Stefan OSUSKY.
Karel HALFAR.

N° 3010.

FINLANDE ET POLOGNE

Convention relative à l'assistance
sociale. Signée à Helsinki, le 19
décembre 1931.

FINLAND AND POLAND

Convention regarding Public Relief.
Signed at Helsinki, December 19,
1931.

N^o 3010. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,
ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, RELATIVE A L'ASSISTANCE
SOCIALE. SIGNÉE A HELSINKI, LE 19 DÉCEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 août 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, également désireux d'assurer, sur la base du traitement dont jouissent leurs nationaux respectifs, une assistance efficace et satisfaisante aux ressortissants de l'un des deux Etats résidant dans l'autre, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. François CHARWAT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne à Helsinki ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. le baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Etats contractants s'engagent à assister mutuellement les ressortissants de l'autre Etat qui, résidant sur leur territoire, ont besoin de secours, de soins médicaux ou d'autres assistance publique quelconque, y compris les frais de funérailles en cas de décès.

Cette assistance doit être donnée de la même manière et selon les mêmes règles que celle dont jouissent leurs propres nationaux en vertu de la législation en vigueur dans l'Etat de résidence.

Article 2.

Si l'autorité compétente de l'Etat de résidence constate que le besoin qui a entraîné l'assistance prévue à l'article 1 est de nature à durer approximativement une année au moins, cet Etat peut, selon les stipulations de cette convention et sous réserve des cas d'exception y mentionnés, exiger le rapatriement de la personne assistée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 27 juin 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3010. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE REPUBLIC OF POLAND, REGARDING PUBLIC RELIEF. SIGNED AT HELSINKI, DECEMBER 19, 1931.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 2, 1932.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being equally desirous of assuring effective and sufficient relief, on the basis of the treatment enjoyed by their respective nationals, to nationals of either State resident in the other, have decided to conclude a convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. François CHARWAT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland at Helsinki, and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, Minister for Foreign Affairs,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the two Contracting States undertakes to assist the nationals of the other State residing in its territory who require assistance, medical attendance, or other public relief of any kind, including costs of burial in case of decease.

Such relief shall be given in the same manner and in accordance with the same regulations as that enjoyed by their own nationals under the laws in force in the State of residence.

Article 2.

Should the competent authority of the State of residence find that the need which gave rise to the relief provided for in Article 1, is likely to continue approximately not less than one year, the said State may, in accordance with the stipulations of the present Convention, and subject to the exceptions mentioned therein, demand the repatriation of the person in receipt of relief.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 27, 1932.

Article 3.

Si un ressortissant d'un des Etats contractants ayant eu pendant dix ans sans interruption son domicile dans l'autre Etat contractant se trouve dans la nécessité de recourir à l'assistance, sans avoir abandonné son domicile, l'Etat de résidence ne pourra pas exiger son rapatriement à cause de l'assistance qui lui aura été accordée.

Cette stipulation n'est pourtant applicable que si la personne assistée aurait immigré dans l'Etat de résidence avant l'âge de cinquante ans.

Article 4.

Les mineurs qui n'ont pas atteint l'âge de seize ans suivront, en matière de rapatriement, leurs parents ou tuteurs, et, si l'un de ceux-ci est décédé, ou si le mariage a été dissous, l'enfant suivra le survivant ou celui de ses parents ou tuteurs qui exerce la tutelle légale sur le mineur.

Un enfant naturel suivra sa mère.

L'article 3 ne sera pas appliqué aux mineurs orphelins ou abandonnés, avant le moment où ils auront atteint l'âge de seize ans. En ce cas, le temps qu'ils auraient passé dans l'autre Etat avant cette époque, leur sera compté.

Article 5.

Dans l'examen de la question de savoir si l'indigent doit être rapatrié ou non, il sera tenu compte non seulement des intérêts de nature administrative, mais aussi des raisons d'ordre humanitaire et cela surtout dans les cas où le rapatriement entraînerait la séparation des proches parents les uns des autres, ou dans le cas où l'assisté a atteint un âge avancé.

Le rapatriement sera toutefois différé jusqu'au moment où il pourra être effectué sans danger pour la santé de l'assisté ou pour celle d'autres personnes.

Ne seront pas soumises au rapatriement les personnes souffrant de maladies professionnelles dont la liste sera rédigée plus tard, après entente mutuelle des deux Parties contractantes.

Article 6.

Dans le cas du rapatriement, l'Etat de résidence s'occupera du transport de l'assisté à l'endroit de la frontière indiqué par l'autorité de l'Etat dont il est originaire, cet endroit devant être choisi à la frontière de l'Etat d'origine de manière à éviter à l'Etat de résidence des frais inutiles.

L'Etat de résidence pourvoira aux frais de voyage et d'entretien jusqu'à l'endroit de la frontière mentionné à l'alinéa précédent, ainsi qu'aux frais de funérailles en cas de décès de l'assisté pendant le voyage.

Article 7.

Le remboursement des frais de secours, de soins médicaux, ou d'autre assistance quelconque résultant de l'application de la présente convention, ainsi que le remboursement des frais de transport et, le cas échéant, des frais de funérailles, ne pourra être réclamé ni aux caisses de l'Etat, des provinces ou des communes, ni à une autre caisse publique quelconque de l'Etat dont la personne assistée est originaire.

Article 8.

Dans le cas où la législation de l'Etat de résidence de la personne secourue prévoit le remboursement de certains frais, énumérés dans l'article précédent, par ladite personne elle-même ou par

Article 3.

If a national of one of the Contracting States, having been domiciled continuously for ten years in the other Contracting State, finds himself obliged to have recourse to relief without having relinquished such domicile, the State of residence cannot demand his repatriation by reason of any relief which may have been granted to him.

This stipulation shall not, however, be applicable if the person in receipt of relief emigrated to the State of residence before the age of fifty years.

Article 4.

Minors who have not reached the age of sixteen years shall, in regard to repatriation, accompany their parents or guardians ; if one of the latter is deceased, or if the marriage has been dissolved, the child shall accompany the survivor, or whichever of his parents or guardians exercises legal guardianship over the minor.

A natural child shall accompany its mother.

Article 3 shall not apply to minors who are orphans or foundlings prior to their reaching the age of sixteen years. In such cases the time they have spent in the other State before this period shall be counted in their favour.

Article 5.

In examining the question whether an indigent person shall be repatriated or not, account shall be taken not only of administrative interests but also of humanitarian considerations, especially in cases where repatriation would involve the separation of near relatives or where the assisted person in receipt of relief has reached an advanced age.

Repatriation shall, however, be postponed until it can be effected without danger to the health of the person in receipt of relief or of other persons.

Persons suffering from occupational diseases, a list of which shall be drawn up later following mutual agreement between the two Contracting Parties, shall not be subjected to repatriation.

Article 6.

In the case of repatriation, the State of residence shall take charge of the transport of the person in receipt of relief to any point on the frontier indicated by the authority of his State of origin, such point to be selected on the frontier of the State of origin in such a way as to obviate unnecessary expenditure for the State of residence.

The State of residence shall bear the costs of transport and subsistence up to the point on the frontier mentioned in the preceding paragraph, as also the cost of burial in case of disease on the journey.

Article 7.

Reimbursement of the costs of assistance, medical attendance or any other relief whatsoever resulting from the application of the present Convention, as also of the costs of transport and, if necessary, of burial, cannot be claimed either from the funds of the State, provinces or communes, or from any other public funds of the State of origin of the person in receipt of relief.

Article 8.

Where the laws of the State of residence of the person in receipt of relief provide for the reimbursement of certain costs, enumerated in the preceding Article, by the person in question or

d'autres personnes obligées par la loi à le faire à sa place, et si lesdites personnes sont en état de subvenir auxdits frais, le remboursement de ceux-ci pourra être réclamé, même au cas où elles auraient quitté l'Etat de leur résidence et seraient rentrées dans leur pays d'origine.

A cet effet, chacun des Etats contractants prêtera à l'autre Etat l'appui des autorités administratives dans la mesure prévue par la législation du pays, afin que ces frais, qui seront calculés d'après les taxes en usage à l'égard des nationaux, soient remboursés à qui de droit. La demande d'appui, dont fait mention l'alinéa précédent, devra être présentée avant l'expiration d'un an à compter du jour où l'assistance avait pris fin, et elle devra être fondée sur des documents ou sur une déclaration officielle, portant que lesdits frais ne peuvent être perçus dans l'Etat de résidence, faute de personnes physiques ou juridiques obligées par la loi à subvenir à ces frais soit en vertu de titres légaux spéciaux, soit en vertu de normes juridiques générales en vigueur dans l'Etat de résidence.

Dans aucun cas, cependant, le remboursement des frais de rapatriement ne saurait être réclamé, en tant que le rapatriement a été effectué sur la proposition de l'Etat de résidence.

Article 9.

La correspondance nécessitée par l'application des articles 2 à 8 se rapportant soit au rapatriement soit au remboursement des frais de secours, ne se fera par voie diplomatique qu'à défaut d'accords spéciaux admettant la correspondance directe entre les autorités désignées à cet effet par les deux Etats intéressés.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie aussitôt que faire se pourra. La convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification et sera renouvelée d'année en année par tacite reconduction sous réserve d'être dénoncée une année d'avance par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, rédigée en français, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Helsinki, le 19 décembre 1931.

(—) F. CHARWAT.

(—) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

by other persons legally liable therefor in his stead, and if such persons are in a position to defray the said costs, the reimbursement of the latter may be claimed, even when the said persons have left the country of residence and returned to their country of origin.

To this end, each of the Contracting States shall afford the other State the assistance of its administrative authorities in so far as is provided for by the laws of the country, in order that these costs, which shall be calculated according to the charges applicable in respect of nationals, may be refunded to the lawful claimant. The request for assistance mentioned in the preceding paragraph must be presented within one year from the date on which the granting of relief terminated and must be based on documentary evidence or an official declaration stating that the said costs cannot be collected in the State of residence in the absence of any natural or legal persons legally liable for such costs in virtue either of any special legal provisions or of any general rules of law in force in the State of residence.

In no case, however, may reimbursement of the costs of repatriation be claimed if repatriation was effected on the proposal of the State of residence.

Article 9.

Correspondence entailed by the application of Articles 2-8 regarding either repatriation or the reimbursement of the costs of relief shall only proceed through the diplomatic channel in default of a special agreement permitting direct correspondence between the authorities designated for that purpose by the two States concerned.

Article 10.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Warsaw as soon as possible. The Convention shall come into force on the thirtieth day following the exchange of the instruments of ratification and shall be renewed by tacit agreement from year to year, always provided that it may be denounced with one year's notice by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention which is drawn up in French and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsinki, December 19, 1931.

F. CHARWAT.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

N° 3011.

FRANCE ET GRÈCE

Convention pour l'établissement de
lignes de navigation aérienne, avec
protocole. Signés à Athènes, le
5 juin 1931.

FRANCE AND GREECE

Convention for the Establishment
of Lines of Aerial Navigation,
with Protocol. Signed at Athens,
June 5, 1931.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

Ν^ο 3011. — ¹ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΜΕΤΑΞΥ
ΤΩΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΝ ΓΑΛΛΙΑΣ ΚΑΙ
ἙΛΛΑΔΟΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑ-
ΣΙΝ ΑΕΡΟΠΟΡΙΚΩΝ ΓΡΑΜΜΩΝ.

Ν^ο 3011. — CONVENTION ¹ ENTRE
LES GOUVERNEMENTS FRAN-
ÇAIS ET GREC POUR L'ÉTABLI-
SÈMENT DE LIGNES DE NAVI-
GATION AÉRIENNE. SIGNÉE A
ATHÈNES, LE 5 JUIN 1931.

*Textes officiels français et grec communiqués par
le délégué permanent de la République hellé-
nique auprès de la Société des Nations. L'enre-
gistrement de cette convention a eu lieu le
4 août 1932.*

*French and Greek official texts communicated by
the Permanent Delegate of the Hellenic Republic
accredited to the League of Nations. The
registration of this Convention took place
August 4, 1932.*

Ἦ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, καὶ
Ἦ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας,
ἐξ ἴσου πεπεισμένοι περὶ τοῦ ἀμοιβαίου συμφέ-
ροντος τοῦ ὁποῖον ἔχουσιν ἡ Γαλλία καὶ ἡ Ἑλλάς
νὰ διευκολύνωσιν τὴν ἐγκατάστασιν ἀεροπορικῶν
ἐμπορικῶν γραμμῶν, ἀπεφάσισαν νὰ συνάψωσι
πρὸς τοῦτο σύμβασιν καὶ διώρισαν ἀμοιβαίως
τοὺς πληρεξουσίους των :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNI-
QUE, également convaincus de l'intérêt récipro-
que qu'ont la France et la Grèce à faciliter
l'établissement de lignes de navigation aérienne
commerciale, ont résolu de conclure une conven-
tion à cet effet, et ont désigné pour leurs pléni-
potentiaires respectifs, savoir :

Ἦ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας :
τὸν Κύριον Ν. Μαυρουδῆν, Γενικὸν Διευ-
θυντὴν τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν Πλη-
ρεξούσιον Ὑπουργὸν καὶ
τὸν Κύριον Ἀλεξ. Λεβίδην, Διευθυντὴν τῆς
πολιτικῆς ἀεροπορίας τοῦ Ὑπουργείου
Ἀεροπορίας ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :
M. F. CLEMENT-SIMON, envoyé extraordi-
naire et ministre plénipotentiaire de la
République française en Grèce ;

Ἦ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας :
τὸν Κύριον Φ. Κλεμὰν Σιμόν, Ἐκτακτὸν Ἀπ-
εσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν
τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας ἐν Ἑλλάδι

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉ-
NIQUE :
M. N. MAVROUDIS, directeur général et
ministre plénipotentiaire ; et
M. A. LEVIDËS, directeur de l'Aviation
civile au Ministère de l'Air ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris,
le 2 juin 1932.
Entrée en vigueur, le 2 juin 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at
Paris, June 2, 1932.
Came into force, Juni 2, 1932.

οἱτινες ἀφοῦ ἀντῆλλαξαν τὰ πληροξέουσιν αὐτῶν ἔγγραφα ἐβρεθέντα ἐν τάξει συνειφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Ἄρθρον 1.

Article premier.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας παρέχει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας τὴν ἀδειαν τῆς ἐκμεταλλεύσεως ὑπὸ γαλλικῶν ἀεροπορικῶν ἐταιρειῶν, βραδύτερον ὀρισθησομένου, τῶν ἀκολούθων ἐμπορικῶν γραμμῶν ἀνωθεν τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους :

Le Gouvernement de la République hellénique accorde au Gouvernement de la République française l'autorisation de faire exploiter au-dessus des territoires grecs par des compagnies aériennes françaises, qui seront ultérieurement désignées, les lignes commerciales suivantes :

α') Γαλλίας-Συρίας, διὰ Νεαπόλεως-Κερκύρας, Ἀθηνῶν καὶ Καστελλορίζου μετὰ δικαίωμα προσεγγίσεως εἰς Κέρκυραν καὶ Ἀθήνας.

a) France-Syrie, par Naples, Corfou, Athènes et Castellorosso avec droit d'escale à Corfou et Athènes ;

β') Γαλλίας-Ἑλλάδος διὰ Βιέννης, Βελιγραδίου, Σόφιας, Θεσσαλονίκης καὶ Ἀθηνῶν.

b) France-Grèce, par Vienne, Belgrade, Sofia, Salonique et Athènes.

Ἡ τῶν ἐγκαταστάσεως τῆς τελευταίας ταύτης γραμμῆς ἢ μέρους αὐτῆς ὅ ἀποτελέσῃ τὸ ἀντικείμενον μεταγενεστέρου πρωτοκόλλου μετὰ τῶν δύο κυβερνήσεων.

Les modalités de l'établissement de cette dernière ligne ou d'une partie de cette ligne feront l'objet d'un protocole ultérieur entre les deux gouvernements.

Ἄρθρον 2.

Article 2.

1. Εἰς ἀντάλλαγμα τῶν κατωτέρων παρεχομένων ἐκολιῶν ἢ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ παράσῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας ὑπὲρ τῶν καθορισθησομένων ἑλληνικῶν ἐταιρειῶν ἐκολίας ἀνιλόγους.

1. En échange des facilités ci-dessus mentionnées, le Gouvernement de la République française s'engage à accorder au Gouvernement de la République hellénique, au bénéfice des compagnies helléniques, à désigner, des facilités équivalentes.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἢ διὰ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένη ἀμοιβαιότης δὲν παρασθῇ ὑπὸ τῆς γαλλικῆς Κυβερνήσεως, ἢ ἑλληνικῆ Κυβερνήσεως θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παροῦσαν σύμβασιν, τῆς καταγγελίας ἐσχυοῦσης μετὰ ἕξι μῆνας ἀπ' ὅταν ἢ ἑλληνικῆ Κυβέρνησις ἐξεδήλωσε τὴν πρόθεσιν τῆς νὰ κάμῃ χρῆσιν τοῦ δικαιώματος τούτου.

2. Pour le cas où la réciprocité prévue par le présent article ne serait pas accordée par le Gouvernement français, le Gouvernement hellénique aura le droit de dénoncer la présente convention, la dénonciation prenant effet six mois après que le Gouvernement hellénique aura fait connaître son intention d'user de ce droit.

Ἄρθρον 3.

Article 3.

Ἐφ' ὅσον εἶναι δυνατὸν τὰ δύο Ἑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ θέσωσιν εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἐνδιαφερομένων ἐταιρειῶν διὰ τὰς ἀεροπορικὰς ὑπηρεσίας ἡμέρας καὶ νυκτὸς καὶ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους ὅς καὶ διὰ τοὺς ὑπηρετοῦς

Dans toute la mesure du possible, les deux Hautes Parties contractantes mettront à la disposition des sociétés intéressées, sur leur territoire respectif, pour les services aériens de jour et de nuit, dans les mêmes conditions

των, ἀμοιβαίως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των τὰ διὰ τὴν στέγασιν τῶν ἀεροπλάνων προουριζόμενα ὑπόστεγα, ἐγκαταστάσεις ἀνελεύσεως (βαροῦλκον ἢ *slip*) τὰ πεδία ἢ χώρους τὰ χρησιμοποιούμενα ὡς συννεργεῖα ἐπισκευῶν, ἀποθήκης καὶ γραφεῖα ἀεροδρομίου καὶ τὰς εὐκολίας ἀνεφοδιασμοῦ καυσίμου ὕλης.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ ἐγκαταστάσεις τῶν ὑπαρχουσῶν ἀεροπορικῶν βάσεων ὧσιν ἀνεπαρκεῖς ἢ δὲν ὑπάρχωσι, τὰ δύο Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν νὰ παρασχωσιν, ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὑφ' οὓς καὶ εἰς τοὺς ὑπηκόους των ὄρους πᾶσαν εὐκολίαν εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας ἐταιρείας ἵνα ἐκτελέσωσιν αὐταὶ δι' ἑαυτὰς τὰς ἀναγκαῖας ἐγκαταστάσεις, χωρὶς νὰ ἔχωσι καμμίαν ἀπαιτήσιν σχετικῶς πρὸς τὸ ἐλάχιστον ὄριον ἀναπτύξεως, ὃ δύνανται νὰ λάβωσιν αἱ ἐγκαταστάσεις αὐταί. Αἱ ἤδη γενόμεναι ἐγκαταστάσεις ὑπὸ τῶν ἀνηκόντων εἰς τὸ ἓν ἢ τὸ ἕτερον Κράτος ἐταιρειῶν διατηροῦνται ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὄρους.

Ἐν τούτοις τὰ γαλλικὰ καὶ τὰ ἑλληνικὰ ἀεροπλάνα τὰ ἐξυπηρετοῦντα ταχτικὴν γραμμὴν δύνανται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιώσιν ἐν ἀνάγκῃ, καὶ χωρὶς νὰ ἐπιχειρῶσιν εἰς αὐτὰ ἐμπορικὰς πράξεις, τὰ ἐλεύθερα εἰς τὴν δημοσίαν ἀεροπορίαν ἀεροδρόμια τὰ εὐρισκόμενα κατὰ μῆκος τῆς γραμμῆς των.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τοὺς κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 1 καὶ 2 ὀριζομένους σταθμούς, αἱ ἐπιχειρήσεις δύνανται νὰ ἐπιχειρῶσιν πᾶσαν ἐμπορικὴν πράξιν, νὰ δέχωνται καὶ ἀποβιβάζωσι ταχυδρομεῖον, φορτίον καὶ ἐπιβάτας. Εἰς ὅλας τὰς γενομένας προσεγγίσεις, τόσον τὰς ταχτικὰς ὅσον καὶ τὰς ἐκτάκτους τὰ πληρώματα καὶ οἱ ἐπιβάται ὑπὸ διαμετακόμισιν δύνανται νὰ διαμένωσιν, ἀρκεῖ νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι μὲ τοὺς τίτλους καὶ ἔγγραφα ἅτινα ἀπαιτοῦνται διὰ τὴν διεθνῆ συγκοινωνίαν. Τὰ ἐμπορεύματα καὶ τὸ ταχυδρομεῖον ὑπὸ διαμετακόμισιν δύνανται νὰ ἀποθηκευθῶσιν.

Ἐὰν τὰ ἀεροπορικὰ ταξείδια διακοπῶσι λόγῳ ἀνωτέρας βίας θὰ παρασχεθῶσι πᾶσαι αἱ εὐκολίαι, ἵνα τῇ φροντίδι τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιχειρήσεως, οἱ ταξιδιώται τὰ ἐμπορεύματα καὶ τὸ ταχυδρομεῖον ἀποσταλῶσι διὰ τοῦ συντομωτέρου μέσου εἰς τὸν προορισμὸν των.

qu'à leurs ressortissants, les hangars destinés à abriter les aéronefs, installations de hissage (grues ou « slip ») ; les terrains ou locaux à usage d'ateliers de réparation, magasins et bureaux d'aérodromes, et les facilités de ravitaillement en essence.

Dans le cas où les installations des bases aériennes existantes seraient insuffisantes ou non établies, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à donner dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants, toutes facilités aux compagnies intéressées pour créer elles-mêmes les installations nécessaires sans avoir aucune exigence concernant le développement minimum à donner à ces installations. Les installations déjà créées par les compagnies ressortissant à l'un ou l'autre Etat seront maintenues dans les mêmes conditions.

Toutefois, les aéronefs français et helléniques effectuant des services réguliers, pourront également utiliser en cas de besoins et sans y faire d'actes de commerce, les aéroports ouverts à la navigation aérienne publique jalonnant leurs itinéraires.

Article 4.

Aux escales désignées par application des articles 1 et 2, les entreprises pourront effectuer toutes opérations commerciales, prendre et déposer : poste, frêt et passagers. Dans toutes les escales effectuées, tant d'une façon régulière que d'une façon accidentelle, les équipages et les passagers en transit, sous réserve qu'ils soient munis des titres et papiers exigibles pour le trafic international, pourront séjourner ; les marchandises et postes en transit pourront être entreposées.

Si les voyages aériens sont interrompus par cas de force majeure, toutes facilités seront accordées pour que, par les soins de l'entreprise intéressée, les voyageurs, les marchandises et la poste puissent être acheminés par les moyens les plus rapides vers leur destination.

Άρθρον 5.

Αί κυβερνήσεις εκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ κρατήσωσι τὸ ἐσωτερικὸν καὶ ἐξωτερικὸν ταχυδρομεῖον διὰ τὰς ἐθνικὰς τῶν ἑταιρείας.

*Άρθρον 6.

Καθ' ὄλην τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμβάσεως αἱ ἀναλαβοῦσαι τὴν ἐχμετάλλευσιν ἑταιρεῖαι ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ εκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὡς ἐπίσης καὶ πρὸς τὰς διατάξεις τῶν διεθνῶν συνθηκῶν τῶν διευποσῶν τὰς ἀναερίας μεταφορὰς καὶ ἰδίᾳ, πρὸς τὴν διεθνή σύμβασιν περὶ ἀεροπορίας τοῦ 1919.¹

*Άρθρον 7.

Τὰ διὰ τὴν ἐχμετάλλευσιν τῶν εἰς ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως δημιουργουμένων γραμμῶν προοριζόμενα ἀεροπλάνα ὡς ἐπίσης οἱ ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοζόμενοι ἀεροκινητήρες, μετὰ τῶν ἀνταλλακτικῶν, θὰ εἰσάγωνται ὑπὸ προσωρινῆν τελωνειακὴν ἀτέλειαν εἰς τὰ δύο Κράτη ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι εἴτε χρησιμοποιηθῶσιν εἴτε οὐ, αἱ μηχαναὶ αὐταὶ καὶ τ' ἀνταλλακτικὰ δὲν θὰ παραμείνωσι πλέον τοῦ ἔτους συνεχῶς ἐν τῇ χώρᾳ ἐν ἣ εἰσῆχθησαν. Ἐν ἐπαντίᾳ περιπτώσει θὰ ἐπιανεξαχθῶσι ἢ θὰ ὑποβληθῶσιν εἰς τὴν καταβολὴν εἰσαγωγικοῦ δασμοῦ.

Τὰ ἀντικείμενα καὶ ἐφόδια, ἐκτὸς τῆς καυσίμου ὕλης (λιπαντικῶν καὶ βενζίνης) εἰς ἅτινα ἐφαρμόζονται οἱ ἑλληνικοὶ καὶ γαλλικοὶ νόμοι, τ' ἀναγκαιοῦντα διὰ τὴν διευθέτησιν ἢ συντήρησιν τῶν ἀεροπλάνων καὶ ἅτινα ἀναλισκονται ἐπὶ τόπου, ἀπαλλάσσονται εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ τελῶν εἰς ἀμφοτέρας τὰς χώρας ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ παραμείνωσι ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν καὶ νὰ μὴ χρησιμοποιηθῶσι παρὰ διὰ τὰς ἀνάγκας ἐχμεταλλεύσεως τῶν εἰς ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως ἐγκαθισταμένων γραμμῶν.

Article 5.

Les gouvernements de chacune des Hautes Parties contractantes conservent le droit de réserver le courrier intérieur et extérieur à leurs compagnies nationales.

Article 6.

Pendant la durée d'application de la présente convention, les sociétés exploitantes sont tenues de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires sur le territoire de chaque Haute Partie contractante, ainsi qu'aux dispositions des conventions internationales régissant les transports par air et en particulier de la Convention internationale de navigation aérienne.¹

Article 7.

Les aéronefs destinés à l'exploitation des lignes créées par application de la présente convention ainsi que les moteurs montés sur ces avions, les pièces de rechange y compris, seront admis en franchise temporaire des droits et taxes de douane dans les deux Etats, à condition qu'utilisés ou non, ces appareils et pièces de rechange ne séjournent pas plus d'une année de suite dans le pays où ils seront importés ; dans le cas contraire, ils seront réexportés ou soumis aux droits.

Les objets et approvisionnements sauf les combustibles (lubrifiants et carburants) auxquels s'appliquent les lois helléniques et françaises nécessaires pour l'aménagement des aéronefs ou leur conservation et qui seront consommés sur place seront exonérés des droits et taxes de douane dans les deux pays à la condition de rester sous le contrôle des administrations douanières et de n'être utilisés que pour les besoins de l'exploitation des lignes aériennes établies par application de la présente convention.

¹ Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, page 438; et vol. CXVII, page 54, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, page 438; and Vol. CXVII, page 54, of this Series.

Εἰς τὰς περιπτώσεις ἐκτελωνισμοῦ τῶν ἀντικειμένων καὶ ἐφοδίων τούτων ἐφαρμόζονται πᾶσαι αἱ ἐκπτώσεις καὶ αἱ εὐκολίαι αἱ ἐπιρεπόμεναι ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας εἰς τοὺς δηηκούς της.

Οἱ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐπιβάται, ἀποσκευαὶ καὶ ἐμπορεύματα ὑπόκεινται εἰς τελωνειακὸν ἔλεγχον. Αἱ ἀποσκευαὶ αὗται, ὡς καὶ τὰ ἐμπορεύματα ἀπαλλάσσονται πῦντός τελωνειακοῦ δατημοῦ.

ἄρθρον 8.

Τὰ δύο Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ ἐξασφαλίσωσιν εἰς τὰς ἐπιχειρήσεις ἐκμεταλλεύσεως, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐν ἰσχύι νόμων καὶ κανονισμῶν, πᾶσαν εὐκολίαν διὰ τὴν ταχέϊαν ἐκ-έλεσιν τῶν τελωνειακῶν καὶ διοικητικῶν διατυπώσεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὰς ἀεροπορικὰς μεταφορὰς προσώπων, ἀποσκευῶν καὶ ἐμπορευμάτων.

ἄρθρον 9.

Αἱ ἀνάδοχοι ἐπιχειρήσεις ὑποχρεοῦνται νὰ μεταφέρωσιν τὸ ἀεροπορικὸν ταχυδρομεῖον ὑπὸ τῶν ὀριζομένων ὅρων ἐν τοῖς συμβολαίοις, ἅτινα θὰ συναφθῶσι μεταξὺ τῶν ἐπιχειρήσεων τούτων καὶ τῶν ταχυδρομικῶν διευθύνσεων τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τῇ βάσει προσυνηνοήσεως μεταξὺ τῶν δύο διευθύνσεων.

ἄρθρον 10.

Αἱ ἐπιχειρήσεις αἱ ἐκμεταλλεόμεναι τακτικὰς γραμμὰς συνδέσμου, εἰς ἐφαρμογὴν τῶν ἀρθρῶν 1 καὶ 2 δὲν δύνανται νὰ εἶναι παρὰ γαλλικαὶ ἢ ἑλληνικαὶ, συμφώνως πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διατασσόμενα. Θέλουσιν ὀρισθῆ κατ' ἐκλογὴν τῆς κυβερνήσεώς των εἴτε ἐντός 30 ἡμερῶν μετὰ τὴν υπογραφήν τῆς παρουσῆς συμβάσεως, εἴτε ἓνα μῆνα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ὑπηρεσίας.

Ἐκάτερον τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχη πάντοτε τὸ δικαίωμα ν' ἀντικαταστήσῃ τὸν παλαιὸν ὀργανισμόν διὰ νέου ὀργανισμοῦ ἐκμεταλλεύσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν νὰ εἰδοποιήσῃ τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος ἓνα μῆνα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς λειτουργίας.

Dans les cas de dédouanement de ces objets et approvisionnements, toutes les réductions et facilités admises par la législation nationale pour les nationaux seront appliquées.

Les voyageurs, bagages et marchandises en transit seront placés sous le contrôle douanier. Ces bagages, ainsi que ces marchandises, seront exempts de tout droit de douane.

Article 8.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à assurer aux entreprises exploitantes, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes facilités pour l'accomplissement rapide des formalités douanières et administratives concernant les transports aériens des personnes, bagages et marchandises.

Article 9.

Les entreprises concessionnaires seront tenues de transporter la poste aérienne dans les conditions fixées dans les contrats qui seront conclus entre ces entreprises et les administrations postales des deux Hautes Parties contractantes sur la base d'un arrangement préalable entre les deux administrations.

Article 10.

Les entreprises exploitant des liaisons régulières, en application des articles 1 et 2, ne pourront être que des sociétés françaises ou helléniques, aux termes des lois et règlements respectifs de chacune des Hautes Parties contractantes. Elles seront librement désignées par leur gouvernement, soit dans les trente jours qui suivront la signature de la présente convention, soit un mois avant l'ouverture du service.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura toujours le droit absolu de substituer à l'ancien organisme un nouvel organisme exploitant, sous réserve d'en aviser l'autre Haute Partie contractante un mois avant l'entrée en fonctionnement.

Ἄρθρον 11.

Διὰ πάντας τοὺς ἀνωτέρω ἐναερίου συνδέσ-
μους ἢ πυκνότης τῶν ὑπηρεσιῶν, τὰ δρομολόγια,
τὸ τιμολόγιον, οἱ συνδυασμοὶ τῶν μετ' ἄλλων
γραμμῶν εἰς τοὺς διαφόρους σταθμούς, τὸ εἶδος
τοῦ χρησιμοποιουμένου ὄλιου θὰ ἐκλέγωνται
ἐλευθέρως ὑπὸ τῶν ἐταιρειῶν ἐκμεταλλεύσεως αἰ-
τινες ὑποχρεοῦνται νὰ εἰδοποιῶσι περὶ τούτου τὰς
ἀρμοδίας ἀρχὰς τῶν δύο Κρατῶν, δύο ἐβδομάδας
πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἢ προοριζόμενου περὶ τοῦ
ὄλιου, προτοῦ τούτου τεθῆ, ἐν ὑπηρεσίᾳ.

Article 11.

Pour toutes les liaisons aériennes visées ci-
dessus, la fréquence des services, leurs horaires,
leur tarif, leurs correspondances avec d'autres
lignes aux différentes escales, le type de maté-
riel employé, seront choisis librement par les
entreprises exploitantes qui seront tenues de
les communiquer aux administrations compé-
tentes des deux Etats, deux semaines avant la
mise en application, ou pour le matériel, la mise
en service.

Ἄρθρον 12.

Εἰς περίπτωσιν ἀμφισβητήσεως περὶ τὴν ἐρ-
μηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμ-
βάσεως, τὰ δύο Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη
συμφωνοῦσι νὰ υποβάλλωσι τὴν διαφοράν τῶν εἰς
διαιτησίαν ἢ, ἐν ἔλλειψει συμφωνίας περὶ τὴν
ἐκλογὴν τοῦ διαιτητοῦ, εἰς τὴν ἀπόφασιν τοῦ
διεθνοῦς διαρκοῦς Δικαστηρίου.

Article 12.

En cas de contestation au sujet de l'interpré-
tation ou de l'application de la présente con-
vention, les deux Hautes Parties contractantes
sont d'accord pour soumettre leur litige à
l'arbitrage, ou à défaut d'accord sur le choix
d'un arbitre, à la décision de la Cour permanente
de Justice internationale.

Ἄρθρον 13.

Ἡ διάρκεια τῆς παρούσης συμβάσεως εἶναι
ἑπταετής. Ἀνανεοῦται σιωπηρῶς, ἐκτὸς προειδο-
ποιήσεως περὶ καταγγελίας τῆς γενομένης πρὸ δύο
ἐτῶν ὑφ' ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων
Μερῶν.

Article 13.

La durée de la présente convention est de
sept ans. Elle sera tacitement reconduite, sauf
préavis de dénonciation donné deux ans à
l'avance par l'une des Hautes Parties contrac-
tantes.

Ἄρθρον 14.

Ἡ παρούσα σύμβασις ἐγένετο γαλλιστὶ καὶ
ἑλληνιστὶ.

Ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως τῆς ἐννοίας τῆς
παρούσης συμβάσεως, ἰσχύει τὸ γαλλικὸν κείμενον.

Article 14.

La présente convention a été faite en français
et en grec.

En cas de contestation sur le sens de la pré-
sente convention, le texte français fera foi.

Ἄρθρον 15.

Αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης
συμβάσεως κανονισθήσονται, ὡςάκις εἶναι δυνα-
τὸν, δι' ἀπ' εὐθείας συνειρηγήσεως μετὰ τῶν
ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομέ-
νων Μερῶν.

Article 15.

Les détails d'application de la présente
convention seront réglés toutes les fois que ce
sera possible, par entente directe entre les
administrations compétentes des deux Hautes
Parties contractantes.

Άρθρον 16.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ κυρωθῆ. Αἱ ἐπικυρώσεις θ' ἀναταλλαχῶσιν ἐν Παρισίοις τὸ ταχύτερον.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὡς ἄνω πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσα σύμβασιν καὶ ἐπέθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις εἰς διπλοῦν τῆ πέμπτη Ἰουνίου χίλια ἐννεακόσια τριάκοντα ἔν.

N. ΜΑΥΡΟΥΔΗΣ.

A. ΛΕΒΙΔΗΣ.

F. CLEMENT-SIMON.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Paris le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Athènes le cinq juin mil-neuf-cent-trente-un.

F. CLEMENT-SIMON.

N. MAVROUDIS.

A. LEVIDIS.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

ΣΧΕΤΙΚΟΝ ΠΡΟΣ ΤΟΝ ΤΡΟΠΟΝ ΤΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΤΗΣ ΑΕΡΟΠΟΡΙΚΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΜΕΤΑΞΥ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΓΑΛΛΙΑΣ.

Καὶ ἐφαρμογὴν τοῦ πρώτου ἄρθρου τῆς ὑπὸ ἡμερομηνίαν 5 Ἰουνίου 1931 αεροπορικῆς Συμβάσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας συμφωνοῦνται αἱ ἑξῆς διατάξεις.

Άρθρον μόνον.

Ἡ ἐν Παρισίοις 2 ὁδὸς Marbeuf Ἑταιρεία Air-Orient ὑποδεικνύεται ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως ὡς μέλλουσα νὰ ἐκτελέσῃ τὴν ὑπηρεσίαν Γαλλίας-Ἑλλάδος-Συρίας καὶ περαιτέρω ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μεταγενεστέρων τροποποιήσεων τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ ὑποστῆ ἢ ὑπόδειξις αὐτῆ.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις εἰς διπλοῦν τῆ πέμπτη Ἰουνίου χίλια ἐννεακόσια τριάκοντα ἔν.

N. ΜΑΥΡΟΥΔΗΣ.

A. ΛΕΒΙΔΗΣ.

F. CLEMENT-SIMON.

PROTOCOLE

RELATIF AUX MODALITÉS D'APPLICATION DE LA CONVENTION AÉRIENNE DU 5 JUIN 1931, ENTRE LA FRANCE ET LA GRÈCE.

En application de l'article premier de la Convention aérienne du 5 juin 1931 entre la France et la Grèce, les dispositions suivantes sont arrêtées :

Article unique.

La Compagnie Air-Orient, sise à Paris, 2, rue Marbeuf, est désignée par le Gouvernement français comme devant effectuer sans préjudice des modifications ultérieures que cette désignation pourrait encourir, le service France-Grèce-Syrie et les au-delà.

Fait en double exemplaire à Athènes, le cinq juin mil-neuf-cent-trente-un.

F. CLEMENT-SIMON.

N. MAVROUDIS.

A. LEVIDIS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3011. — CONVENTION BETWEEN THE FRENCH AND GREEK GOVERNMENTS FOR THE ESTABLISHMENT OF LINES OF AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT ATHENS, JUNE 5, 1931.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, being equally convinced of the mutual interest of France and Greece to facilitate the establishment of lines of commercial air navigation, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. F. CLEMENT-SIMON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic in Greece ,

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. N. MAVROUDIS, Director General and Minister Plenipotentiary, and
M. A. LEVIDÈS, Director of Civil Aviation at the Ministry of Air ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The Government of the Greek Republic accords to the Government of the French Republic the authorisation to have operated, over Greek territory by French Air Companies which will be designated later, the following commercial lines :

(a) France-Syria, via Naples, Corfu, Athens and Castellrosso with the right to make stoppages at Corfu and Athens.

(b) France-Greece, via Vienna, Belgrade, Sofia, Salonica and Athens.

The details of the establishment of this last mentioned line or of a part thereof will form the subject of a subsequent Protocol between the two Governments.

Article 2.

1. In exchange for the above-mentioned facilities, the Government of the French Republic undertakes to accord to the Government of the Greek Republic for the benefit of Greek Companies to be designated, equivalent facilities.

2. In case the reciprocity provided for in the present Article should not be accorded by the French Government, the Greek Government shall have the right to denounce the present Convention, such denunciation to take effect six months after the Greek Government has made known its intention to avail itself of such right.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

As far as may be possible, the two High Contracting Parties shall place at the disposal of the Companies concerned, in their respective territories, for day and night air services, on the same conditions as for their nationals, hangars for housing aircraft, hoisting installations (cranes or slipways), ground or premises for repair shops, aerodrome storages and offices, together with petrol refuelling facilities.

In case the installations existing at air bases are inadequate or not established, the two High contracting Parties undertake to afford, on the same conditions as to their nationals, all facilities to the companies concerned to create for themselves the necessary installations without any stipulations as to the minimum development to be given to such installations. Installations already created by the companies of either of the two States shall be maintained on the same conditions.

Nevertheless, French and Greek aircraft engaged in regular services may also use, in case of need and without performing therein any acts of commerce, the airports open to public air navigation lying along their route.

Article 4.

At the landing places designated by application of Articles 1 and 2, the enterprises may effect all commercial operations, embark and disembark mail, goods and passengers. At all landings made, whether regular or incidental, the crews and passengers in transit (on condition that they are provided with the documents and papers required for international traffic) may remain, and goods and mail in transit may be stored.

If air journeys are interrupted owing to *force majeure*, all facilities shall be accorded for enabling the enterprise concerned to despatch the passengers, goods and mail by the most rapid means to their destination.

Article 5.

The Governments of each of the High contracting Parties retain the right to reserve interior and exterior mail to their national companies.

Article 6.

For the duration of the application of the present Convention, the operating companies are required to conform to the prescriptions of the laws and regulations in the territory of each High Contracting Party as well as to the provisions of the international conventions governing transport by air and in particular the International Air Navigation Convention of 1919.

Article 7.

Aircraft intended for the operation of air lines under the present Convention as well as the engines mounted on such aircraft, including spare parts, shall be admitted with temporary exemption from Customs duties in the two States, on condition that, whether used or not, such machines and spare parts do not remain longer than one consecutive year in the country into which they are imported; in the contrary event they shall be re-exported or liable to duty.

Objects and supplies, (save fuel—oil and petrol — to which the French and Greek laws are applicable), required for the equipment of aircraft or their conservation, which are consumed on the spot, shall be exempt from Customs and other duties in the two countries, on condition that they remain under the supervision of the Customs administration and are used only for the operational needs of air lines established under the present Convention.

In case of Customs clearance of these objects and supplies, all reductions and facilities admitted by the national legislation for nationals shall be applied.

Passengers, luggage and goods in transit shall be placed under Customs supervision. Such luggage and goods shall be exempt from Customs duties of any kind.

Article 8.

The two High Contracting Parties undertake to accord to the operating enterprises, within the framework of the laws and regulations in force, all facilities for the rapid accomplishment of Customs and administrative formalities concerning the air transport of persons, luggage and goods.

Article 9.

The concessionary enterprises shall be required to convey air mail on conditions fixed in the contracts which will be concluded between these enterprises and the postal administrations of the two High Contracting Parties on the basis of a previous arrangement between the two Administrations.

Article 10.

The enterprises operating regular connections in application of Articles 1 and 2 may only be French or Greek companies within the terms of the respective laws and regulations of each of the High Contracting Parties. They shall be freely designated by their Government, either within thirty days from the date of the signature of the present Convention or one month before the opening of the Service.

Each of the two High Contracting Parties shall at all times have the absolute right to substitute for the old organisation a new operating organisation, subject to notice given to the other High Contracting Party one month before the entry in operation.

Article 11.

In respect of all the air connections hereinbefore referred to, the frequency of the services, their time-tables, their rates, their connections with other lines at the different landing places and the type of material used shall be freely chosen by the operating enterprises, which shall be required to communicate the same to the competent Administrations of the two States two weeks prior to their being put into application or, in the case of material, prior to its being put into use.

Article 12.

In the event of any dispute arising concerning the interpretation or application of the present Convention, the two High Contracting Parties agree to submit the matter to arbitration, or in default of agreement on the choice of an arbitrator, to the Permanent Court of International Justice.

Article 13.

The period of duration of the present Convention is seven years. It shall be automatically renewed unless notice of denunciation is given two years in advance by one of the High Contracting Parties.

Article 14.

The present Convention has been drawn up in French and in Greek.
In case of dispute as to the meaning of the present Convention, the French text shall prevail.

Article 15.

The details of application of the present Convention will be settled whenever possible by direct agreement between the competent Administrations of the two High Contracting Parties.

Article 16.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged in Paris as soon as possible.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Athens, in duplicate, the fifth day of June one thousand nine hundred and thirty-one.

F. CLEMENT SIMON.
N. MAVROUDIS.
A. LEVIDIS.

PROTOCOL

CONCERNING THE METHODS OF APPLICATION OF THE AIR CONVENTION OF 5 JUNE 1931,
BETWEEN FRANCE AND GREECE.

In application of Article 1 of the Air Convention of 5 June 1931, between France and Greece, the following provisions are agreed upon :

Sole Article.

The Air Orient Company situated in Paris, 2 rue Marbeuf, is designated by the French Government as the company to carry out, without prejudice to subsequent modifications of such designation, the service France-Greece-Syria and beyond.

Done in duplicate at Athens, the fifth day of June one thousand nine hundred and thirty-one.

F. CLEMENT SIMON.
N. MAVROUDIS.
A. LEVIDIS.

N° 3012.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE**

Echange de notes comportant un arrangement provisoire concernant la reconnaissance réciproque des marques de franc-bord des navires et des certificats de franc-bord. Stockholm, les 27 janvier et 1^{er} juin 1932.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN**

Exchange of Notes constituting a Provisional Arrangement regarding the reciprocal Recognition of Load Line Marks of Vessels and of Load Line Certificates. Stockholm, January 27, and June 1st, 1932.

N^o 3012. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE SWEDISH GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LOAD LINE MARKS OF VESSELS AND OF LOAD LINE CERTIFICATES. STOCKHOLM, JANUARY 27, AND JUNE 1st, 1932.

*Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 août 1932.
Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 10 septembre 1932.*

I.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

N^o 140.

STOCKHOLM, January 27, 1932.

EXCELLENCY,

Referring to Minister Gyllenswärd's note of June 29, 1931, expressing the willingness of the Government of the King to conclude a reciprocal load line agreement with my Government, I have the honor, acting under instructions from my Government, to inform Your Excellency that the competent executive authorities of my Government have examined the Swedish load line regulations and have found them to be as effective as the United States load line regulations.

I am also instructed to state to Your Excellency that my Government is prepared to agree that, pending the coming into force of the international load line convention in the United States and Sweden, the competent authorities of the Governments of the United States and Sweden, respectively, will recognize as equivalent the load line marks and the certificate of such marking of merchant vessels of the other country made pursuant to the regulations in force in the respective countries : provided, that the load line marks are in accordance with the load line certificates ; that the hull and superstructures of the vessel certificated have not been so materially altered since the issuance of the certificate as to affect the calculations on which the load line was based, and that alterations have not been made so that the :

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard rails,
- (3) Freeing ports,
- (4) Means of access to crews quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

N^o 3012. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FRANC-BORD DES NAVIRES ET DES CERTIFICATS DE FRANC-BORD. STOCKHOLM, LES 27 JANVIER ET 1^{er} JUIN 1932.

English and French official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 8, 1932. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 10, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N^o 140.

STOCKHOLM, le 27 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de M. le Ministre Gyllenswärd du 29 juin 1931 m'informant que le Gouvernement du Roi était disposé à conclure avec mon gouvernement, à titre de réciprocité, un accord concernant les lignes de charge, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, d'informer Votre Excellence que les autorités compétentes de mon gouvernement ont examiné les règlements suédois concernant les lignes de charge et les ont reconnus aussi effectifs que les règlements des États-Unis.

Je suis également chargé d'informer Votre Excellence que — en attendant la mise en vigueur entre les États-Unis et la Suède de la Convention internationale du 5 juillet 1930 sur les lignes de charge — mon gouvernement est disposé à convenir que les autorités compétentes des Gouvernements des États-Unis et de la Suède, reconnaîtront réciproquement les marques de franc-bord des navires de commerce de l'autre pays, déterminées conformément aux dispositions en vigueur dans les pays respectifs, ainsi que les certificats des marques délivrés conformément aux mêmes dispositions, à condition toutefois que les marques correspondent aux indications portées sur les certificats de franc-bord, que la coque et les superstructures certifiées n'aient pas subi, après la délivrance du certificat, de modifications de quelque importance affectant le calcul sur lequel le franc-bord a été basé et qu'il n'ait pas été fait de modifications telles que :

- 1^o La protection des ouvertures ;
- 2^o Les garde-corps ;
- 3^o Les sabords de décharge ; et
- 4^o Les moyens d'accès aux logements de l'équipage,

rendant manifestement le navire hors d'état de prendre la mer sans danger pour la vie humaine.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I am also desired to state that my Government is prepared to agree that the competent authorities of the Governments of the United States and Sweden respectively, will recognize load lines applicable to tankers and to vessels of special type which have been determined in accordance with tanker and vessels of special type rules as set forth in the international load line convention of 1930. In this connection my Government is desirous that the Government of Sweden agree that the load line certificates of Swedish tankers and Swedish vessels of special type contain information, when applicable, to the effect that the load line marks are located in accordance with the terms and conditions of the international load line convention of July 5, 1930.

I am further desired to state that it will be understood by my Government that on the receipt by the Legation of a note from Your Excellency expressing the concurrence of the Government of Sweden in the agreement and understanding as above set forth, the reciprocal agreement will be regarded as having become effective.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

John M. MOREHEAD.

His Excellency
Baron Frederik Ramel,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Stockholm.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 1^{er} juin 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par lettre du 27 janvier dernier, M. Morehead a bien voulu me faire savoir que — en attendant la mise en vigueur entre la Suède et les Etats-Unis d'Amérique de la Convention internationale du 5 juillet 1930 sur les lignes de charge — le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est disposé à convenir avec le Gouvernement du Roi que les autorités compétentes suédoises et américaines reconnaîtront réciproquement les marques de franc-bord des navires de commerce de l'autre pays, déterminées conformément aux dispositions en vigueur dans les pays respectifs, ainsi que les certificats des marques délivrées conformément aux mêmes dispositions, à condition toutefois que les marques correspondent aux indications portées sur les certificats de franc-bord, que la coque et les superstructures certifiées n'aient pas subi, après la délivrance du certificat, de modifications de quelque importance affectant le calcul sur lequel le franc-bord a été basé et qu'il n'ait pas été fait de modifications telles que :

- 1^o La protection des ouvertures ;
- 2^o Les garde-corps ;
- 3^o Les sabords de décharge ; et
- 4^o Les moyens d'accès aux logements de l'équipage,

rendant manifestement le navire hors d'état de prendre la mer sans danger pour la vie humaine. M. Morehead m'a fait connaître, en même temps, que son gouvernement est également prêt à convenir

Je suis également chargé de déclarer que mon gouvernement est disposé à convenir que les autorités compétentes des Gouvernements des Etats-Unis et de la Suède reconnaîtront réciproquement les marques de franc-bord pour les navires à citernes et les navires de types spéciaux déterminées en conformité des dispositions énoncées par la Convention concernant les lignes de charge de 1930 pour les navires desdites espèces. A ce sujet, mon gouvernement serait désireux de voir le Gouvernement suédois consentir que les certificats de franc-bord des navires à citernes suédois et des navires suédois de types spéciaux portent l'indication que les marques de franc-bord sont déterminées en conformité des dispositions de la convention internationale concernant les lignes de charge du 5 juillet 1930.

Je suis, de plus, chargé de déclarer que mon Gouvernement considérera qu'au reçu, par la Légation, d'une note de Votre Excellence exprimant l'approbation du Gouvernement de la Suède de l'entente exposée ci-dessus, l'accord sera considéré réciproquement comme entrant en vigueur.

Veillez agréer, etc.

John M. MOREHEAD.

Son Excellence
le baron Frederik Ramel,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Stockholm.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *June 1, 1932.*

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

By letter of January 27 last Mr. Morehead informed me that — pending the coming into force between Sweden and the United States of America of the international load line convention of July 5, 1930 — the United States Government is prepared to agree with the Government of the King that the competent Swedish and American authorities reciprocally recognize the load line marks of merchant vessels of the other country, determined in conformance with the regulations in force in the respective countries, as well as the load line certificates delivered in conformity with the same regulations, on condition, however, that the marks should correspond to the indications set forth in the load line certificates, that the hull and the superstructures certified shall not have undergone after the delivery of the certificate modifications of sufficient importance to affect the calculation upon which the load line was based and that alterations have not been made so that the

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard rails,
- (3) Freeing ports, and
- (4) Means of access to crews quarters

have rendered the vessels manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life. Mr. Morehead informed me at the same time that his Government is likewise prepared to agree with the Royal Government that the competent Swedish and American authorities reciprocally

¹ Traduction extraite du « Executive Agreement Series » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, N° 35, 1932.

¹ Translation extracted from the Executive Agreement Series of the Government of the United States of America, No. 35, 1932.

avec le gouvernement royal que les autorités compétentes suédoises et américaines reconnaîtront réciproquement les marques de franc-bord pour les navires à citernes et les navires de types spéciaux, déterminées en conformité des dispositions énoncées par la convention susmentionnée pour les navires desdites espèces ; il m'a informé, en outre, du désir de son gouvernement de voir les certificats de franc-bord délivrés dans ces cas par les autorités suédoises porter l'indication que les marques de franc-bord sont déterminées en conformité desdites règles.

En réponse à cette obligeante communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement du roi approuve l'arrangement ci-dessus indiqué et qu'il est prêt à satisfaire au désir exprimé par votre gouvernement concernant l'indication à porter aux certificats de franc-bord délivrés pour les navires à citerne et les navires de types spéciaux marqués conformément aux dispositions de la Convention internationale du 5 juillet 1924 sur les lignes de charge.

Il est entendu que le présent échange de la note précitée de M. Morehead et de la présente note sera considéré comme constatant l'entente intervenue entre nos deux pays à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

RAMEL.

Monsieur Edward Savage Crocker,
Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique, etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 25 juillet 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

recognize load line marks for tankers and ships of special types determined in conformance with the regulations set forth by the above-mentioned convention for ships of special types ; he informed me furthermore of the desire of his Government to see that the load line certificates delivered in such case by the Swedish authorities bear the indication that the load line marks are determined in conformance with the rules under reference.

In reply to this courteous communication I have the honour to inform you that the Government of the King approves the arrangement set forth above and that it is ready to conform with the desire expressed by your Government concerning the indication to be carried in the load line certificates delivered for tankers and ships of special types marked in conformance with the regulations of the international load line convention of July 5, 1930.

It is understood that the present exchange of Mr. Morehead's note under reference and the present note shall be considered as an agreement reached between our two countries on this subject.

Please accept, Mr. Chargé d'Affaires, the assurances of my most distinguished consideration.

RAMEL.

Mr. Edward Savage Crocker,
Chargé d'Affaires of the United States of America, etc., etc.,
Stockholm.

N° 3013.

LITHUANIE ET PERSE

Traité d'amitié. Signé à Moscou, le
13 janvier 1930.

LITHUANIA AND PERSIA

Treaty of Friendship. Signed à
Moscow, January 13, 1930.

N^o 3013. — TRAITÉ D'AMITIÉ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉ A MOSCOU, LE 13 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 août 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et SA MAJESTÉ IMPÉRIALE DE SCHAH DE PERSE, également animés du désir d'établir des rapports amicaux entre les deux pays et persuadés que ces rapports, une fois établis, ne pourront que contribuer à la prospérité de leurs peuples, ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont, à cette fin, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Jurgis BALTRUŠAITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH :

Ali Goli Khan ANSARI, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

A dater de ce jour et à perpétuité, il y aura amitié sincère et constante bonne intelligence entre l'Empire de Perse et la République de Lithuanie, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article 2.

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir leurs relations diplomatiques sur la base du droit commun international. Elles conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacune d'elles recevront sur le territoire de l'autre, à charge de réciprocité, le traitement consacré par les principes généraux du droit commun international et qui ne pourra, en aucun cas, être moins favorable que celui accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 22 juin 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3013. — TREATY ² OF FRIENDSHIP BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT MOSCOW, JANUARY 13, 1930.

French official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place August 9, 1932.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, being equally desirous of establishing friendly relations between the two countries and convinced that such relations, when thus established, cannot but contribute to the prosperity of their peoples, have resolved to conclude a treaty of friendship and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Jurgis BALTRUŠAITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH :

Ali Goli Khan ANSARI, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary ;

Who, having been duly empowered thereto by their respective Governments, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Henceforth and for ever there shall be sincere friendship and constant good understanding between the Persian Empire and the Republic of Lithuania and between the nationals of the two States.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to establish their diplomatic relations on the basis of ordinary international law. They agree that, subject to reciprocity, the diplomatic and consular representatives of either of them shall receive in the territory of the other the treatment sanctioned by the general principles of ordinary international law and that such treatment shall, in no circumstances, be less favourable than is accorded to the diplomatic and consular representatives of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, June 22, 1932.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer ses représentants consulaires sur le territoire de l'autre, qui résideront, soit dans la capitale, soit dans les principales villes où de pareils représentants étrangers sont habituellement admis à résider. Ils ne pourront pas exercer leurs fonctions avant d'avoir régulièrement reçu l'exéquatur, conformément aux règles admises par le droit commun international.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes, résidant sur le territoire de l'autre, seront soumis à toutes les lois, décrets et règlements du pays. Ils relèvent de la juridiction locale au même titre que les nationaux.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure aussitôt que possible entre leurs pays respectifs des conventions consulaire, commerciale, douanière et d'établissement.

Article 6.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre elles à propos de l'application ou de l'interprétation des prescriptions de tous traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également en cas de besoin à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats contractants et de la façon suivante : dans le délai de trois mois, à dater du dépôt de la demande, chaque Etat désignera son arbitre qui pourra également être choisi parmi les ressortissants d'un pays tiers. Si les deux Etats ne s'entendent pas dans les trois mois à dater du dépôt de la demande, sur le délai dans lequel ces arbitres devront avoir rendu leur décision, ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, les deux Etats choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun, ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la personne du tiers arbitre. La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclu au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera, sauf dispositions contraires des deux gouvernements, réglée conformément à l'article 57 et aux articles 59 à 85 de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement des conflits internationaux.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et à défaut d'un compromis entre les deux Etats contractants, ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation,

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint consular representatives in the territory of the other Party and such representatives shall reside either in the capital or in the more important cities in which foreign representatives of like standing are commonly permitted to reside. They shall not exercise their functions before having duly received an *exequatur* in accordance with the accepted rules of ordinary international law.

Article 4.

Nationals of either of the High Contracting Parties residing in the territory of the other Party shall comply with all the laws, decrees and regulations of the country. They shall come under the local jurisdiction like nationals.

Article 5.

The High Contracting Parties agree to conclude as soon as possible consular, commercial, Customs and establishment conventions between their respective countries.

Article 6.

The High Contracting Parties agree to submit to arbitration all disputes that may arise between them regarding the application or interpretation of the provisions of any treaties and conventions already concluded or to be concluded in future, among them being the present treaty, which it has not been possible to settle amicably within a reasonable period by the normal methods of diplomacy.

This provision shall also apply, in case of need, to the preliminary question of whether the dispute refers to the interpretation or the application of the said treaties and conventions.

The decision of the arbitral tribunal shall be binding on the Parties.

For each dispute the arbitral tribunal shall be constituted at the request of either of the Contracting Parties, in the following manner : within three months of the date on which the request is made, each State shall appoint its arbitrator, who may, moreover, be chosen from among the nationals of a third country. If, within three months from the date on which the request is made, the two States do not agree on the period within which these arbitrators must have given their decision, or if the two arbitrators do not succeed in settling the dispute within the time allowed them, the two States shall choose as a third arbitrator a national of a third State. If the States do not agree on the choice of the third arbitrator within two months of the date on which his appointment has been requested, they shall make a joint request, or if such a request is not made within a fresh period of two months, the State that first decides thereon shall request the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to appoint this third arbitrator from among the nationals of third States. By joint agreement between the Parties he may be given a list of the third States to which his choice shall be restricted. The Parties reserve the right to agree in advance for a definite period on the person of the third arbitrator. The procedure to be observed by the two arbitrators, unless it has been laid down in a special agreement between the two States concluded at latest on the appointment of the arbitrators, shall, in the absence of provision to the contrary, be regulated by the two Governments in accordance with Article 57 and Articles 59 to 85 of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the settlement of international disputes.

Should it have been necessary to appoint a third arbitrator and should there be no special agreement between the two States laying down the procedure to be followed after such appointment,

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux de l'espèce à laquelle s'appliquent les prescriptions ci-dessus prévues et qui n'aurait pu être réglé d'une façon satisfaisante par la voie diplomatique, les Hautes Parties contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que membres de la Société des Nations, conviennent en tout cas de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles se réservent de déterminer, dans chaque cas par un compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra le mieux appropriée.

Elles conviennent d'ailleurs que si toutes les deux elles venaient à adhérer à une formule générale recommandée par la Société des Nations, elles l'appliqueraient au règlement de tous les différends auxquels elle s'adapte, nonobstant, s'il y a lieu, les dispositions qui précèdent.

Article 7.

Le présent traité sera ratifié selon les lois constitutionnelles de chacune des Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Kaunas le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour à dater de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 13 janvier 1930.

(L. S.) Jurgis BALTRUŠAITIS.

(L. S.) Ali Goli Khan ANSARI.

Uzsieniu Reikalų Ministerija.

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,

Directeur du Département juridique
et administratif a. i.

the third arbitrator shall join the first two arbitrators and the arbitral tribunal, as thus constituted, shall decide on its procedure and settle the dispute. All decisions of the arbitral tribunal shall be given by a majority vote.

In the event of any dispute other than those covered by the foregoing provisions which it shall have been impossible to settle satisfactorily through the diplomatic channel, the High Contracting Parties, mindful of their obligations as Members of the League of Nations, agree that in no circumstances will they have recourse to any but pacific means of settlement. They reserve their right to lay down, in a special agreement in each case, the procedure which they may consider most appropriate.

They agree, moreover, in the event of their both acceding to a general formula recommended by the League of Nations that they will apply that formula to the settlement of all disputes for which it can be employed notwithstanding anything to the contrary in the foregoing provisions.

Article 7.

The present Treaty shall be ratified in accordance with the constitutional laws of each of the High Contracting Parties and the ratifications shall be exchanged at Kaunas at the earliest possible date. The Treaty shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, January 13, 1930.

(L. S.) Jurgis BALTRUŠAITIS.

(L. S.) Ali Goli Khan ANSARI.



N° 3014.

GRÈCE ET POLOGNE

Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 4 janvier 1932.

GREECE AND POLAND

Treaty of Friendship, Conciliation and Arbitration, with Additional Protocol. Signed at Warsaw, January 4, 1932.

N^o 3014. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET LA RÉPUBLIQUE
DE POLOGNE. SIGNÉ À VARSOVIE, LE 4 JANVIER 1932.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 août 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

S'inspirant des bonnes relations d'amitié qui unissent heureusement leurs nations respectives ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats, de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux,

Ont décidé de réaliser dans un traité leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence M. August ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence M. Georges LAGOUKAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique, à Varsovie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes déclarent solennellement, au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 2 juillet 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3014. — TREATY² OF FRIENDSHIP, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN THE HELLENIC REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC. SIGNED AT WARSAW, JANUARY 4, 1932.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 10, 1932.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC,

Mindful of the strong ties of friendship by which their respective peoples are happily united ;

And being sincerely desirous of ensuring the settlement by pacific modes of procedure of all differences which may arise between their countries ;

Noting that it is incumbent upon international tribunals to respect all rights established by treaty or arising out of the law of Nations ;

Recognising that the rights of each country can only be modified with its consent ;

And being of opinion that by loyal observance, under the auspices of the League of Nations, of pacific modes of procedure it is possible to reach a settlement of all international differences ;

Attaching the highest importance to the recommendation made by the Assembly of the League of Nations in its resolution dated September 26, 1928, to the effect that all countries should conclude conventions for the pacific settlement of international differences ;

Have decided to conclude a treaty for the achievement of their common purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency M. August ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency M. Georges LAGOUKAKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Greek Republic in Warsaw ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

Article I.

The High Contracting Parties solemnly declare in the names of their respective peoples that they condemn recourse to war for the solution of international controversies and renounce it as an instrument of national policy in their relations with one another.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, July 2, 1932.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.

Article 3.

L'amitié sincère et la constante bonne intelligence qui existent heureusement entre la République de Pologne et la République hellénique, sont solennellement confirmées.

CHAPITRE II.

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article 4.

1. Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique ordinaire dans un délai raisonnable seront transmis dans les conditions fixées par le présent traité, à un règlement arbitral ou judiciaire, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

2. Cet engagement ne s'applique qu'aux contestations qui s'élèveraient après la ratification du présent traité au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification.

3. Les différends, pour la solution desquels une procédure spéciale est ou sera prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 5.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent traité, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans les délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent traité, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE III.

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 6.

1. Tous les litiges ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties contractantes et contesté par l'autre, seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, ou, si l'une des deux Parties le demande, à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Article 2.

The High Contracting Parties agree that the settlement or solution of all disputes or conflicts of whatever nature or whatever origin they may be, which may arise among them, shall never be sought except by pacific means.

Article 3.

The sincere friendship and constant good understanding which happily prevail between the Polish Republic and the Greek Republic are hereby solemnly confirmed.

CHAPTER II.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 4.

1. Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it has not been possible to settle through the usual diplomatic channel within a reasonable period of time, shall be submitted, under the conditions laid down in the present Treaty, to settlement by judicial means or arbitration, preceded according to circumstances as a compulsory or optional measure by recourse to the procedure of conciliation.

2. The above undertaking shall only apply to such differences as may arise after the ratification of the present Treaty with regard to circumstances or facts subsequent to such ratification.

3. Disputes for the settlement of which a special procedure is or shall be laid down in other conventions in force between the Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 5.

1. In the case of a dispute, the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Treaty until a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent authority.

2. In such a case the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER III.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 6.

1. All disputes relating to a right claimed by one of the High Contracting Parties and contested by the other shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice or, if either Party so requests, to an arbitral tribunal in the manner hereinafter provided.

2. Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

Si le différend est porté devant un tribunal arbitral conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 1, les parties rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indication ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 8.

1. Pour les différends prévus à l'article 6, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par le présent traité.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 7 avant l'expiration d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE IV.

DE LA CONCILIATION.

Article 9.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 6, et sous réserve des dispositions de l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 10.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission permanente de conciliation, constituée par les Parties dans les six mois après l'entrée en vigueur du présent traité.

Article 11.

1. La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ils devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux les Parties désigneront le président de la commission.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; et vol. CXXX, page 440, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

2. It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

Whenever a dispute is referred to an arbitral tribunal in conformity with the provisions of Article 6, paragraph 1, the Parties shall draw up a special agreement specifying the matter in dispute, the arbitrators selected and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 8.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 6, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the Parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Treaty.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the Arbitral Tribunal referred to in Article 7 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER IV.

CONCILIATION.

Article 9.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 6 and subject to the provisions of that Article shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 10.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a Permanent Conciliation Commission constituted for the purpose within six months of the exchange of the instruments of ratification of the present Treaty.

Article 11.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Parties shall each nominate one Commissioner who may be chosen from among their respective nationals. The three other Commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers; they shall be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. The Parties shall appoint the president of the commission from among them.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; and Vol. CXXX, page 440, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Tant que la procédure n'est pas ouverte, chaque Partie pourra toujours procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Elle aura aussi le droit de retirer son consentement à la nomination du président.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans le délai prévu à l'article 10, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties, ou, en cas de désaccord, le Président de la Confédération suisse sera prié de procéder à ces nominations.

Article 13.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 14.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 15.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président ; ce lieu ne pourra toutefois se trouver sur le territoire d'aucune des Parties.

Article 16.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties.

2. Après examen de l'affaire elle formulera, dans un rapport, des propositions en vue du règlement du différend.

Article 17.

1. La procédure devant la Commission permanente de conciliation sera contradictoire.

2. La commission réglera d'elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décisions contraires prises à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. The Commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. Provided that proceedings have not been instituted either Party may at any time replace the Commissioner whom it has appointed. Each Party shall moreover be entitled to withdraw its consent to the appointment of the President.

3. Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest time in the manner fixed for the nominations.

Article 12.

If the appointment of the Commissioners to be designated jointly is not made within the period provided for in Article 10, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the Parties, or, in case of disagreement, the President of the Swiss Confederation shall be asked to make the appointments.

Article 13.

1. Disputes shall be brought before the Permanent Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the Parties, the other Party shall without delay be notified by it.

Article 14.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before the Permanent Conciliation Commission, either Party may replace its own Commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 15.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Permanent Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President; such place shall not be situated in the territory of either Party.

Article 16.

1. The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement.

2. After examining the case it shall draw up a report formulating proposals for the settlement of the dispute.

Article 17.

1. The procedure before the Permanent Conciliation Commission shall provide for both Parties being heard.

2. The Commission shall lay down its own procedure, due regard being had, unless it unanimously decides to the contrary, to the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

3. Les délibérations de la Commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

4. Les Parties auront le droit de nommer auprès de la commission des agents, conseils et experts, qui serviront en même temps d'intermédiaire entre elles et la commission, ainsi que de demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

5. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils ou experts des deux Parties ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leurs gouvernements.

6. Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et en particulier à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user de tous les moyens dont elles disposent d'après leur législation pour lui permettre de procéder à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

7. Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 18.

1. La Commission de conciliation présentera son rapport dans les quatre mois à compter du jour de sa première séance, à moins que les Parties ne conviennent d'abrégéer ou de prolonger ce délai.

2. Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties. Le rapport n'aura, ni quant à l'exposé des faits, ni quant aux considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

3. La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer au sujet des propositions de règlements contenues dans son rapport. Ce délai ne dépassera pas deux mois.

Article 19.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission de conciliation, seront répartis de la même façon.

CHAPITRE V.

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 20.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les Parties ne se sont pas entendues, ou dans le cas prévu à l'article 6 alinéa 1, la question sera portée devant un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 21.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Chaque Partie en nommera un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances: ils devront être de nationalité différente, ne peuvent avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

3. The proceedings of the Conciliation Commission shall be held *in camera* unless the Commission, in agreement with the Parties, decides otherwise.

4. The Parties shall be entitled to appoint as their representatives before the Commission agents, counsel and experts, who shall at the same time act as intermediaries between them and the Commission, and also to request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

5. The Commission for its part shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon, with the consent of their Governments.

6. The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal, in accordance with their law, to allow it to proceed to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

7. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute, if all its members are present.

Article 18.

1. The Conciliation Commission shall submit its report within four months of the date of its first meeting, unless the Parties agree to curtail or to prolong this period.

2. A copy of the report shall be transmitted to each of the Parties. The report shall not have the character of an arbitral award as regards either the statement of facts or the legal considerations.

3. The Conciliation Commission shall determine the period within which the Parties shall be required to pronounce upon the proposals for settlement embodied in the report. Such period shall not exceed two months.

Article 19.

1. During the proceedings of the Commission, each of the Commissioners shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

CHAPTER V.

SETTLEMENT BY ARBITRATION.

Article 20.

If the Parties have not reached an agreement within a month of the termination of the proceedings of the permanent Conciliation Commission, or in the circumstances mentioned in Article 6, paragraph 1, the question shall be brought before an Arbitral Tribunal which, unless the Parties agree otherwise, shall be constituted in the manner indicated below.

Article 21.

The Arbitral Tribunal shall consist of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The two other Arbitrators and the Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers; they must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties.

Article 22.

1. Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si dans un délai de trois mois la désignation de ces deux Puissances n'intervenait pas ou, si les Puissances désignées n'ont pu tomber d'accord, le Président de la Confédération suisse sera prié à la requête de l'une des Parties de procéder à des nominations nécessaires.

Article 23.

1. Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

2. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points, indiqué dans l'alinéa précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 24.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment, si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 25.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité quelconque de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit interne de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, il sera accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 26.

Les différends relatifs à l'interprétation du présent traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22.

1. If the appointment of the members of the Arbitral Tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties requested the other Party to constitute an Arbitral Tribunal, a third Power, chosen by agreement between the Parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If within a period of three months these two Powers have not been designated, or if the Powers designated have been unable to reach an agreement, the President of the Swiss Confederation shall, at the request of either of the Parties, be asked to make the necessary appointments.

Article 23.

1. The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of procedure.

2. In the absence of sufficient particulars in the special agreement concerning the points mentioned in the preceding paragraph, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

CHAPTER VI.

GENERAL PROVISIONS.

Article 24.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. The Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 25.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the injured Party shall be granted equitable satisfaction of another kind.

Article 26.

Disputes relating to the interpretation of the present Treaty shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 27.

1. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Athènes dans le plus bref délai. Il entrera en vigueur le trentième jour après cet échange.

2. Le traité est conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Varsovie, le 4 janvier 1932, en deux exemplaires.

(—) August ZALESKI.

(—) G. LAGOUDAKIS.

PROTCOLE ADDITIONNEL

Au cas où la Pologne ratifierait plus tard la clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale le recours à un tribunal arbitral, prévu à l'article 6, ne pourra avoir lieu que d'un commun accord des Parties.

Faute de pareil accord la Cour permanente de Justice internationale demeure compétente pour tous les litiges auxquels se rapporte la clause en question. Il est bien entendu que cette obligation, sauf un accord contraire spécial entre les deux Parties, sera sujette aux mêmes réserves et aura la même durée que l'adhésion de la Grèce et de la Pologne à la clause facultative à l'article 36 du statut de la Cour permanente de Justice internationale.

VARSOVIE, le 4 janvier 1932.

(—) August ZALESKI.

(—) G. LAGOUDAKIS.

Article 27.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Athens as soon as possible. It shall enter into force on the thirtieth day after such exchange.
2. The Treaty is concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.
3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.
4. Notwithstanding denunciation by one of the High Contracting Parties, all proceedings pending at the expiration of the current period of the Treaty shall be completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Warsaw, January 4, 1932, in two copies.

(—) August ZALESKI.

(—) G. LAGOUKAKIS.

ADDITIONAL PROTOCOL.

Should Poland subsequently ratify the Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, recourse shall only be had to an Arbitral Tribunal under Article 6 by agreement between the Parties.

Failing such agreement, the Permanent Court of International Justice shall retain its jurisdiction in all disputes falling within the scope of the clause in question. It is understood that, failing special agreement to the contrary between the two Parties, this obligation shall be subject to the same reservations and shall remain in force for the same period as the accession of Greece and Poland to the Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

WARSAW, *January 4, 1932.*

(—) August ZALESKI.

(—) G. LAGOUKAKIS.

N° 3015.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUISSE**

Convention en vue d'éviter certains cas de double imposition, avec annexe, signée à Berne, le 17 octobre 1931, et échange de notes y relatif, de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWITZERLAND**

Agreement for the Avoidance of Double Taxation in certain Cases, with Annex, signed at Berne, October 17, 1931, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N^o 3015. — CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE EN VUE D'ÉVITER CERTAINS CAS DE DOUBLE IMPOSITION. SIGNÉE A BERNE, LE 17 OCTOBRE 1931.

Textes officiels français et anglais, communiqués par le Conseil fédéral suisse et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 août 1932.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, animés du désir de conclure une convention en vue d'exempter réciproquement de l'imposition dans certains cas les revenus ou bénéfices réalisés par des agences et de faciliter ainsi la conclusion d'une Convention générale en vue d'éviter la double imposition, ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

Son Excellence Sir Howard William KENNARD, ministre de Sa Majesté britannique.

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, les plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord fera en sorte que les revenus et bénéfices auxquels s'applique le présent article soient, pour aussi longtemps que les exemptions spécifiées à l'article 2 ci-après produiront leurs effets, exemptés de l'*Income Tax* (y compris la « *surtax* ») perçue dans le Royaume-Uni pour l'année fiscale ayant commencé le 6 avril 1930 et pour chaque année fiscale subséquente ; pour donner force de loi à cette exemption, il prendra les mesures nécessaires en vertu de l'article 17 de l'acte du Parlement du Royaume-Uni portant le titre de Finance Act 1930.

Sont considérés comme des revenus et bénéfices auxquels s'applique le présent article tous les revenus ou bénéfices qu'une personne domiciliée en Suisse et sans domicile dans le Royaume-Uni retire directement ou indirectement d'une agence dans le Royaume-Uni, à moins que les revenus ou bénéfices :

- (i) Résultent de la vente de marchandises provenant d'un dépôt dans le Royaume-Uni, ou
- (ii) Proviennent directement ou indirectement d'une succursale ou d'un établissement dans le Royaume-Uni ou d'une agence dans le Royaume-Uni, si l'agent possède et exerce habituellement des pleins pouvoirs généraux l'autorisant à traiter en vue de contrats et à conclure des contrats.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 28 juin 1932.

No. 3015. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE SWISS FEDERAL COUNCIL FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN CERTAIN CASES. SIGNED AT BERNE, OCTOBER 17, 1931.

French and English official texts communicated by the Swiss Federal Council and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place August 11, 1932.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE SWISS FEDERAL COUNCIL, being desirous of concluding an Agreement for reciprocal exemption from taxation in certain cases of profits or gains arising through an agency and by this means of facilitating the conclusion of a general Agreement for the avoidance of double taxation, have appointed to that end as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

His Excellency Sir Howard William KENNARD, His Britannic Majesty's Minister ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Chief of the Federal Political Department ;

Who, having communicated to each other their full powers, found to be in due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland undertake that the profits or gains to which this Article relates shall, so long as the exemptions specified in Article 2 hereof remain effective, be exempted from Income-Tax (including sur-tax) chargeable in the United Kingdom for the year of assessment commencing on the sixth day of April, nineteen hundred and thirty, and for every subsequent year of assessment, and will take the necessary action under section seventeen of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1930, with a view to giving the force of law to the exemption aforesaid.

The profits or gains to which this Article relates are any profits or gains arising, whether directly or indirectly, through an agency in the United Kingdom to a person who is resident in Switzerland and is not resident in the United Kingdom, unless the profits or gains either :

(i) Arise from the sale of goods from a stock in the United Kingdom ; or

(ii) Accrue directly or indirectly through any branch or management on the United Kingdom or through an agency in the United Kingdom where the agent has and habitually exercises a general authority to negotiate and conclude contracts.

¹ The exchange of ratifications took place at London, June 28, 1932.

Article 2.

Les revenus et bénéfices auxquels s'applique le présent article seront exemptés en Suisse, avec effet dès le 6 avril 1930 et, dans la suite, pour aussi longtemps que l'exemption spécifiée à l'article premier ci-dessus déploiera ses effets, de tous impôts directs sur le revenu perçus par la Confédération, les cantons et les communes.

En outre, avec effet dès le 6 avril 1930 et, dans la suite, pour aussi longtemps que l'exemption spécifiée à l'article premier ci-dessus sortira ses effets, toute fortune possédée et employée en Suisse par une personne domiciliée dans le Royaume-Uni et sans domicile en Suisse en vue de réaliser des revenus ou bénéfices auxquels s'applique le présent article sera exemptée de tous impôts directs sur la fortune ou sur le capital perçus par la Confédération, les cantons et les communes.

Sont considérés comme des revenus et bénéfices auxquels s'applique le présent article tous les revenus ou bénéfices qu'une personne domiciliée dans le Royaume-Uni et sans domicile en Suisse retire directement ou indirectement d'une agence en Suisse, à moins que les revenus ou bénéfices :

- (i) Résultent de la vente de marchandises provenant d'un dépôt se trouvant en Suisse, ou
- (ii) Proviennent directement ou indirectement d'une succursale ou d'un établissement en Suisse ou d'une agence en Suisse, si l'agent possède et exerce habituellement des pleins pouvoirs généraux l'autorisant à traiter en vue de contrats et à conclure des contrats.

Les impôts en vigueur en Suisse visés par le présent article sont ceux indiqués dans l'annexe à la présente convention.

Article 3.

La notion de « personne » au sens de la présente convention s'étend aussi aux sociétés. Une société est considérée comme domiciliée dans le Royaume-Uni si sa direction et le contrôle de ses opérations s'effectuent dans le Royaume-Uni. Elle est considérée comme domiciliée en Suisse si sa direction et le contrôle de ses opérations s'effectuent en Suisse.

Article 4

La présente convention peut être dénoncée en tout temps, moyennant observation d'un délai de dénonciation de six mois, par chacune des Parties contractantes.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible, à Londres. Elle entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires dont les noms figurent ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berne, en double exemplaire, en langue française et en langue anglaise, le dix-sept octobre mil neuf cent trente et un (17 octobre 1931).

(L. S.) (Signé) MOTTA.

(L. S.) (Signé) H. W. KENNARD.

Article 2.

In Switzerland from the sixth day of April, nineteen hundred and thirty, and thereafter so long as the exemption specified in Article 1 hereof remains effective, the profits or gains to which this Article relates shall be exempted from all direct taxes on income, whether imposed by the Confederation, the Cantons or the Communes.

Further, from the sixth day of April, nineteen hundred and thirty, and thereafter so long as the exemption specified in Article 1 hereof remains effective, any property which is owned or possessed and employed in Switzerland by a person resident in the United Kingdom and not resident in Switzerland for the purpose of making profits or gains to which this Article relates shall be exempted from all direct taxes on property or capital, whether imposed by the Confederation, the Cantons or the Communes.

The profits or gains to which this Article relates are any profits or gains arising, whether directly or indirectly, through an agency in Switzerland to a person who is resident in the United Kingdom and is not resident in Switzerland, unless the profits or gains either :

(i) Arise from the sale of goods from a stock in Switzerland ; or

(ii) Accrue directly or indirectly through any branch or management in Switzerland or through an agency in Switzerland where the agent has and habitually exercises a general authority to negotiate and conclude contracts.

The existing taxes in Switzerland to which this Article applies are those indicated in the Annex to this Agreement.

Article 3.

For the purposes of this Agreement the word " person " includes any body of persons, corporate or not corporate, and a body corporate shall be regarded as resident in the United Kingdom if its business is managed and controlled in the United Kingdom and shall be regarded as resident in Switzerland if its business is managed and controlled in Switzerland.

Article 4.

This Agreement may be denounced at any time upon six months' notice being given by one Contracting Party to the other.

Article 5.

This Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at London as soon as possible. This Agreement shall take effect on the exchange of the instruments of ratification.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Berne in duplicate in the English and French languages, the seventeenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-one (17 October 1931).

(L. S.) (Signed) H. W. KENNARD.

(L. S.) (Signed) MOTTA.

ANNEXE A LA CONVENTION

I. IMPOTS DIRECTS DE LA CONFÉDÉRATION.

Nature de l'impôt.	Bases légales.
Vermögenssteuer } Erwerbssteuer } Kapitalsteuer (Juristische Personen)	} Bundesbeschluss betr. die neue ausserordentliche Kriegssteuer vom 28. September 1920.
Physische Personen	
Juristische Personen	

II. IMPOTS DIRECTS DES CANTONS.

Canton de Zurich.

Einkommenssteuer Ergänzungssteuer (Vermögen) Ertrags- und Kapitalsteuer (für Aktiengesell- schaften)	} Gesetz betr. die direkten Steuern von 25. XI. 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928.
(für Aktiengesell- schaften)	

Canton de Berne.

Vermögenssteuer Einkommenssteuer Zuschlagssteuer	} Gesetz über die direkten Staats- und Gemeinde- steuern vom 7. VII. 1918/21. III. 1920-31. I. 1926.

Canton de Lucerne.

Einkommenssteuer } Vermögenssteuer } Kapitalsteuer } Ertragssteuer } Physische Personen Juristische Personen	} Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927. Armengesetz vom 29. XII. 1922.

Canton d'Uri.

Vermögenssteuer Einkommenssteuer Kopfsteuer	} Steuergesetz für den Kanton Uri vom 31. XI. 1915/ 7. V. 1923.

Canton de Schwyz.

Vermögenssteuer Steuer auf Leibrenten u. Pensionen Kopfsteuer	} Steuergesetz für den Kanton Schwyz vom 10. IX. 1854. Gesetz betreffend die Besteuerung der Transportanstalten, Warenlager und dergl. vom 9. VIII. 1890.

Canton d'Unterwald-le-Haut.

Vermögenssteuer Einkommenssteuer Kopfsteuer	} Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEX TO THE CONVENTION.

I. DIRECT TAXES IMPOSED BY THE FEDERATION.

Nature of Tax.	Legal Authority.
Tax on property Earned income Tax Tax on capital (Corporate bodies)	} Individuals } Federal decree of 28th September, 1920, regarding the new federal war tax extraordinary.

II. DIRECT TAXES IMPOSED BY CANTONS.

Canton of Zurich.

Income tax Complementary tax on property Tax on profits and capital (for joint stock companies)	} Laws on direct taxation of 25th November, 1917, 19th February, 1922, 2nd December, 1928.
--	--

Canton of Berne.

Tax on property Income tax Additional tax	} Cantonal and Communal laws on direct taxation of 7th July, 1918, 21st March, 1920, and 31st January, 1926.
---	--

Canton of Lucerne.

Income tax Tax on property Tax on capital Tax on profits	} Individuals } } Corporate bodies } Laws on taxation of 22nd September, 1922, and 30th November, 1927. Poor law of 29th December, 1922.
---	---

Canton of Uri.

Tax on property Income tax Capitation tax	} Law on taxation of the Canton of Uri of 31st October, 1915, and 7th May, 1923.
---	--

Canton of Schwyz.

Tax on property Tax on life annuities and pensions Capitation tax	} Law on taxation of the Canton of Schwyz of 10th September, 1854. Law on taxation of transport firms and warehouses, etc., of 9th July, 1890.
---	--

Canton of Upper Unterwald.

Tax on property Income tax Capitation tax	} Taxation laws of 26th April, 1908, and 25th April, 1920.
---	--

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Nature de l'impôt.	Bases légales.
<i>Canton d'Unterwald-le-Bas.</i>	
Vermögenssteuer Erwerbssteuer Kopfsteuer	} Gesetz vom 24. IV. 1921.
<i>Canton de Glaris.</i>	
Vermögenssteuer Personalsteuer (fest)	} Gesetz über das Landessteuerwesen des Kantons Glarus vom 1. V. 1904/5. V. 1918/11. V. 1919/2. V. 1920/1. V. 1927/4. V. 1930.
Erwerbssteuer	} Gesetz über die Erwerbssteuer des Kantons Glarus vom 2. V. 1920.
Vermögenssteuer Kopfsteuer	} Gesetz betr. Erhebung einer Landessteuer für Schulzwecke vom 11. V. 1919.
Kapitalsteuer (ev. Immobiliersteuer)	} Gesetz betr. die Besteuerung der anonymen Erwerbsgesellschaften vom 6. V. 1917.
<i>Canton de Zoug.</i>	
Vermögenssteuer Einkommens- und Erwerbssteuer Kopfsteuer Aktivbürgersteuer Patentsteuer	} Gesetz über die Bestreitung der Staatsauslagen vom 28. XII. 1896/17. XI. 1921/15. V. 1930.
<i>Canton de Fribourg.</i>	
Impôt sur la fortune Impôt sur le produit du travail Impôt sur le capital et le bénéfice des personnes morales	} Loi sur l'impôt du 24. XI. 1919/7. V. 1926/16. V. 1929.
<i>Canton de Soleure.</i>	
Einkommenssteuer Vermögenssteuer	} Gesetz betr. die direkte Steuer vom 17. III. 1895/21. I. 1917/4. V. 1919/29. III. 1925/23. II. 1930.
<i>Canton de Bâle-Ville.</i>	
Einkommenssteuer Vermögenssteuer Kapitalsteuer Ertragssteuer	} Gesetz betr. die direkten Steuern vom 6. IV. 1922. } Gesetz betr. die Besteuerung der anonymen Erwerbsgesellschaften vom 23. VI. 1921.
<i>Canton de Bâle-Campagne.</i>	
Vermögenssteuer Einkommenssteuer	} Gesetz vom 20. VIII. 1928.
<i>Canton de Schaffhouse.</i>	
Vermögenssteuer Einkommenssteuer Kapitalsteuer Ertragssteuer Personalsteuer	} Gesetz über die direkten Steuern vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927.

Nature of Tax.	Legal Authority.
<i>Canton of Lower Unterwald.</i>	
Tax on property Earned income tax Capitation tax	} Law of 24th April, 1921.
<i>Canton of Glaris.</i>	
Tax on property Personal tax (fixed)	} Laws of Cantonal taxation of the Canton of Glaris of 1st May, 1904, 5th May, 1918, 11th May, 1919, 2nd May, 1920, 1st May, 1927, 4th May, 1930.
Earned income tax	} Law regarding earned income tax of Canton of Glaris of 2nd May, 1920.
Tax on property Capitation tax	} Law regarding the imposition of a Cantonal tax for education purposes of 11th May, 1919.
Tax on capital (Alternatively Real Property tax)	} Law on the taxation of companies trading for profit of 6th May, 1917.
<i>Canton of Zug.</i>	
Tax on property Income tax and earned income tax Capitation tax Civic capitation tax Patent tax	} Cantonal budgetary laws of 28th December, 1896, 17th November, 1921, and 15th May, 1930.
<i>Canton of Fribourg.</i>	
Tax on property Earned income tax Tax on capital and profits of corporate bodies	} Taxation laws of 24th November, 1914, 7th May, 1926, 16th May, 1929.
<i>Canton of Solothurn.</i>	
Income tax Tax on property	} Laws on direct taxation of 17th March, 1895, 21st January, 1917, 4th May, 1919, 29th March, 1925, 23rd February, 1930.
<i>Canton of Basle (Urban).</i>	
Income tax Tax on property Tax on capital Tax on profits	} Law on direct taxation of 6th April, 1922. } Law on the taxation of public companies trading for profit of 23rd June, 1921.
<i>Canton of Basle (Rural).</i>	
Tax on property Income tax	} Law of 20th July, 1928.
<i>Canton of Schaffhausen.</i>	
Tax on property Income tax Tax on capital Tax on profits Personal tax	} Laws on direct taxation of 26th July, 1919, and 25th May, 1927.

Nature de l'impôt.

Bases légales.

Canton d'Appenzell Rh.-Ext.

Vermögenssteuer
Einkommenssteuer
Personalsteuer (fest)

} Steuergesetze vom 25. IV. 1897.

Canton d'Appenzell Rh.-Int.

Vermögenssteuer
Erwerbssteuer
Armensteuer (von Vermögen, Erwerb und der Person)

} Steuergesetz vom 12. X. 1919/27. IV. 1924.

Canton de St-Gall.

Vermögenssteuer
Einkommenssteuer
Personalsteuer (fest)

} Gesetz betr. die direkten Staatssteuern vom 24. XI. 1903/30. XI. 1916/24. V. 1918/15. XI. 1928.

Canton des Grisons.

Vermögenssteuer
Erwerbssteuer
Kopfsteuer (fest)

} Steuergesetz für den Kanton Graubünden vom 23., VI. 1918.

Canton d'Argovie.

Vermögenssteuer
Erwerbssteuer
Spezialsteuer auf Aktiengesellschaften, Kommanditaktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften

} Gesetz über den Bezug von Vermögens- und Einkommenssteuern zu Staatszwecken vom 11. III. 1865/18. II. 1925.
Gesetz über die Besteuerung der Aktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften vom 15. IX. 1910.*Canton de Thurgovie.*

Vermögenssteuer
Einkommenssteuer
Personalsteuer

} Gesetz betr. das Steuerwesen vom 15. II. 1898.

Canton du Tessin.

Imposta sulla sostanza
Imposta sulla rendita
Tassa scolastica

} Legge tributaria del Ct. Ticino dell. 11. XII. 1907 colle modificazioni susseguenti.
Decreto legislativo sull' onorario dei docenti delle scuole comunali e cantonali del 24 agosto 1915.*Canton de Vaud.*

Impôt sur la fortune
Impôt sur le produit du travail
Taxe sur les étrangers qui ne sont pas nés dans le canton de Vaud et qui n'exercent et n'y ont jamais exercé d'activité lucrative

} Loi d'impôt sur la fortune et le produit du travail du 24. I. 1923/24. XI. 1926/14. II. 1928/27. XI. 1928.

Droits de patente

} Loi soumettant à une patente diverses sociétés ayant leur siège dans le canton ou y exerçant une activité du 22. I. 1919.

Taxe personnelle

Loi annuelle sur l'impôt.

Nature of Tax.	Legal Authority.
<i>Canton of Appenzell (Outer Rhoden).</i>	
Tax on property Income tax Personal tax (fixed)	} Law on taxation of 25th April, 1897.
<i>Canton of Appenzell (Inner Rhoden)</i>	
Tax on property Earned income tax Poor tax (on property, earned income and individuals)	} Taxation laws of 12th October, 1919, and 27th April, 1924.
<i>Canton of St. Gall.</i>	
Tax on property Income tax Personal tax (fixed)	} Laws on cantonal direct taxation of 24th November, 1903, 30th November, 1916, 24th May, 1918, 15th November 1918.
<i>Canton of the Grisons.</i>	
Tax on property Earned income tax Capitation tax (fixed)	} Taxation law of the Canton of the Grisons of 23rd June, 1918.
<i>Canton of Aargau.</i>	
Tax on property Earned income tax Special tax on joint stock companies and limited companies and co-operative societies trading for profit	} Laws on the taxation of capital and income for Cantonal purposes, 11th March, 1865, and 18th February, 1925. } Law on the taxation of joint stock companies and of co-operative societies trading for profit of 15th September, 1910.
<i>Canton of Thurgau</i>	
Tax on property Income tax Personal tax	} Law on taxation of 15th February, 1898.
<i>Canton of Ticino.</i>	
Tax on property Income tax Education tax	} Taxation law of the Canton of Ticino of 11th December, 1907, as subsequently amended } Legislative decree on the salaries of the teaching staff of communal and cantonal schools of 24th July, 1915.
<i>Canton of Vaud.</i>	
Tax on property Earned income tax Tax on foreigners not born in the Canton of Vaud who do not and have never carried on any occupation for profit	} Taxation laws on capital and earned income of 24th January, 1923, 24th November, 1926, 14th February, 1928, and 27th November, 1928.
Licence fees Personal tax	} Law of 22nd January, 1919, rendering public companies situate in the Canton or trading therein liable to obtain licence. } Annual law on taxation.

Nature de l'impôt.

Bases légales.

Canton du Valais.

Impôt sur la fortune	}	Loi des finances du 10. XI. 1903. Loi du 19. V. 1899 sur le contrôle de l'impôt mobilier. Décret du 15. I. 1921.
Impôt sur le revenu		
Impôt sur l'industrie		

Canton de Neuchâtel.

Impôt sur la fortune	}	Loi sur l'impôt direct du 30. IV. 1903 avec les modifications subséquentes.
Impôt sur les ressources		

Canton de Genève.

Impôt sur le revenu	}	Personnes physiques	}	Loi sur les contributions publiques du 24. III. 1923/24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/ I. XII. 1928.
Impôt sur la fortune				
Impôt sur le bénéfice	}	Personnes morales		
Impôt sur le capital				
Impôt complémentaire sur la valeur des immeubles				
Impôt sur la plus-value immobilière				
Taxe personnelle				

III. IMPOTS DIRECTS DES DISTRICTS ET DES COMMUNES.

Canton de Zurich.

Einkommenssteuer	}	Gesetz betreffend die direkten Steuern vom 25. XI. 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928.
Ergänzungssteuer		
Ertragssteuer		
Kapitalsteuer		
Personalsteuer		
Ligenschaftssteuer Grundstückgewinnsteuer		

Canton de Berne.

Vermögenssteuer	}	Gesetz über die direkten Staats- und Gemeinde- steuern vom 7. VII. 1918. Gesetz über die Organisation des Kirchenwesens im Kanton Bern vom 18. I. 1874. Dekret betr. Steuern zu Kultuszwecken vom 2. XII. 1876.
Einkommenssteuer		
Zuschlagssteuer		
Aktivbürgersteuer (variable)		
Besondere Erwerbssteuer (Saisonsteuer)		

Canton de Lucerne.

Einkommenssteuer	}	Physische Personen	}	Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927.
Vermögenssteuer				
Kapitalsteuer	}	Juristische Personen	}	Armengesetz vom 29. XII. 1922. Steuergesetz vom 28. VII. 1919 (Art. 20-38).
Ertragssteuer				
Wertzuwachssteuer				

Canton d'Uri.

Vermögenssteuer	}	Verordnung über das Steuerwesen der Gemeinden vom 24. XI. 1892/10. III. 1903. Verordnung über Kultus- oder Kirchensteuern vom 27. XI. 1918.
Einkommenssteuer		
Kopfsteuer		

Nature of Tax.	Legal Authority.
<i>Canton of the Valais.</i>	
Tax on property	{ Finance law of 10th November, 1903. Law of 19th May, 1899, on the control of personal property. Decree of 15th January, 1921.
Income tax	
Tax on industry	
<i>Canton of Neuchâtel.</i>	
Tax on property	} Law on direct taxation of 30th April, 1903, with subsequent amendments.
Income tax	
<i>Canton of Geneva.</i>	
Income tax	} Laws on public taxation of 24th March, 1923, 24th December, 1924, 9th March, 1927, 4th May, 1927, and 1st December, 1928.
Tax on property	
Tax on profits	
Tax on capital	
Complementary tax on the value of real estate	
Tax on the capital appreciation of real estate	
Personal tax	

III. DIRECT TAXES IMPOSED BY DISTRICTS AND COMMUNES.

<i>Canton of Zurich.</i>	
Income tax	} Laws on direct taxation of 25th November, 1917, 19th February, 1922, and 2nd December, 1928.
Complementary tax	
Tax on profits	
Tax on capital	
Personal tax	
Tax on real estate	
Tax on the capital appreciation of real estate (imposed on sale)	
<i>Canton of Berne.</i>	
Tax on property	} Law on direct taxation of Canton and of Communes of 7th July, 1918. Law on ecclesiastical organisation in the Canton of Berne of 18th January, 1874. Decree on taxation for the benefit of religious cults of 2nd December, 1876.
Income tax	
Additional tax	
Special income tax (imposed on seasonal workers)	
<i>Canton of Lucerne.</i>	
Earned income tax	} Taxation law of 22nd September, 1922, and 30th November, 1927. Poor law of 29th December, 1922. Law of taxatoin of 28th July, 1919 (articles 20-38).
Tax on property	
Tax on capital	
Tax on profit	
Tax on the capital appreciation of real property (imposed on sale)	
<i>Canton of Uri.</i>	
Tax on property	} Decrees on communal taxation of 24th November, 1892, and 10th March, 1903. Decree on taxation for the benefit of religious cult or parochial tax of 27th November, 1918.
Income tax	
Capitation tax	

Nature de l'impôt.

Bases légales.

Canton de Schwyz.

Vermögenssteuer
Steuer auf Leibrenten und Pensionen
Kopfsteuer
Handänderungssteuer

Steuergesetz für den Kanton Schwyz vom 10. IX. 1854/17. VII. 1884/19. X. 1890.
Gesetz betr. die Besteuerung der Transportanstalten, Warenlager und dergl. vom 9. VIII. 1890.
Gesetz betr. die fakultative Handänderungssteuer zu Gunsten der Gemeinden vom 4. XII. 1920.

Canton d'Unterwald-le-Haut.

Vermögenssteuer
Einkommenssteuer
Kopfsteuer

Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920.

Canton d'Unterwald-le-Bas.

Vermögenssteuer
Erwerbssteuer
Kopfsteuer

Gesetz vom 24. IV. 1921.

Canton de Glaris.

Haushaltssteuer
Vermögenssteuer
Kopfsteuer

Gesetz über die Erhebung von Gemeindesteuern vom 27. V. 1877.
Gesetz betr. die Erhebung von Vermögens-, Kopf- und Haushaltssteuern für Kirchzwecke vom 27. V. 1877.
Gesetz betr. die Erhebung von Vermögens- und Kopfsteuern für Schulzwecke vom 27. V. 1877.

Canton de Zoug.

Vermögenssteuer
Erwerbssteuer
Patentsteuer
Haushaltssteuer
Kopfsteuer
Kirchensteuer

Gesetz betr. das Gemeindewesen vom 20. XII. 1876.
Gesetz betr. Steuerberechtigung der Kirchgemeinden des Kantons Zug vom 12. XI. 1908.

Canton de Fribourg.

Impôt sur la fortune
Impôt sur le produit du travail
Impôt sur le capital et le bénéfice des sociétés anonymes et des sociétés coopératives
Contribution immobilière
Impôt personnel
Impôt sur les bénéfices immobiliers

Loi sur les impôts communaux et paroissiaux du 7 mai 1926.

Canton de Soleure.

Einkommenssteuer
Vermögenssteuer
Personalsteuer
Haushaltssteuer

Gesetz über die Organization des Gemeindewesen vom 28. X. 1871.

Nature of Tax.	Legal Authority.
	<i>Canton of Schwyz.</i>
Tax on property	{ Taxation laws of the Canton of Schwyz of 10th September, 1854, 17th July, 1884, and 19th October, 1890. Law on taxation of transport companies, warehousing companies, etc., of 9th August, 1890. Law regarding optional taxation on sale of property imposed by Communes of 4th December, 1920.
Tax on life annuities and pensions	
Capitation tax	
Tax on sales of property	
	<i>Canton of Upper Unterwald.</i>
Tax on property	{ Taxation law of 26th April, 1908 and 25th April 1920.
Income tax	
Capitation tax	
	<i>Canton of Lower Unterwald.</i>
Tax on property	{ Law of 24th April, 1921.
Earned income tax	
Capitation tax	
	<i>Canton of Glaris.</i>
Household tax	{ Law on the collection of communal taxes of 27th May, 1877. Law regarding the taxation of capital, capitation taxes and household taxes for religious purposes of 27th May, 1877. Law regarding the taxation of capital and capitation taxes for educational purposes of 27th May, 1877.
Tax on property	
Capitation tax	
Tax on property	{ Law regarding the communes of 20th December, 1876. Law authorising parishes of the Canton of Zug to collect taxes of 12th November, 1908.
Earned income tax	
Patent tax	
Household tax	
Capitation tax	
Church tax	
	<i>Canton of Fribourg.</i>
Tax on property	{ Law regarding communal and parochial taxation of 7th May, 1926.
Earned income tax	
Tax on capital and the profits of joint stock companies and co-operatives societies	
Tax on real estate	
Personal tax	
Tax on profits from real estate	
	<i>Canton of Solothurn.</i>
Income tax	{ Law on the organisation of Communes of 28th October, 1871.
Tax on property	
Personal tax	
Household tax	

Nature de l'impôt.

Bases légales.

Canton de Bâle-Ville.

Einkommenssteuer	} (wird als Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Steuerreglement für die Einwohnergemeinde Riehen vom 3. VI. 1923.
Mehrwertsteuer		
Personalsteuer		} Steuerreglement der Einwohnergemeinde Bettingen vom 2. II. 1910.
Liegenschaftssteuer		
Gebäudesteuer		
Kirchensteuer	} Steuerordnung der evang. reformierten Kirchgemeinde vom 14. XI. 1923.	

Canton de Bâle-Campagne.

Vermögenssteuer	} und Personal-	} Gemeindegesetz vom 14. III. 1881 §§ 137-153.
Einkommenssteuer		
Vorausleistung (Haushaltungssteuer)		} Gesetz vom 20. VIII. 1928.

Canton de Schaffhouse.

Vermögenssteuer	} (wird als Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Gesetz über die direkten Steuern vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927.
Einkommenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		
Personalsteuer		

Canton d'Appenzell Rh.-Ext.

Vermögenssteuer	} (wird als Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Steuergesetz vom 25. IV. 1897.
Einkommenssteuer		

Canton d'Appenzell Rh.-Int.

Vermögenssteuer	} (wird als Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Steuergesetz vom 12. X. 1919/27. IV. 1924.
Erwerbssteuer		
Grundstücksteuer		
Personalsteuer		
Haushaltungssteuer		

Canton de St-Gall.

Vermögenssteuer	} (wird als Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Gesetz betr. das Steuerwesen der Gemeinden vom 17. XI. 1858.
Einkommenssteuer		
Haushaltungssteuer			} Nachtragsgesetz vom 30. XI. 1916.

Canton des Grisons.

Vermögenssteuer	} (wird als Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Les communes du canton des Grisons sont autonomes en matière d'impôt.
Erwerbssteuer		
Virilsteuern (feste Kopfsteuer)		
Haushaltungssteuer		
Grundsteuer		
Eventl. noch andere Steuern auf Vermögen und Erwerb		

Canton d'Argovie.

Vermögenssteuer	} (wird als Liegenschaften (wird als Einkommenssteuer erhoben)	} Gesetz über die Verwendung der Gemeindegüter und Gemeindesteuern vom 30. XI. 1866.
Erwerbssteuer		
		} Gesetz betr. Steuererleichterungen und Steuerzuschläge vom 18. II. 1925.

Nature of Tax.

Legal Authority.

Canton of Basle (Urban).

Income tax	}	Bye-law on taxation in the rural district of Riehen of 3rd June, 1923.
Tax on property		
Tax on the capital appreciation of real estate (levied as income tax)	}	Bye-law on taxation in the rural district of Bettingen of 2nd February, 1910. Fiscal decree of the parochial (Reformed Evangelical) commune of 14th November, 1923.
Personal tax		
Tax on real property		
Tax on buildings		
Church tax		

Canton of Basle (Rural).

Tax on property	}	Law on communes of 14th March, 1881, paras. 137-153. Law of 20th August, 1928.
Income tax		
Household and personal tax (<i>Vorausleistung</i>)		

Canton of Schaffhausen.

Tax on property	}	Laws on direct taxation of 26th August, 1919, and 25th May, 1927.
Income tax		
Tax on capital		
Tax on profits		
Personal tax		

Canton of Appenzell (Outer Rhoden).

Tax on property	}	Taxation law of 25th April, 1897.
Income tax		

Canton of Appenzell (Inner Rhoden).

Tax on property	}	Taxation laws of 12th October, 1919, and 27th April, 1924.
Earned income tax		
Tax on real estate		
Personal tax		
Household tax		

Canton of St. Gall.

Tax on property	}	Law on communal taxes of 17th November, 1858. Additional law of 30th November, 1916.
Income tax		
Household tax		

Canton of the Grisons.

Tax on property	}	(The communes of the Canton of the Grisons are independent in the matter of taxation.)
Earned income tax		
Fixed capitation tax		
Household tax		
Land tax		
Additional taxes on property and earned income will be leviable as required		

Canton of Aargau.

Tax on property	}	Law regarding the employment of communal property and communal taxes of 30th November, 1866. Law on reduction of fiscal taxes and supplementary taxation of 18th February, 1925.
Earned income tax		

Nature de l'impôt.	Canton de Thurgovie.	Bases légales.
Vermögenssteuer Einkommenssteuer Personalsteuer	}	Gesetz betreffend das Steuerwesen vom 15. II. 1898.
	<i>Canton du Tessin.</i>	
Imposta sulla sostanza Imposta sulla rendita Il focatico Il testatico Tassa personale speciale	}	Legge tributaria del Cantone Ticino dell' 11. XII. 1907 colle modificazioni susseguenti.
	<i>Canton de Vaud.</i>	
Impôt sur la fortune. Impôt sur le produit du travail Impôt foncier Impôt sur les loyers Impôt personnel Taxe des étrangers	}	Lois sur les impositions communales du 19. V. 1925/14. II. 1928.
	<i>Canton du Valais.</i>	
Impôt sur le capital, et le revenu Impôt sur l'industrie Taxe du ménage	}	Loi des finances du 10. XI. 1903. Loi du 29. XI. 1886/14. XI. 1922 sur la répartition des charges municipales et des travaux publics dans les communes.
	<i>Canton de Neuchâtel.</i>	
Impôt sur la fortune Impôt sur les ressources Impôt sur le revenu brut ou la valeur locative des immeubles Impôt sur la valeur du loyer ou du fermage	}	Loi sur les impositions municipales du 29. X. 1885 avec les modifications subséquentes. Décret du 20. XI. 1917 portant revision des articles 1-4 de la loi sur les impositions municipales du 29. X. 1885.
	<i>Canton de Genève.</i>	
Impôt sur le revenu Impôt sur la fortune Impôt sur le capital Impôt sur le bénéfice Taxe professionnelle fixe sur les commerces, industries et professions	}	Loi sur les contributions publiques du 24 mars 1923/24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/1. XII. 1928.

Pour copie conforme :

Berne, le 9 août 1932.

Le Vice-Chancelier de la Confédération :

Leimgruber.

Nature of Tax.	Canton of Thurgau.	Legal Authority.
Tax on property Income tax Personal tax	}	Taxation law of 15th February, 1898.
	<i>Canton of Ticino.</i>	
Tax on property Income tax Hearth tax Capitation tax Special personal tax	}	Taxation law of Canton of Ticino of 11th December, 1907, as subsequently amended.
	<i>Canton of Vaud.</i>	
Tax on property Earned income tax Land tax Rent tax Personal tax Foreigners' tax	}	Laws on communal taxation of 19th May, 1925, and 14th February, 1928.
	<i>Canton of the Valais.</i>	
Tax on capital and income Tax on industry Household tax	}	Finance law of 10th November, 1930. Laws of 29th November, 1886, and 14th November, 1922, on the distribution of taxes for municipal purposes and for public works within the communes.
	<i>Canton of Neuchâtel.</i>	
Tax on property Income tax Tax on gross revenue or rental value of real estate Tax on rents (including farm rents)	}	Law on municipal taxation of 29th October, 1885, as subsequently amended. Decree of 20th November, 1917, revising articles 1-4 of the law on municipal taxation of 29th October, 1885.
	<i>Canton of Geneva.</i>	
Income tax Tax on property Tax on profits Tax on capital Fixed professional tax on trade, industry and professions	}	Laws on public taxation of 24th March, 1923, 24th December, 1924, 9th March, 1927, 4th May, 1927, and 1st December, 1928.

EXCHANGE OF NOTES

RELATING TO THE APPLICATION OF THE ABOVE CONVENTION. BERNE, OCTOBER 17, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Conseil fédéral suisse, le 1^{er} septembre 1932.

I.

SIR H. W. KENNARD TO M. MOTTA.

BRITISH LEGATION.

No. 171/5/31.

BERNE, October 17, 1931.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

With reference to the Agreement signed this day, for the reciprocal exemption from double taxation of certain profits arising from trade carried on through agents, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give your Excellency the two following assurances desired by the Swiss Federal Council in regard to the application of that Agreement in the United Kingdom :

(a) Under the law in force in the United Kingdom, profits or gains accruing to a person, resident in Switzerland and not resident in the United Kingdom, from sales under contracts, entered into in Switzerland from offers accepted in Switzerland, of goods stocked in the United Kingdom are not liable to United Kingdom Income Tax (including Surtax) even though the offers of purchase have been obtained by an agent of the Swiss principal in the United Kingdom and transmitted by him to such principal for acceptance.

(b) With reference to the meaning of the word " controlled " in connexion with bodies corporate in Article 3 of the Agreement, this word does not include the control exercised by the majority of shareholders ; the two words " managed and controlled " in the article are intended to be read as a whole and connote the effective management, or what is sometimes called the real centre of management, of the business. The expression " managed and controlled " in this connexion is one which is well understood in this sense in United Kingdom Income Tax law.

2. I have the honour to request your Excellency to inform me if the Swiss Federal Council are satisfied with these assurances.

3. I have the honour to add that His Majesty's Government have no objection to the publication of the contents of this Note if the Federal Council so desire.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Conseiller fédéral, the assurance of my highest consideration.

(Signed) Howard KENNARD.

Son Excellence
Monsieur Motta,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Berne, le 16 septembre 1932.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS. BERNE, LE 17 OCTOBRE 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Swiss Federal Council, September 1st, 1932.

I.

SIR H. W. KENNARD À MONSIEUR MOTTA.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 171/5/31.

BERNE, le 17 octobre 1931.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

Me référant à la convention signée aujourd'hui, en vue d'exempter réciproquement de la double imposition, certains bénéfices résultant du commerce exercé par l'intermédiaire d'agents, j'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de donner à Votre Excellence les assurances suivantes, que désire le Conseil fédéral suisse au sujet de l'application de cette Convention dans le Royaume-Uni :

a) Suivant les lois en vigueur dans le Royaume-Uni, ne sont pas soumis à l'*Income Tax* (y compris la *surtax*) les revenus ou bénéfices qu'une personne domiciliée en Suisse et sans domicile dans le Royaume-Uni retire de ventes résultant de contrats passés en Suisse à la suite d'offres acceptées en Suisse, de marchandises en dépôt dans le Royaume-Uni, même lorsque les offres d'achat ont été obtenues dans le Royaume-Uni par un agent du commerçant suisse et transmises par lui à ce dernier pour acceptation.

b) En ce qui concerne la signification du terme « contrôle » employé en relation avec les sociétés dont parle l'article 3 de la Convention, ce terme ne comprend pas le contrôle exercé par la majorité des actionnaires ; les deux termes « direction » et « contrôle » contenus dans cet article doivent être considérés comme un tout et visent la direction effective ou ce qu'on nomme quelquefois le centre réel de la direction de l'entreprise. L'expression *managed and controlled*, employée dans le cas dont il s'agit, est parfaitement comprise en ce sens dans la loi sur l'*Income Tax* du Royaume-Uni.

2. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si le Conseil fédéral suisse est satisfait de ces assurances.

3. J'ai l'honneur de déclarer, en outre, que le Gouvernement de Sa Majesté ne voit pas d'objections à la publication de la teneur de la présente note, si tel est le désir du Conseil fédéral.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Howard KENNARD.

Son Excellence
Monsieur Motta,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

M. MOTTA A SIR H. W. KENNARD.

B 31/2 G. B. 3 — YI.

BERNE, le 17 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la convention signée aujourd'hui, en vue d'exempter réciproquement de la double imposition dans certains cas les bénéfices résultant du commerce fait au moyen d'agents, j'ai l'honneur d'accuser réception à votre Excellence de la note par laquelle il a été donné au Conseil fédéral les assurances suivantes au sujet de l'application de cette convention dans le Royaume-Uni :

(a) Suivant les lois en vigueur dans le Royaume-Uni, ne sont pas soumis à l'*Income Tax* (y compris la *surtax*), les revenus et bénéfices qu'une personne domiciliée en Suisse et sans domicile dans le Royaume-Uni retire de ventes résultant de contrats passés en Suisse à la suite d'offres, acceptées en Suisse, de marchandises en dépôt dans le Royaume-Uni, même lorsque les offres d'achat ont été obtenues dans le Royaume-Uni par un agent du commerçant suisse et transmises par lui à ce dernier pour l'acceptation.

(b) En ce qui concerne la signification du terme « contrôle », employé en relation avec les sociétés dont parle l'article 3 de la convention, ce terme ne comprend pas le contrôle exercé par la majorité des possesseurs de parts sociales ; les deux termes « direction » et « contrôle » (*managed and controlled*) contenus dans cet article doivent être considérés comme un tout et visant la direction effective ou ce qu'on nomme quelquefois le centre réel de la direction de l'entreprise. L'expression *managed and controlled* ainsi comprise est bien connue en ce sens dans la loi sur l'*Income Tax* du Royaume-Uni.

Tout en remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil fédéral a pris acte de la déclaration qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) MOTTA.

Son Excellence
Sir Howard Willian Kennard,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Berne.

Pour copie conforme :

Berne, le 16 septembre 1932.

Le Chancelier de la Confédération :
Kaeslin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

M. MOTTA TO SIR H. W. KENNARD.

B 31/3 G. B. 3 — YI.

BERNE, *October 17, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Agreement signed this day, for the reciprocal exemption from double taxation of certain profits arising from trade carried on through agents, I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note giving assurances to the Federal Council in regard to the application of that Agreement in the United Kingdom :

(a) Under the law in force in the United Kingdom, profits or gains accruing to a person, resident in Switzerland and not resident in the United Kingdom, from sales under contracts, entered into in Switzerland from offers accepted in Switzerland, of goods stocked in the United Kingdom are not liable to United Kingdom Income Tax (including Surtax) even though the offers of purchase have been obtained by an agent of the Swiss principal in the United Kingdom and transmitted by him to such principal for acceptance.

(b) With reference to the meaning of the word "contrôle" in connexion with bodies corporate in Article 3 of the Agreement, this word does not include the control exercised by the majority of shareholders ; the two words "direction" and "contrôle" ("managed and controlled") in the article are intended to be read as a whole and connote the effective management, or what is sometimes called the real centre of management, of the business. The expression "managed and controlled" in this connexion is one which is well understood in this sense in United Kingdom Income Tax law.

In thanking your Excellency for this communication, I have the honour to inform you that the Federal Council take act of this declaration.

Accept, etc.

(Signed) MOTTA.

His Excellency
Sir Howard Willian Kennard,
His Britannic Majesty's Minister,
Berne.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 3016.

PAYS-BAS ET POLOGNE

Déclaration concernant l'aide judiciaire réciproque en matière civile et commerciale. Signée à La Haye, le 24 décembre 1931.

**THE NETHERLANDS
AND POLAND**

Declaration regarding Legal Cooperation in Civil and Commercial Matters. Signed at The Hague, December 24, 1931.

N^o 3016. — DÉCLARATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LA POLOGNE
CONCERNANT L'AIDE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE
CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 24 DÉCEMBRE
1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 13 août 1932.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désireux de régler les mesures d'exécution de certaines dispositions de la Convention¹ relative à la procédure civile, signée à La Haye le 17 juillet 1905, dont la Pologne et les Pays-Bas sont parties, sont convenus de ce qui suit :

I. (*Ad* article premier, alinéa 1.) Les significations d'actes à destination de personnes se trouvant en Pologne se feront sur une demande du consul des Pays-Bas aux présidents des Tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire.

Les significations d'actes à destination de personnes se trouvant aux Pays-Bas se feront sur une demande du consul de Pologne adressée au procureur de la Reine du tribunal dans le ressort duquel la signification doit avoir lieu.

II. (*Ad* article 9, alinéa 1.) Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de Pologne seront transmises par le consul des Pays-Bas au Ministère de la Justice à Varsovie.

Les commissions rogatoires à exécuter aux Pays-Bas seront transmises par le consul de Pologne au juge de paix dans le ressort duquel la commission doit être exécutée en total ou en partie.

III. (*Ad* article 6, N^{os} 1 et 3.) Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement polonais consentent à ce que les significations d'actes judiciaires soient effectuées des manières visées par les N^{os} 1 et 3 de l'article 6, alinéa 1. Toutefois les significations visées sous le N^o 3 de l'article 6, alinéa 1, doivent avoir lieu sans contrainte.

IV. (*Ad* article 18, alinéa 3.) Le Gouvernement polonais consent à ce que sur le territoire de Pologne les demandes d'exequatur, dont il est question dans l'article 18, alinéa 3, puissent être adressées par les parties intéressées directement aux autorités compétentes.

V. (Langue convenue.) Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement polonais sont d'accord que « la langue convenue », visée dans les articles 3, 10 et 19, alinéa 2, N^o 3, sera le français.

La présente déclaration entrera en vigueur le 1^{er} juin 1932 et restera en vigueur soixante jours à compter de la date de la dénonciation soit par le Gouvernement polonais soit par le Gouvernement néerlandais.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 24 décembre 1931.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

W. BABINSKI.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire-général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :

Beucker Andreae,

l. s. g.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3016. — DECLARATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND POLAND REGARDING LEGAL CO-OPERATION IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 24, 1931.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Declaration took place August 13, 1932.

THE GOVERNMENTS OF HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC, being desirous of settling the measures to be taken for the execution of certain provisions of the Convention² concerning Civil Procedure signed at The Hague on July 17, 1905, to which Poland and the Netherlands are Parties, have agreed as follows :

I. (*Ad* Article 1, paragraph 1). The service of documents intended for persons in Poland shall be effected on a request by the Netherlands Consul addressed to the President of the District Courts of the place of residence of the addressee.

The service of documents intended for persons in the Netherlands shall be effected on a request by the Polish Consul addressed to Her Majesty's Attorney of the Court in whose jurisdiction the service is to be effected.

II. (*Ad* Article 9, paragraph 1). Letters of request for execution on Polish territory shall be forwarded by the Netherlands Consul to the Ministry of Justice at Warsaw.

Letters of request for execution in the Netherlands shall be forwarded by the Polish Consul to the Justice of the Peace in whose jurisdiction all or part of the service is to be effected.

III. (*Ad* Article 6, Nos. 1 and 3). The Netherlands and the Polish Governments agree that the service of judicial documents shall be effected on the lines laid down in Nos. 1 and 3 of Article 6, paragraph 1. No force, however, shall be employed in serving the documents referred to in No. 3 of Article 6, paragraph 1.

IV. (*Ad* Article 18, paragraph 3). The Polish Government agrees that in Polish territory the requests for *exequatur* referred to in Article 18, paragraph 3, may be addressed by the parties concerned direct to the competent authorities.

V. (Agreed language). The Netherlands Government and the Polish Government agree that "the agreed language" referred to in Articles 3, 10 and 19, paragraph 2, No. 3, shall be French.

The present Declaration shall come into force on June 1st, 1932, and shall remain in force for sixty days from the date of its denunciation either by the Polish or by the Netherlands Government.

Done in duplicate at The Hague, December 24, 1931.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.
W. BABINSKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

N° 3017.

BRÉSIL ET ITALIE

Accord commercial provisoire. Signé
à Rio-de-Janeiro, le 28 novembre
1931.

BRAZIL AND ITALY

Provisional Commercial Agreement.
Signed at Rio de Janeiro, Novem-
ber 28, 1931.

N° 3017. — ACCORD¹ COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LE BRÉSIL ET L'ITALIE. SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 28 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 15 août 1932.

LE GOUVERNEMENT ITALIEN et LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN, désirant favoriser les relations économiques entre les deux pays jusqu'à la stipulation d'un traité de commerce qu'ils s'engagent à conclure le plus tôt possible et par lequel ces relations soient arrêtées d'une manière complète et définitive, sont convenus de régler pendant ce temps la matière des échanges réciproques en conformité des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires de tout autre pays étranger.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire de tout autre pays étranger.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays étranger ou destinés au territoire d'un autre pays étranger seront appliqués immédiatement et sans compensation aux produits de même nature, originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées toutefois des engagements formulés au présent article les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rio-de-Janeiro, le 11 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3017. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN BRAZIL AND ITALY. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 28, 1931.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place August 15, 1932.

THE ITALIAN GOVERNMENT and THE BRAZILIAN GOVERNMENT, being desirous of promoting economic relations between the two countries pending the framing of a Treaty of Commerce which they undertake to conclude at the earliest possible moment by which the said relations will be fully and definitely determined, have agreed during the interval to regulate the question of their reciprocal trade relations in accordance with the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties agree to grant one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in everything relating to Customs duties and all subsidiary duties, the method of levying duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearing operations may be liable.

Accordingly, the natural or manufactured products coming from each of the High Contracting Parties shall in no case be subject in the above respects to duties, dues or charges other or higher, or to rules and formalities other or more onerous, than those to which products of the same kind coming from any other foreign country are, or may hereafter be, liable.

Similarly, the natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject in the same respects to duties, dues or charges other or higher, nor to rules and formalities more onerous, than those to which the same products intended for the territory of any other foreign country are, or may hereafter be, liable.

All the advantages, favours, privileges and exemptions which have been, or may hereafter be, granted by one of the two High Contracting Parties in the above respects to the natural or manufactured products coming from another foreign country or intended for the territory of another foreign country shall immediately and without compensation be applied to the products of the same kind coming from the other Contracting Party or intended for the territory of that Party.

Nevertheless, the undertakings laid down in this Article shall not apply to the privileges at present granted, or which may hereafter be, granted to the contiguous countries with a view to facilitating frontier traffic or to those arising out of a Customs Union.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rio de Janeiro, May 11, 1932.

Article 2.

Le présent accord qui remplacera à tous les effets l'Accord¹ provisoire italo-brésilien du 5 juillet 1900 sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rio-de-Janeiro, le plus tôt possible.

Il pourra toutefois entrer en vigueur dans un plus bref délai à titre provisoire par échange de notes.

En foi de quoi le délégué du Gouvernement italien, chevalier de Grand Croix Vittorio CERRUTI, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Gouvernement brésilien, et le délégué du Gouvernement brésilien, docteur Afranio DE MELLO FRANCO, ministre des Affaires étrangères, ont signé le présent accord et l'on muni de leurs sceaux.

Fait à Rio-de-Janeiro, en double exemplaire, le vingt-huit du mois de novembre mil neuf cent trente et un.

V. CERRUTI.

A. DE MELLO FRANCO.

Ministero degli Affari esteri d'Italia.

Visto, d'ordine di sua Maestà il Rè.

Il Ministro degli Affari esteri :

H. Suvich.

Per copia conforme :

P. Il Capo dell'Ufficio Trattati :

Bergamaschi.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 807.

Article 2.

The present Agreement, which shall supersede for all purpose the provisional Italo-Brazilian Agreement of July 5, 1900, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rio de Janeiro at the earliest possible date.

It may nevertheless come into force provisionally at an earlier date by an exchange of notes.

In faith whereof the Representative of the Italian Government, M. Vittorio CERRUTI, Knight Grand Cross, Ambassador Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Brazilian Government, and the Representative of the Brazilian Government Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister for Foreign Affairs, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Rio de Janeiro this 28th day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

V. CERRUTI.

A. DE MELLO FRANCO.

N° 3018.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Echange de notes comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des règlements relatifs à la ligne de flottaison des navires. Dublin, les 21 septembre et 18 novembre 1931.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND IRISH FREE STATE**

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for the reciprocal Recognition of Load Line Regulations. Dublin, September 21, and November 18, 1931.

No. 3018. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LOAD LINE REGULATIONS. DUBLIN, SEPTEMBER 21 AND NOVEMBER 18, 1931.

Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 août 1932. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 18 février 1932.

I.

FROM THE AMERICAN MINISTER TO THE MINISTER FOR EXTERNAL AFFAIRS.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

DUBLIN, September 21, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honor to refer to the Note of March 10, 1931, in which Your Excellency was so good as to apprise the Legation of the willingness of the Government of the Irish Free State to enter into negotiations for a reciprocal load line Agreement with the Government of the United States of America.

Under instructions from my Government to whom the matter was at once referred, I beg to inform Your Excellency that the competent American authorities have examined the load line regulations in force in the Irish Free State and that the said American authorities found these regulations to be as effective as the United States load line regulations.

My Government accordingly is prepared to agree that, pending the coming into force in the United States and in the Irish Free State of the International Load Line Convention signed in London on July 5, 1930, the competent authorities of the Governments of the United States and the Irish Free State, respectively, will recognize as equivalent the load line marks and the certificate of such marking of merchant vessels of the other country made pursuant to the regulations in force in the respective countries, provided, that the load line marks are in accordance with the load line certificates, that the hull and superstructures of the vessel certificated have not been so materially altered since the issuance of the certificate as to affect the calculations on which the load line was based, and that alterations have not been made so that the :

- (1) Protection of Openings,
- (2) Guard Rails,

¹ Entré en vigueur le 18 novembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3018. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES RÈGLEMENTS RELATIFS A LA LIGNE DE FLOTTAISON DES NAVIRES. DUBLIN, LES 21 SEPTEMBRE ET 18 NOVEMBRE 1931.

English official text communicated by the Permanent Delegate of the Irish Free State accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 18, 1932. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 18, 1932.

I.

LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

DUBLIN, le 21 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 10 mars 1931, dans laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande était disposé à entamer des négociations en vue de la conclusion, avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, d'un accord réciproque sur la ligne de charge.

D'ordre de mon gouvernement, auquel la question a été immédiatement soumise, j'ai l'honneur de vous informer que les autorités compétentes des Etats-Unis, après avoir examiné les règlements, relatifs à la ligne de charge, en vigueur dans l'Etat libre d'Irlande, ont reconnu qu'ils avaient les mêmes effets que les règlements des Etats-Unis relatifs à la ligne de charge.

Mon gouvernement est donc disposé à convenir que, en attendant l'entrée en vigueur, aux Etats-Unis et dans l'Etat libre d'Irlande, de la Convention internationale relative à la ligne de charge, signée à Londres le 5 juillet 1930, les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis et celles de l'Etat libre d'Irlande reconnaîtront respectivement l'équivalence des marques de ligne de charge et des certificats concernant ces marques établis pour les navires marchands de l'autre Partie, conformément aux règlements en vigueur dans leurs pays respectifs ; à la condition toutefois que les marques de ligne de charge concordent avec les certificats, que la coque et les superstructures des navires auxquels se rapportent ces certificats n'aient pas subi, depuis la délivrance des certificats, des modifications telles que les calculs ayant servi de base à l'établissement de la ligne de charge en soient affectés et qu'il n'ait été effectué aucun changement mettant :

- 1^o Les dispositifs de protection des ouvertures,
- 2^o Les garde-corps de protection,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 18, 1931.

- (3) Freeing Ports,
- (4) Means of Access to Crew's Quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

Let me add that it will be understood by my Government that, on the receipt by the Legation of a Note from Your Excellency expressing the concurrence of the Government of the Irish Free State in the agreement and understanding as above set forth, the reciprocal Agreement will be regarded as having become effective.

I avail, etc.

James ORR DENBY,
Chargé d'Affaires ad interim.

II.

FROM THE MINISTER FOR EXTERNAL AFFAIRS TO THE AMERICAN MINISTER.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

DUBLIN, *November 18, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of the 21st September stating that your Government, after examination by the competent authorities of the load line regulations in force in this country, are willing to enter into a reciprocal load line Agreement with the Government of the Irish Free State.

I have accordingly the honour to inform you that the Government of the Irish Free State, on the advice of the Minister for Industry and Commerce, hereby concur in the terms of the agreement as set out in Your Excellency's Note, that is to say, that, pending the coming into force in the United States and in the Irish Free State of the International Load Line Convention signed in London on July 5, 1930, the competent authorities of the Governments of the United States and the Irish Free State, respectively, will recognise as equivalent the load line marks and the certificate of such marking of merchant vessels of the other country made pursuant to the regulations in force in the respective countries, provided, that the load line marks are in accordance with the load line certificates, that the hull and superstructures of the vessels certificated have not been so materially altered since the issue of the certificate as to affect the calculations on which the load line was based, and that alterations have not been made so that the :

- (1) Protection of Openings,
- (2) Guard Rails,
- (3) Freeing Ports,
- (4) Means of Access to Crew's Quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

I am to add that the Government of the Irish Free State regard the Agreement as having become effective by this exchange of Notes.

I avail, etc.

Sean MURPHY,
For the Minister.

Certified true copy :

Sean Lester,

*Permanent Delegate of the Irish Free State,
accredited to the League of Nations.*

Geneva, August 18, 1932.

- 3° Les sabords de dégagement,
- 4° Les moyens d'accès aux postes d'équipage

dans un état tel que le navire soit manifestement inapte à prendre la mer sans danger pour la vie des personnes qu'il transporte.

Je me permets d'ajouter que mon gouvernement considérera le présent accord réciproque comme étant entré en vigueur aussitôt que ma Légation aura reçu de Votre Excellence une note lui faisant connaître que le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande partage ses vues quant aux termes de l'accord et à l'interprétation exposés ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Chargé d'Affaires ad interim :
James ORR DENBY.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DES ETATS-UNIS.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DUBLIN, le 18 novembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 21 septembre, portant que votre gouvernement, après examen, par les autorités compétentes, du règlement applicable dans mon pays quant à la ligne de charge, est disposé à conclure, à titre de réciprocité, avec le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, un accord relatif à la ligne de charge.

J'ai donc l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, sur avis du ministre de l'Industrie et du Commerce, accepte par la présente note les termes de l'accord exposés dans la note de Votre Excellence, et conformément auxquels, en attendant l'entrée en vigueur, aux Etats-Unis et dans l'Etat libre d'Irlande, de la Convention internationale relative à la ligne de charge, signée à Londres le 5 juillet 1930, les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis et celles de l'Etat libre d'Irlande reconnaîtront respectivement l'équivalence des marques de ligne de charge et des certificats concernant ces marques établis pour les navires marchands de l'autre Partie, conformément aux règlements en vigueur dans leurs pays respectifs ; à la condition toutefois que les marques de ligne de charge, concordent avec les certificats, que la coque et les superstructures des navires auxquels se rapportent ces certificats n'aient pas subi, depuis la délivrance des certificats, des modifications telles que les calculs ayant servi de base à l'établissement de la ligne de charge en soient affectés et qu'il n'ait été effectué aucun changement mettant :

- 1° Les dispositifs de protection des ouvertures,
- 2° Les garde-corps de protection,
- 3° Les sabords de dégagement,
- 4° Les moyens d'accès aux postes d'équipage

dans un état tel que le navire soit manifestement inapte à prendre la mer sans danger pour la vie des personnes qu'il transporte.

Je suis chargé d'ajouter que le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande considère cet accord comme étant entré en vigueur du fait du présent échange de notes.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre :
Sean MURPHY.

N° 3019.

SUISSE ET YOUGOSLAVIE

Accord de « clearing », signé à Zurich, le 27 avril 1932, et échange de notes y relatif, Berne, le 6 mai 1932.

**SWITZERLAND
AND YUGOSLAVIA**

Clearing Agreement, signed at Zurich, April 27, 1932, and Exchange of Notes relating thereto, Berne, May 6, 1932.

TEXTE SERBO-CROATE.
SERBO-CROAT TEXT.

№ 3019. — СПОРАЗУМ О КЛИРИНГУ¹
ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛА-
ВИЈЕ И ШВАЈЦАРСКЕ ФЕДЕРА-
ЦИЈЕ, ПОТПИСАН У ЦИРИХУ 27
АПРИЛЈА 1932 Г.

*Textes officiels allemand, serbo-croate et français
communiqués par le délégué permanent du
Royaume de Yougoslavie auprès de la Société
des Nations. L'enregistrement de cet accord a
eu lieu le 20 août 1932.*

I.

Претставници Влада Краљевине Југо-
славије и Швајцарске Федерације закљу-
чили су за регулисање плаћања из робног
промета између обеју земаља следећи
споразум.

II.

Обављање плаћања из узајамног робног
промета врши се под резервом тачке IV
путем клиринга преко Југословенске и
Швајцарске народне банке и то на следећи
начин :

1. Швајцарски купци југословен-
ске робе имају своја дуговања према
југословенским продавцима уплаћи-
вати полагањем куповне цене у швај-
царским францима на један збирни
рачун, који се води код Швајцарске

¹ Entré en vigueur le 10 mai 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

№ 3019. — CLEARING-ABKOM-
MEN¹ ZWISCHEN DEM KÖNIG-
REICH JUGOSLAWIEN UND
DER SCHWEIZERISCHEN EID-
GENOSSENSCHAFT, GEZEICH-
NET IN ZÜRICH, AM 27. APRIL
1932.

*German, Serbo-Croat and French official texts
communicated by the Permanent Delegate of
the Kingdom of Yugoslavia accredited to the
League of Nations. The registration of this
Agreement took place August 20, 1932.*

I.

Die Vertreter der Regierung des KÖNIG-
REICHES JUGOSLAWIEN und der SCHWEI-
ZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT haben für die
Zahlungsregulierung aus dem Warenverkehr
zwischen den beiden Ländern das nachfolgende
Abkommen getroffen.

II.

Die Abwicklung der Zahlungen aus dem
gegenseitigen Warenverkehr erfolgt vorbehält-
lich von Artikel IV im Wege des Clearings über
die Jugoslawische und die Schweizerische Natio-
nalbank und zwar in folgender Weise :

1. Die schweizerischen Käufer jugo-
slawischer Waren haben ihre Schuld an
die jugoslawischen Verkäufer durch Erlag
des Kaufpreises in Schweizerfranken auf
ein Sammelkonto einzuzahlen, das bei der
Schweizerischen Nationalbank für die Jugo-
slawische Nationalbank geführt wird und

¹ Came into force May 10, 1932.

народне банке за Народну банку Краљевине Југославије и који прима поједине уплате у корист југословенских продаваца.

2. На аналоган начин имају југословенски купци своја дуговања према швајцарским продавцима уплаћивати полагањем куповне цене у југословенским динарима на један збирни рачун, који се води код Југословенске народне банке за Швајцарску народну банку и који прима поједине уплате у корист швајцарских продаваца.

3. Обе народне банке обавештавају се међусобно свакодневно о сваком извршеном полагању с молбом да се дотични продавац исплати из збирног рачуна узимајући за основу законске валутне паритете. Дотични продавац, међутим, има право захтевати одмах исплату припадајућих му износа, тј. извршење датог налога за исплату само у толико, у колико збирни рачун код дотичне народне банке показује расположиво потраживање; иначе исплата му се има извршити тек по пријему нових плаћања куповне цене и то хронолошким редом примљених налога за исплату.

4. Обе народне банке обавештаваће се међусобно, на начин који ће оне уговорити о роби, која је пријављена за извоз у другу државу уговорницу и која спада под овај споразум.

III.

1. Уплате које се врше код Швајцарске народне банке употребиће се за време трајања овога споразума искључиво за извршење исплата швајцарским извозницима према чл. II, тач. 3.

2. Ако при првом истеку овог споразума остане код Швајцарске народне банке по исплати свих уплата које леже код Југословенске народне банке један салдо, онда се тај салдо има у првом реду упо-

die einzelnen Zahlungen zugunsten der jugoslawischen Verkäufer aufnimmt.

2. In analoger Weise haben die jugoslawischen Käufer ihre Schuld an die schweizerischen Verkäufer durch Erlag des Kaufpreises in jugoslawischen Dinaren auf ein Sammelkonto einzuzahlen, das bei der Jugoslawischen Nationalbank für die Schweizerische Nationalbank geführt wird und die einzelnen Zahlungen zugunsten der schweizerischen Verkäufer aufnimmt.

3. Die beiden Notenbanken verständigen einander täglich von jedem erfolgten Erlag mit dem Ersuchen, den betreffenden Verkäufer aus dem Sammelkonto unter Zugrundelegung der gesetzlichen Währungsparitäten auszuzahlen. Der betreffende Verkäufer hat jedoch Anspruch auf sofortige Auszahlung der ihm zustehenden Beträge, d. i. auf Durchführung der erfolgten Auszahlungsanweisung nur insoweit, als das Sammelkonto bei der betreffenden Notenbank ein verfügbares Guthaben aufweist; andernfalls erfolgt die Auszahlung an ihn erst nach Eingang neuer Kaufpreiszahlungen und zwar in der chronologischen Reihenfolge der erhaltenen Auszahlungsaufträge.

4. Die beiden Notenbanken verständigen sich gegenseitig in der von ihnen zu vereinbarenden Weise über die nach dem andern Vertragsstaat zum Export angemeldeten und unter dieses Abkommen fallenden Waren.

III.

1. Die bei der Schweizerischen Nationalbank erfolgenden Einzahlungen werden für die Dauer dieses Abkommens ausschliesslich zur Ausrichtung der Auszahlungen an die schweizerischen Exporteure gemäss Artikel II, Ziffer 3, verwendet.

2. Verbleibt beim erstmaligen Ablauf dieses Abkommens bei der Schweizerischen Nationalbank nach Auszahlung aller bei der Jugoslawischen Nationalbank liegenden Einzahlungen ein Saldo, so ist dieser in erster Linie zur

требити за исплату уплата које су извршене код Југословенске народне банке за обавезе према Швајцарској, а које не воде порекло из увоза швајцарске робе у смислу чл. V, тач. 1.

3. Салдо који остане преко овога има се од стране Швајцарске народне банке ставити на расположење Југословенској народној банци, у колико при истеку овога споразума јавна служба по зајмовима Југославије у Швајцарској не покажује заостатке.

IV.

У колико у промету између једне југословенске и једне швајцарске уговорне странке услед обостраних куповних послова постоји могућност директног обрачуна, може се такав обрачун у споразуму са обема емисионим банкама одобрити.

V.

1. Овај споразум је применљив за робу, која је природни или земаљски производ једне државе уговорнице, или која је у дотичној држави била изложена некој преради.

2. Под овај споразум потпадају и државне лиферације или примања, у колико дотична роба одговара прописима тач. 1.

VI.

Под овај споразум потпадају такође и робна лиферовања која су извршена пре ступања на снагу овога споразума. Швајцарски купци југословенске робе имају рачунајући од дана ступања на снагу овога споразума платити куповну цену Швајцарској народној банци. Југословенски купци швајцарске робе имају куповну цену уплаћивати код Југословенске народне банке. Износи, који су пре ступања на снагу овога споразума уплаћени код неке банке у Краљевини

Abtragung von Einzahlungen zu verwenden, die bei der Jugoslawischen Nationalbank gemacht wurden für Verpflichtungen in der Schweiz, die nicht aus dem Import schweizerischer Waren im Sinne von Artikel V, Ziffer 1, herrühren.

3. Ein darüber hinaus verbleibender Saldo ist von der Schweizerischen Nationalbank der Jugoslawischen Nationalbank zur Verfügung zu stellen, sofern bei Ablauf dieses Abkommens der öffentliche Schuldendienst Jugoslawiens in der Schweiz keine Rückstände aufweist.

IV.

Soweit im Verkehr zwischen einer jugoslawischen und einer schweizerischen Vertragspartei zufolge wechselseitiger Kaufgeschäfte die Möglichkeit einer direkten Verrechnung vorliegt, kann im Einverständnis der beiden Notenbanken diese Verrechnung bewilligt werden.

V.

1. Dieses Abkommen ist anwendbar für Waren, die Natur- oder Bodenerzeugnisse eines Vertragsstaates sind, oder die in dem betreffenden Staate eine Verarbeitung erfahren haben.

2. Diesem Abkommen unterstehen auch staatliche Lieferungen oder Bezüge, sofern die betreffenden Waren den Vorschriften von Ziffer 1 entsprechen.

VI.

Unter dieses Abkommen fallen auch Warenlieferungen, die schon vor dessen Inkrafttreten erfolgt sind. Schweizerische Käufer jugoslawischer Waren haben vom Zeitpunkt des Inkrafttretens an den Kaufpreis der Schweizerischen Nationalbank zu entrichten. Jugoslawische Käufer schweizerischer Waren haben den Kaufpreis bei der Jugoslawischen Nationalbank einzuzahlen. Beträge, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens auf ein Sperrkonto bei einer Bank im Königreich Jugoslawien zugunsten eines schweizerischen Verkäufers einbezahlt worden sind, müssen gemäss

Југославији у корист неког швајцарског продавца на везани рачун морају бити према чл. II, тач. 2 пренесени на збирни рачун Швајцарске народне банке код Југословенске народне банке.

VII.

За случај дефинитивног истека овога споразума уговара се следеће :

Ако салдо на дан престанка клиринга код Швајцарске народне банке буде у корист југословенских поверилаца онда ће његова ликвидација бити спроведена у смислу чл. III, тач. 2 и 3. Ако пак тога дана салдо код Југословенске народне банке буде у корист швајцарских поверилаца, онда се мора противвредност југословенске робе увезене у Швајцарску уплаћивати код Швајцарске народне банке све догле, док се швајцарско потраживање не изравна према чл. II, тач. 2 и чл. III, тач. 2.

VIII.

1. Овај споразум ступа на снагу на дан 10 маја 1932 год. и важи за сада за четири месеца Свакој држави уговорници припада на дан 10 августа 1932 год. право да на месец дана откаже овај споразум. Ако ниједна држава уговорница не учини употребу од овога права споразум ће важити и даље за по четири месеца.

2. Обе Народне банке донеће потребне прописе о спровођењу.

Цирих, 27 априла 1932 год.

Мил. ПАРИВОДИЋ *с. р.*
ХулФТЕГЕР *с. р.*
ШНОРФ *с. р.*
Вили *с. р.*

Artikel II, Ziffer 2, auf das Sammelkonto der Schweizerischen Nationalbank bei der Jugoslawischen Nationalbank übertragen werden.

VII.

Für den Fall des endgültigen Ablaufs des Abkommens wird vereinbart :

Stellt sich der Saldo im Zeitpunkt der Aufhebung des Clearings bei der Schweizerischen Nationalbank zugunsten der jugoslawischen Gläubiger, so erfolgt dessen Liquidierung im Sinne von Artikel III, Ziffer 2 und 3. Ergibt sich dagegen auf jenen Zeitpunkt bei der Jugoslawischen Nationalbank ein Saldo zugunsten der schweizerischen Gläubiger, so muss der Gegenwert der in die Schweiz importierten jugoslawischen Waren so lange an die Schweizerische Nationalbank einbezahlt werden, bis die schweizerischen Guthaben gemäss Artikel II, Ziffer 2, und Artikel III, Ziffer 2, abgetragen sind.

VIII.

1. Dieses Abkommen tritt am 10. Mai 1932 in Kraft und hat vorläufig für vier Monate Gültigkeit. Jedem Vertragsstaat steht am 10. August 1932 das Recht zu, das Abkommen auf einen Monat zu kündigen. Wird von keinem Vertragsstaat von diesem Recht Gebrauch gemacht, so läuft es je vier Monate weiter.

2. Die beiden Notenbanken werden die für die Durchführung erforderlichen Bestimmungen erlassen.

ZÜRICH, den 27. April 1932.

(Sig.) MIL. PARIVODITCH.
(Sig.) HULFTEGGER.
(Sig.) SCHNORF.
(Sig.) VIELI.

ÉCHANGE DE NOTES

LÉGATION ROYALE
DE YOUGOSLAVIE.

I.

Pov. N° 129.

NOTE VERBALE

La Légation royale de Yougoslavie a l'honneur de porter à la connaissance du Département fédéral de l'Economie publique que son Gouvernement a approuvé l'accord conclu le 27 avril 1932 à Zurich pour le règlement des paiements du commerce de marchandises entre la Suisse et la Yougoslavie.

La Légation royale saisit l'occasion pour renouveler au Département fédéral de l'Economie publique l'assurance de sa haute considération.

BERNE, le 6 mai 1932.

Au Département fédéral
de l'Economie publique,
Berne.

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTS-DEPARTEMENT.
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE.

II.

VI.

NOTE VERBALE

Le Département fédéral de l'Economie publique a eu l'honneur de recevoir l'obligeante note verbale N° Pov. 129 du 6 mai 1932 par laquelle la Légation royale de Yougoslavie a bien voulu lui faire la communication suivante :

« La Légation royale de Yougoslavie a l'honneur de porter à la connaissance du Département fédéral de l'Economie publique que son gouvernement a approuvé l'Accord conclu le 27 avril 1932 à Zurich pour le règlement des paiements résultant du commerce de marchandises entre la Suisse et la Yougoslavie. »

Le Département fédéral de l'Economie publique, en remerciant la Légation royale de Yougoslavie de cette déclaration, a l'honneur de lui faire savoir que le Conseil fédéral, dans sa séance du 4 mai, a approuvé, lui aussi, l'accord prémentionné.

Le Département fédéral de l'Economie publique prie la Légation royale de Yougoslavie de bien vouloir agréer l'assurance de sa haute considération.

BERNE, le 6 mai 1932.

A la Légation royale
de Yougoslavie,
Berne.

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 30 juillet 1932,

D'ordre du Ministre,

Le Chef de section :

Miloche P. Kitchévatz.

¹ TRADUCTION.

N^o 3019. — ACCORD DE « CLEARING » ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A ZURICH, LE 27 AVRIL 1932.

I.

I. Les représentants ROYAUME DE YOUGOSLAVIE et les représentants de LA CONFÉDÉRATION SUISSE, en vue du règlement des paiements résultant d'échanges commerciaux entre les deux pays, ont conclu l'accord ci-après :

II.

Sous réserve des dispositions de l'article IV, le règlement des paiements résultant d'échanges commerciaux entre les deux pays s'effectuera par voie de « clearing », par l'entremise de la Banque nationale yougoslave et de la Banque nationale suisse, de la manière suivante :

1^o Les acheteurs suisses de marchandises yougoslaves s'acquitteront de leur dette envers les vendeurs yougoslaves en versant le prix d'achat en francs suisses à un compte collectif qui sera tenu au nom de la Banque nationale yougoslave auprès de la Banque nationale suisse et au crédit duquel seront portés les divers paiements effectués en faveur des vendeurs yougoslaves.

2^o De même, les acheteurs yougoslaves s'acquitteront de leur dette envers les vendeurs suisses en versant le prix d'achat en dinars yougoslaves à un compte collectif qui sera tenu au nom de la Banque nationale suisse auprès de la Banque nationale

¹ TRANSLATION.

No. 3019. — CLEARING AGREEMENT BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT ZURICH, APRIL 27, 1932.

I.

The representatives of the Government of THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA and of THE SWISS CONFEDERATION have concluded the following Agreement for the regulation of payments arising out of trade between the two countries.

II.

Subject to Article IV, payments arising out of trade between the two countries shall be liquidated by a clearing system through the respective National Banks of Yugoslavia and Switzerland in accordance with the following procedure :

(1) Swiss purchasers of Yugoslav goods shall discharge their debt to Yugoslav sellers by paying in the purchase price in Swiss francs to a pooled account to be opened at the Swiss National Bank in the name of the Yugoslav National Bank, which shall be credited with the individual payments for the account of Yugoslav sellers.

(2) Similarly Yugoslav purchasers shall discharge their debt to Swiss sellers by paying in the purchase price in Yugoslav dinars to a pooled account to be opened at the Yugoslav National Bank in the name of the Swiss National Bank, which shall be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

yougoslave et au crédit duquel seront portés les divers versements effectués en faveur des vendeurs suisses.

3^o Chacune des deux banques d'émission informera l'autre quotidiennement de tout versement reçu et la priera d'en effectuer le paiement au vendeur intéressé, par le débit du compte collectif, sur la base de la parité monétaire légale. Toutefois, le vendeur intéressé n'aura droit au paiement immédiat des sommes qui lui reviennent, c'est-à-dire à l'exécution de l'ordre de paiement, que dans la mesure où il existera un avoir disponible dans le compte collectif tenu auprès de la banque d'émission dont il s'agit. Sinon, le paiement audit vendeur n'aura lieu qu'après que de nouveaux versements de prix d'achat auront été effectués, et dans l'ordre chronologique des ordres de paiement reçus.

4^o Chacune des deux banques d'émission renseignera l'autre, selon des modalités à convenir entre elles, sur les marchandises qui ont fait l'objet d'une déclaration d'exportation à destination de l'autre Etat contractant et qui tombent sous le coup du présent accord.

III.

1. Les versements effectués à la Banque nationale suisse seront, pendant la durée du présent accord, affectés exclusivement aux paiements à effectuer, conformément au point 3 de l'article II, aux exportateurs suisses.

2. Si, à l'expiration de la première période pendant laquelle le présent accord sera en vigueur, il reste un solde auprès de la Banque nationale après le paiement de toutes les sommes versées à la Banque nationale yougoslave, ce solde sera affecté en premier lieu au paiement des sommes versées à la Banque nationale yougoslave en règlement d'obligations contractées en Suisse et ne résultant pas de l'importation des marchandises suisses visées au point 1 de l'article V.

3. Tout solde restant après qu'il aura été procédé comme ci-dessus sera mis par la Banque nationale suisse à la disposition de la Banque nationale yougoslave si, à l'expiration du présent accord, il n'y a pas en Suisse d'arriérés du service de la dette publique yougoslave.

credited with the individual payments for the account of Swiss sellers.

(3) The two banks of issue shall inform each other daily of all sums paid in, with a request that the sellers concerned shall receive payment from the pooled account at the legal par of exchange. The sellers concerned shall however only be entitled to immediate payment of the sums due to them, that is, to compliance with the out-payment order received, in so far as the pooled account at the bank of issue concerned shows an available credit balance; in default of which they shall not receive payment until further sums representing the purchase price of goods have been paid in, the various claims being met in the order of the receipt of the instructions to pay out.

(4) The two banks of issue shall inform each other, in such manner as they may lay down by common consent, of goods notified for export to the other Contracting State which fall within the scope of the present Agreement.

III.

1. As long as the present Agreement remains in force, all sums paid in to the Swiss National Bank shall be used exclusively for out-payments to Swiss exporters in accordance with Article II, paragraph 3.

2. If on the expiry of the first period of validity of the present Agreement there remains a balance at the Swiss National Bank after paying out all the sums paid in to the Yugoslav National Bank, such balance shall in the first instance be used in paying out sums paid into the Yugoslav National Bank on account of obligations in Switzerland not arising out of the import of Swiss goods within the meaning of Article V, paragraph 1.

3. Any further balance outstanding shall be placed by the Swiss National Bank at the disposal of the Yugoslav National Bank, provided always that on the expiry of the present Agreement the service of the Yugoslav National Debt in Switzerland is not in arrears.

IV.

Au cas où les opérations entre un contractant yougoslave et un contractant suisse présenteraient à la suite d'achats réciproques, la possibilité d'une compensation directe, cette compensation peut être autorisée à la suite d'un accord intervenu entre les deux banques d'émission.

V.

1. Le présent accord s'applique aux marchandises qui sont des produits naturels ou des produits du sol de l'un des Etats contractants ou qui ont fait l'objet d'une transformation dans ledit Etat.

2. Font également l'objet du présent accord, les livraisons ou les achats de l'Etat si les marchandises qui en font l'objet répondent aux dispositions du point 1.

VI.

Tombent également sous le coup du présent accord les livraisons de marchandises qui ont été déjà effectuées avant son entrée en vigueur. Les acheteurs suisses de marchandises yougoslaves devront, à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'accord, verser le prix d'achat à la Banque nationale suisse. Les acheteurs yougoslaves de marchandises suisses devront verser le prix d'achat à la Banque nationale yougoslave. Les montants qui, avant l'entrée en vigueur du présent accord, ont été versés en faveur d'un vendeur suisse à un compte bloqué auprès d'une banque dans le Royaume de Yougoslavie doivent, conformément au point 2 de l'article II, être transférés au compte collectif de la Banque nationale suisse auprès de la Banque nationale yougoslave.

VII.

Pour le cas de l'expiration définitive du présent accord, il est convenu ce qui suit :

Si, au moment de la suppression du « clearing », le solde du compte auprès de la Banque nationale suisse est en faveur des créanciers yougoslaves, la liquidation

IV.

If in transactions between the Yugoslav and Swiss parties to a contract it becomes possible in consequence of purchases on both sides to proceed to a direct settlement of accounts, such settlement may be authorised by agreement between the two banks of issue.

V.

1. The present Agreement shall apply to such goods as are the natural or agricultural products of either of the contracting countries or have undergone a process of transformation in the country concerned.

2. The present Agreement shall also apply to goods delivered by or supplied to the States themselves, provided always that the goods concerned fall within the scope of the provisions of paragraph 1.

VI.

The present Agreement shall further apply to goods delivered before its entry into force. As from the date of the entry into force of the Agreement, Swiss purchasers of Yugoslav goods shall remit the purchase price to the Swiss National Bank. Yugoslav purchasers of Swiss goods shall pay in the purchase price to the Yugoslav National Bank. Sums which prior to the coming into force of the present Agreement had been paid into a blocked account in a bank in the Kingdom of Yugoslavia in the name of a Swiss seller shall be transferred in accordance with Article II, paragraph 2, to the pooled account in the name of the Swiss National Bank at the Yugoslav National Bank.

VII.

In provision for the final expiry of the Agreement, the Parties agree as follows :

If at the date of discontinuation of the clearing system there remains a balance at the Swiss National Bank in favour of Yugoslav creditors, such balance shall be

de ce solde a lieu conformément aux points 2 et 3 de l'article III. Si, par contre, à la date en question, il reste auprès de la Banque nationale yougoslave un solde en faveur des créanciers suisses, la contrevaieur des marchandises yougoslaves importées en Suisse sera versée à la Banque nationale suisse jusqu'à ce que les avoirs suisses soient soldés, conformément au point 2 de l'article II et au point 2 de l'article III.

liquidated in accordance with Article III, paragraphs 2 and 3. If, on the other hand, at the date in question there remains a balance at the Yugoslav National Bank in favour of Swiss creditors, the value of Yugoslav goods imported into Switzerland shall continue to be paid into the Swiss National Bank until the Swiss credit balance has been worked off in accordance with Article II, paragraph 2, and Article III, paragraph 2.

VIII.

1. Le présent accord entrera en vigueur le 10 mai 1932 et demeurera provisoirement en vigueur pendant quatre mois. Chacun des Etats contractants a le droit de dénoncer l'accord avec un préavis d'un mois. S'il n'est pas fait usage de ce droit par l'un ou l'autre des Etats contractants, l'accord sera renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle période de quatre mois.

2. Les deux banques d'émission fixeront les dispositions d'exécution nécessaires.

ZURICH, le 27 avril 1932.

(Signé) Mil. PARIVODITCH.

(Signé) HULFTEGGER.

(Signé) SCHNORF.

(Signé) VIELI.

VIII.

1. The present Agreement shall come into force on May 10, 1932, and shall in the first instance remain valid for a period of four months. Each of the contracting countries shall be entitled to denounce the Agreement with a month's notice as from August 10, 1932. Should neither of the contracting countries avail itself of this right, the Agreement shall be extended for further successive periods of four months.

2. The two banks of issue shall take such steps as may be necessary for implementing the foregoing provisions.

ZURICH, April 27, 1932.

(Signed) Mil. PARIVODITCH.

(Signed) HULFTEGGER.

(Signed) SCHNORF.

(Signed) VIELI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

I.

ROYAL YUGOSLAV LEGATION.

No. 129.

VERBAL NOTE.

The Royal Yugoslav Legation has the honour to inform the Federal Department of Economic Affairs that its Government has approved the Agreement concluded at Zurich on April 27, 1932, for the settlement of commercial payments between Switzerland and Yugoslavia.

The Royal Legation has the honour, etc.

BERNE, *May* 6, 1932.

To the Federal Department
of Economic Affairs,
Berne.

II.

FEDERAL DEPARTMENT
OF
ECONOMIC AFFAIRS.

VI.

VERBAL NOTE.

The Federal Department of Economic Affairs has received Verbal Note No. 129 of May 6, 1932, containing a communication from the Royal Yugoslav Legation to the following effect :

“ The Royal Yugoslav Legation has the honour to inform the Federal Department of Economic Affairs that its Government has approved the Agreement concluded at Zurich on April 27, 1932, for the settlement of commercial payments between Switzerland and Yugoslavia. ”

The Federal Department of Economic Affairs acknowledges with thanks the receipt of the above communication, and has the honour to inform the Royal Yugoslav Legation that the Federal Council at its meeting on May 4th also approved the above-mentioned Agreement.

The Federal Department of Economic Affairs has the honour, etc.

BERNE, *May* 6, 1932.

To the Royal Legation of Yugoslavia,
Berne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3020.

**ESTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de non-agression et de règlement pacifique des différends.
Signé à Moscou, le 4 mai 1932

**ESTONIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Non-Aggression and Peaceful Settlement of Disputes.
Signed at Moscow, May 4, 1932.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 3020. — ¹LEPING MITTEKALLALETUNGI JA TULIDE RAHULISEL TEEL LAHENDAMISE KOHTA EESTI JA NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU VAHEL. KIRJUTATUD ALLA MOSKVAS 4. MAIL 1932.

Textes officiels estonien et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 août 1932.

EESTI VABARIIGI RIIGIVANEM ühelt poolt ja NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU TÄIDESAAATEV KESKKOMITEE teiselt poolt,

veendunud, et kummagi Kõrge Lepinguosalise huvides on kindlaks määrata täpsed tingimused, mis aitaksid kaasa nende vahel valitsevate sõbralikkude vahekordade kindlustamiseks,

juhitud soovist kaasa aidata sel teel üldise rahu alalhoidmiseks,

lähtudes sellest, et 2. veebruari 1920. a.² Rahuleping on endiselt nende vastastikuste suhete ja kohustuste vankumata aluseks,

deklareerides, et ükski kummagi Kõrge Lepinguosalise poolt varemalt enda peale võetud rahvusvahelistest kohustustest ei takista nende vastastikuste suhete rahulist arenemist ja ei ole vastolus käesoleva Lepinguga,

soovides oma vastastikustes suhetes täiendada ja täpsemalt ära määrata sõjast loobumise Pakti, mis alla kirjutatud Pariisis 27. augustil 1928 a.³,

otsustasid sõlmida käesoleva Lepingu ja nimetasid selleks oma täisvolinikkudeks :

EESTI VABARIIGI RIIGIVANEM :

Julius SELJAMAA, Erakorralise Saadiku ja Täisvolilise Ministri Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidus,

NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU TÄIDESAAATEV KESKKOMITEE :

Maksim Maksimi p. LITVINOV'1, Välisasjade Rahvakomissari, Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidu Täidesaatva Keskkomitee Liikme,

missugused täisvolinikud, peale oma hääs ja nõuetavas vormis kokkuseatud volituste vastastikust esitamist, leppisid kokku alljärgnevas :

Artikkel I.

Mõlemad Kõrged Lepinguosalsed tagavad vastastikku nende vahel olevate piiride puutumatusel sel kujul, nagu need kindlaks on määratud 2. veebruaril 1920. a. alla kirjutatud Rahulepingus,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 18 août 1932.

² Vol. XI, page 29, de ce recueil.

³ Vol. XCIV, page 57, de ce recueil.

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

№ 3020. — ¹ ДОГОВОР О НЕНАПАДЕНИИ И МИРНОМ РАЗРЕШЕНИИ КОНФЛИКТОВ МЕЖДУ ЭСТОНИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННЫЙ В ГОР. МОСКВЕ 4-го МАЯ 1932 ГОДА.

*Estonian and Russian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Treaty took place August 26, 1932.*

Глава Эстонской Республики, с одной стороны, и Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик, с другой стороны, убежденные, что интересам обоих Высоких Договаривающихся Сторон соответствует определение точных условий, способствующих укреплению существующих между ними дружественных отношений,

воодушевленные желанием способствовать, таким образом, сохранению всеобщего мира,

исходя из того, что Мирный Договор от 2 февраля 1920² года, попрежнему является незыблемой основой их взаимных отношений и обязательств,

заявляя, что ни одно из принятых каждой из Высоких Договаривающихся Сторон ранее международных обязательств не препятствует мирному развитию их взаимных отношений и не находится в противоречии с настоящим Договором,

желая дополнить и уточнить в своих взаимных отношениях Договор об отказе от войны, подписанный в Париже 27 августа 1928³ года,

постановили заключить настоящий Договор и назначили для этой цели своих уполномоченных, а именно :

Глава Эстонской Республики :

Юлиуса Сельяма, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра в Союзе Советских Социалистических Республик, и

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Максима Максимовича Литвинова, Народного Комиссара по Иностранным Дела́м, Члена Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик,

каковые уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными в должной и надлежащей форме, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Обе Высокие Договаривающиеся Стороны взаимно гарантируют неприкосновенность существующих между ними границ так, как они определены Мирным Договором,

¹ The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 18, 1932.

² Vol. XI, page 29, of this Series.

³ Vol. XCIV, page 57, of this Series.

ja kohustuvad hoiduma igast kallaletungi aktist üksteise vastu ja igasugustest vägivaldsetest tegudest, mis on sihitud teise Lepinguosalise territooriumi tervuse ja puutumatusse või tema poliitilise iseseisvuse vastu, vaatamata sellele, kas on sarnane kallaletung või sarnased teod ette võetud üksikult või ühiselt teiste riikidega, sõjakuulutamise või ilma.

Artikkel 2.

Kumbki Kõrge Lepinguosaline kohustub mitte osa võtma poliitilistest kokkulepetest, mis on agressiooni mõttes ilmselt sihitud teise Poole vastu, samuti ka sama iseloomuga koalitsioonidest, mille eesmärgiks on teist poolt majanduslikult või finantsiliselt boikoteerida.

Artikkel 3.

Käesoleva Lepingu eelmistes artiklites tähendatud kohustused ei või mingil juhtumil rikkuda ega muuta neid õigusi ja rahvusvahelisi kohustusi, mis tulenevad kummagile Kõrgele Lepinguosalisele lepingutest, mis on sõlmitud, või kohustustest, mis on enda peale võetud enne käesoleva Lepingu jõusseastumist, niivõrd kui need ei sisalda eneses agressiooni elemente käesoleva lepingu mõttes.

Artikkel 4.

Arvesse võttes käesoleva Lepinguga enda peale võetud kohustusi, Kõrged Lepinguosalised kohustuvad alistama kõik tüliküsimused, vaatamata nende loomule või päritolule, mis võiksid tekkida nende vahel peale käesoleva Lepingu jõusseastumist ja missuguseid ei oleks võimalik lahendada mõistliku aja jooksul harilikus diplomaatilises korras, lepitusprotseduurile Lepitussega-komisjonis, kelle koosseis, õigused ja menetlus määratakse kindlaks erilise konventsiooniga, mille mõlemad Pooled kohustuvad sõlmima võimalikult lühikese aja jooksul ja missugune astub jõesse ühel ajal käesoleva Lepinguga.

Artikkel 5.

Käesolev Leping on kokku seatud kahes eksemplaris, eesti ja vene keeles, kusjuures mõlemad tekstid omavad võrdse jõu. Ta ratifitseeritakse võimalikult lühikese aja jooksul ja ratifikatsioonikirjad vahetatakse Kõrgete Lepinguosaliste vahel Tallinnas neljakümneviie päeva jooksul, arvates käesoleva Lepingu ratifitseerimisest Eesti ja Nõukogude Sotsialistlike Vabariikide Liidu poolt.

Artikkel 6.

Käesolev Leping astub jõesse ratifikatsioonikirjade vahetamise momendil ja ta jääb jõesse kolmeks aastaks arvates sellest momendist.

подписанным 2 февраля 1920 года, и обязываются воздерживаться от всякого акта нападения одна на другую и от всяких насильственных действий, направленных против целостности и неприкосновенности территории или против политической независимости другой Договаривающейся Стороны, независимо от того, предприняты ли подобное нападение или подобные действия отдельно или совместно с другими державами, с объявлением или без объявления войны.

Статья 2.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется не принимать участия в политических соглашениях, направленных в смысле агрессии явно против другой Стороны, а равно в коалициях того же характера, имеющих целью подвергнуть другую сторону экономическому или финансовому бойкоту.

Статья 3.

Обязательства, указанные в предшествующих статьях настоящего Договора ни в коем случае не могут нарушить или изменить права и международные обязательства, вытекающие для обоих Высоких Договаривающихся Сторон из договоров, заключенных, или из обязательств, принятых на себя до вступления в силу настоящего Договора, поскольку они не заключают в себе элементов агрессии в том ее понимании, которое дается ей настоящим Договором.

Статья 4.

Принимая во внимание обязательства, принятые на себя в настоящем Договоре, Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются подвергать все спорные вопросы, независимо от их природы и происхождения, которые возникли бы между ними после вступления в силу настоящего Договора и не могли быть урегулированы в течение разумного срока в обычном дипломатическом порядке, согласительной процедуре в смешанной Согласительной Комиссии, состав, права и производство которой подлежат установлению путем особой Конвенции, каковую обе стороны обязуются заключить в возможно короткий срок, и которая вступит в силу одновременно с настоящим Договором.

Статья 5.

Настоящий Договор составлен в двух экземплярах, на эстонском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу. Он будет ратифицирован в возможно краткий срок, и его ратификационные грамоты будут обменены между Высокими Договаривающимися Сторонами в гор. Таллине в течение сорока пяти дней со дня ратификации настоящего Договора Эстонией и Союзом Советских Социалистических Республик.

Статья 6.

Настоящий Договор вступит в силу в момент обмена ратификационными грамотами и будет оставаться в силе в течение трех лет с этого момента.

Kummagil Kõrgel Lepinguosalisel on õigus loobuda Lepingust sellest ette teatades kuus kuud enne selle tähtaja lõppemist või kinnipidamata etteütlemise tähtajast, kui teine Lepinguosaline tungib kallale mõnele kolmandale riigile.

Juhul, kui Leping ei öelda üles kummagi Lepinguosalise poolt, pikendub tema jõussejäämine automaatselt kaheks aastaks; samuti loetakse Leping pikendatuks järgnevas kaheks aastaks igakord, kui ükski Kõrgetest Lepinguosalistest sellest ei loobu käesolevas artiklis ettenähtud korras.

Mille tõenduseks ülalnimetatud Täisvolinikud kirjutasid alla käesolevale Lepingule ja kinnitasid selle oma pitseritega.

Tehtud Moskvas, kahes eksemplaris, 4. mail 1932. a.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.

(L. S.) M. LITVINOFF.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон будет иметь право отказаться от Договора с предупреждением о том за шесть месяцев до истечения этого периода или без соблюдения срока предупреждения, если другая Высокая Договаривающаяся Сторона совершит нападение на какое-нибудь третье государство.

Если Договор не будет денонсирован ни одной из Высоких Договаривающихся Сторон, срок его действия пролонгируется автоматически на два года ; равным образом Договор будет считаться продленным каждый раз на дальнейшие два года, если не последует отказ от него одной из Высоких Договаривающихся Сторон в порядке, предусмотренном в настоящей статье.

В удостоверение чего, поименованные выше Уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Учинено в гор. Москве, в двух экземплярах, «4» мая 1932 года.

Юл. Сельяма
(печать).

М. Литвинов
(печать).

¹ TRADUCTION.

N^o 3020. — TRAITÉ DE NON-AGRESSION ET DE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS ENTRE L'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 4 MAI 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, d'une part, et LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part,

Convaincus qu'il est conforme aux intérêts des deux Hautes Parties contractantes d'établir des conditions précises contribuant au renforcement des relations amicales existant entre elles,

Animés du désir de contribuer de la sorte au maintien de la paix universelle,

Considérant que le Traité de paix du 2 février 1920 constitue, comme par le passé, le fondement inébranlable de leurs relations et obligations réciproques,

Déclarant qu'aucune des obligations internationales assumées par chacune des Hautes Parties contractantes ne s'oppose au développement pacifique de leurs relations réciproques et n'est pas en contradiction avec le présent traité,

Désireux de compléter et de préciser, en ce qui concerne leurs relations réciproques, le Pacte de renonciation à la guerre, signé à Paris le 27 août 1928,

Ont décidé de conclure le présent traité et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Julius SELJAMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Maxime Maximovitch LITVINOFF, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, membre du Comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes garantit à l'autre Partie l'intégrité des frontières existant entre elles, telles qu'elles ont été fixées par le Traité de paix signé le 2 février 1920, et s'engage à s'abstenir de tout acte d'agression ainsi que de toutes mesures de violence dirigées contre l'intégrité et l'inviolabilité du territoire ou contre l'indépendance politique de l'autre Partie contractante, qu'un tel acte d'agression ou que de telles mesures soient entrepris individuellement ou en commun avec d'autres Puissances, avec ou sans déclaration de guerre.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne pas participer à des accords politiques tendant à un acte d'agression manifestement dirigé contre l'autre Partie ni à des coalitions de même nature ayant pour objet d'exercer contre l'autre Partie un boycottage économique ou financier.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3020. — TREATY OF NON-AGGRESSION AND PEACEFUL SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN ESTONIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, MAY 4, 1932.

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC, of the one part, and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the other part,

Being convinced that it is in the interests of the two High Contracting Parties to lay down definite conditions contributing to strengthen the friendly relations existing between them,

Animated by the desire to contribute in that manner to the maintenance of universal peace,

Considering that the Peace Treaty of February 2, 1920, constitutes, now as heretofore, the unshakable foundation of their mutual relations and obligations,

Declaring that none of the international obligations assumed by either of the High Contracting Parties is incompatible with the peaceful development of their mutual relations or in contradiction with the present Treaty,

Being desirous of supplementing and defining, so far as concerns their mutual relations, the Pact for the Renunciation of War signed at Paris on August 27, 1928,

Have decided to conclude the present Treaty, and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Julius SELJAMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Union of Soviet Socialist Republics ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Maxim Maximovitch LITVINOV, People's Commissary for Foreign Affairs, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties guarantees to the other Party the inviolability of the existing frontiers between them, as defined by the Peace Treaty signed on February 2, 1920, and undertakes to refrain from any act of aggression or any violent measures directed against the integrity and inviolability of the territory or against the political independence of the other Contracting Party, whether such acts of aggression or such violent measures are undertaken separately or in conjunction with other Powers, with or without a declaration of war.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to take part in political agreements manifestly directed in an aggressive sense against the other Party, nor in coalitions of the same nature having as their object to subject the other Party to an economic or financial boycott.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les obligations mentionnées aux articles précédents du présent traité ne sauraient affecter ni modifier les droits et les obligations internationales découlant pour les Hautes Parties contractantes des traités conclus ou des obligations assumées avant l'entrée en vigueur du présent traité, pour autant que lesdits droits et obligations ne comportent pas d'éléments d'agression au sens du présent traité.

Article 4.

Tenant compte des obligations assumées en vertu du présent traité, les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre toutes les questions litigieuses, quelle que soit leur nature ou leur origine, qui pourraient surgir entre elles après l'entrée en vigueur du présent Traité et qu'il n'aurait pas été possible de régler dans un délai raisonnable par la voie diplomatique ordinaire, à une procédure de conciliation au sein d'une commission mixte de conciliation, dont la composition, les attributions et la procédure sont à fixer par une convention spéciale que les deux Parties contractantes s'engagent à conclure dans le délai le plus bref possible et qui entrera en vigueur en même temps que le présent traité.

Article 5.

Le présent traité est établi en deux exemplaires en langues estonienne et russe, les deux textes faisant également foi. Il sera ratifié dans le délai le plus bref possible et les instruments de ratification seront échangés entre les Hautes Parties contractantes à Tallinn, dans les quarante-cinq jours qui suivront la date de la ratification du présent traité par l'Estonie et par l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 6.

Le présent traité entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant trois ans à partir dudit moment.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de dénoncer le traité en informant de son intention l'autre Partie six mois avant l'expiration de ladite période, ou, sans observer le délai de préavis, au cas où l'autre Haute Partie contractante commettrait une agression contre un Etat tiers quelconque.

Si le traité n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, sa validité sera prolongée par tacite reconduction pour une période de deux ans ; de même le traité sera considéré comme prolongé chaque fois pour une nouvelle période de deux ans s'il n'a pas été dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, d'après la procédure prévue au présent article.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, en deux exemplaires, le 4 mai 1932.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.

(L. S.) M. LITVINOFF.

Article 3.

The obligations mentioned in the preceding Articles of the present Treaty shall in no case affect or modify the rights and international obligations devolving on the High Contracting Parties from treaties concluded or obligations assumed prior to the entry into force of the present Treaty, so far as the said rights and obligations contain no elements of aggression within the meaning of the present Treaty.

Article 4.

Taking into consideration the obligations assumed in virtue of the present Treaty, the High Contracting Parties undertake to submit all disputes, whatever their nature or origin, which may arise between them subsequent to the coming into force of the present Treaty, and which it may not have been possible to settle within a reasonable time through the ordinary diplomatic channel, to a procedure of conciliation in a mixed Conciliation Commission, whose composition, powers, and procedure shall be fixed by a separate Convention, which the two Parties undertake to conclude within the shortest possible time, and which shall come into force simultaneously with the present Treaty.

Article 5.

The present Treaty is drawn up in duplicate in Estonian and Russian, both texts being authentic. It shall be ratified within the shortest possible time, and the instruments of ratification shall be exchanged between the High Contracting Parties at Tallinn within forty-five days of the date of the ratification of the present Treaty by Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 6.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force for three years from that date.

Either of the High Contracting Parties shall have the right to denounce the Treaty by notifying the other Party of its intention six months before the expiry of the said period, or without giving such notice in the event of an act of aggression being committed by the other High Contracting Party against any third Power whatsoever.

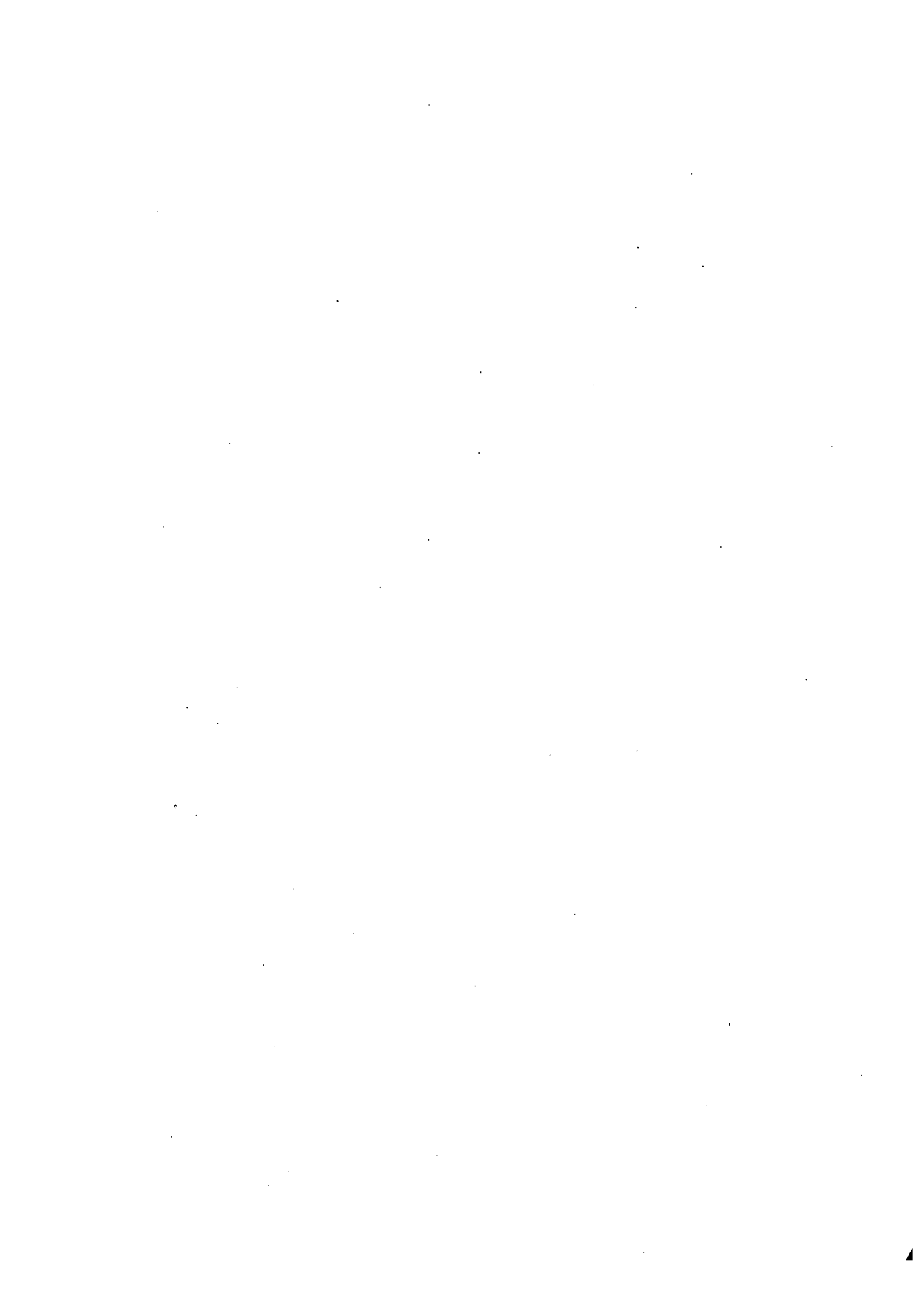
If the Treaty is not denounced by one or other of the High Contracting Parties, its validity shall be tacitly prolonged for a period of two years; similarly, the Treaty shall be deemed to be prolonged on each subsequent occasion for a further period of two years provided it has not been denounced by one or other of the High Contracting Parties, according to the procedure laid down in the present Article.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, in duplicate, May 4, 1932.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.

(L. S.) M. LITVINOV.



N° 3021.

**ESTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention de conciliation. Signée à
Moscou, le 16 juin 1932.

**ESTONIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Conciliation Convention. Signed at
Moscow, June 16, 1932.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 3021. — LEPITUSKONVENTSIOON¹ EESTI JA N.S.V. LIIDU VAHEL.
MOSKVAS, 16. JUUNIL 1932.

*Textes officiels estonien et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 août 1932.*

Kooskõlas Eesti ja N.S.V. Liidu vahel sõlmitud mittekallaletungi ja tülide rahulisel teel lahendamise lepingu art. 4² määrustega otsustasid EESTI VABARIIGI RIIGIVANEM ja N.S.V. LIIDU TÄIDESAAATEV KESKKOMITEE sõlmida konventsiooni lepitusmenetluse kohta ja nimetasid selleks otstarbeks

EESTI VABARIIGI RIIGIVANEM :

Julius SELJAMAA, Erakorralise saadiku ja Täievolilise ministri N.S.V. Liidus, ja

N.S.V. LIIDU TÄIDESAAATEV KESKKOMITEE :

Boris Spiridoni p. STOMONJAKOV'I, N.S.V. Liidu Välisasjade Rahvakomissariaadi kolleegiumi liikme,

missugused täisvolinikud, peale oma hääs ja nõuetavas vormis leitud volituste vastastikku esitamist, leppisid kokku alljärgnevas :

Artikkel 1.

Kõik tülüküsimused Eesti ja N.S.V. Liidu vahel, mis järgnevad faktidest, mis võiksid tekkida peale käesoleva Lepingu jõusseastumist, eriti Kõrgete Lepinguosaliste vahel sõlmitud või sõlmitavate konventsioonide tõlgitsemise ja käsitamise alal, missuguseid pole saadud lahendada diplomaatilisel teel, alistatakse vastastikkuse kokkuleppe saavutamiseks Lepituskomisjonile.

Artikkel 2.

Komisjon astub kokku üks kord aastas mõlemate Valitsuste vahel kokkulepitud tähtajal. Tungival juhusel mõlemad Valitsused võivad siiski kokku leppida kas ühe või mitme erakorralise

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 18 août 1932.

² Voir page 297 de ce volume.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3021. — СОГЛАСИТЕЛЬНАЯ¹ КОНВЕНЦИЯ МЕЖДУ ЭСТОНИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННАЯ В ГОР. МОСКВЕ, 16-го ИЮНЯ 1932 ГОДА.

Estonian and Russian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place August 26, 1932.

Согласно постановления 4² статьи Договора о ненападении и мирном разрешении конфликтов между Эстонией и Союзом Советских Социалистических Республик, Глава Эстонской Республики и Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик решили заключить Конвенцию о согласительной процедуре и назначили для этой цели,

Глава Эстонской Республики :

Юлиуса Сельяма, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра в Союзе Советских Социалистических Республик, и

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Бориса Спиридоновича Стомонякова, Члена Коллегии Народного Комиссариата по Иностранным Дела́м Союза Советских Социалистических Республик,

каковые уполномоченные, после взаимного пред'явления своих полномочий, найденных составленными в должной и надлежащей форме, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Все споры между Эстонией и Союзом Советских Социалистических Республик, вытекающие из фактов, которые могли бы возникнуть после вступления в силу настоящего договора, в особенности, споры по вопросам толкования и применения заключенных или заключаемых между Высокими Договаривающимися Сторонами конвенций, и которые не могли бы быть урегулированы дипломатическим путем, должны быть переданы для достижения взаимного соглашения Согласительной Комиссии.

Статья 2.

Комиссия собирается один раз в год в срок, назначенный обоими Правительствами. Однако, они могут согласиться или относительно созыва в срочном случае одной или

¹ The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 18, 1932.

² See page 297 of this Volume.

istangjärgu kokkukutsumise kohta või järjekorralise istangjärgu edasilükkamise kohta järgmise aasta peale.

Kokkutulemise kohaks on vahelduvalt Tallinn ja Moskva, kusjuures esimene istangjärg peab aset leidma Moskvas ja iga istangjärgu kestus ei pea normaalselt ületama 15 päeva.

Artikkel 3.

Komisjon koosneb iga istangjärgu juhul kummagi Valitsuse poolt nimetatavast kahest liikmest, kes valitakse vastava riigi kodanikkude hulgast.

Komisjoni juhatab igal istangjärgul üks selle riigi kodakondsusesse kuuluvaist liigetest, kelle territooriumil istangjärg aset leiab.

Kummalgi Kõrgel Lepinguosalisel on õigus nimetada erijuhtudel oma delegatsiooni juurde eksperte, kes komisjoni koosolekutest osa võtavad nõuandva häälega.

Artikkel 4.

Hiljemalt viisteist päeva enne Lepituskomisjoni korralise istangjärgu kokkuastumist, teatab kumbki Lepinguosaline teisele, diplomaatilisel teel, nimestiku küsimustest, mida ta soovib arutada sel istangjärgul.

Erakorralise istangjärgu kokkukutsumise soovi korral peab sooviavaldaja valitsus teatama teisele valitsusele kiire asjaolu, mis seda soovi põhjustab.

Komisjon peab kokku tulema hiljemalt ühe kuu kestel peale sooviavalduse kättesaamist.

Artikkel 5.

Lepituskomisjoni ülesandeks on selgitada tüliküsimusi ja esitada mõlematele valitsustele neid tõlgitsusi ehk tingimusi tüliküsimuste lahendamiseks, mida ta peab õiglaseks ja mille alusel ta neile soovib diplomaatilisel teel kokku leppida.

Juhul kui ühe istangjärgu kestel komisjonil ei lähe korda vormuleerida ühist ettepanekut mõne päevakorral oleva küsimuse kohta, võib seda küsimust, ühe Lepinguosalise nõudmisel, alistada veel kord erakorralisele istangjärgule, missugune kokku astub hiljemalt neli kuud pärast eelmist istangjärku.

Iga istangjärgu tulemuste kohta koostatakse mõlematele valitsustele ühine aruanne, mille täielik või osaline avaldamine sünnib Lepinguosaliste vahelisel kokkuleppel.

Artikkel 6.

Lepituskomisjon määrab ise oma asjaajamise korra.

Artikkel 7.

Mõlemad Lepinguosalised kohustuvad varustama Lepituskomisjoni kõikide asjale kasulikkude andmetega ja kergendada temale igas suhtes tema ülesande täitmist.

нескольких внеочередных сессий или относительно перенесения очередной сессии на следующий год.

Местом заседания Комиссии будет поочередно Москва и Таллинн, причем первая сессия должна иметь место в Москве, и каждая сессия не должна продолжаться нормально более 15 дней.

Статья 3.

Комиссия составляется из двух членов, назначаемых на каждую сессию каждым из двух правительств из числа граждан своей страны. На каждой сессии председательствует один из членов Комиссии от той страны, на территории которой имеет место сессия.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон имеет право в отдельных случаях прикомандировать к своей делегации экспертов, которые могут участвовать в заседаниях Комиссии с правом совещательного голоса.

Статья 4.

Не позднее как за 15 дней до срока созыва очередной сессии Согласительной Комиссии, каждая из Сторон сообщает другой Стороне дипломатическим путем список вопросов, которые она желает рассмотреть на этой сессии.

В случае заявления о назначении внеочередной сессии правительство, делающее заявление, должно указать другому правительству то срочное обстоятельство, которое является основанием заявления. Комиссия должна собраться в срок не более одного месяца после получения заявления.

Статья 5.

Задачей Согласительной Комиссии является раз'яснение спорных вопросов и составление предложения обоим правительствам того толкования или тех условий соглашения, которые она находит справедливыми и относительно которых она им рекомендует прийти к соглашению дипломатическим путем. Если Комиссия в течение одной сессии по одному из вопросов порядка дня не придет к общему предложению, то этот вопрос, по желанию одной из сторон может быть еще раз представлен вне очередной сессии, которая должна иметь место не позднее четырех месяцев после предыдущей сессии.

Результаты каждой сессии представляются в виде общего обоим правительствам доклада, опубликование которого полностью или частично может иметь место по соглашению Сторон.

Статья 6.

Согласительная Комиссия сама определяет порядок своей процедуры.

Статья 7.

Обе Стороны обязуются снабжать Комиссию всеми полезными для дела данными и облегчать ей во всех отношениях исполнение ее задач.

Artikkel 8.

Mõlemad pooled kohustuvad hoiduma igasugustest neist olenevatest abinõudest, mis võiksid kahjulikult mõjutada komisjoni ettepanekuid temale alistatud küsimustes ja tarvitusele võtmas suhtes, niivõrd kui see võimalik, kõiki vajalikke kindlustavaid abinõusid.

Artikkel 9.

Käesolev konventsioon moodustab lahutamatu osa 4. mail 1932. a. Eesti ja N.S.V. Liidu vahel sõlmitud mittekallaletungi ja tülide rahulisel teel lahendamise Lepingust ja see loetakse ratifitseerituks ülalnimetatud Lepingu ratifitseerimise fakti tõttu.

See astub jõusse ühel ajal tähendatud Lepinguga ja jääb jõusse selle lepingu kestuse ajaks.

Artikkel 10.

Käesolev Konventsioon on kokku seatud kahes eksemplaris, eesti- ja venekeeles, Moskvas, 16. juunil 1932 a.

Mille tõenduseks täisvolinikud kirjutasid alla käesolevale konventsioonile ja kinnitasid ta oma pitsatitega.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.

(L. S.) B. STOMONJAKOV.

Статья 8.

Обе Стороны обязуются воздерживаться от каких либо зависящих от них мероприятий, которые могли бы нанести ущерб предложениям, сделанным Комиссией по представленным ей вопросам, а также принимать, поскольку это возможно, для этой цели все нужные предупредительные меры.

Статья 9.

Настоящая Конвенция является нераздельной частью Договора о ненападении и мирном разрешении конфликтов, заключенного 4 мая 1932 года между Эстонией и Союзом Советских Социалистических Республик, и будет рассматриваться как ратификованная в силу самого факта ратификации указанного выше Договора.

Она вступит в силу одновременно с названным Договором и останется в силе на все время действия последнего.

Статья 10.

Настоящая Конвенция составлена в 2 экземплярах, на эстонском и русском языках, в городе Москве, 16 июня 1932 года.

В удостоверение чего уполномоченные подписали настоящую Конвенцию и приложили к ней свои печати.

Юл. Сельяма
(печать).

Б. Стомоняков
(печать).

¹ TRADUCTION.N^o 3021. — CONVENTION DE CONCILIATION ENTRE L'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 16 JUIN 1932.

Vu les dispositions de l'article 4 du Traité de non-agression et de règlement pacifique des différends, entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ont décidé de conclure une convention de conciliation et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Julius SELJAMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Boris Spiridonovitch STOMONJAKOV, membre du Conseil du commissariat du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous les différends entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes découlant de faits qui pourraient se produire après l'entrée en vigueur de la présente convention, en particulier les divergences d'opinion concernant l'interprétation et l'application des conventions conclues ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes, qui ne pourraient pas être réglés par la voie diplomatique, devront être soumis, en vue d'un arrangement amiable, à une commission de conciliation.

Article 2.

La commission se réunit une fois par an à une date fixée par les deux gouvernements. Ces derniers peuvent toutefois convenir soit de la convocation en cas d'urgence d'une ou plusieurs sessions extraordinaires, soit de l'ajournement à l'année suivante d'une session ordinaire de la commission.

La commission se réunira alternativement à Moscou et à Tallinn. La première session devra avoir lieu à Moscou. Chaque session ne devra pas, en règle générale, durer plus de quinze jours.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRADUCTION.

No. 3021. — CONCILIATION CONVENTION BETWEEN ESTONIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, JUNE 16, 1932.

In accordance with the provisions of Article 4 of the Treaty of Non-Agression and Peaceful Settlement of Disputes between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS have decided to conclude a Conciliation Convention, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Julius SELJAMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Union of Soviet Socialist Republics ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Boris Spiridonovitch STOMONJAKOV, Member of the Council of the People's Commissariat for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

All disputes between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics arising out of circumstances that may develop after the coming into force of the present Convention, particularly disputes concerning the interpretation and application of conventions concluded or to be concluded between the High Contracting Parties, which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be submitted to a Conciliation Commission with a view to arriving at a mutual agreement.

Article 2.

The Commission shall meet once a year on a date to be fixed by the two Governments. The Governments may, however, agree either to summon one or more extraordinary sessions, in case of urgency, or to defer an ordinary session to the following year.

The Commission shall meet alternately in Moscow and Tallinn, the first session to take place in Moscow. As a general rule, no session shall last longer than fifteen days.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Chacun des deux gouvernements désignera pour chaque session deux membres de la commission choisis parmi ses nationaux. A chaque session, la présidence sera assurée par l'un des membres ressortissant au pays sur le territoire duquel aura lieu la session.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura, dans des cas particuliers, la faculté d'adjoindre à sa délégation des experts qui pourront participer avec voix consultative aux séances de la commission.

Article 4.

Au plus tard quinze jours avant la date de convocation de la session ordinaire de la Commission de conciliation, chacune des Parties communique à l'autre, par la voie diplomatique, la liste des questions qu'elle désire voir examiner au cours de ladite session.

Dans le cas d'une demande en vue de la réunion d'une session extraordinaire, le Gouvernement qui fait cette demande indiquera à l'autre le cas urgent justifiant sa requête. La commission devra se réunir au plus tard un mois après la réception de la demande.

Article 5.

La Commission de conciliation a pour mission d'élucider les questions litigieuses et de proposer aux deux gouvernements l'interprétation ou les conditions de conciliation qu'elle juge équitables et au sujet desquelles elle recommande d'arriver à un accord par la voie diplomatique. Si la commission, au cours d'une session, ne peut pas aboutir à une proposition commune sur une question figurant à l'ordre du jour, cette question pourra, à la demande de l'une des Parties, faire l'objet d'un nouvel examen au cours d'une session extraordinaire qui doit se réunir au plus tard quatre mois après la session précédente.

Les résultats de chaque session sont présentés aux deux gouvernements sous forme d'un rapport commun qui peut être publié en totalité ou en partie avec le consentement des deux Parties.

Article 6.

La Commission de conciliation fixe elle-même son règlement de procédure.

Article 7.

Les deux Parties s'engagent à fournir à la commission toutes les données utiles et à faciliter à tous égards l'accomplissement de sa tâche.

Article 8.

Les deux Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure, dépendant d'elles, susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur les propositions faites par la commission au sujet des questions qui lui sont soumises. Elles s'engagent également à prendre à cet effet, pour autant que cela est possible, toutes les mesures préventives nécessaires.

Article 3.

Each of the two Governments shall appoint two members of the Commission for each session, to be chosen from among its own nationals. Each session shall be presided over by one of the two members of the Commission who are nationals of the country in whose territory the session is held.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled, in special cases, to attach experts to its delegation who shall have the right to take part in the sessions of the Commission in an advisory capacity.

Article 4.

Not later than fifteen days from the date of the summoning of the ordinary session of the Conciliation Commission, each of the Parties shall communicate to the other Party, through the diplomatic channel, a list of the questions which it desires to consider during that session.

In the case of a request for the summoning of an extraordinary session, the Government making the request shall inform the other Government of the urgent circumstances which have prompted its request. The Commission shall meet not later than one month after the request has been received.

Article 5.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to elucidate disputed questions and to propose to both Governments the interpretation or the bases of conciliation which it shall deem to be equitable and on which it shall recommend them to reach an agreement by the diplomatic channel. Should the Commission be unable to agree upon a common proposal regarding any question on the agenda in the course of one session, that question shall, at the request of one of the Parties, be submitted to further examination at an extraordinary session, which shall be held not later than four months after the preceding session.

The findings of each session shall be submitted to the two Governments in the form of a joint report, which shall be published, in whole or in part, with the consent of the Parties.

Article 6.

The Conciliation Commission shall itself decide the form of its procedure.

Article 7.

Both Parties undertake to supply the Commission with all necessary information and to facilitate the accomplishment of its task in every way.

Article 8.

Both Parties undertake to refrain from any measure dependent on them which might have a prejudicial effect on the proposals made by the Commission on the questions submitted to it, and to take, as far as possible, all necessary preventive measures to that end.

Article 9.

La présente convention fait partie intégrante du Traité de non-agression et de règlement pacifique des différends, conclue le 4 mai 1932 entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Elle sera considérée comme ratifiée du seul fait de la ratification dudit traité.

Elle entrera en vigueur en même temps que le traité en question et restera en vigueur pendant toute la durée de ce traité.

Article 10.

La présente convention est établie en deux exemplaires en langues estonienne et russe, à Moscou, le 16 juin 1932.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.

(L. S.) B. STOMONJAKOV.

Article 9.

The present Convention forms an integral part of the Treaty of Non-Aggression and Peaceful Settlement of Disputes, concluded on May 4, 1932, between Estonia and the Union of the Soviet Socialist Republics, and shall be deemed to be ratified by virtue of the ratification of that Treaty.

It shall come into force simultaneously with the Treaty in question, and shall remain in force during the whole period of validity of that Treaty.

Article 10.

The present Convention is done at Moscow, in duplicate, in Estonian and Russian, June 16, 1932.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.

(L. S.) B. STOMONYAKOV.

N° 3022.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ESTONIE**

Accord concernant la liquidation des
biens des marins décédés. Signé
à Londres, le 22 décembre 1931.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ESTONIA**

Agreement for the Disposal of
Estates of Deceased Seamen.
Signed at London, December 22,
1931.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 3022. — EESTI¹ JA SUUR-BRITANNIA NING PÕHJA-IIRIMAA VAHELINE KOKKULEPE SURNUD MEREMEESTE VARANDUSE KORRALDAMISE KOHTA. KIRJUTATUD ALLA LONDONIS, 22. DETSEMBRIL 1931.

No. 3022. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ESTONIA FOR THE DISPOSAL OF ESTATES OF DECEASED SEAMEN. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 22, 1931.

Textes officiels anglais et estonien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 août 1932.

English and Estonian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place August 27, 1932.

EESTI VABARIIGI VALITSUS JA SUUR-BRITANNIA NING PÕHJA-IIRIMAA ÜHENDATUD KUNINGRIIGI VALITSUS leides soovitavana sõlmida kokkuleppe surnud meremeeste varanduse korraldamise kohta, leppisid kokku järgmises :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, having judged it expedient to make arrangement for the disposal of the estates of deceased seamen, have agreed as follows :

Artikkel 1.

Juhul kui Eesti meremehed surevad Briti laevadel või Briti või välisterritooriumil ajal, mil nad teenivad mõnel Briti laeval, Ühendatud Kuningriigi Valitsuse asjaomane departemang Londonis saadab Eesti Saatkonnale Londonis ära kirjad aruannetest, mida ta võiks saada nende surnud meremeeste palkade ja asjade kohta, ühes kõigi temal kasutada olevate andmetega, mis võiksid hõlbustada surnu ja tema seaduslike pärijate isiku kindlakstegemist.

Igal juhul, kus mõne nii surnud Eesti meremehe varandus, mis on saadud asjaomase

Article 1.

In the case of Estonian seamen dying on board British vessels or on British or foreign territory whilst serving on board a British ship, the competent department in London of the Government of the United Kingdom will furnish the Estonian Legation in London with copies of the accounts which may be received by them in respect of wages and effects of such deceased seamen, together with any particulars which may be at their disposal likely to facilitate the identification of the deceased and of the legal heirs.

In every case where an estate of such a deceased Estonian seaman which is received

¹ Entré en vigueur le 27 août 1932.

¹ Came into force August 27, 1932.

departemangu poolt Londonis, ei ületa väärtuselt sada naelsterlingit ja Suur-Britannia ning Põhja-Iirimaa Ühendatud Kuningriigi Valitsus loeb küllaldaseks, et surnud meremehe seaduslikud pärijad asuvad alaliselt Eesti territooriumil, ta loobub harilikust nõudmise viisist ja, pärast seda kui kreditoride kõik õigustatud nõudmised varanduse kohta on õiendatud, annab edasi küsimuse all oleva varanduse ülejäänud osa Eesti Saatkonnale Londonis.

Seal kus mõne surnud Eesti meremehe varandus, mis saadud asjaomase departemangu poolt Londonis, ei ole nii edasi antud, Ühendatud Kuningriigi Valitsuse asjaomane departemang Londonis, enne kui ta teeb korralduse sarnase meremehe varanduse kohta kooskõlas sellekohase seadusega, teatab Eesti Saatkonnale Londonis oma kavatsusest anda üle sarnase varanduse neile isikutele, kel selle kohta nõudeõigused, ja võtab kaalumisele kõik Saatkonna poolt selle kohta tehtavad ettepanekud.

Eesti Valitsus omalt poolt kohustub, et kõigil juhtudel, kus ta saanud Briti meremeeste varandust, kes surnud kas Eesti kaubalaevadel või Eesti või välisterritooriumil ajal, mil nad teenistuses mõnel Eesti laeval, talitatakse samal viisil ja varandus antakse samuti üle tema Briti Majesteedi Konsulaarametnikkudele.

Artikkel 2.

Käesolev Kokkulepe astub jõusse kümme päeva pärast teatamist Suur-Britannia ja Põhja-Iirimaa Valitsusele Eesti Riigikogu heakskiitmisest. Teda võib lõpetada igal ajal ükskõik kumba kokkuleppe osalise Valitsuse poolt teisele Valitsusele üks aasta ette teatades.

Selle tõenduseks allakirjutanud, kes seks vastavalt volitatud, on käesolevale Kokkuleppele allakirjutanud ja ta kinnitanud oma pitseritega.

Tehtud kahes eksemplaris Londonis, 22. detsembril 1931.

(L. S.) Oskar KALLAS.
(L. S.) John SIMON.

by the competent department in London does not exceed one hundred pounds sterling in value and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are satisfied that the legal heirs of the deceased seamen are resident in Estonian territory, they will dispense with the customary form of claim and, after settlement of any valid claims by creditors upon the estate, will hand over the residue of the property in question to the Estonian Legation in London.

Where the property of a deceased Estonian seaman, which is received by the competent department in London, is not so handed over, the competent department in London of the Government of the United Kingdom will, before disposing of the estate of such seaman in accordance with the appropriate law, give notice to the Estonian Legation in London of their intention to hand over such property to those persons having claims upon it, and will consider any representations that the Legation will make thereon.

The Estonian Government, on their part, undertake that in the case of all estates received by them, of British seamen, whether dying on board Estonian merchant vessels or on Estonian or foreign territory whilst serving on board an Estonian ship, similar action will be taken and the estates similarly handed over to His Majesty's Consular Officers.

Article 2.

The present Agreement shall come into force ten days after notification to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the approval of the Estonian Parliament. It shall be terminable at any time on a notice of one year given in advance by either of the contracting Governments to the other.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 22nd day of December, 1931.

(L. S.) Oskar KALLAS.
(L. S.) John SIMON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3022. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESTONIE, CONCERNANT LA LIQUIDATION DES BIENS DES MARINS DÉCÉDÉS. SIGNÉ A LONDRES, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, ayant jugé opportun de prendre des mesures pour la liquidation des biens appartenant à des marins décédés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le cas de marins estoniens décédant soit à bord de navires britanniques, soit en territoire britannique ou étranger alors qu'ils étaient en service à bord d'un navire britannique, le Département compétent, à Londres, du Gouvernement du Royaume-Uni fournira à la légation d'Estonie à Londres des copies des comptes que ce Département pourra avoir reçus au sujet des salaires et effets de ces marins décédés, ainsi que tous les renseignements qu'il pourra posséder et qui seraient de nature à faciliter l'identification du défunt et de ses héritiers légaux.

Dans tous les cas où la valeur des biens d'un marin estonien décédé, reçus par le Département compétent à Londres, ne dépassera pas cent livres sterling, et où le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aura acquis la preuve que les héritiers légaux du marin décédé résident en territoire estonien, on renoncera à la procédure habituelle de demande d'envoi en possession et, après liquidation de toutes les créances valables sur la succession, le solde des biens en question sera remis à la légation d'Estonie, à Londres.

Lorsque les biens d'un marin estonien décédé, reçus par le département compétent à Londres, ne seront pas remis de la façon ci-dessus indiquée, le département compétent, à Londres, du Gouvernement du Royaume-Uni, avant de liquider la succession de ce marin conformément à la loi applicable en l'espèce, notifiera à la légation d'Estonie à Londres son intention de remettre ces biens aux ayants-droit et examinera toutes les observations que cette légation pourra, le cas échéant, formuler à ce sujet.

Le Gouvernement estonien, de son côté, s'engage, dans tous les cas où il s'agira de biens reçus par lui et appartenant à des marins britanniques décédant soit à bord de navires de commerce estoniens, soit en territoire estonien ou étranger, alors qu'ils étaient en service à bord d'un navire estonien, — à prendre des mesures analogues, et à remettre de même les biens en question aux fonctionnaires consulaires de Sa Majesté.

Article 2.

Le présent accord entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de dix jours après notification au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'approbation du Parlement estonien. Il pourra être dénoncé en tout temps, moyennant préavis d'un an donné par l'un des gouvernements contractants à l'autre gouvernement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 22 décembre 1931.

(L. S.) Oskar KALLAS

(L. S.) John SIMON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3023.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
BRÉSIL, COLOMBIE, etc.

Convention d'union postale, avec
protocole final, règlement d'exé-
cution et dispositions relatives au
transport de la correspondance
par voie aérienne. Signés à
Madrid, le 10 novembre 1931.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA,
BRAZIL, COLOMBIA, etc.

Postal Union Convention, with Final
Protocol, Detailed Regulations
and Provisions relating to the
Conveyance of Letter Post by
Air. Signed at Madrid, November
10, 1931.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3023. — CONVENIO¹ DE LA UNIÓN POSTAL CELEBRADO ENTRE : ARGENTINA, BOLIVIA, BRASIL, CANADÁ, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, CHILE, DOMINICANA, ECUADOR, EL SALVADOR, ESPAÑA, ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, GUATEMALA, HAITÍ, HONDURAS, MÉXICO, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PERÚ, URUGUAY Y VENEZUELA. FIRMADO EN MADRID, EL 10 DE NOVIEMBRE DE 1931.

Texte officiel espagnol, communiqué par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 août 1932.

Spanish official text communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place August 29, 1932.

Los infrascritos, Plenipotenciarios de los Gobiernos de los países arriba enumerados, reunidos en Congreso, en Madrid, haciendo uso del derecho que les concede el artículo 5 del Convenio² vigente de la Unión Postal Universal, e inspirándose en el deseo de extender y perfeccionar sus relaciones postales y de establecer una solidaridad de acción capaz de representar eficazmente en los Congresos Postales Universales sus intereses comunes en lo que se refiere a las comunicaciones por Correo, han convenido en celebrar, bajo reserva de ratificación, el Convenio siguiente :

Artículo 1.

UNIÓN POSTAL DE LAS AMÉRICAS Y ESPAÑA.

Los países contratantes, de acuerdo con la precedente declaración, constituyen, bajo la denominación de Unión Postal de las Américas y España, un solo territorio postal.

Artículo 2.

UNIONES RESTRINGIDAS.

I. Los países contratantes, ya sea por su situación limítrofe, ya sea por la intensidad de sus relaciones postales, podrán establecer entre sí uniones más estrechas, con el fin de reducir tarifas

¹ *Dépôt des ratifications à Madrid :*

ESPAÑA	} II août 1932.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE... }	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	3 octobre 1932.
COSTA-RICA... ..	20 octobre 1932.
PANAMA	8 mars 1933.
MEXIQUE	28 avril 1933.

Adhésion :

CANADA II août 1932.

² Vol. CII, page 245 ; vol. CVII, page 552 ; vol. CXVII, page 310 ; vol. CXXII, page 359 ; et vol. CXXX, page 458, de ce recueil.

¹ *Deposit of ratifications in Madrid :*

SPAIN	} August 11, 1932.
UNITED STATES OF AMERICA }	
DOMINICAN REPUBLIC ...	October 3, 1932.
COSTA RICA... ..	October 20, 1932.
PANAMA	March 8, 1933.
MEXICO	April 28, 1933.

Accession :

CANADA August 11, 1932.

² Vol. CII, page 245 ; Vol. CVII, page 552 ; Vol. CXVII, page 310 ; Vol. CXXII, page 359 ; and Vol. CXXX, page 458, of this Series.

o introducir otras mejoras sobre cualquiera de los servicios a que se refiere el presente Convenio o los Acuerdos especiales celebrados por este Congreso.

2. Asimismo, y en lo que concierne a asuntos no previstos en el presente Convenio o en el de la Unión Postal Universal, los países signatarios podrán adoptar entre sí las resoluciones que estimen precisas, por medio de correspondencia o, si fuera necesario, ajustando un Acuerdo especial, de conformidad con la autorización que les confiere el presente artículo o con su legislación interna.

Artículo 3.

TRÁNSITO LIBRE Y GRATUITO.

1. La gratuidad del tránsito territorial, fluvial y marítimo es absoluta en el territorio de la Unión Postal de las Américas y España ; en consecuencia, los países que la integran se obligan a transportar a través de sus territorios y a conducir en los buques de su matrícula o bandera que utilicen en el transporte de su propia correspondencia, sin recargo alguno para los países contratantes, toda la que éstos expidan con cualquier destino.

2. En los casos de reencaminamiento, los países contratantes se comprometen a reexpedir la correspondencia por las vías y conductos que utilicen para sus propios envíos.

Artículo 4.

TARIFA.

La tarifa del servicio interior de cada país regirá en las relaciones de los países que constituyen la Unión Postal de las Américas y España, excepto cuando dicha tarifa interna sea superior a la que se aplique a la correspondencia destinada a los países de la Unión Postal Universal, en cuyo caso regirá esta última.

Artículo 5.

OBJETOS DE CORRESPONDENCIA.

Las disposiciones de este Convenio se aplicarán a las cartas, tarjetas postales sencillas y con respuesta pagada, impresos de todas clases, papeles de negocios, muestras sin valor, pequeños paquetes y valores declarados. Sin embargo, los servicios de pequeños paquetes y valores declarados quedan limitados a los países que convengan en ejecutarlos, ya sea en sus relaciones recíprocas, ya sea en una sola dirección.

Artículo 6.

CORRESPONDENCIA CERTIFICADA. — RESPONSABILIDAD.

1. Los objetos designados en el artículo 5 podrán ser expedidos con el carácter de certificados, mediante el pago de un derecho igual al que la Administración de origen haya establecido en su servicio.

2. Salvo en los casos de fuerza mayor, las Administraciones contratantes serán responsables de la pérdida de todo objeto certificado. El remitente tendrá derecho a una indemnización que no podrá exceder en ningún caso de tres dólares o su equivalencia en francos oro.

3. No obstante, las Administraciones estarán relevadas de responsabilidad por la pérdida de un objeto certificado cuyo contenido caiga bajo el régimen de las prohibiciones mencionadas por el artículo 11 del presente Convenio, o que esté prohibido por las leyes o reglamentos del país de origen o de destino, siempre que dicho país haya dado el debido conocimiento por la vía usual.

4. Se establece, con carácter facultativo, una categoría especial de certificados sin derecho a indemnización, aplicable a los libros, periódicos y demás impresos, papeles de negocios y muestras sin valor, mediante el pago, además de los portes ordinarios, de un derecho reducido, cuya cuantía fijarán las Administraciones interesadas. Sin embargo, las Administraciones que adopten esta nueva modalidad de certificados, podrán aplicarla en la misma extensión en que la tengan establecida para su servicio interno.

Artículo 7.

FRANQUEO OBLIGATORIO.

1. Se declara obligatorio el franqueo completo de toda clase de correspondencia, incluso los paquetes cerrados, a excepción de las cartas en su forma usual y ordinaria, a las cuales se les dará curso siempre que lleven, por lo menos, el franqueo correspondiente a un porte sencillo.

2. Los demás objetos no francos o insuficientemente franqueados, quedarán detenidos en la oficina de origen, que procederá con ellos en la forma que determine su legislación interna.

3. Por las cartas insuficientemente franqueadas sólo se cobrará del destinatario la diferencia de porte no pagado por el remitente.

Artículo 8.

PESO Y DIMENSIONES.

Los límites de peso y dimensiones de los diversos objetos de correspondencia se ajustarán a lo preceptuado para los mismos en el Convenio vigente de la Unión Postal Universal, a excepción de los impresos, que cuando sean acondicionados en paquetes, podrán pesar hasta cuatro kilogramos, aumentándose tal límite a cinco kilogramos cuando se trate de obras en un solo volumen.

Artículo 9.

TARJETAS POSTALES REZAGADAS.

Las tarjetas postales ordinarias, caídas en rezago por cualquier motivo, serán destruidas en el país de destino, salvo que se haya solicitado en las mismas su devolución y lleven, además, el nombre y dirección del remitente, en cuyo caso se devolverán al país de origen.

Artículo 10.

FRANQUICIA DE PORTE.

1. Las Partes contratantes convienen en acordar franquicia de porte, tanto en su servicio interno, como en el américoespañol, a la Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España, a la Oficina de Transbordos de Panamá y a los miembros del Cuerpo diplomático de los países signatarios. Los Cónsules gozarán de franquicia para la correspondencia oficial que dirijan a sus respectivos países, para la que cambien entre sí y para la que remitan al Gobierno del país en que estuvieren acreditados, siempre que exista reciprocidad. De igual franquicia disfrutarán los Vicecónsules cuando se hallen en funciones de Cónsules.

2. El cambio de correspondencia del Cuerpo diplomático entre los Secretarios de Estado de los respectivos países y sus Embajadas o Legaciones, tendrá carácter de reciprocidad entre los países contratantes y se efectuará al descubierto o por medio de valijas diplomáticas, con arreglo a lo que determina el artículo 5 del Reglamento de ejecución. Estas valijas gozarán de franquicia y de todas las garantías de los envíos oficiales.

3. La correspondencia a que se refieren los dos párrafos precedentes podrá ser expedida en franquicia con carácter de certificado, pero sin derecho alguno a indemnización en caso de extravío.

4. Gozarán de franquicia de porte los diarios, revistas, publicaciones periódicas, libros, folletos y otros impresos que expidan los editores o autores con destino a las oficinas de información establecidas por las Administraciones de Correos américo-españolas.

5. Esta franquicia no comprende en ningún caso el servicio aéreo ni los demás servicios especiales que existan en el régimen interno o américo-español de los países contratantes.

Artículo II.

PROHIBICIONES.

1. Sin perjuicio de lo que establezcan, respecto a restricciones en la circulación de correspondencia, el Convenio vigente de la Unión Postal Universal y la legislación interior de cada país, no se dará curso a la correspondencia siguiente :

- a) A las publicaciones que atenten a la seguridad y al orden públicos ;
- b) A las publicaciones pornográficas ;
- c) A la correspondencia de cualquier naturaleza que tenga por objeto la comisión de fraudes, estafas o cualquier clase de delito contra la propiedad o las personas. A tal fin se procederá de acuerdo con lo que disponga la legislación interna de cada país.
- d) A la correspondencia que contenga dinero en efectivo, billetes de Banco o valores al portador, ya se trate de correspondencia ordinaria o certificada, salvo acuerdo en contrario entre las Administraciones interesadas.

2. Las Administraciones podrán hacer extensivas las prohibiciones que dicten para su régimen interno al servicio américo-español, dando aviso previo a la Oficina Internacional de Montevideo para que lo informe a las demás Administraciones.

3. Cuando se compruebe la existencia de algún objeto prohibido, la Administración de tránsito o destino en cuyo servicio se descubriere, procederá de acuerdo con las disposiciones de su legislación interior, informando a la Administración del país de origen del trato dado al envío.

Artículo 12.

SERVICIOS ESPECIALES.

Las Altas partes contratantes se obligan, sobre la base de acuerdos especiales o por correspondencia, a hacer extensivos a los demás países de la Unión Postal de las Américas y España todos los servicios postales que realicen o puedan, en lo futuro, establecer en el interior de sus respectivos países.

Artículo 13.

DISPOSICIONES VARIAS.

Los países contratantes tendrán la facultad de adoptar el « porte pagado » para el envío de diarios o publicaciones periódicas abiertos o en paquetes, incluso los de propaganda o reclamo puramente comerciales, siempre que, para estos últimos, no se aplique una tarifa reducida.

Artículo 14.

IDIOMA OFICIAL.

Se adopta el español como idioma oficial para los asuntos relativos al servicio de Correos. No obstante, los países cuyo idioma no fuera éste podrán usar el propio.

Artículo 15.

PROTECCIÓN E INTERCAMBIO DE FUNCIONARIOS POSTALES.

Las autoridades postales de los países contratantes estarán obligadas a prestar, cuando les sea solicitada, la cooperación que necesiten los funcionarios encargados del transporte de valijas y correspondencia en tránsito por dichos países, y asimismo a aquellos otros que una Administración acuerde enviar a cualquiera de estos países para llevar a cabo estudios acerca del desarrollo y perfeccionamiento de los servicios postales.

Para el más eficaz rendimiento de estos viajes, las Administraciones podrán ponerse de acuerdo a fin de organizar un intercambio de funcionarios de Correos.

Artículo 16.

OFICINA INTERNACIONAL DE TRANSBORDOS.

1. Queda subsistente en la República de Panamá una Oficina Internacional de Transbordos, destinada a recibir y reexpedir toda la correspondencia que se curse por su mediación, originaria de cualquiera de los países de esta Unión, cuando dé lugar a operaciones de transbordo.

2. La expresada Oficina funcionará de acuerdo con el Reglamento concertado entre la Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España y la Administración Postal Panameña.

3. Las reformas que en cualquier tiempo deban introducirse en el Reglamento aludido se someterán por las Administraciones interesadas a la consideración de la Oficina Internacional de Montevideo, para que, por su mediación, se propongan a la Administración Postal de Panamá.

4. La organización y funcionamiento de la Oficina Internacional de Transbordos quedan sometidos a la vigilancia y fiscalización de la Dirección general de Correos y Telégrafos de Panamá y la Oficina de la Unión Postal de las Américas y España, a quien incumbe actuar como mediadora y asesora en cualquier divergencia surgida entre la Administración Postal de Panamá y los países que utilicen los servicios de la Oficina mencionada.

5. El personal adscrito al servicio de la Oficina lo designará la Dirección general de Correos y Telégrafos de Panamá, y tendrá carácter inamovible, conforme con las disposiciones que al respecto establece el Reglamento de la Oficina.

6. Los gastos que demande el sostenimiento de esta Oficina quedarán a cargo de los países que utilicen estos servicios, repartidos proporcionalmente al volumen de correspondencia que intercambien por su mediación.

La Administración de Panamá adelantará las cantidades necesarias para mantener expeditos los servicios de la Oficina.

Dichas cantidades se reintegrarán trimestralmente por cada Administración interesada, pero los reintegros que no se produzcan dentro de un plazo de seis meses, a partir del vencimiento de cada trimestre, devengarán un interés de 7 % anual, destinado a aumentar los recursos de sostenimiento de la Oficina de Transbordos.

Artículo 17.

ARBITRAJES.

Todo conflicto o desacuerdo que se suscite en las relaciones postales de los países contratantes será resuelto por juicio arbitral, que se realizará en la forma dispuesta por el Convenio vigente de

la Unión Postal Universal. La designación de árbitros deberá recaer en los países signatarios, y, llegado el caso, con intervención de la Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España.

Artículo 18.

OFICINA INTERNACIONAL DE LA UNIÓN POSTAL DE LAS AMÉRICAS Y ESPAÑA.

1. Con el nombre de Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España, funcionará en Montevideo, bajo la alta inspección de la Administración general de Correos, Telégrafos y Teléfonos de la República Oriental del Uruguay, una Oficina central que servirá como órgano de relación, información y consulta de los países de esta Unión.

2. Esta Oficina se encargará :

a) De reunir, coordinar, publicar y distribuir los datos de todas clases que interesen especialmente al servicio postal américoespañol ;

b) De emitir, a petición expresa de las partes interesadas, su opinión sobre cuestiones litigiosas ;

c) De emitir, por propia iniciativa o a petición de cualquiera de las Administraciones de los países signatarios, su opinión en todos los asuntos de orden postal que afecten o tengan relación con los intereses generales de la Unión Postal de las Américas y España ;

d) De dar a conocer las solicitudes de modificaciones de las actas del Congreso que puedan formularse y de notificar los cambios que fueren adoptados ;

e) De informar los resultados que se obtengan de las disposiciones y medidas reglamentarias de importancia que las Administraciones adopten en su servicio interno y que le sean comunicadas por las mismas a título informativo ;

f) De la distribución de los Mapas y Guías postales que le remitan las respectivas Administraciones ;

g) De formular el resumen de la estadística postal américoespañola de acuerdo con los datos que le comunique anualmente cada Administración ;

h) De publicar un informe relativo a las vías más rápidas para la transmisión de la correspondencia de uno a otro de los países contratantes ;

i) De formar un cuadro en que figuren detalladamente todos los servicios marítimos dependientes de los países de la Unión Postal de las Américas y España que puedan ser utilizados gratuitamente para el transporte de su correspondencia, en las condiciones marcadas por el artículo 3 precedente ;

j) De publicar la tarifa de portes del servicio interior de cada uno de los países interesados y el cuadro de equivalencias.

k) De redactar y distribuir anualmente entre los países de la Unión Postal de las Américas y España una Memoria de los trabajos que realice ; y

l) De llevar a cabo los estudios y trabajos que se le pidan, en interés de los países contratantes y con relación a la obra de vinculación social, económica y artística, para cuyo efecto la Oficina Internacional estará siempre a disposición de dichos países, a fin de facilitarles cuantos informes especiales requieran sobre asuntos relativos al servicio de Correos américoespañol.

3. Los gastos especiales que demanden la formación de la Memoria anual y el cuadro de comunicaciones postales de los países contratantes, y los que se produzcan con motivo de la reunión de Congresos o Conferencias, serán sufragados por las Administraciones de dichos países, de acuerdo con las categorías establecidas en el artículo 9 del Reglamento de ejecución.

4. La Administración general de Correos, Telégrafos y Teléfonos del Uruguay fiscalizará los gastos de la Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España y le hará los anticipos que necesite.

5. Las cantidades adelantadas por la Administración del Uruguay en concepto de anticipos, a que se refiere el párrafo anterior, se abonarán por las Administraciones deudoras tan pronto

como sea posible, y, a más tardar, antes de seis meses, a partir de la fecha en que el país interesado reciba la cuenta formulada por la Administración general de Correos, Telégrafos y Teléfonos del Uruguay. Después de esta fecha, las cantidades adeudadas devengarán interés a razón de 7 % al año, a contar desde el día de la expiración de dicho plazo.

6. Los países contratantes se comprometen a incluir en sus presupuestos una cantidad anual destinada a atender puntualmente al pago de la cuota que les corresponda sufragar.

Artículo 19.

CONGRESOS.

1. Los Congresos se reunirán, por lo menos, cada cinco años, a contar de la fecha en que fuere puesto en vigor el Convenio ajustado en el último.

2. Cada Congreso fijará el lugar y el año en que deba realizarse la reunión del próximo.

Artículo 20.

PROPOSICIONES DURANTE EL INTERVALO DE LAS REUNIONES.

El presente Convenio podrá ser modificado en el intervalo que medie entre los Congresos, siguiendo el procedimiento establecido en el capítulo III del Convenio vigente de la Unión Postal Universal. Para que tengan fuerza ejecutiva las modificaciones deberán obtener unanimidad de votos para el presente artículo y para los números 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 14, 17, 18, 20, 22, 24, 25 y 26 ; dos terceras partes de votos para los números 8, 11, 12 y 19, y simple mayoría para los demás.

Artículo 21.

MODIFICACIONES Y ENMIENDAS.

Las modificaciones o resoluciones adoptadas por las partes contratantes, aún aquellas de orden interno que afecten al servicio internacional, tendrán fuerza ejecutiva cuatro meses después de la fecha en que se comunicaren por la Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España.

Artículo 22.

APLICACIÓN DEL CONVENIO POSTAL UNIVERSAL Y DE LA LEGISLACION INTERNA.

1. Todos los asuntos que se relacionen con el cambio de correspondencia entre los países contratantes que no estén previstos en este Convenio, se sujetarán a las disposiciones del Convenio vigente de la Unión Postal Universal y su Reglamento.

2. Igualmente, la legislación interior de los dichos países se aplicará en todo aquello que no haya sido previsto por ambos Convenios.

Artículo 23.

PROPOSICIONES PARA LOS CONGRESOS UNIVERSALES.

Todos los países que forman la Unión Postal de las Américas y España se comunicarán, por conducto de la Oficina Internacional de Montevideo, las proposiciones que formulen para los Congresos Postales universales, con seis meses de anticipación a la fecha en que deba celebrarse el Congreso de que se trate.

Artículo 24.

UNIDAD DE ACCIÓN EN LOS CONGRESOS POSTALES UNIVERSALES.

Los países signatarios del Convenio Postal américoespañol que hubieren ratificado el mismo, se obligan a dar instrucciones a sus Delegados ante los Congresos Postales universales, para que sostengan, unánime y firmemente, todos los principios establecidos en la Unión Postal de las Américas y España y para que voten, también de acuerdo con esos postulados, quedando exceptuados sólo los casos en que las proposiciones a debate afecten exclusivamente a los países proponentes.

Artículo 25.

NUEVAS ADHESIONES.

En caso de una nueva adhesión, el Gobierno de la República Oriental del Uruguay, de común acuerdo con el Gobierno del país interesado, determinará la categoría en la cual debe ser éste incluido a los efectos del reparto de los gastos de la Oficina Internacional.

Artículo 26.

VIGENCIA Y DURACIÓN DEL CONVENIO Y DEPÓSITO DE LAS RATIFICACIONES.

1. El presente Convenio empezará a regir el 1.º de marzo de 1932 y quedará en vigencia sin limitación de tiempo, reservándose cada una de las Partes contratantes el derecho de retirarse de esta Unión, mediante aviso dado por su Gobierno al de la República Oriental del Uruguay con un año de anticipación.

2. El depósito de las ratificaciones se hará en Madrid, en el más breve plazo posible, procurando que sea antes de la vigencia del Convenio y Acuerdos a que se refieran, y de cada una de aquéllas se levantará el Acta respectiva, cuya copia remitirá el Gobierno de España, por la vía diplomática, a los Gobiernos de los demás países signatarios.

3. Quedan derogadas, a partir de la fecha en que entre en vigor el presente Convenio, las estipulaciones de la Convención Postal Panamericana, sancionada en México el 9 de noviembre de 1926.

4. En el caso de que el Convenio no fuere ratificado por uno o varios de los países contratantes, no dejará de ser válido para los que lo hayan ratificado.

5. Los países contratantes podrán ratificar el Convenio y los Acuerdos, provisionalmente, por correspondencia, dando aviso de ello a las Administraciones respectivas por medio de la Oficina Internacional, sin perjuicio de que, según la legislación de cada país y previa aprobación de los Congresos nacionales, sea confirmada por la vía diplomática.

En fe de lo resuelto, los Plenipotenciarios de los Gobiernos de los países arriba citados suscriben el presente Convenio en Madrid a diez de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

Por Argentina :

R. CORREA LUNA.

Por Bolivia :

G. A. OTERO.

Por Brazil :

Luis GUIMARAES.

Por Canadá :

Por Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Por Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Por Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Por Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Por Dominicana :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

Por Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Por El Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Por España :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Por Estados Unidos de América :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Por Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Por Haití :

Luis Ma. SOLER.

Por Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Por México :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Por Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Por Panamá :

Carlos ORTIZ R.

Por Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Por Perú :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Por Uruguay :

César MIRANDA.

Por Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

PROTOCOLO FINAL DEL CONVENIO.

En el momento de firmar el Convenio celebrado por el Tercer Congreso Postal Panamericano, los Plenipotenciarios que suscriben han convenido lo siguiente :

I.

1. Chile, Ecuador y Perú se reservan, con carácter transitorio, el derecho de mantener las tarifas que actualmente aplican en sus relaciones con la Unión Postal de las Américas y España, tanto para la correspondencia ordinaria como para la certificada.

2. Los Estados Unidos de América, con carácter transitorio, se reservan el derecho de aumentar, en cuantía no superior al 50 %, sus tarifas actuales para los países de la Unión Postal de las Américas y España hasta tanto que puedan efectuar un aumento correspondiente en sus tarifas interiores.

II.

El Brasil hace constar que su Administración no puede reconocer a la Oficina Internacional de Montevideo atribuciones superiores a las que el Convenio de la Unión Postal Universal concede a su Oficina de Berna.

III.

Con relación al artículo 24 del Convenio, los Estados Unidos de América se reservan completa libertad de acción en los Congresos de la Unión Postal Universal.

IV.

1. Si en el momento de entrar en vigor el Convenio un país no puede conceder la gratuidad de tránsito porque se opongan a ello estipulaciones de contratos vigentes celebrados con anterioridad, ese país se compromete a modificar tales contratos a fin de hacer efectiva, a la mayor brevedad posible, dicha gratuidad. Todos los contratos que sean renovados o los que en lo futuro se celebren, deberán asegurar la completa gratuidad del tránsito para la correspondencia transportada en los buques a que afecten dichos contratos, entre los diversos puertos del territorio postal américoespañol, así como entre éstos y los de países extraños a la Unión.

No obstante la vigencia de aquellos contratos que impidan la aplicación del principio de gratuidad de tránsito, ninguna Administración postal podrá formular cuentas por gastos de tránsito marítimo, relativas al transporte de correspondencia a que afecten los aludidos contratos.

2. Cada uno de los países contratantes se compromete a mantener los privilegios que gocen actualmente los barcos de los demás países de la Unión Postal de las Américas y España que transportan gratuitamente la correspondencia, así como a concederles en lo futuro todos los privilegios que otorguen a los barcos de cualquier otro país que efectúen dicho servicio.

V.

El Protocolo permanece abierto a favor de los países de América cuyos representantes no hayan suscrito el Convenio, o que, habiendo firmado éste, deseen adherirse a los otros Acuerdos sancionados por el Congreso.

Hecho en Madrid a diez de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

Por Argentina :

R. CORREA LUNA.

Por Brasil :

Luis GUIMARAES.

Por Bolivia :

G. A. OTERO.

Por Canadá :

Por Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

Por Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Por Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Por Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Por Dominicana :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

Por Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Por El Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Por España :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Por Estados Unidos de América :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Por Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Por Haití :

Luis M^a. SOLER.

Por Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Por México :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Por Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Por Panamá :

Carlos ORTIZ R.

Por Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Por Perú :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Por Uruguay :

César MIRANDA.

Por Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

REGLAMENTO DE EJECUCIÓN DEL CONVENIO DE LA UNIÓN POSTAL DE LAS AMÉRICAS Y ESPAÑA

CELEBRADO ENTRE : ARGENTINA, BOLIVIA, BRASIL, CANADÁ, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, CHILE, DOMINICANA, ECUADOR, EL SALVADOR, ESPAÑA, ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, GUATEMALA, HAITÍ, HONDURAS, MÉXICO, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PERÚ, URUGUAY Y VENEZUELA.

Los infrascritos, en nombre de sus respectivas Administraciones, han convenido las siguientes reglas para asegurar la ejecución del Convenio precedente :

Artículo 1.

CAMBIO DE DESPACHOS.

1. Las Administraciones de los países contratantes podrán expedirse recíprocamente, por mediación de una o varias de ellas, tanto despachos cerrados como correspondencia al descubierto, en las condiciones citadas por el Convenio y Reglamentos vigentes en la Unión Postal Universal.

2. Cada Administración intermediaria estará obligada a cursar esta correspondencia por los medios más rápidos de que disponga para el envío de la suya propia, realizando el transporte gratuitamente cuando se trate de servicios que dependan de su Administración o percibiendo de la de origen los mismos gastos que esté obligada a pagar cuando, para el transporte ulterior, se requieran servicios de Administraciones extrañas, a las cuales deba satisfacer aquellos gastos.

Artículo 2.

EQUIVALENCIAS.

Las Administraciones se comunicarán por conducto de la Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España su tarifa interior, así como las equivalencias que se establezcan de dicha tarifa en francos oro.

Entrarán en vigor en un día primero de mes y, cuando menos, sesenta días después de la respectiva notificación a la Oficina Internacional.

Artículo 3.

FORMACIÓN DE DESPACHOS.—SACOS VACÍOS.

1. Los despachos conteniendo la correspondencia que se cambie entre dos países de la Unión Postal de las Américas y España, se confeccionarán con arreglo a lo dispuesto en el título VI del Reglamento de Ejecución del Convenio vigente en la Unión Postal Universal.

2. Los sacos utilizados por las Administraciones contratantes para el envío de la correspondencia se devolverán vacíos por las Oficinas de Cambio destinatarias a las de origen, en la forma prescrita por el artículo 59 del Reglamento aludido. Sin embargo, las Administraciones podrán ponerse de acuerdo con el fin de utilizarlos para el envío de su propia correspondencia, conviniendo asimismo la forma y cuantía en que ha de sufragarse, por ambas Administraciones, el coste de dichos envases.

Artículo 4.

FRANQUEO DE LA CORRESPONDENCIA. — « PORTE PAGADO ». — CARTAS INSUFICIENTEMENTE FRANQUEADAS.

1. La correspondencia cambiada entre los países contratantes se franqueará con arreglo a lo dispuesto en el artículo 46 del Convenio vigente en la Unión Postal Universal.

2. En aquellos países de la Unión Postal de las Américas y España en que se haya establecido o se establezca el « porte pagado » para los diarios y publicaciones periódicas, incluso las de propaganda y reclamo, los paquetes que los contengan deberán llevar en su cubierta la mención « porte pagado ».

Las Administraciones remitirán a las demás, por conducto de la Oficina Internacional de Montevideo, cualquier indicación útil para que las Oficinas de Cambio puedan distinguirlos fácilmente de aquéllos que no gocen de dicho privilegio.

3. En el anverso de los sobres de las cartas insuficientemente franqueadas, la Administración de origen estampará el sello « T » y consignará la indicación en franco oro del importe de la insuficiencia.

Artículo 5.

VALIJAS DIPLOMÁTICAS.

1. El peso y dimensiones de las valijas diplomáticas que se cambien entre cada uno de los Ministerios de Relaciones Exteriores de los países de la Unión Postal de las Américas y España y sus representantes diplomáticos en los otros países, en virtud de lo dispuesto en el párrafo 2 del artículo 10 del Convenio, serán determinados de común acuerdo entre las partes interesadas, pero no deberán exceder del peso máximo de 30 kilogramos.

2. Los Ministerios de Relaciones Exteriores y los representantes diplomáticos depositarán estas valijas en las Oficinas de Correos, bajo recibo, y con la misma formalidad serán entregadas por éstas a sus destinatarios.

3. Dichas valijas estarán provistas de cerraduras o candados de seguridad apropiados a la importancia de estos envíos.

4. Las valijas diplomáticas serán cursadas por las mismas vías que utilice la Administración expedidora para el envío de su correspondencia a la Administración de destino, anunciándose dicho envío por medio de una nota consignada en la hoja de aviso del despacho que las contenga.

5. Salvo acuerdo en contrario entre las partes interesadas, las valijas diplomáticas no se expedirán en franquicia por la vía aérea.

Artículo 6.

CORRESPONDENCIA DIPLOMÁTICA Y CONSULAR.

La correspondencia diplomática y consular deberá llevar las siguientes indicaciones: el nombre de la Embajada, Legación o Consulado remitente y la inscripción, muy ostensible, de « correspondencia diplomática » o « correspondencia consular », además de la declaración « libre de porte », la cual deberá hacerse debajo de aquella inscripción.

Artículo 7.

ESTADÍSTICA DE DERECHOS DE TRÁNSITO.

Como consecuencia de la gratuidad del tránsito a que se refiere el artículo 3 del Convenio, las Administraciones de los países contratantes no efectuarán ninguna operación de estadística

de derechos de tránsito, en relación con aquellos despachos que sólo contengan correspondencia américspañola, siempre que esta correspondencia se curse sin la mediación de países o servicios extraños a la Unión Postal de las Américas y España.

Artículo 8.

CONSTITUCIÓN DE LA OFICINA INTERNACIONAL.

El Director de la Oficina Internacional será nombrado por el Gobierno de la República Oriental del Uruguay, a propuesta de la Administración general de Correos, Telégrafos y Teléfonos de dicho país, y gozará de la retribución mensual de 500 pesos uruguayos.

El Secretario, el Oficial primero traductor y demás personal será nombrado, a propuesta del Director de la Oficina Internacional, por la Administración general de Correos, Telégrafos y Teléfonos del Uruguay, fijándose el sueldo mensual del Secretario en la suma de 250 pesos uruguayos y el del Oficial primero traductor en 150 pesos uruguayos.

Dichos empleados sólo podrán ser removidos de sus cargos con la intervención de la Administración de Correos, Telégrafos y Teléfonos del Uruguay y con arreglo a procedimientos que a tal efecto rijan para los empleados fijos de la propia Administración.

Artículo 9.

GASTOS DE LA OFICINA INTERNACIONAL.

1. Los gastos de la Oficina Internacional no podrán exceder de la cantidad de 13.000 pesos oro uruguayos, por año, incluyéndose en dicha cantidad la constitución de un fondo para jubilación del personal de la misma.

2. Para la distribución de los gastos anuales y extraordinarios de la Oficina, los países contratantes se dividen en tres categorías, correspondiendo contribuir a los de la primera con ocho unidades; a los de la segunda, con cuatro unidades, y a los de la tercera, con dos unidades.

Pertenecen a la primera categoría: Argentina, Brasil, Canadá, España, Estados Unidos y Uruguay; a la segunda categoría; Colombia, Cuba, Chile, México y Perú, y a la tercera categoría: Bolivia, Costa Rica, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Haití, Honduras, Nicaragua, Panamá, Paraguay y Venezuela.

Artículo 10.

INFORMACIONES.—PETICIONES DE MODIFICACIONES DE ACTAS.

La Oficina Internacional estará siempre a disposición de las partes contratantes, para facilitarles cuantos informes especiales requieran sobre asuntos relativos al servicio de Correos américspañoles y dará curso a las peticiones de modificación o de interpretación de las disposiciones que rijan la Unión Postal de las Américas y España y notificara el resultado de cada gestión.

Artículo 11.

PUBLICACIONES.

1. La Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España dirigirá una circular especial cuando una Administración solicite la inmediata publicación de algún cambio que haya introducido en sus servicios y distribuirá, asimismo, gratuitamente, a cada una de las Administraciones de los países contratantes y a la Oficina Internacional de Berna los documentos que publique.

debiendo remitir a cada Administración el número de ejemplares que le corresponda, en proporción a las unidades con que contribuya.

Los ejemplares suplementarios de los documentos que soliciten las Administraciones serán abonados por ellas a precio de coste.

2. La Oficina Internacional repartirá entre los países contratantes las proposiciones que reciba, conforme a lo que establece el artículo 23 del Convenio. Al efecto, todos los países de la Unión Postal de las Américas y España darán a conocer, por conducto de la misma Oficina y con la debida oportunidad, según se establece en el Convenio, las proposiciones que formulen para los Congresos Universales, con el fin de que tales iniciativas sean apoyadas por el conjunto de dichos países.

3. El Director de la Oficina Internacional asistirá a las sesiones de los Congresos y Conferencias de la Unión Postal de las Américas y España, pudiendo tomar parte en las discusiones, sin derecho a voto.

4. El idioma oficial de la Oficina Internacional es el español. No obstante, los países cuyo idioma no fuere éste, podrán usar el propio en sus relaciones con ella.

Artículo 12.

DOCUMENTOS E INFORMES QUE SE REMITIRÁN A LA OFICINA INTERNACIONAL.

La Oficina Internacional servirá de intermediaria para las notificaciones regulares y generales que interesen exclusivamente a las Administraciones de los países contratantes.

Las referidas Administraciones deberán enviar regular y oportunamente a la Oficina Internacional :

- a) La Legislación postal y sus modificaciones sucesivas ;
- b) La **Guía** postal, cada vez que sea editada ;
- c) Los mapas y guías de las comunicaciones postales que utilicen, tanto para el servicio interno como para el internacional ;
- d) Un informe sobre las vías terrestres y marítimas más rápidas que puedan utilizarse para la transmisión de correspondencia ;
- e) Los resultados de su estadística postal anual del movimiento con los demás países américoespañoles ;
- f) El texto de las proposiciones que sometan a la consideración de los Congresos Postales Universales ;
- g) Los datos de todas clases que interesen al Servicio Postal américoespañol en cada ocasión en que dicten alguna nueva disposición ;
- h) Todos los informes que solicite la propia Oficina Internacional para las publicaciones, memorias y demás asuntos de su competencia, en forma tal que permitan la ejecución de su cometido en el más breve plazo ;
- i) Un cuadro en que figuren detalladamente todos los servicios marítimos dependientes de los países de la Unión Postal de las Américas y España que puedan ser utilizados gratuitamente por los demás para el transporte de su correspondencia.

Artículo 13.

MODIFICACIONES EN EL INTERVALO DE LAS REUNIONES DE LOS CONGRESOS.

En el intervalo que transcurra entre las reuniones de los Congresos, toda Administración tendrá derecho a formular proposiciones relativas al presente Reglamento, siguiendo el procedimiento indicado en el artículo 18 del Convenio vigente de la Unión Postal Universal.

Para que tengan fuerza ejecutiva esas proposiciones, deberán reunir los dos tercios de los votos emitidos.

Artículo 14.

APLICACIÓN DEL CONVENIO POSTAL UNIVERSAL Y DE LA LEGISLACIÓN INTERNA.

1. Todos los asuntos que se relacionen con el cambio de correspondencia entre los países contratantes y que no estén previstos en este Reglamento, se sujetarán a las disposiciones del Reglamento del Convenio vigente de la Unión Postal Universal.

2. Igualmente, la legislación interior de los mismos países se aplicará en todo aquello que no haya sido determinado por ambos Reglamentos.

Artículo 15.

CUENTAS Y GASTOS DE LA OFICINA INTERNACIONAL DE MONTEVIDEO.

1. La Administración general de Correos, Telégrafos y Teléfonos de la República Oriental del Uruguay formulará anualmente la cuenta de los gastos a que se refiere el artículo 18 del Convenio, y, de acuerdo con éste, las Administraciones contratantes reintegrarán las sumas que haya anticipado.

2. La Oficina Internacional practicará la liquidación de las cuentas relativas a los servicios que se ejecuten entre los países contratantes, salvo acuerdo en contrario, siguiendo para ello los procedimientos generales establecidos por el Convenio vigente de la Unión Postal Universal.

Artículo 16.

Mientras subsista la depreciación de la moneda uruguaya, la Administración de Correos, Telégrafos y Teléfonos del Uruguay bonificará en un 30 % los sueldos establecidos en el artículo 8.

Artículo 17.

ENTRADA EN VIGOR Y DURACIÓN DEL REGLAMENTO.

El presente Reglamento empezara a regir el mismo día que el Convenio a que se refiere, y tendrá la misma duración que éste.

Hecho en Madrid a diez de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

Por Argentina :

R. CORREA LUNA.

Por Bolivia :

G. A. OTERO.

Por Brasil :

Luis GUIMARAES.

Por Canadá :

Por Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Por Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Por Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Por Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Por Dominicana :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

Por Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Por El Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Por España :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Por Estados Unidos de América :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Por Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Por Haití :

Luis Ma. SOLER.

Por Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Por México :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Por Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Por Panamá :

Carlos ORTIZ R.

Por Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Por Perú :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Por Uruguay :

César MIRANDA.

Por Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

DISPOSICIONES

RELATIVAS AL TRANSPORTE DE LA CORRESPONDENCIA POR VÍA AÉREA.

Las Altas Partes contratantes convienen en adoptar las siguientes disposiciones, relativas al transporte por vía aérea :

Artículo 1.

La totalidad de las líneas aéreas internas e internacionales que directa o indirectamente dependan de una Administración y se utilicen para el transporte de la correspondencia, serán puestas a disposición de las demás, sobre la base de tarifas y condiciones generales uniformes para todas aquellas Administraciones que utilicen estos servicios sin participar en los gastos de explotación.

Artículo 2.

La disposición anterior no restringe ni aminora la facultad de las Altas Partes contratantes para concertar entre sí Convenios particulares que no interesen al conjunto de la Unión y siempre que sus cláusulas no sean menos favorables que las contenidas en el presente Reglamento.

Artículo 3.

Las Administraciones postales de los países contratantes gestionarán de sus Gobiernos respectivos que las disposiciones restrictivas impuestas a las aeronaves en tránsito en ningún caso lleguen al extremo de impedir la recepción de la correspondencia que aquéllas transporten, ya sea con destino al mismo país o para ser reexpedida fuera de su territorio, utilizando a este efecto la vía convenida por las partes interesadas.

Artículo 4.

Las Altas Partes contratantes se prestarán la más amplia y eficaz cooperación para reexpedir por la vía más rápida la correspondencia que reciban procedente de cualquiera de ellas y con destino a otro país adherido a la Unión Postal de las Américas y España o a la Unión Postal Universal. Asimismo convienen en conceder, por parte de sus respectivas Administraciones, la máxima preferencia a la distribución de esta clase de correspondencia.

Artículo 5.

Las cuentas a que den lugar los servicios aéreos establecidos entre dos a más países se cambiarán directamente entre las Administraciones postales interesadas.

Artículo 6.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a poner de acuerdo aquellas concesiones o contratos preexistentes, sujetos a renovación, que hubieran celebrado con Compañías particulares de transportes aéreos y los que se ajusten en lo sucesivo, con las disposiciones estipuladas en el presente Reglamento.

Artículo 7.

La utilización de una línea postal aérea por parte de cualquiera de las Administraciones convenidas, sólo podrá realizarse previo acuerdo con la Administración de la cual dependa dicho servicio, y, salvo disposiciones en contrario, esta última será la única llamada a regular las condiciones, precios y forma de pago del servicio utilizado.

Artículo 8.

Dentro del plazo máximo de seis meses, a partir de la fecha en que se pongan en vigor las presentes disposiciones, las Administraciones de los países adheridos remitirán a la Oficina Internacional de la Unión Postal de las Américas y España, para que los recopile, publique y distribuya, los informes relativos a las actuales condiciones, tarifas y funcionamiento de sus servicios aéreos; asimismo remitirán en lo futuro todas las modificaciones que se introduzcan en dichos servicios.

Artículo 9.

Las presentes disposiciones serán ejecutivas a partir del día de la entrada en vigor del Convenio de la Unión Postal de las Américas y España. Tendrán la misma duración que este Convenio, a menos que fuesen renovadas de común acuerdo por las Partes interesadas.

Hecho en Madrid a diez de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

Por Argentina :

R. CORREA LUNA.

Por Bolivia :

G. A. OTERO.

Por Brasil :

Luis GUIMARAES.

Por Canadá :

Por Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Por Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Por Cuba :

M. S. PICHARDO.

José MÉNDEZ.

Por Chile :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Por Dominicana :

E. BRACHE Hijo.

Enrique DESCHAMPS.

Por Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.

Abel ROMEO CASTILLO.

Por El Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Por España :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Por Estados Unidos de América :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Por Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Por Haiti :

Luis M^a. SOLER.

Por Honduras :^c

Antonio GRAIÑO.

Por México :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Por Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Por Panamá :

Carlos ORTIZ R.

Por Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Por Perú :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Por Uruguay :

César MIRANDA.

Por Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

Don Justo Gómez Ocerin,
Subsecretario de Estado.

Certifico :

Que el presente ejemplar es copia exacta
del texto original.

Madrid, 16 de Julio de 1932.
J. Gómez Ocerin.

¹ TRADUCTION.

N^o 3023. — CONVENTION D'UNION POSTALE CONCLUE ENTRE LES PAYS SUIVANTS : ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CANADA, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, CHILI, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ÉQUATEUR, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY ET VENEZUELA. SIGNÉE A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, réunis en congrès à Madrid, faisant usage du droit que leur confère l'article 5 de la Convention postale universelle en vigueur, et s'inspirant du désir d'étendre et de perfectionner leurs relations postales et d'établir une solidarité d'action capable de défendre efficacement dans les congrès postaux universels leurs intérêts communs touchant les communications postales, ont décidé de conclure, sous réserve de ratification, la convention suivante :

Article premier.

UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE.

Les pays contractants, conformément à la déclaration qui précède, constituent, sous la dénomination d'« Union postale des Amériques et de l'Espagne » un seul territoire postal.

Article 2.

UNIONS RESTREINTES.

1. Les pays contractants pourront, soit en raison de leur situation de pays limitrophes, soit en raison de l'intensité de leurs relations postales, former entre eux des unions plus étroites en vue de réduire les tarifs ou d'apporter de nouvelles améliorations aux services auxquels se réfèrent la présente convention ou les accords spéciaux conclus par le présent congrès.

2. De même, en ce qui concerne les questions non prévues dans la présente convention ou dans la Convention postale universelle, les pays signataires pourront adopter entre eux toutes mesures qu'ils jugent nécessaires, soit par correspondance, soit, le cas échéant, par la conclusion d'un arrangement spécial, conformément à l'autorisation que leur confère le présent article ou conformément à leur législation interne.

Article 3.

LIBERTÉ ET GRATUITÉ DU TRANSIT.

1. La gratuité du transit territorial, fluvial et maritime est absolue dans le territoire de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne ; en conséquence, les pays qui font partie de l'Union

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3023. — POSTAL UNION CONVENTION CONCLUDED BETWEEN : ARGENTINE, BOLIVIA, BRAZIL, CANADA, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, CHILE, THE DOMINICAN REPUBLIC, EQUADOR, SPAIN, THE UNITED STATES OF AMERICA, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, MEXICO, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PERU, SALVADOR, URUGUAY AND VENEZUELA. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10, 1931.

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the above-mentioned countries, assembled in congress at Madrid, making use of the right accorded them by Article 5 of the existing Convention of the Universal Postal Union and being desirous of extending and improving their postal relations and of establishing community of action for the purpose of effectively defending their common interests at the Universal Postal Congresses in matters relating to postal communications, have agreed to conclude, subject to ratification, the following Convention :

Article 1.

POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND SPAIN.

In accordance with the foregoing declaration, the contracting countries shall form, under the title of the Postal Union of the Americas and Spain, a single postal territory.

Article 2.

LIMITED UNIONS.

1. The contracting countries may, either because they are neighbours or on account of the volume of their postal communications, establish closer unions with one another for the purpose of reducing tariffs or introducing other improvements in any of the services to which the present Convention or the special agreements concluded by this Congress refer.

2. Similarly, as regards matters not covered by the present Convention or by the Convention of the Universal Postal Union, the signatory countries may adopt between themselves such measures as they consider essential by means of correspondence or, if necessary, by the conclusion of a special agreement in virtue of the authority conferred upon them by the present Article or their internal laws.

Article 3.

FREE AND GRATUITOUS TRANSIT.

1. No charge of any kind shall be imposed in respect of transit by land, inland waterway or sea in the territory of the Postal Union of the Americas and Spain ; the countries composing that

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

s'engagent à transporter à travers leurs territoires et à embarquer sur leurs navires nationaux servant au transport de leur propre correspondance, sans nouvelle charge pour les pays contractants, toute la correspondance expédiée par ces derniers, quelle qu'en soit la destination.

2. En cas de réacheminement, les pays contractants s'engagent à réexpédier la correspondance par les voies et moyens qu'ils utilisent pour leurs propres envois.

Article 4.

TARIF.

Le tarif du service intérieur de chaque pays sera appliqué dans les relations des pays qui constituent l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, à moins qu'il ne soit supérieur à celui qui est appliqué à la correspondance destinée aux pays de l'Union postale universelle, auquel cas c'est ce dernier tarif qui sera appliqué.

Article 5.

OBJETS DE CORRESPONDANCE.

Les dispositions de la présente convention seront applicables aux lettres, aux cartes postales simples ou avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires, aux échantillons sans valeur, aux petits paquets et aux envois avec valeur déclarée. Toutefois, les services relatifs aux petits paquets et aux envois avec valeur déclarée seront limités aux pays qui auront décidé d'assurer ces services, soit dans leurs relations réciproques, soit dans une seule direction.

Article 6.

ENVOIS RECOMMANDÉS. — RESPONSABILITÉ.

1. Les objets désignés à l'article 5 pourront être expédiés sous forme d'envois recommandés, moyennant le paiement d'une taxe égale à celle que l'administration d'origine aura établie dans son service.

2. Sauf dans les cas de force majeure, les administrations des pays contractants seront responsables de la perte de tout objet recommandé. L'expéditeur aura droit à une indemnité qui ne pourra en aucun cas dépasser trois dollars ou l'équivalent de cette somme en francs or.

3. Les administrations seront cependant dégagées de toute responsabilité pour la perte d'un objet recommandé dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 11 de la présente convention ou qui est interdit par les lois ou règlements du pays d'origine ou de destination, à la condition que ledit pays ait fait connaître cette interdiction par la voie habituelle.

4. Il est créé, à titre facultatif, une catégorie spéciale d'envois recommandés ne donnant pas droit à une indemnité et comprenant les livres, les périodiques et autres imprimés, les papiers d'affaires et les échantillons sans valeur. Cette recommandation pourra s'effectuer moyennant le paiement, en sus des taxes ordinaires d'affranchissement, d'une taxe réduite dont le montant sera fixé par les administrations intéressées. Les administrations qui auront adopté ce nouveau mode d'envois recommandés pourront l'appliquer en lui donnant la même extension que dans leur service intérieur.

Union accordingly undertake without extra charge to convey through their territory and to carry on the vessels on their register or flying their flag which are used for the transport of their own correspondence, any correspondence, whatever its destination, despatched by the contracting countries.

2. In cases of reforwarding, the contracting countries undertake to send on correspondence by the routes used for their own mails.

Article 4.

POSTAGE RATES.

The rate charged for postal communications between the countries constituting the Postal Union of the Americas and Spain shall be the inland rate in force in each country unless that rate is higher than the rate applicable to correspondence intended for the countries of the Universal Postal Union, in which case the latter shall be charged.

Article 5.

DEFINITION OF CORRESPONDENCE.

The provisions of this Convention shall apply to letters, post-cards, both single and reply-paid, printed papers of every kind, commercial papers, samples of no value, small packets and insured articles. Nevertheless, the small packet and insured article services shall be limited to those countries which agree to maintain them either in their reciprocal relations or in one direction only.

Article 6.

REGISTERED CORRESPONDENCE. — RESPONSIBILITY.

1. The articles specified in Article 5 may be registered on payment of a fee of the same amount as the inland fee charged by the administration of origin.

2. Except in cases of *force majeure*, the contracting Administrations shall be responsible for the loss of any registered article. The sender shall be entitled to compensation, which shall in no case exceed three dollars or the equivalent in gold francs.

3. Nevertheless the Administrations shall be relieved from responsibility for the loss of a registered article of which the contents fall within the prohibitions laid down in Article 11 of the present Convention, or which is prohibited by the laws or regulations of the country of origin or destination, provided the said country has duly notified the Administration of this prohibition through the usual channel.

4. A special category of registered articles in respect of which no compensation is payable may be established if desired. This category may comprise books, periodicals and other printed matter, commercial papers and samples of no value, on which a reduced fee to be fixed by the administrations concerned shall be paid in addition to the ordinary rate. Nevertheless, the Administrations adopting this new category of registered articles may include therein all the articles to which their corresponding inland service applies.

Article 7.

AFFRANCHISSEMENT OBLIGATOIRE.

1. Est déclaré obligatoire l'affranchissement complet des envois de toute nature, y compris les paquets clos, à l'exception des lettres sous leur forme ordinaire et courante, qui seront transmises, à condition qu'elles aient au moins acquitté l'affranchissement correspondant à un port simple.

2. Les autres objets non affranchis ou insuffisamment affranchis seront retenus à l'office postal d'origine qui leur appliquera le traitement prévu par la législation interne du pays.

3. Pour les lettres insuffisamment affranchies, il ne sera perçu sur le destinataire que la différence de port non acquittée par l'expéditeur.

Article 8.

POIDS ET DIMENSIONS.

Les limites de poids et de dimensions des divers objets de correspondance seront fixées conformément aux dispositions de la Convention postale universelle en cette matière, à l'exception des imprimés qui, s'ils sont conditionnés en paquets, pourront peser jusqu'à 4 kg., limite qui pourra être portée à 5 kg., s'il s'agit d'œuvres en un seul volume.

Article 9.

CARTES POSTALES TOMBÉES EN REBUT.

Toute carte postale ordinaire tombée en rebut pour un motif quelconque sera détruite dans le pays de destination, à moins que l'expéditeur, par une annotation portée sur la carte, n'en ait demandé le retour en indiquant, en outre, son nom et son adresse, auquel cas la carte sera retournée au pays d'origine.

Article 10.

FRANCHISE DE PORT.

1. Les Parties contractantes s'engagent à accorder la franchise de port, tant dans leur service intérieur que dans le service hispano-américain, au Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, au Bureau de transbordement (*Oficina de Transbordos*) de Panama, ainsi qu'aux membres du corps diplomatique des pays signataires. Les consuls bénéficieront de la franchise pour la correspondance officielle qu'ils adressent à leurs pays respectifs, pour celle qu'ils échangent entre eux et pour celle qu'ils adressent au gouvernement du pays auprès duquel ils sont accrédités, sous réserve de réciprocité. Le même privilège sera accordé aux vice-consuls, lorsqu'ils rempliront les fonctions de consuls.

2. L'échange de correspondance du corps diplomatique entre les secrétaires d'Etat des divers pays et leurs ambassades ou légations, aura le caractère de réciprocité entre les pays contractants et s'effectuera soit à découvert, soit au moyen de valises diplomatiques, conformément aux dispositions de l'article 5 du règlement d'exécution. Ces valises voyageront en franchise, avec toutes les garanties dont sont entourés les envois officiels.

3. La correspondance visée aux deux paragraphes précédents pourra être expédiée en franchise, sous recommandation, mais sans aucun droit à une indemnité en cas de perte.

Article 7.

OBLIGATORY PRE-PAYMENT.

1. All kinds of correspondence, including closed packets, shall be fully prepaid, with the exception of letters in their usual and ordinary form, which shall be forwarded provided they bear at least the postage corresponding to a single-weight unit.

2. Other articles not prepaid or insufficiently prepaid shall be kept back at the office of origin, which shall deal with them in the manner prescribed by its internal laws.

3. In the case of insufficiently prepaid letters, only the difference between the full charge and the postage paid by the sender shall be collected from the addressee.

Article 8.

WEIGHT AND DIMENSIONS.

The limits of weight and size of the various articles shall be those laid down in the existing Convention of the Universal Postal Union, except that printed matter in the form of packets may weigh up to 4 kilogrammes, this limit being increased to 5 kilogrammes in the case of works in a single volume.

Article 9.

UNDELIVERED POSTCARDS.

Ordinary postcards which for any reason are not delivered, shall be destroyed in the country of destination, unless the sender's name and address are given on the card and he has asked for its return, in which case it shall be sent back to the country of origin.

Article 10.

EXEMPTIONS FROM POSTAGE.

1. The Contracting Parties agree to exempt from postage in both their inland and the Hispano-American services, the correspondence of the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain, of the Transfer Office (*Oficina de Transbordos*) of Panama and of the members of the Diplomatic Corps of the signatory countries. Subject to reciprocity, the official correspondence sent by consuls to their respective countries or exchanged among themselves or despatched by them to the Government of the country to which they are accredited shall be exempt from postage. This exemption shall also apply to vice-consuls when the latter are acting as consuls.

2. The exchange of diplomatic correspondence between the Secretaries of State of the various countries and their embassies or legations shall be effected on a reciprocal basis between the contracting countries and such correspondence shall be sent either by the ordinary post or in diplomatic bags, in accordance with Article 5 of the Regulations of Execution. These bags shall be sent free of charge and shall enjoy all the safeguards of official mail.

3. Correspondence of the kind mentioned in the two previous paragraphs may also be sent post-free as registered mail, but no compensation shall be payable in the event of loss.

4. La franchise de port est accordée aux journaux, revues, publications périodiques, livres brochures et autres imprimés expédiés par leurs éditeurs ou leurs auteurs à destination des bureaux d'information institués par les administrations postales hispano-américaines.

5. Cette franchise ne s'applique en aucun cas aux services aériens ni aux autres services spéciaux existant dans le régime intérieur ou dans le régime hispano-américain des pays contractants.

Article II.

INTERDICTIONS.

1. Sans préjudice des dispositions de la Convention postale universelle et de la législation intérieure de chaque pays touchant les restrictions à la circulation des objets de correspondance, les envois suivants ne seront pas transmis :

- a) Publications attentatoires à la sûreté et à l'ordre publics ;
- b) Publications pornographiques ;
- c) Correspondance de toute nature ayant pour objet des actes de fraude, d'escroquerie ou toute espèce de délits contre la propriété ou les personnes. A cette fin, il sera procédé conformément aux dispositions de la législation interne de chaque pays ;
- d) Correspondance contenant des pièces de monnaie, des billets de banque ou des titres au porteur, qu'il s'agisse d'envois ordinaires ou recommandés, sauf accord contraire entre les administrations intéressées.

2. Les administrations pourront étendre au service hispano-américain les interdictions qu'elles auront établies pour leur régime intérieur, moyennant préavis adressé au Bureau international de Montevideo, qui sera chargé d'en informer les autres administrations.

3. L'administration du pays de transit ou de destination qui aura constaté l'existence d'un objet interdit agira conformément aux dispositions de sa législation intérieure, tout en informant l'administration du pays d'origine des mesures qu'elle aura prises.

Article 12.

SERVICES SPÉCIAUX.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à étendre aux autres pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, par voie d'accords spéciaux ou par correspondance, tous les services postaux créés ou à créer dans l'intérieur de leurs pays respectifs.

Article 13.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Les Parties contractantes auront la faculté d'adopter le « port payé » pour l'envoi de journaux ou périodiques ouverts ou en paquets, y compris ceux de propagande ou de réclame de caractère purement commercial, à condition que ces derniers ne bénéficient pas d'un tarif réduit.

Article 14.

LANGUE OFFICIELLE.

L'espagnol est adopté comme langue officielle pour toutes les questions relatives au service des postes. Toutefois, les pays dont la langue n'est pas l'espagnol pourront employer leur propre langue.

4. The following shall be exempt from postage : newspapers, reviews, periodicals, books, pamphlets and other printed papers sent by the publishers or authors to the information offices established by the Hispano-American Postal Administrations.

5. This exemption shall in no case include the air service or the other special inland or Hispano-American services of the contracting countries.

Article 11.

PROHIBITIONS.

1. Without prejudice to the restrictions on the circulation of correspondence laid down in the existing Convention of the Universal Postal Union and in the internal laws of each country, the following correspondence shall not be forwarded :

- (a) Publications which are prejudicial to public order and security ;
- (b) Pornographic publications ;
- (c) Correspondence of any kind, the purpose of which is the commission of fraudulent acts, swindling or any kind of offence against property or persons. In such cases action shall be taken in accordance with the internal laws of each country ;
- (d) Correspondence, whether ordinary or registered, containing coin, banknotes or negotiable instruments payable to bearer, in the absence of an agreement to the contrary between the Administrations concerned.

2. The Administrations may extend the prohibitions established for their inland services to the Hispano-American service on giving previous notice to the International Office of Montevideo, which shall inform the other Administrations.

3. The Administration of the country of transit or destination in whose postal service any prohibited object is discovered shall act in accordance with its internal laws and shall inform the Administration of the country of origin of the measures taken.

Article 12.

SPECIAL SERVICES.

The High Contracting Parties undertake, on the basis of special agreements or by correspondence, to extend to the other countries of the Postal Union of the Americas and Spain all the postal services which have been or may hereafter be established in their respective countries.

Article 13.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

The contracting countries shall have the right to adopt the " postage paid " system for the despatch of news papers or periodicals, whether open or in packets, including those of a purely commercial nature intended for propaganda or advertisement, provided that the latter are not entitled to a reduced rate.

Article 14.

OFFICIAL LANGUAGE.

Spanish shall be adopted as the official language for matters relating to the postal services. Nevertheless countries whose language is not Spanish may use their own.

Article 15.

PROTECTION ET ÉCHANGE DES FONCTIONNAIRES DES POSTES.

Les autorités postales des pays contractants seront tenues, toutes les fois qu'il leur en sera fait la demande, de prêter leur concours aux agents chargés du transport de valises et d'objets de correspondance en transit par lesdits pays, ainsi qu'aux fonctionnaires qu'une administration aura décidé d'envoyer dans l'un de ces pays pour y étudier le fonctionnement et le degré de développement des services postaux.

Afin que ces voyages d'étude donnent des résultats plus utiles, les administrations des postes pourront s'entendre en vue d'organiser un échange entre leurs fonctionnaires.

Article 16.

BUREAU INTERNATIONAL DE TRANSBORDEMENT.

1. Il est décidé de maintenir dans la République de Panama un bureau international de transbordement destiné à recevoir et à réexpédier toute la correspondance transmise par son intermédiaire, quelque soit le pays de l'Union dont elle provienne, lorsque cette correspondance donne lieu à des opérations de transbordement.

2. Ce bureau fonctionnera conformément au règlement qui sera fixé d'un commun accord par le Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et par l'administration postale du Panama.

3. Les modifications à apporter éventuellement au règlement en question seront soumises par les administrations intéressées à l'examen du Bureau international de Montevideo, qui, à son tour, les proposera à l'administration postale du Panama.

4. L'organisation et le fonctionnement du Bureau international de transbordement seront placés sous la surveillance et le contrôle de la Direction générale des postes et télégraphes du Panama et du Bureau de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, à qui il appartiendra d'agir en qualité de médiateur et d'assesseur, dans tous les différends entre l'administration postale du Panama et les pays utilisant les services du Bureau de transbordement.

5. Le personnel affecté à ce Bureau sera désigné par la Direction générale des postes et télégraphes du Panama ; ce personnel sera inamovible, conformément aux dispositions prévues en cette matière par le règlement du bureau.

6. Les frais entraînés par le fonctionnement de ce bureau seront à la charge des pays utilisant ses services et seront répartis proportionnellement au volume de correspondance échangée par son intermédiaire.

L'administration du Panama avancera les sommes nécessaires pour assurer le fonctionnement des services du bureau.

Ces sommes seront remboursées trimestriellement par chacune des administrations intéressées ; les sommes qui, dans un délai de six mois à compter de l'expiration de chaque trimestre, n'auront pas été remboursées, porteront intérêt au taux de 7 % l'an, le montant de ces intérêts étant destiné à augmenter les ressources du bureau de transbordement.

Article 17.

ARBITRAGE.

Tout différend ou désaccord survenu dans les relations postales des pays contractants sera réglé par voie d'arbitrage, conformément aux dispositions de la Convention postale universelle. Le soin de désigner des arbitres appartiendra aux pays signataires et, le cas échéant, le Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne pourra intervenir dans ce choix.

Article 15.

PROTECTION AND INTERCHANGE OF POSTAL OFFICIALS.

The postal authorities of the contracting countries shall render, when requested to do so, such assistance as may be needed by the officials in charge of bags and correspondence in transit through those countries, and also by the officials which an Administration may decide to send to any of those countries to undertake investigations therein with a view to the development and improvement of the postal services.

For the purpose of increasing the utility of these journeys, the Administrations may agree to organise an interchange of postal officials.

Article 16.

INTERNATIONAL TRANSFER OFFICE.

1. There shall be maintained in the Republic of Panama an International Transfer Office to receive and send on all correspondence transmitted through it and coming from any of the countries of this Union, when such correspondence requires to be transferred.

2. The said Office shall be organised in accordance with the regulations drawn up by agreement between the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain and the Postal Administration of Panama.

3. Any amendments which may from time to time be required in the above-mentioned Regulations shall be submitted by the Administrations concerned for the consideration of the International Office of Montevideo, through which they shall be proposed to the Postal Administration of Panama.

4. The organisation and working of the International Transfer Office shall be under the supervision and control of the General Directorate of Posts and Telegraphs of Panama and the Office of the Postal Union of the Americas and Spain, which shall act as mediator and assessor in any dispute between the Postal Administration of Panama and the countries utilising the services of the above-mentioned Office.

5. The staff of the Office, which shall not be subject to dismissal, shall be appointed by the General Directorate of Posts and Telegraphs of Panama, in accordance with the provisions laid down on the matter in the Regulations of the Office.

6. The cost of maintenance of this Office shall be defrayed by the countries utilising its services in proportion to the volume of their correspondence exchanged through it.

The Administration of Panama shall advance the sums required to ensure the operation of the services of the Office.

These sums shall be repaid quarterly by each Administration concerned ; however, sums not repaid within six months after the end of each quarter shall bear interest at 7 % per annum, which shall accrue to the maintenance funds of the Transfer Office.

Article 17.

ARBITRATION.

Any dispute or disagreement that may arise in the postal relations of the contracting countries shall be settled by arbitration in the manner laid down in the existing Convention of the Universal Postal Union. The arbitrators shall be appointed by the signatory countries with the assistance, if necessary, of the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain.

Article 18.

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE.

1. Sous le nom de Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, fonctionnera à Montevideo, sous la haute surveillance de l'administration générale des postes, télégraphes et téléphones de la République orientale de l'Uruguay, un bureau central qui servira d'organe de liaison, d'information et de consultation pour les pays de cette union.

2. Ce bureau sera chargé :

- a) De réunir, coordonner, publier et distribuer les renseignements de toute nature offrant un intérêt particulier pour le service postal hispano-américain ;
- b) D'émettre, sur la demande expresse des Parties intéressées, son avis sur des questions litigieuses ;
- c) D'émettre, soit de sa propre initiative soit à la demande de l'une des administrations des pays signataires, son avis sur toutes les questions d'ordre postal ayant trait aux intérêts généraux de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne ;
- d) De faire connaître les demandes de modification des actes du congrès qui pourront être formulées et de notifier les réformes éventuellement adoptées ;
- e) De faire connaître les résultats que donneront les dispositions et mesures réglementaires importantes adoptées par les administrations dans leurs services intérieurs et qui lui seront communiquées par lesdites administrations à titre d'information ;
- f) De distribuer les cartes et guides des postes que lui remettront les diverses administrations ;
- g) D'établir un résumé de la statistique postale hispano-américaine, d'après les données que lui communiquera tous les ans chaque administration ;
- h) De publier un rapport sur les voies les plus rapides pour la transmission de la correspondance de l'un à l'autre des pays contractants ;
- i) De dresser un tableau détaillé de tous les services maritimes relevant des pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et pouvant être utilisés gratuitement pour le transport de la correspondance de ces pays dans les conditions prévues à l'article 3 précité ;
- j) De publier le tarif d'affranchissement du service intérieur de chacun des pays intéressés, ainsi que le tableau des équivalences ;
- k) De rédiger et de distribuer aux pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne un rapport annuel sur les travaux qu'il aura effectués ;
- l) De procéder aux études et travaux qui lui seront demandés dans l'intérêt des pays contractants et en vue de parfaire l'œuvre de rapprochement social, économique et artistique ; à cet effet, le Bureau international sera toujours à la disposition desdits pays, afin de leur fournir tous les renseignements spéciaux dont ils auront besoin sur des questions relatives au service postal hispano-américain.

3. Les frais spéciaux qu'entraînera l'établissement du rapport annuel et du tableau des communications postales des pays contractants, ainsi que les frais afférents à la réunion de congrès ou de conférences, seront supportés par les administrations desdits pays, conformément aux catégories établies à l'article 9 du règlement d'exécution.

4. L'administration générale des postes, télégraphes et téléphones de l'Uruguay contrôlera les dépenses du Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et lui consentira les avances dont il aura besoin.

5. Les sommes fournies par l'administration de l'Uruguay au titre des avances prévues au paragraphe précédent, seront remboursées par les administrations débitrices dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle le pays intéressé aura reçu le compte établi par l'administration générale des postes,

Article 18.

INTERNATIONAL OFFICE OF THE POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND SPAIN.

1. A central office, situated at Montevideo, known as the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain and placed under the supervision of the General Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of the Eastern Republic of Uruguay shall serve as a medium of liaison, information and consultation for the countries of the Union.

2. This office shall be entrusted with the duty of :

(a) Collecting, collating, publishing and distributing information of every kind which specially concerns the Hispano-American postal service ;

(b) Giving, at the express request of the parties concerned, its opinion upon questions in dispute ;

(c) Giving, on its own initiative or at the request of any of the Administrations of the signatory countries, its opinion on all postal matters affecting or relating to the general interests of the Postal Union of the Americas and Spain ;

(d) Making known any proposals for modifying the acts of the Congress and notifying the alterations adopted ;

(e) Publishing the results of the main provisions and regulations adopted by the Administrations in their inland services and communicated by them for purposes of information ;

(f) Distributing the postal maps and guides sent to it by the respective Administrations ;

(g) Summarising the Hispano-American postal statistics in accordance with the data communicated annually by each Administration ;

(h) Publishing a report on the most rapid routes for the transmission of correspondence from one of the contracting countries to another ;

(i) Compiling a detailed table showing all the maritime services belonging to the countries of the Postal Union of the Americas and Spain which can be utilised free of charge for the transport of their correspondence under the conditions laid down in Article 3 above ;

(j) Publishing the inland postage rates of each of the countries concerned and a table of equivalents ;

(k) Drawing up and distributing each year to the countries of the Postal Union of the Americas and Spain a report of the work done by it,

(l) Undertaking any enquiries or work that may be requested of it in the interests of the contracting countries with a view to promoting social, economic and artistic *rapprochement*, for which purpose the International Office shall at all times be at the disposal of those countries, should they desire any special information on matters connected with the Hispano-American Postal Service.

3. The special expenses incurred in preparing the annual report and table of postal communications of the contracting countries, together with the expenses of Congresses or Conferences, shall be defrayed by the Administrations of those countries in accordance with the classes established in Article 9 of the Regulations of Execution.

4. The General Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of Uruguay shall supervise the expenditure of the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain and shall make it such advances as it may need.

5. The sums advanced by the Administration of Uruguay in accordance with the previous paragraph shall be repaid by the debtor Administrations as soon as possible, and at the latest within six months from the date on which the country concerned receives the account made out by the General Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of Uruguay. After that date

télégraphes et téléphones de l'Uruguay. Après cette date, les sommes dues porteront intérêt à raison de 7 % par an à compter du jour de l'expiration dudit délai.

6. Les pays contractants s'engagent à faire figurer dans leur budget une somme annuelle destinée à assurer le remboursement ponctuel de la somme qui leur sera imputée.

Article 19.

CONGRÈS.

1. Les congrès se réuniront au moins tous les cinq ans à compter de la date à laquelle aura été mise en vigueur la convention adoptée lors du dernier congrès.

2. Chaque congrès fixera le lieu et l'année de réunion du congrès suivant.

Article 20.

PROPOSITIONS FORMULÉES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

La présente convention pourra être modifiée dans l'intervalle des congrès, conformément à la procédure établie au chapitre III de la Convention postale universelle. Pour avoir force exécutoire, les modifications devront être adoptées à l'unanimité des voix pour le présent article, ainsi que pour les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 14, 17, 18, 20, 22, 24, 25 et 26 ; aux deux tiers des voix pour les articles 8, 11, 12 et 19 ; à la simple majorité pour les autres articles.

Article 21.

MODIFICATIONS ET AMENDEMENTS.

Les modifications ou décisions adoptées par les Parties contractantes, y compris les modifications et décisions d'ordre intérieur affectant le service international, auront force exécutoire à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle le Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne les aura communiquées.

Article 22.

APPLICATION DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE ET DE LA LÉGISLATION INTERNE.

1. Toutes les questions relatives aux échanges de correspondance entre les pays contractants qui n'auront pas été prévues par la présente convention, seront réglées conformément aux dispositions de la Convention postale universelle et de son règlement d'exécution.

2. De même, la législation interne desdits pays sera appliquée à tous les cas qui n'auront pas été prévus par les deux conventions précitées.

Article 23.

PROPOSITIONS POUR LES CONGRÈS UNIVERSELS.

Tous les pays qui constituent l'Union postale des Amériques et de l'Espagne se communiqueront, par l'intermédiaire du Bureau international de Montevideo, les propositions qu'ils auront à formuler pour les congrès postaux universels, au plus tard six mois avant la date à laquelle doit se tenir chaque congrès.

the sums due shall bear interest at the rate of 7 % per annum, reckoning from the date of expiration of the said period.

6. The contracting countries undertake to include in their budgets an annual sum for the prompt payment of their contribution.

Article 19.

CONGRESSES.

1. The Congresses shall meet at least once in every five years as from the date on which the Convention concluded by the last one comes into force.

2. Each Congress shall fix the place and year in which the next Congress shall meet.

Article 20.

PROPOSALS MADE BETWEEN MEETINGS.

The present Convention may be modified in the interval between Congresses, in accordance with the procedure laid down in Chapter III of the existing Convention of the Universal Postal Union. In order to become binding the amendments must obtain a unanimous vote if they affect the present Article or Articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 14, 17, 18, 20, 22, 24, 25 and 26; a two-thirds vote if they affect Articles 8, 11, 12 and 19 and a simple majority if they affect the remaining Articles.

Article 21.

MODIFICATIONS AND AMENDMENTS.

Modifications or resolutions adopted by the Contracting Parties, including those of a domestic order which affect the international service, shall take effect four months after the date on which they are communicated by the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain.

Article 22.

APPLICATION OF THE UNIVERSAL POSTAL CONVENTION AND OF INTERNAL LAWS.

1. All matters which relate to the exchange of correspondence between the contracting countries and which are not provided for by this Convention shall be subject to the provisions of the existing Convention of the Universal Postal Union and its Regulations.

2. Similarly, the internal laws of the said countries shall apply to any matter not governed by either Convention.

Article 23.

PROPOSALS FOR UNIVERSAL CONGRESSES.

All the countries forming the Postal Union of the Americas and Spain shall communicate to each other through the International Office of Montevideo the proposals which they may wish to formulate for the Universal Postal Congresses, six months in advance of the date on which the Congress in question is to be held.

Article 24.

UNITÉ D'ACTION DANS LES CONGRÈS POSTAUX UNIVERSELS.

Les pays signataires de la Convention postale hispano-américaine qui auront ratifié cette convention s'engagent à donner à leurs délégués auprès des congrès postaux universels des instructions pour qu'ils défendent unanimement et fermement tous les principes posés dans l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et pour que leur vote soit également conforme à ces principes ; font seuls exception à cette règle, les cas où les propositions à débattre concernent exclusivement les pays qui les formulent.

Article 25.

NOUVELLES ADHÉSIONS.

En cas de nouvelle adhésion, le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay, d'accord avec le gouvernement du pays intéressé, déterminera la catégorie dans laquelle ce pays devra figurer aux fins de répartition des frais du Bureau international.

Article 26.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION. — DÉPÔT DES RATIFICATIONS.

1. La présente convention sera mise en vigueur le 1^{er} mars 1932 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, chacun des pays contractants se réservant le droit de se retirer de l'Union moyennant préavis d'un an donné par son gouvernement au Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay.

2. Le dépôt des ratifications se fera à Madrid dans le plus bref délai possible ; les pays devront s'efforcer d'y procéder avant l'entrée en vigueur de la convention et des accords auxquels se réfèrent les ratifications ; chaque ratification sera consignée dans un acte dont le Gouvernement espagnol remettra copie, par la voie diplomatique, aux gouvernements des autres pays signataires.

3. La présente convention, à partir de la date de son entrée en vigueur, abroge les dispositions de la Convention postale panaméricaine signée à Mexico le 9 novembre 1926.

4. Si la convention n'est pas ratifiée par un ou plusieurs des pays contractants, elle n'en restera pas moins valable pour les pays qui l'auront ratifiée.

5. Les pays contractants pourront ratifier provisoirement, par correspondance, la convention et les accords, sous réserve d'en informer les administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international, sans préjudice de la confirmation par la voie diplomatique, conformément à la législation de chaque pays et après approbation des congrès nationaux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente convention.

Fait à Madrid, le dix novembre mil neuf cent trente et un.

Pour l'Argentine :

R. CORREA LUNA.

Pour la Bolivie :

G. A. OTERO.

Pour le Brésil :

Luis GUIMARAES.

Pour le Canada :

Article 24.

UNITY OF ACTION IN UNIVERSAL POSTAL CONGRESSES.

The signatory countries of the Hispano-American Postal Convention which have ratified that Convention undertake to give instructions to their delegates to Universal Postal Congresses unanimously and firmly to support all the principles laid down in the Postal Union of the Americas and Spain and to vote in accordance with those principles, except in cases where the proposals to be discussed solely affect the countries making those proposals.

Article 25.

NEW ACCESSIONS.

In the event of a new accession, the Government of the Eastern Republic of Uruguay, in agreement with the Government of the country concerned, shall determine the class in which the latter is to be placed for the apportionment of the expenses of the International Office.

Article 26.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE CONVENTION. — DEPOSIT OF RATIFICATIONS.

1. The present Convention shall come into force on March 1, 1932, and shall remain in force for an indefinite period, each of the Contracting Parties reserving the right to withdraw from this Union on notice being given by its Government to that of the Eastern Republic of Uruguay one year in advance.

2. The deposit of ratifications shall take place at Madrid as soon as possible, preferably before the entry into force of the Convention and Agreements to which the ratifications refer. An Act shall be drawn up of each ratification, a copy being sent by the Spanish Government through the diplomatic channel to the Governments of the other signatory countries.

3. The stipulations of the Pan-American Postal Convention signed at Mexico on November 9, 1926, shall be abrogated on the date on which the present Convention comes into force.

4. Should one or more of the contracting countries fail to ratify the Convention, it shall remain valid for those States that have ratified it.

5. The contracting countries may provisionally ratify the Convention and Agreements by letter, on giving notice to this effect to their respective Administrations through the International Office, subject to confirmation through the diplomatic channel, according to the legislation of each country and after approval by the national congresses.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Convention.

Done at Madrid on the tenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

For Argentine :

R. CORREA LUNA.

For Bolivia :

G. A. OTERO.

For Brazil :

Luis GUIMARAES.

For Canada :

Pour la Colombie :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

Pour Costa-Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Pour Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Pour le Chili :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Pour la République Dominicaine :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

Pour l'Equateur :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Pour l'Espagne :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Pour le Guatémala :

Enrique TRAUMANN.

Pour Haïti :

Luis M^a. SOLER.

Pour le Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Pour le Mexique :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Pour le Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Pour le Panama :

Carlos ORTIZ R.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Pour le Pérou :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Pour le Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Pour l'Uruguay :

César MIRANDA.

Pour le Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

For Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

For Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

For Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

For Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

For the Dominican Republic :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

For Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

For Spain :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

For the United States of America :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

For Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

For Haiti :

Luis M^a. SOLER.

For Honduras :

Antonio GRAIÑO.

For Mexico :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

For Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

For Panama :

Carlos ORTIZ R.

For Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

For Peru :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

For Salvador :

Raúl CONTRERAS.

For Uruguay :

César MIRANDA.

For Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la convention conclue par le troisième Congrès postal panaméricain, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

1. Le Chili, l'Equateur et le Pérou se réservent, à titre provisoire, le droit de maintenir les tarifs qu'ils appliquent actuellement dans leurs relations avec l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, tant pour la correspondance ordinaire que pour la correspondance recommandée.

2. Les Etats-Unis d'Amérique se réservent, à titre provisoire, le droit de majorer de 50 % au plus leurs tarifs actuels pour les pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne jusqu'à ce qu'ils puissent procéder à une majoration correspondante dans leur tarif intérieur.

II.

Le Brésil fait prendre acte du fait que son administration ne peut reconnaître au Bureau international de Montevideo des attributions supérieures à celles que la Convention postale universelle confère à son bureau de Berne.

III.

En ce qui concerne l'article 24 de la convention, les Etats-Unis d'Amérique se réservent complète liberté d'action dans les congrès de l'Union postale universelle.

IV.

1. Si, au moment de l'entrée en vigueur de la convention, un pays, en raison de dispositions contraires de contrats antérieurement conclus et toujours en vigueur, ne peut accorder la gratuité de transit, ce pays s'engage à modifier lesdits contrats afin de pouvoir appliquer cette gratuité dans le plus bref délai possible. Tous les contrats qui seront renouvelés, ou ceux qui seront conclus à l'avenir, devront assurer la gratuité complète de transit pour la correspondance transportée sur les navires visés par ces contrats, tant entre les divers ports du territoire postal hispano-américain qu'entre ces ports et ceux de pays ne faisant pas partie de l'Union.

Nonobstant la validité des contrats empêchant l'application du principe de la gratuité de transit, aucune administration postale ne pourra présenter de comptes de frais de transit maritime relatifs au transport de correspondance visé par les contrats en question.

2. Chacun des pays contractants s'engage à maintenir les privilèges dont jouissent actuellement les navires des autres pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne transportant gratuitement la correspondance, et à leur accorder à l'avenir tous les privilèges qu'ils octroieront aux navires de tout autre pays assurant ledit service.

V.

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays d'Amérique dont les représentants n'auront pas signé la convention ou qui, l'ayant signée, désirent adhérer aux autres accords sanctionnés par le congrès.

Fait à Madrid, le dix novembre mil neuf cent trente et un.

Pour l'Argentine :

R. CORREA LUNA.

Pour le Brésil :

Luis GUIMARAES.

Pour la Bolivie :

G. A. OTERO.

Pour le Canada :

FINAL PROTOCOL OF THE CONVENTION.

At the moment of signing the Convention concluded by the Third Pan-American Postal Conference, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

I.

1. As a temporary measure, Chile, Ecuador and Peru reserve the right to maintain the rates now applicable in their relations with the Postal Union of the Americas and Spain for both ordinary and registered correspondence.

2. As a temporary measure, the United States of America reserve the right to increase by an amount not exceeding 50 % their present rates for countries of the Postal Union of the Americas and Spain until such time as they are able to make a corresponding increase in their inland rates.

II.

Brazil declares that her Administration cannot accord to the International Office of Montevideo powers exceeding those granted by the Convention of the Universal Postal Union to its Berne Office.

III.

With reference to Article 24 of the Convention, the United States of America reserve complete liberty of action at the Congresses of the Universal Postal Union.

IV.

1. If at the time the Convention comes into force, any country is unable to grant transit free of charge because it is prevented from so doing by the stipulations of existing contracts concluded at an earlier date, that country undertakes to amend such contracts with a view to introducing transit free of charge at the earliest possible moment. All contracts which are renewed or are conclude hereafter shall ensure transit entirely free of charge for mail carried on the vessels covered by those contracts, between the various ports of the Hispano-American postal territory, and also between those ports and the ports of countries outside the Union.

Notwithstanding the existence of contracts which prevent the application of the principle of transit free of charge, no postal administration may submit accounts for the cost of maritime transit in respect of the transport of mail covered by the contracts in question.

2. Each of the contracting countries undertakes to maintain the privileges at present enjoyed by the vessels of the other countries of the Postal Union of the Americas and Spain which convey mail free of charge and also to grant them in future all the privileges which it accords to the vessels of any other country effecting that service.

V.

The Protocol shall remain open to those American countries whose representatives have not signed the Convention, or who, having signed it, wish to accede to the other Agreements approved by the Congress.

Done at Madrid on the tenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

For Argentine :

R. CORREA LUNA.

For Brasil :

Luis GUIMARAES.

For Bolivia :

G. A. OTERO.

For Canada :

Pour la Colombie :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

Pour Costa-Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Pour Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Pour le Chili :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Pour la République Dominicaine :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

Pour l'Equateur :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Pour l'Espagne :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Pour le Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Pour Haïti :

Luis M^a. SOLER.

Pour le Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Pour le Mexique :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Pour le Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Pour le Panama :

Carlos ORTIZ R.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Pour le Pérou :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Pour le Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Pour l'Uruguay :

César MIRANDA.

Pour le Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

For Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

For Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

For Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

For Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

For the Dominican Republic :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

For Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

For Spain :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

For the United States of America :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

For Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

For Haiti :

Luis Ma. SOLER.

For Honduras :

Antonio GRAIÑO.

For Mexico :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

For Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

For Panama :

Carlos ORTIZ R.

For Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

For Peru :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

For Salvador :

Raúl CONTRERAS.

For Uruguay :

César MIRANDA.

For Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION D'UNION POSTALE DES AMÉRIQUES
ET DE L'ESPAGNE,

CONCLUE ENTRE LES PAYS SUIVANTS : ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CANADA, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, CHILI, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ÉQUATEUR, ESPAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY ET VENEZUELA.

Les soussignés, au nom de leurs administrations respectives, ont arrêté les mesures suivantes pour assurer l'exécution de la convention qui précède :

Article premier.

ÉCHANGE DE DÉPÊCHES.

1. Les administrations des pays contractants peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, dans les conditions prévues par la Convention postale universelle et les règlements d'exécution de cette convention.

2. Chaque administration intermédiaire sera tenue d'acheminer cette correspondance par les voies les plus rapides dont elle dispose pour ses propres envois, en effectuant le transport gratuitement lorsqu'il s'agit de services placés sous sa dépendance ou en percevant de l'administration d'origine les mêmes taxes que celles qu'elle est tenue d'acquitter lorsque, pour le transport ultérieur, elle a recours aux services d'administrations étrangères auxquelles elle doit payer ces taxes.

Article 2.

EQUIVALENCES.

Les administrations se communiqueront, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, leur tarif intérieur ainsi que les équivalences dudit tarif établies en francs or.

Ces équivalences entreront en vigueur le premier d'un mois et, au plus tôt, soixante jours après leur notification au bureau international.

Article 3.

FORMATION DES DÉPÊCHES. — SACS VIDES.

1. Les dépêches contenant la correspondance échangée entre deux pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne seront confectionnés conformément aux dispositions du titre VI du règlement d'exécution de la Convention postale universelle.

2. Les sacs utilisés par les administrations des pays contractants pour l'envoi de la correspondance seront retournés vides par les bureaux d'échange destinataire aux bureaux d'origine, dans la forme prescrite à l'article 59 du règlement en question. Néanmoins, les administrations pourront se mettre d'accord afin d'utiliser ces sacs pour l'envoi de leur propre correspondance et convenir en même temps des modalités et du montant des sommes à verser par l'une et l'autre administration pour couvrir le coût desdits sacs.

REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE CONVENTION OF THE POSTAL UNION
OF THE AMERICAS AND SPAIN,

CONCLUDED BETWEEN : ARGENTINE, BOLIVIA, BRAZIL, CANADA, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, CHILE, THE DOMINICAN REPUBLIC, ECUADOR, SPAIN, UNITED STATES OF AMERICA, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, MEXICO, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PERU, SALVADOR, URUGUAY AND VENEZUELA.

The undersigned, on behalf of their respective administrations, have agreed upon the following rules for ensuring the execution of the foregoing Convention :

Article 1.

EXCHANGE OF MAILS.

1. The Administrations of the contracting countries may send reciprocally through the medium of one or more of them both closed mails and correspondence *a découvert*, under the conditions laid down in the existing Convention and regulations of the Universal Postal Union.

2. Each intermediate Administration shall be required to forward this correspondence by the most rapid routes that it uses for its own correspondence ; it shall convey this correspondence free of charge in the case of services dependent on its own Administration, or shall charge the Administration of origin the same amount as it is itself obliged to pay for the services of foreign Administrations for subsequent transport.

Article 2.

EQUIVALENTS.

The Administrations shall communicate to each other through the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain their inland postage rates and also the equivalents of those rates in gold francs.

These shall come into force on the first day of a month and, at the soonest, sixty days after notification has been given to the International Office.

Article 3.

MAKE-UP OF MAILS. — EMPTY BAGS.

1. Mails containing correspondence exchanged between two countries of the Postal Union of the Americas and Spain shall be made up in accordance with the provisions of Part VI of the Regulations for the Execution of the existing Convention of the Universal Postal Union.

2. Bags used by the contracting Administrations for the despatch of correspondence shall be returned empty by the Exchange Offices of destination to those of origin, in the manner prescribed in Article 59 of the above-mentioned Regulations. Nevertheless the Administrations may agree to use them for the despatch of their own correspondence and may also decide the manner in which the cost of the said bags shall be shared by the two Administrations and the amount payable by each.

*Article 4.*AFFRANCHISSEMENT DE LA CORRESPONDANCE. — « PORT PAYÉ ».
LETTRES INSUFFISAMMENT AFFRANCHIES.

1. La correspondance échangée entre les pays contractants sera affranchie conformément aux dispositions de l'article 46 de la Convention postale universelle.

2. Dans les pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne où a été établi ou sera établi le « port payé » pour les journaux et publications périodiques, y compris les publications de publicité et de réclame, les paquets qui les contiendront devront porter sur l'enveloppe la mention « porte pagado » (port payé).

Chaque administration fournira aux autres, par l'intermédiaire du Bureau international de Montevideo, toutes indications utiles pour que les bureaux d'échange puissent distinguer aisément ces envois de ceux qui ne bénéficient pas du privilège du port payé.

3. Au recto des enveloppes des lettres insuffisamment affranchies, l'administration d'origine apposera le timbre « T » et indiquera en francs or le montant de la différence.

Article 5.

VALISES DIPLOMATIQUES.

1. Le poids et les dimensions des valises diplomatiques échangées entre chacun des Ministères des Affaires étrangères des pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et leurs représentants diplomatiques dans les autres pays, en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 10 de la convention, seront déterminés d'un commun accord entre les Parties intéressées, mais le poids ne devra pas excéder le maximum de 30 kg.

2. Les Ministères des Affaires étrangères et leurs représentants diplomatiques déposeront ces valises contre reçu dans les bureaux de postes ; ces derniers les remettront à leurs destinataires en remplissant les mêmes formalités.

3. Lesdites valises seront munies de serrures ou de cadenas de sûreté appropriés à l'importance de ces envois.

4. Les valises diplomatiques seront acheminées par les mêmes voies que celles que l'administration expéditrice utilise pour l'envoi de sa correspondance à l'administration destinataire ; l'expédition de ces valises sera annoncée par une note inscrite sur la feuille d'avis afférente à la dépêche qui les contient.

5. Sauf accord contraire entre les Parties intéressées, les valises diplomatiques ne seront pas expédiées en franchise par la voie aérienne.

Article 6.

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE.

La correspondance diplomatique et consulaire devra porter les indications suivantes : nom de l'ambassade, de la légation ou du consulat qui effectue l'envoi et mention, en caractères très visibles, des mots « correspondencia diplomática » ou « correspondencia consular », plus la déclaration « libre de porte » (franc de port) qui devra figurer sous cette inscription.

*Article 4.*PREPAYMENT OF CORRESPONDENCE. — "POSTAGE PAID" SERVICE. —
INSUFFICIENTLY PREPAID LETTERS.

1. Correspondence exchanged between the contracting countries shall be prepaid in accordance with the provisions of Article 46 of the existing Convention of the Universal Postal Union.

2. In those countries of the Postal Union of the Americas and Spain in which the "postage paid" service has been or may be established for newspapers and periodicals, including those intended for propaganda and advertisement, the packets containing them must bear on their cover the words "porte pagado" (postage paid).

Each Administration shall send to the others through the International Office of Montevideo any indications that may be useful to the Exchange Offices in distinguishing these packets easily from those which do not enjoy this privilege.

3. On the backs of the envelopes of insufficiently prepaid letters the Administration of origin shall stamp the letter "T" and shall indicate the amount due in gold francs.

Article 5.

DIPLOMATIC BAGS.

1. The weight and dimensions of the diplomatic bags exchanged between each of the Ministries for Foreign Affairs of the countries of the Postal Union of the Americas and Spain and their diplomatic representatives in other countries, in accordance with paragraph 2 of Article 10 of the Convention, shall be determined by agreement between the parties concerned, but shall not exceed the maximum weight of 30 kilogrammes.

2. The Ministries for Foreign Affairs and the diplomatic representatives shall deposit these bags at the post-offices against a receipt, and they shall be delivered by the post-offices to their addressees with the same formalities.

3. These bags shall be provided with locks or padlocks appropriate to the importance of these mails.

4. Diplomatic bags shall be forwarded to the Administration of destination by the same routes as are used by the despatching Administration for its own correspondence, notice of their despatch being given by means of a note on the way-bill of the mail containing these bags.

5. In the absence of an agreement to the contrary between the parties concerned, diplomatic bags shall not be sent post-free by air.

Article 6.

DIPLOMATIC AND CONSULAR CORRESPONDENCE.

Diplomatic and consular correspondence shall bear the following particulars: the name of the embassy, legation or consulate despatching the correspondence and the words "correspondencia diplomática" or "correspondencia consular" in very legible characters, and underneath them the words "libre de porte" (duty-free).

Article 7.

STATISTIQUE DES DROITS DE TRANSIT.

En raison de la gratuité du transit visée à l'article 3 de la convention, les administrations des pays contractants n'effectueront aucune opération de statistique des droits de transit touchant les envois ne contenant que de la correspondance à destination des pays de l'Union hispano-américaine, à condition que cette correspondance soit acheminée sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à des pays ou à des services ne faisant pas partie de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne.

Article 8.

CONSTITUTION DU BUREAU INTERNATIONAL.

Le directeur du bureau international sera nommé par le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay, sur la proposition de l'administration générale des postes, télégraphes et téléphones de ce pays ; il recevra un traitement mensuel de 500 pesos uruguayens.

Le secrétaire, le premier traducteur et le reste du personnel seront nommés, sur la proposition du directeur du bureau international, par l'administration générale des postes, télégraphes et téléphones de l'Uruguay, le traitement mensuel du secrétaire étant fixé à la somme de 250 pesos uruguayens et celui du premier traducteur à 150 pesos uruguayens.

Ces fonctionnaires ne pourront être démis de leurs fonctions que sur l'intervention de l'administration des postes, télégraphes et téléphones de l'Uruguay et conformément aux dispositions en vigueur en cette matière pour les fonctionnaires permanents de ladite administration.

Article 9.

DÉPENSES DU BUREAU INTERNATIONAL.

1. Les dépenses du bureau international ne pourront dépasser la somme annuelle de 13.000 pesos-or uruguayens ; dans cette somme sera compris le montant nécessaire à la constitution d'un fonds de retraite pour le personnel du Bureau.

2. Pour la répartition des dépenses annuelles et des dépenses extraordinaires du bureau, les pays contractants sont divisés en trois catégories : la contribution des pays de la première catégorie est fixée à huit unités ; celle des pays de la deuxième catégorie, à quatre unités et celle des pays de la troisième catégorie à deux unités.

Appartiennent à la première catégorie, les pays suivants : Argentine, Brésil, Canada, Espagne, Etats-Unis et Uruguay ; à la seconde catégorie : Colombie, Cuba, Chili, Mexique et Pérou ; à la troisième catégorie : Bolivie, Costa-Rica, République Dominicaine, Equateur, Guatémala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Salvador et Venezuela.

Article 10.

INFORMATIONS. — DEMANDES DE MODIFICATION DES ACTES.

Le bureau international sera toujours à la disposition des Parties contractantes pour leur fournir tous renseignements spéciaux dont elles auront besoin sur des questions relatives au service des postes hispano-américaines ; il donnera suite aux demandes de modification ou d'interprétation des dispositions régissant l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et fera connaître le résultat de toutes les démarches entreprises.

Article 7.

TRANSIT STATISTICS.

As a result of the transit free of charge provided for in Article 3 of the Convention, the Administrations of the contracting countries shall not perform any statistical operations with regard to transit charges in respect of mails which contain only Hispano-American correspondence, provided that this correspondence is forwarded without the intervention of countries or services outside the Postal Union of the Americas and Spain.

Article 8.

COMPOSITION OF THE INTERNATIONAL OFFICE.

The Director of the International Office shall be appointed by the Government of the Eastern Republic of Uruguay on the proposal of the General Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of that country, and shall receive a monthly salary of 500 Uruguayan pesos.

The secretary, the first translator and other personnel shall be appointed on the proposal of the Director of the International Office by the General Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of Uruguay, the monthly salary of the secretary being fixed at 250 Uruguayan pesos and that of the first translator at 150 Uruguayan pesos.

These officials may only be removed from office at the instance of the Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of Uruguay and in accordance with the procedure established for permanent officials of that Administration.

Article 9.

EXPENSES OF THE INTERNATIONAL OFFICE.

1. The expenses of the International Office may not exceed the annual sum of 13,000 Uruguayan gold pesos, including the amount required for the establishment of a pensions fund for the personnel of the Office.

2. For the allocation of the annual and extraordinary expenses of the Office, the contracting countries shall be divided into three classes, those of the first class having to contribute eight units, those of the second four units and those of the third two units.

The following shall belong to the first class : Argentine, Brazil, Canada, Spain, United States and Uruguay ; the following to the second class : Colombia, Cuba, Chile, Mexico and Peru, and the following to the third class : Bolivia, Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Salvador and Venezuela.

Article 10.

INFORMATION. — REQUESTS FOR MODIFICATION OF THE ACTS OF THE CONFERENCE.

The International Office shall hold itself always at the disposal of the Contracting Parties for the purpose of furnishing them with any special information they may require upon questions relating to the Hispano-American Postal Service ; it shall attend to requests for the modification or interpretation of the provisions governing the Postal Union of the Americas and Spain and shall notify the result of the action taken.

Article II.

PUBLICATIONS.

1. Le Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne adressera aux pays intéressés une circulaire spéciale toutes les fois qu'une administration demandera la publication immédiate d'un changement qu'elle aura introduit dans ses services ; de même, il fera parvenir gratuitement à chacune des administrations des pays contractants et au Bureau international de Berne les documents qu'il publiera, en remettant à chaque administration le nombre d'exemplaires auquel elle a droit proportionnellement aux unités dont se compose sa contribution.

Les exemplaires supplémentaires des documents demandés par les administrations seront payés par elles au prix coûtant.

2. Le bureau international communiquera aux pays contractants les propositions qu'il recevra, conformément aux dispositions de l'article 23 de la convention. A cet effet, tous les pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne feront connaître, par l'intermédiaire dudit bureau et en temps opportun, conformément aux dispositions de la convention, les propositions qu'ils auront à formuler pour les congrès universels, afin que leurs initiatives soient appuyées par l'ensemble desdits pays.

3. Le directeur du bureau international assistera aux sessions des congrès et conférences de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne ; il pourra prendre part aux discussions, mais n'aura pas droit de vote.

4. La langue officielle du bureau international est l'espagnol. Néanmoins, les pays dont la langue n'est pas l'espagnol pourront employer leur propre langue dans leurs relations avec le bureau.

Article 12.

DOCUMENTATION ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR AU BUREAU INTERNATIONAL.

Le bureau international servira d'intermédiaire pour les notifications régulières et générales intéressant exclusivement les administrations des pays contractants.

Ces administrations devront envoyer régulièrement et en temps opportun au bureau international :

- a) Le texte de leur législation postale et de ses modifications successives ;
- b) Le guide postal toutes les fois qu'il sera édité ;
- c) Les cartes et guides des communications postales qu'elles utilisent tant pour le service interne que pour le service international ;
- d) Des renseignements sur les voies terrestres et maritimes les plus rapides qu'elles peuvent utiliser pour la transmission de la correspondance ;
- e) Les résultats de leur statistique postale annuelle du trafic avec les autres pays de l'Union hispano-américaine ;
- f) Le texte des propositions qu'elles désirent soumettre à l'examen des congrès postaux universels ;
- g) Les renseignements de toute nature intéressant le service postal hispano-américain, toutes les fois qu'elles auront pris de nouvelles dispositions ;
- h) Tous les renseignements que pourra demander le bureau international pour les publications, rapports et autres questions relevant de sa compétence, de façon à lui permettre de s'acquitter de sa mission dans le plus bref délai possible ;
- i) Un tableau détaillé de tous les services maritimes dépendant des pays de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et pouvant être utilisé gratuitement par les autres pays pour le transport de leur correspondance.

Article II.

PUBLICATIONS.

1. The International Office of the Postal Union of the Americas and Spain shall send out a special circular whenever an Administration requests the immediate publication of any change that has been introduced in its services, and shall likewise distribute the documents which it publishes free of charge to each of the Administrations of the contracting countries and to the International Bureau of Berne, the number of copies sent to each Administration being proportional to the number of units contributed.

Additional copies of the documents which may be applied for by the Administrations shall be paid for by them at cost price.

2. The International Office shall transmit to the contracting countries any proposals which it receives, in accordance with the provisions of Article 23 of the Convention. For this purpose all countries of the Postal Union of the Americas and Spain shall make known through that Office, a sufficient time in advance, as laid down in the Convention, any proposals intended for Universal Congresses, in order that such proposals may be supported by those countries as a whole.

3. The Director of the International Office shall attend the sessions of the Congresses and Conferences of the Postal Union of the Americas and Spain and may take part in the discussions but without the right to vote.

4. The official language of the International Office is Spanish. Nevertheless, countries whose language is not Spanish may use their own in their relations with the Office.

Article 12.

DOCUMENTS AND INFORMATION TO BE SENT TO THE INTERNATIONAL OFFICE.

The International Office shall act as intermediary for the regular and general notification of information which is exclusively of interest to the Administrations of the contracting countries. The said Administrations shall send regularly and promptly to the International Office:

- (a) Their postal legislation and any subsequent amendments thereto ;
- (b) Their postal guides, whenever these are published ;
- (c) The maps and guides relating to the postal communications which they utilise, both for their inland and their international service ;
- (d) Information as to the most rapid territorial and maritime routes which can be used for the transmission of correspondence ;
- (e) The results of their annual postal statistics of traffic with other Hispano-American countries ;
- (f) The text of any proposals which they may submit for the consideration of Universal Postal Congresses ;
- (g) Particulars of all kinds which may be of interest to the Hispano-American Postal Service whenever any new measures are adopted ;
- (h) Any information which may be requested by the International Office for publications, reports and other matters within its competence, in such a form as to enable it to carry out its task in the shortest possible time ;
- (i) A detailed table of all maritime services belonging to the countries of the Postal Union of the Americas and Spain which can be used free of charge by the others for the transport of their correspondence.

Article 13.

MODIFICATIONS DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS DES CONGRÈS.

Dans l'intervalle des réunions des congrès, chaque administration aura le droit de formuler des propositions relatives au présent règlement, en suivant la procédure indiquée à l'article 18 de la Convention postale universelle.

Pour avoir force exécutoire, ces propositions devront réunir les deux tiers des voix exprimées.

Article 14.

APPLICATION DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE ET DE LA LÉGISLATION INTERNE.

1. Toutes les questions ayant trait à l'échange de correspondance entre les pays contractants et qui ne sont pas prévues par le présent règlement, seront réglées conformément aux dispositions du règlement d'exécution de la Convention postale universelle.

2. De même, la législation intérieure de ces pays sera applicable dans tous les cas qui n'auront pas été prévus par l'un ou l'autre de ces règlements.

Article 15.

COMPTES ET FRAIS DU BUREAU INTERNATIONAL DE MONTEVIDEO.

1. L'administration générale des postes, télégraphes et téléphones de la République orientale de l'Uruguay établira tous les ans le compte des frais visés à l'article 18 de la convention et, conformément aux dispositions de cet article, les administrations des pays contractants rembourseront les sommes avancées par l'administration uruguayenne.

2. Le bureau international procédera, sauf accord contraire, à la liquidation des comptes relatifs aux services assurés entre les pays contractants, en se conformant à cet effet aux méthodes générales établies par la Convention postale universelle.

Article 16.

Tant que durera la dépréciation de la monnaie uruguayenne, l'administration des postes, télégraphes et téléphones de l'Uruguay majorera de 30 % les traitements fixés à l'article 8.

Article 17.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement entrera en vigueur le même jour que la convention à laquelle il se rapporte et aura la même durée.

Fait à Madrid, le dix novembre mil neuf cent trente et un.

Pour l'Argentine :

R. CORREA LUNA.

Pour le Brésil :

Luis GUIMARAES.

Pour la Bolivie :

G. A. OTERO.

Pour le Canada :

Article 13.

AMENDMENTS PROPOSED BETWEEN THE MEETINGS OF CONGRESSES.

In the interval between the meetings of Congresses, any Administration shall have the right to make proposals relating to the present Regulations, in accordance with the procedure laid down in Article 18 of the existing Convention of the Universal Postal Union.

In order to become binding these proposals must secure two-thirds of the votes cast.

Article 14.

APPLICATION OF THE UNIVERSAL POSTAL CONVENTION AND OF INTERNAL LAWS.

1. All matters which relate to the exchange of correspondence between the contracting countries and which are not provided for by these regulations shall be governed by the provisions of the Regulations of the existing Convention of the Universal Postal Union.

2. Similarly, the internal laws of the said countries shall apply to any matter not governed by the Regulations of either Convention.

Article 15.

ACCOUNTS AND EXPENSES OF THE INTERNATIONAL OFFICE OF MONTEVIDEO.

1. The General Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of the Eastern Republic of Uruguay shall prepare each year an account of the expenses referred to in Article 18 of the Convention, and the contracting Administrations shall repay the sums advanced by that Administration in accordance with the said Article.

2. In the absence of an agreement to the contrary the International Office shall liquidate the accounts relating to the services between the contracting countries, in accordance with the general procedure laid down in the existing Convention of the Universal Postal Union.

Article 16.

As long as the depreciation of Uruguayan currency continues, the Administration of Posts, Telegraphs and Telephones of Uruguay shall increase by 30 % the salaries fixed in Article 8.

Article 17.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE REGULATIONS.

The present Regulations shall come into force on the same day as the Convention to which they refer and shall have the same duration.

Done at Madrid on the tenth day of November one thousand nine hundred and thirty-one.

For Argentine :

R. CORREA LUNA.

For Brazil :

Luis GUIMARAES.

For Bolivia :

G. A. OTERO.

For Canada :

Pour la Colombie :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

Pour Costa-Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Pour Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Pour le Chili :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Pour la République Dominicaine :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

Pour l'Equateur :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Pour l'Espagne :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Pour le Guatémala :

Enrique TRAUMANN.

Pour Haïti :

Luis Ma. SOLER.

Pour le Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Pour le Mexique :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Pour le Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Pour le Panama :

Carlos ORTIZ R.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Pour le Pérou :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Pour le Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Pour l'Uruguay :

César MIRANDA.

Pour le Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

For Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

For Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

For Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

For Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

For the Dominican Republic :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

For Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

For Spain :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

For the United States of America :

P. W. IRVING. GLOVER.
Eugene R. WHITE.

For Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

For Haiti :

Luis Ma. SOLER.

For Honduras :

Antonio GRAIÑO.

For Mexico :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

For Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

For Panama :

Carlos ORTIZ R.

For Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

For Peru :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

For Salvador :

Raúl CONTRERAS.

For Uruguay :

César MIRANDA.

For Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

DISPOSITIONS

RELATIVES AU TRANSPORT DE LA CORRESPONDANCE PAR VOIE AÉRIENNE.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à adopter les dispositions suivantes relatives au transport par voie aérienne :

Article premier.

La totalité des lignes aériennes nationales et internationales dépendant directement ou indirectement d'une administration et utilisées pour le transport de la correspondance sera mise à la disposition des autres administrations, sur la base de tarifs et conditions générales uniformes pour toutes les administrations utilisant ces services sans participer aux frais d'exploitation.

Article 2.

La disposition qui précède ne restreint ni ne diminue la faculté pour les Hautes Parties contractantes de conclure entre elles des conventions particulières n'intéressant pas l'ensemble des pays de l'Union, sous réserve que les clauses n'en soient pas moins favorables que celles du présent règlement.

Article 3.

Les administrations postales des pays contractants s'engagent à obtenir de leurs gouvernements respectifs que les dispositions restrictives imposées aux aéronefs en transit n'empêchent en aucun cas la réception de la correspondance transportée par ces aéronefs, soit à destination du pays intéressé, soit pour être réexpédiée hors du territoire de ce pays, en utilisant à cet effet la voie dont auront convenu les Parties intéressées.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes se prêteront le concours le plus large et le plus efficace pour réexpédier par la voie la plus rapide la correspondance qu'elles recevront en provenance de l'une quelconque d'entre elles, et à destination d'un autre pays ayant adhéré à l'Union postale des Amériques et de l'Espagne ou à l'Union postale universelle. De même, elles conviennent de prendre les dispositions nécessaires pour que leurs administrations respectives fassent bénéficier d'un droit de priorité la distribution de cette catégorie de correspondance.

Article 5.

Les comptes auxquels donneront lieu les services aériens établis entre deux ou plusieurs pays seront échangés directement entre les administrations postales intéressées.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire concorder avec les dispositions du présent règlement les concessions ou contrats déjà existants et sujets à renouvellement qu'elles auraient conclus avec des compagnies privées de transport aérien, ainsi que les concessions ou contrats qu'elles passeront à l'avenir.

PROVISIONS REGARDING

THE CONVEYANCE OF CORRESPONDENCE BY AIR.

The High Contracting Parties agree to adopt the following provisions relating to air transport :

Article 1.

The whole of the inland and international air lines which are directly or indirectly controlled by an Administration and are used for the conveyance of correspondence shall be placed at the disposal of the rest on the basis of uniform rates and general conditions for all Administrations which use those services without sharing in the working expenses.

Article 2.

The foregoing provision shall not restrict or impair the right of the High Contracting Parties to conclude special agreements among themselves which do not concern the whole Union, provided that the stipulations thereof are not less favourable than those contained in the present Regulations.

Article 3.

The Postal Administrations of the contracting countries shall arrange with their respective Governments that the restrictions imposed on aircraft in transit shall in no case go so far as to prevent the delivery of the correspondence carried by them, whether this is intended for their own country or for re-transmission outside its territory by the route agreed upon between the Parties concerned.

Article 4.

The High Contracting Parties shall co-operate with each other as fully and as effectively as possible, with a view to the re-transmission by the most rapid route of any correspondence which they receive from any of the Parties for conveyance to another country belonging to the Postal Union of the Americas and Spain or to the Universal Postal Union. They also agree to arrange for their respective Administrations to grant priority to the delivery of this class of correspondence.

Article 5.

The accounts relating to the air services established between two or more countries shall be exchanged direct between the Postal Administrations concerned.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake to adjust the provisions of existing concessions or contracts which are renewable and which they have concluded or may hereafter conclude with private air transport companies, so as to bring them into line with the provisions laid down in the present Regulations.

Article 7.

L'utilisation d'une ligne postale aérienne par l'une quelconque des administrations signataires ne pourra se faire qu'après accord avec l'administration dont dépend ledit service et, sauf dispositions contraires, cette dernière sera seule appelée à fixer les conditions, les prix et la forme de paiement du service utilisé.

Article 8.

Dans un délai maximum de six mois à compter de la date de la mise en vigueur des présentes dispositions, les administrations des pays qui y auront adhéré feront parvenir au Bureau international de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne, pour qu'il les centralise, les publie et les distribue, tous les renseignements relatifs aux conditions, aux tarifs et au fonctionnement actuels de leur services aériens ; de même, elles lui signaleront à l'avenir toutes les modifications éventuellement apportées auxdits services.

Article 9.

Les présentes dispositions seront applicables à partir du jour de l'entrée en vigueur de la convention de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne. Elles auront la même durée que cette convention, à moins qu'elles ne soient renouvelées d'un commun accord par les Parties intéressées.

Fait à Madrid, le dix novembre mil neuf cent trente et un.

Pour l'Argentine :

R. CORREA LUNA.

Pour la Bolivie :

G. A. OTERO.

Pour le Brésil :

Luis GUIMARAES.

*Pour le Canada :**Pour la Colombie :*

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Pour Costa-Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Pour Cuba :

M. S. PICHARDO.

José MÉNDEZ.

Pour le Chili :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Pour la République Dominicaine :

E. BRACHE Hijo.

Enrique DESCHAMPS.

Pour l'Equateur :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.

Abel ROMEO CASTILLO.

Pour l'Espagne :

A. NISTAL.

A. CAMACHO.

Agustín RAMOS.

Demetrio PEREDA.

Article 7.

An air mail line may only be utilised by any of the Administrations in question after previous agreement with the Administration which controls the service in question, and, in the absence of provisions to the contrary, the latter shall alone be responsible for regulating the conditions, cost and form of payment of the service utilised.

Article 8.

Within a maximum period of six months from the date on which the present provisions come into force, the Administrations of the acceding countries shall forward to the International Office of the Postal Union of the Americas and Spain, to be co-ordinated, published and distributed, reports on the present conditions, rates and operation of their air services ; they shall also inform it of any future alterations in the said services.

Article 9.

The present provisions shall come into force on the day on which the Convention of the Postal Union of the Americas and Spain comes into operation. They shall have the same duration as that Convention, unless they are renewed by common consent between the Parties concerned.

Done at Madrid on the tenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

For Argentine :

R. CORREA LUNA.

For Bolivia :

G. A. OTERO.

For Brazil :

Luis GUIMARAES.

*For Canada :**For Colombia :*

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

For Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

For Cuba :

M. S. PICHARDO.

José MÉNDEZ.

For Chile :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

For the Dominican Republic :

E. BRACHE Hijo.

Enrique DESCHAMPS.

For Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.

Abel ROMEO CASTILLO.

For Spain :

A. NISTAL.

A. CAMACHO.

Agustín RAMOS.

Demetrio PEREDA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Pour le Guatémala :

Enrique TRAUMANN.

Pour Haïti :

Luis M^a. SOLER.

Pour le Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Pour le Mexique :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Pour le Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Pour le Panama :

Carlos ORTIZ R.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Pour le Pérou :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Pour le Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Pour l'Uruguay :

César MIRANDA.

Pour le Venezuela :

Antonio REYES.
Léon AGUILAR.

For the United States of America :

P. W. IRVING GLOVER.

EUGENE R. WHITE.

For Guatemala :

ENRIQUE TRAUMANN.

*For Haiti :*LUIS M^a. SOLER.*For Honduras :*

ANTONIO GRAIÑO.

For Mexico :

A. J. PANI.

ANTONIO CASTRO LEAL.

For Nicaragua :

JOSÉ GARCÍA-PLAZA.

For Panama :

CARLOS ORTIZ R.

For Paraguay :

FERNANDO PIGNET.

R. BLANCO-FOMBONA.

For Peru :

MANUEL GARCÍA YRIGOYEN.

For Salvador :

RAÚL CONTRERAS.

For Uruguay :

CÉSAR MIRANDA.

For Venezuela :

ANTONIO REYES.

LEÓN AGUILAR.

N° 3024.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
COLOMBIE, COSTA-RICA, etc.

Accord relatif aux mandats de poste,
avec protocole final, et annexes.
Signés à Madrid, le 10 novem-
bre 1931.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA,
COLOMBIA, COSTA RICA, etc.

Agreement regarding Money Orders,
with Final Protocol and Annexes.
Signed at Madrid, November 10,
1931.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3024. — ACUERDO ¹ RELATIVO A GIROS POSTALES CELEBRADO ENTRE: ARGENTINA, BOLIVIA, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, CHILE, DOMINICANA, ECUADOR, EL SALVADOR, ESPAÑA, ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, GUATEMALA, HAITÍ, HONDURAS, MÉXICO, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PERÚ, URUGUAY Y VENEZUELA. FIRMADO EN MADRID, EL 10 DE NOVIEMBRE DE 1931.

Texte officiel espagnol communiqué par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 août 1932.

Spanish official text communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Agreement took place August 29, 1932.

Los infrascritos, Plenipotenciarios de los Gobiernos de los países arriba mencionados, en ejercicio de la facultad conferida por el artículo 5 del Convenio² vigente de la Unión Postal Universal, convienen, bajo reserva de ratificación, en establecer el servicio de Giros, de acuerdo con las cláusulas siguientes :

Artículo I.

OBJETO DEL ACUERDO.

El cambio de giros postales entre los países contratantes, cuyas Administraciones convengan en ejecutar este servicio, se regirá por las disposiciones del presente Acuerdo.

¹ *Dépôt des ratifications à Madrid :*

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

* TRADUCTION. — TRANSLATION.

En l'absence de dispositions législatives autorisant l'émission aux Etats-Unis de mandats-poste en franchise de droit, le Département doit excepter, de la ratification, l'article 8 ; toutefois, les mandats émis en franchise de droit par les autres administrations postales ayant adhéré à l'arrangement seront payés immédiatement aux Etats-Unis.

L'administration postale des Etats-Unis n'a pas dans son règlement de clause prévoyant

² Vol. CII, page 245 ; vol. CVII, page 552 ; vol. CXVII, page 310 ; vol. CXXII, page 359 ; et vol. CXXX, page 458, de ce recueil.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ *Deposit of ratifications in Madrid :*

UNITED STATES OF AMERICA

In the absence of legal authority for the issue of postal money orders in the United States without the exaction of a fee, this Department must except Article 8 from the ratification, but money orders issued without charge by the other postal administrations adhering to the agreement will be paid promptly in the United States.

This Postal Administration has no provision by which the remitter on the payment of a fee

² Vol. CII, page 245 ; Vol. CVII, page 552 ; Vol. CXVII, page 310 ; Vol. CXXII, page 359 ; and Vol. CXXX, page 458, of this Series.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

11 août 1932

11 August 1932

Artículo 2.

MONEDA.

El importe de los giros se expresará en la moneda del país de destino ; sin embargo, las Administraciones quedan facultadas para adoptar de común acuerdo otra moneda cuando así convenga a sus intereses.

Artículo 3.

CONDICIONES PARA EL CAMBIO DE LOS GIROS.

El cambio de giros postales entre los países contratantes se llevará a cabo por medio de listas conforme el modelo « A » adjunto.

Cada Administración designará las oficinas de su país que hayan de encargarse de formular dichas listas y de enviarlas a aquellas otras oficinas que para los mismos fines designen las demás Administraciones. Cuando una Administración señale más de una Oficina para la recepción de listas deberá comunicar con todo detalle la distribución que haya de hacerse de los giros de las mencionadas listas.

Artículo 4.

LÍMITE MÁXIMO DE EMISIÓN.

Las Administraciones de los países contratantes que convengan en establecer este servicio se pondrán de acuerdo para fijar el límite máximo de los giros que cambien entre sí, sin que éste pueda ser inferior a 500 francos oro, o a la equivalencia de esta cantidad en la moneda respectiva.

Sin embargo, los giros relativos al servicio de Correos emitidos con franquicia de porte en aplicación de las disposiciones del artículo 8 siguiente, podrán exceder del máximo fijado por cada Administración.

que le déposant, moyennant versement d'une taxe au moment de l'émission du mandat, peut recevoir un avis de paiement, comme il est prévu à l'article 11, et ne peut, par conséquent, ratifier cet article de la Convention. Toutefois, dans tous les cas de réclamation pour non paiement ou erreur dans le paiement d'un mandat, le Département ne manquera pas de procéder à une enquête et s'efforcera de régler la question d'une façon satisfaisante ; il fournira, en outre, à l'administration postale du pays d'émission tous renseignements utiles sur le résultat de l'enquête et ne percevra aucun droit pour ce service.

Etant donné qu'aux Etats-Unis, le service du télégraphe n'est pas placé sous le contrôle du Gouvernement fédéral, il n'est pas possible d'instituer l'échange de mandats télégraphiques prévu à l'article 20 ; en conséquence, l'administration postale des Etats-Unis ne peut ratifier cet article.

ESPAGNE
 RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
 COSTA-RICA 20 octobre 1932.
 MEXIQUE 28 avril 1933.

when the order is issued may be notified of its payment, as contemplated by Article 11, and cannot therefore ratify that Article of the Convention. In any instance where an allegation of non-payment or wrong payment is made, however, this Department will gladly conduct an investigation, and, if possible, satisfactorily adjust the dispute, informing the issuing Postal Administration fully of the result of the inquiry, and for this service no fee is exacted.

As the telegraph service in this country is not controlled by the Federal Government, it is not possible to arrange for the exchange of orders by telegraph as provided by Article 20, and therefore ratification of that article by this Administration cannot be made.

SPAIN
 DOMINICAN REPUBLIC
 COSTA RICA October 20, 1932.
 MEXICO April 28, 1933.

11 août 1932

11 August 1932

Artículo 5.

DERECHOS DE COMISIÓN.

Cada Administración tendrá la facultad de fijar libremente la cuota de comisión que haya de percibir por los giros que emita con arreglo al presente Acuerdo, y podrá modificarla siempre que sus intereses lo demanden, pero estará obligada a comunicar dichas cuotas y sus modificaciones a las Administraciones interesadas con la antelación suficiente.

Las cuotas fijadas por cada Administración en virtud de lo dispuesto en el párrafo anterior, deberán ser idénticas para los giros de la misma cuantía destinados a cualquiera de los países adheridos al Acuerdo.

Artículo 6.

ENDOSOS.

Los países contratantes quedan autorizados para permitir en su territorio, y de acuerdo con su legislación interior, el endoso de los giros originarios de cualquier país.

Artículo 7.

RESPONSABILIDAD.

Las Administraciones serán responsables ante los remitentes de las cantidades que éstos depositen para ser invertidas en giros postales, hasta el momento en que sean pagados a los destinatarios o endosatarios.

Artículo 8.

FRANQUICIA DE DERECHOS.

Estarán exentos de todo derecho los giros relativos al servicio cambiados entre las Administraciones de Correos o entre las Oficinas dependientes de estas Administraciones, así como los giros que remitan a la Oficina Internacional de Montevideo y recíprocamente.

Artículo 9.

PLAZO DE VALIDEZ DE LOS GIROS.

Salvo acuerdo en contrario, todo giro postal será pagadero en el país de destino, dentro del plazo de los doce meses siguientes al de su emisión.

El importe de todos los giros que no hayan sido pagados durante ese período de tiempo será acreditado en la primera cuenta que se rinda a la Administración del país de origen, la cual procederá con arreglo a sus Reglamentos.

Artículo 10.

CAMBIO DE DIRECCIÓN Y REINTEGRO DE GIROS.

1. Cuando el remitente desee corregir un error en la dirección del destinatario o que se le reintegre el importe de un giro postal deberá solicitarlo de la Administración Central del país en que el giro haya sido emitido.

2. En ningún caso se reintegrará el importe de un giro sin que se tenga la seguridad obtenida de la Administración Central del país a donde el giro estuviere destinado, de que éste no ha sido pagado y de que dicha Administración autoriza expresamente el reintegro.

Artículo 11.

AVISO DE PAGO.

El remitente de un giro podrá obtener un aviso de pago mediante un derecho equivalente al percibido por la Administración de origen en concepto de aviso de recibo de la correspondencia certificada. Este derecho lo hará suyo la Administración de origen.

La Administración de destino extenderá el aviso de pago en un impreso, conforme al modelo « F », y lo remitirá oficialmente, ya sea al propio interesado directamente, ya sea a la Administración de Correos emisora para su entrega a aquél.

Artículo 12.

REEXPEDICIÓN.

A petición del remitente o del destinatario de los giros, éstos podrán ser reexpedidos a otro país distinto de aquel al cual estuvieren destinados primitivamente, siempre que exista cambio de giros con el país del nuevo destino.

La Administración reexpedidora tendrá el derecho a deducir del importe del giro la cuota de comisión que perciba por los giros emitidos por ella, de acuerdo con las disposiciones del artículo 5 anterior.

En caso de reexpedición, el giro se considerará como si hubiese sido pagado por la Administración reexpedidora, la cual lo incluirá en la cuenta por tal concepto, añadiendo la palabra « Reexpedición ».

Artículo 13.

LEGISLACIÓN INTERIOR.

Los giros postales que se cambien entre dos países estarán sujetos, con respecto a su emisión y pago, a las disposiciones vigentes en el país de origen o en el país de destino, según el caso, en lo concerniente a la emisión y pago de los giros postales interiores.

Artículo 14.

FORMACIÓN DE LAS LISTAS.

1. Cada Oficina de Cambio comunicará a la Oficina de Cambio corresponsal, diariamente o en las fechas que de mutuo acuerdo se señalen, las cantidades recibidas en su país para ser pagadas en el otro, haciéndose uso para ello del modelo « A » adjunto.

2. Todo giro postal anotado en las listas llevará un número que se denominará número internacional, comenzando el 1.º de enero o el 1.º de julio de cada año, según convenga, con el número 1. Las listas llevarán, asimismo, un número de orden, comenzando por el número 1 el 1.º de enero o el 1.º de julio de cada año.

3. Las Oficinas de Cambio se acusarán recibo de cada lista por medio de la primera lista siguiente enviada en la dirección opuesta.

4. Cualquier lista que faltare será reclamada inmediatamente por la Oficina de Cambio que comprobare la falta. La Oficina de Cambio remitente, en tal caso, enviará lo antes posible a la Oficina de Cambio reclamante un duplicado de la lista pedida, debidamente formalizado.

Artículo 15.

COMPROBACIÓN Y RECTIFICACIÓN DE LAS LISTAS.

Las listas serán revisadas cuidadosamente por la Oficina de Cambio destinataria y corregidas cuando contengan simples errores.

Estas correcciones serán informadas a la Oficina de Cambio remitente al acusar recibo de la lista en que se hubieran hecho.

Cuando las listas contengan otras irregularidades, la Oficina de Cambio destinataria pedirá explicaciones a la Oficina de Cambio remitente, la cual deberá informar en el plazo más breve posible. Entretanto se suspenderá la emisión de los giros postales interiores correspondientes a las mencionadas anotaciones irregulares.

Artículo 16.

CONVERSIÓN DE LOS GIROS INTERNACIONALES EN GIROS INTERIORES.

1. Al recibirse en una Oficina de Cambio una lista de giros con arreglo a lo dispuesto en el artículo anterior, dicha Oficina procederá a extender giros postales interiores a favor de los destinatarios por las cantidades que en la moneda del país de pago figuren en la lista, enviando seguidamente estos giros postales interiores a los destinatarios o a las Oficinas pagadoras, de acuerdo con los reglamentos vigentes en cada país para el pago de los giros.

2. Los duplicados de giros postales se expedirán solamente por las Administraciones de Correos del país pagador, de conformidad con su legislación interna y previa comprobación de que el giro no ha sido ni pagado al destinatario, ni devuelto al origen.

Artículo 17.

RENDICIÓN Y LIQUIDACIÓN DE CUENTAS.

1. Salvo acuerdo en contrario, al final de cada trimestre, una de las dos Administraciones correspondientes, designada por mutuo acuerdo, formulará una cuenta en que conste detalladamente :

a) Los totales de las listas que contengan los pormenores de los giros emitidos en ambos países durante el trimestre ;

b) Los totales de los giros que hubiesen sido reintegrados a los remitentes ; y

c) Los totales de los giros que hubiesen caducado durante el trimestre.

2. El haber de cada Administración se expresará en su moneda.

3. El importe menor será convertido a la moneda del país acreedor con arreglo al cambio medio del trimestre a que se refiere la cuenta.

4. Esta cuenta, extendida en doble ejemplar, se enviará por la Administración que la haya formulado a la Administración correspondiente.

Si el saldo resultara a favor de esta Administración, se pagará uniendo a la cuenta una letra a la vista sobre el país acreedor.

Si el saldo resultase a favor de la Administración que haya formulado la cuenta, el pago se llevará a cabo por la Administración deudora en la forma indicada en el párrafo anterior, al devolverse aceptada la cuenta.

5. Para la formación de esta cuenta trimestral se utilizarán los impresos « B », « C », « D » y « E », unidos al presente Acuerdo.

6. También podrán entenderse las Administraciones para no efectuar conversiones, sino para realizar la liquidación unilateralmente ; es decir, para abonar cada Administración a la otra el importe total de los giros pagados por su cuenta. En este caso, cada Administración habria de formular una cuenta trimestral.

Artículo 18.

ANTICIPOS A BUENA CUENTA.

Cuando resultare que una de dos Administraciones correspondientes deba a la otra por cuenta de giros postales un saldo que exceda de 25.000 francos oro, o la equivalencia aproximada de esta cantidad, en su propia moneda, la Administración deudora enviará a la mayor brevedad posible a la otra, y como anticipo a buena cuenta, una cantidad aproximada al saldo de las cuentas de la liquidación trimestral a que se refiere el artículo anterior.

Artículo 19.

SUSPENSIÓN DEL SERVICIO.

Las Administraciones de los países contratantes podrán, en circunstancias extraordinarias, suspender temporalmente la emisión de giros postales y adoptar todas aquellas disposiciones que estimen convenientes para salvaguardar los intereses de las Administraciones y para evitar cualquier agio que por los particulares o comerciantes pudiera intentarse cometer por medio del servicio de giros.

La Administración que adopte alguna de las medidas aludidas en el párrafo anterior, deberá comunicarlo con toda urgencia a las Administraciones con quienes cambie giros postales.

Artículo 20.

GIROS TELEGRÁFICOS.

Las Administraciones contratantes podrán convenir el cambio de giros por telégrafo con arreglo a lo dispuesto por el Acuerdo¹ vigente de la Unión Postal Universal, relativo al servicio de giros.

Artículo 21.

PROPOSICIONES DURANTE EL INTERVALO DE LAS REUNIONES.

El presente Acuerdo podrá ser modificado en el intervalo que medie entre los Congresos, siguiendo el procedimiento establecido en el capítulo III del Convenio vigente de la Unión Postal Universal. Para que tengan fuerza ejecutiva las modificaciones deberán obtener :

1. Unanimidad de sufragios si se trata de introducir nuevas disposiciones o de modificar el presente artículo y las de los artículos 1, 2, 4, 5, 7, 8, 13, 17, 18, 19 y 22.
2. Dos tercios de sufragios para modificar las demás disposiciones.

¹ Vol. CIII, page 249 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 312 ; vol. CXXII, page 361 ; et vol. CXXX, page 459, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 249 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 312 ; Vol. CXXII, page 361 ; and Vol. CXXX, page 459, of this Series.

Artículo 22.

VIGENCIA Y DURACIÓN DEL ACUERDO.

1. El presente Acuerdo empezará a regir el 1 de marzo de 1932, y quedará en vigencia sin limitación de tiempo, reservándose cada una de las Partes contratantes el derecho a denunciarlo, mediante aviso dado por su Gobierno al de la República Oriental del Uruguay, con un año de anticipación.

2. El depósito de las ratificaciones se hará en Madrid, en el más breve plazo posible ; se levantará un Acta relativa al depósito de las ratificaciones de cada país, y el Gobierno de España remitirá por la vía diplomática una copia de dicha Acta a los Gobiernos de los demás países signatarios.

3. Quedan derogadas a partir de la fecha en que entre en vigor el presente Acuerdo, las estipulaciones del Convenio de giros postales sancionado en Méjico el día 9 de noviembre de 1926.

4. En el caso de que el Acuerdo no fuere ratificado por uno o varios de los países contratantes, no dejará de ser válido para los que lo hubieren ratificado.

5. Los países contratantes podrán ratificar, provisionalmente, este Acuerdo por correspon-
dencia, dando aviso de ello a las Administraciones respectivas por medio de la Oficina Internacional sin perjuicio de que, según la legislación de cada país y previa aprobación de los Congresos nacionales, sea confirmada por la vía diplomática.

En fe de lo resuelto, los Plenipotenciarios de los países arriba enumerados suscriben el presente Acuerdo en Madrid, a diez de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

Por Argentina :

R. CORREA LUNA.

Por Bolivia :

G. A. OTERO.

Por Colombia :

Alberto S NCHIZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

Por Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Por Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Por Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Por Dominicana :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

Por Ecuador :

Ricardo CRESPO ORD NEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Por El Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Por España :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Por Estados Unidos de América :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Por Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Por Haití :

Luis Ma. SOLER.

Por Honduras :

Antonio GRAÑO.

Por México :

A. J. PANI.

Antonio CASTRO LEAL.

Por Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Por Panamá :

Carlos ORTIZ R.

Por Paraguay :

Fernando PIGNET.

R. BLANCO-FOMBONA.

Por Perú :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Por Uruguay :

César MIRANDA.

Por Venezuela :

Antonio REYES.

León AGUILAR.

PROTOCOLO FINAL,

Los Estados Unidos de América hacen constar que no pueden aceptar las disposiciones de los artículos 8, 11 y 20.

Hecho en Madrid a diez de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

Por Argentina :

R. CORREA LUNA.

Por Bolivia :

G. A. OTERO.

Por Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Por Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Por Cuba :

M. S. PICHARDO.

José MÉNDEZ.

Por Chile :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Por Dominicana :

E. BRACHE HIJO.

Enrique DESCHAMPS.

Por Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.

Abel ROMEO CASTILLO.

Por El Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Por España :

A. NISTAL.

A. CAMACHO.

Agustín RAMOS.

Demetrio PEREDA.

Por Estados Unidos de América :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Por Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Por Haïti :

Luis Ma. SOLER.

Por Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Por México :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Por Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Por Panamá :

Carlos ORTIZ R.

Por Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Por Perú :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Por Uruguay :

César MIRANDA.

Por Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

ACUERDO SOBRE GIROS POSTALES.

ANEXOS.

A.

Lista núm.....

Dirección General de Comunicaciones

Acuso a V. recibo de las listas señaladas a continuación, las cuales han sido halladas conforme salvo las modificaciones que se indican.

Número de las listas .	Fecha de las listas	Números internacionales de los giros que comprenden las listas	Importe de las listas	

.....
.....
.....

Ruego a V. que, a su vez, se sirva acusarme recibo de la presente lista.

..... de de 19.....

El

Señor Jefe de la Oficina de Cambio de Giros Postales.

.....

A.

Lista núm.

Lista de los giros emitidos en

Hoja núm.

Fecha de emisión	Número internacional de orden	Número de orden	Oficina de emisión	Nombre del remitente	Nombre completo del destinatario

A.

y pagaderos e de de 19.....

Dirección completa del destinatario	Importe en moneda.....		Tipo de cambio	Importe en.....		Para uso de la oficina en		
						Número del giro interior	Oficina pagadora	Observaciones

..... de de 19.....

Examinada la presente lista, se han encontrado sus datos conformes, salvo las modificaciones siguientes :

.....
.....
.....
.....

.....

.....

E.

ADMINISTRACIÓN DE CORREOS

CUENTA GENERAL del movimiento de giros postales cambiados entre

Haber de					
Importe de los giros destinados a que han sido emitidos en el otro país durante el trimestre .....	}	.....	.....	.....	.....
	
	
A deducir :					
Importe de los giros emitidos en el otro país que han sido devueltos por durante el trimestre .....	}	.....	.....	.....	.....
	
	
Importe de los giros emitidos en el otro país que han sido anulados por durante el trimestre .....	}	.....	.....	.....	.....
	
	
Haber de					
Saldo anterior					
A deducir :					
.....					
.....					
.....					
Saldo a favor de					

Hecho en
 de de 193.....

E.

DE.....

..... durante el.....trimestre del año 193.....

Haber de				
Importe de los giros destinados al otro país que han sido emitidos en durante el trimestre.....	.....	.....	.....	.....

A deducir :				
Importe de los giros emitidos en..... que han sido devueltos por el otro país durante el trimestre	.....	.....	.....	.....

Importe de los giros emitidos en que han ido anulados por el otro país durante el trimestre .....	.....	.....	.....	.....

Haber de Saldo anterior				
A deducir :				
.....
.....
.....
Saldo a favor de				

Visto y aceptado en

el..... de de 193.....

.....

F.

(Anverso)

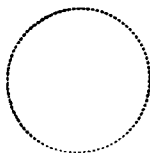
<p style="text-align: center;">ADMINISTRACION DE CORREOS</p> <p>De .....¹</p> <p style="text-align: center;">—————</p> <p>Giro postal de</p> <p>registrado en la Oficina de Correos de.....</p> <p>el con el número</p> <p>expedido por el Sr.</p> <p>y dirigido al Sr.</p> <p>a</p> <p>¹ El anverso lo llenará la Administración de origen.</p>	<p style="text-align: center;">ACUSE DE RECIBO</p> <p style="text-align: center;">—————</p> <p style="text-align: center;">AVISO DE PAGO</p> <p style="text-align: right;">Sello de la Oficina remitente del aviso</p> <p>¹ A</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">..... <i>(Lugar de destino.)</i></p> <p>Servicio de correos</p> <p style="text-align: center;">..... <i>(País de destino.)</i></p> <hr/> <p>¹ Lo llenará el remitente.</p>
---	---

F

(Reverso)

EL INFRASCRITO DECLARA QUE EL GIRO MENCIONADO EN OTRO LUGAR HA SIDO DEBIDAMENTE
 PAGADO EL 19.....

Sello de la Oficina
 destinataria.



del destinatario,

FIRMA ¹

del agente de la Oficina destinataria,

.....

¹ Este aviso debe ser firmado por el destinatario o, si los reglamentos del país de destino lo consienten, por el agente de la Oficina destinataria y devuelto por el primer correo, directamente al remitente.

Don Justo Gómez Ocerin,
Subsecretario del Ministerio de Estado,

Certifico :
 Que el presente ejemplar es copia exacta del
 texto original.

Madrid, 16 de Julio de 1932.

J. Gómez Ocerin.

¹ TRADUCTION.

N^o 3024. — ARRANGEMENT RELATIF AUX MANDATS DE POSTE CONCLU ENTRE LES PAYS SUIVANTS : ARGENTINE, BOLIVIE, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, CHILI, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ÉQUATEUR, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, MEXIQUE, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR, URUGUAY ET VENEZUELA. SIGNÉ A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, faisant usage du droit que leur confère l'article 5 de la Convention postale universelle en vigueur, ont décidé, sous réserve de ratification, d'établir un service de mandats-poste conformément aux clauses suivantes :

Article premier.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

L'échange des mandats-poste entre les pays contractants dont les administrations auront décidé d'assurer ce service sera régi par les dispositions du présent arrangement.

Article 2.

MONNAIE.

Le montant des mandats sera libellé dans la monnaie du pays de destination ; toutefois, les administrations auront le droit, si elles jugent cette mesure conforme à leurs intérêts, d'adopter d'un commun accord une autre monnaie.

Article 3.

CONDITIONS DE L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE.

L'échange des mandats-poste entre les pays contractants sera effectué au moyen de listes, conformément au modèle « A » ci-joint.

Chaque administration désignera les bureaux de son pays chargés de dresser lesdites listes et de les envoyer aux autres bureaux désignés pour les mêmes fins par les autres administrations. Si une administration désigne plus d'un bureau pour la réception des listes, elle devra indiquer en détail la répartition qui doit se faire des mandats figurant sur les listes en question.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3024. — AGREEMENT REGARDING MONEY ORDERS BETWEEN THE ARGENTINE, BOLIVIA, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, CHILE, THE DOMINICAN REPUBLIC, ECUADOR, SPAIN, THE UNITED STATES OF AMERICA, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, MEXICO, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PERU, SALVADOR, URUGUAY AND VENEZUELA. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10, 1931.

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the countries above mentioned, by virtue of the powers conferred by Article 5 of the existing Universal Postal Union Convention, agree, subject to ratification, to establish a money order service in accordance with the following provisions :

Article 1.

SUBJECT OF THE AGREEMENT.

The exchange of money orders between those of the contracting countries whose Administrations agree to establish this service shall be governed by the provisions of the present Agreement.

Article 2.

CURRENCY.

The amount of the order shall be expressed in the currency of the country of destination ; nevertheless, Administrations may, by common consent, adopt some other currency if such a measure is in their interest.

Article 3.

CONDITIONS FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS.

The exchange of money orders between the contracting countries shall be carried out by means of lists in accordance with the attached specimen " A ".

Each Administration shall appoint the offices in its country which are to draw up the said lists and send them to such other offices as the other Administrations may appoint for the same purpose. When an Administration mentions more than one office for the receipt of lists, it shall give full details as to the manner in which the orders contained in the above lists are to be distributed.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

MONTANT MAXIMUM.

Les administrations des pays contractants qui auront décidé d'assurer ce service, se mettront d'accord pour fixer le montant maximum des mandats échangés entre elles, lequel ne devra pas être inférieur à 500 francs or ou à l'équivalent de cette somme dans la monnaie de chaque pays.

Toutefois, les mandats relatifs au service des postes, émis en franchise de port, en vertu des dispositions de l'article 8 ci-après, pourront dépasser le maximum fixé par chaque administration.

Article 5.

DROITS DE COMMISSION.

Chaque administration aura la faculté de fixer librement le taux de commission qu'elle percevra pour les mandats émis par elle conformément au présent arrangement et pourra modifier ce taux toutes les fois que l'exige son intérêt, mais elle sera tenue de porter suffisamment à l'avance lesdits taux et leurs modifications à la connaissance des administrations intéressées.

Les taux fixés par chaque administration en vertu des dispositions du paragraphe précédent devront être identiques pour les mandats du même montant destinés à l'un quelconque des pays ayant adhéré à l'arrangement.

Article 6.

ENDOSSEMENT.

Les pays contractants ont le droit d'autoriser sur leur territoire, et conformément à leur règlement intérieur, l'endossement des mandats originaires d'un pays quelconque.

Article 7.

RESPONSABILITÉ.

Les administrations sont responsables envers les déposants des sommes remises par ces derniers pour être expédiées sous forme de mandats-poste jusqu'au moment où ces sommes auront été payées aux destinataires ou aux endossés.

Article 8.

FRANCHISE DE DROITS.

Seront exempts de tous droits les mandats relatifs au service, échangés entre les administrations postales ou entre les bureaux dépendant de ces administrations ainsi que les mandats adressés par elles au Bureau international de Montevideo et vice versa.

Article 9.

DURÉE DE VALIDITÉ DES MANDATS-POSTE.

Sauf accord contraire, tout mandat-poste sera payable dans le pays de destination pendant une période de douze mois à compter de la date de son émission.

Article 4.

MAXIMUM AMOUNT ISSUED.

The Administrations of the contracting countries which decide to establish the service in question will come to an agreement as to the maximum amount for the money orders to be exchanged between them, but such amount shall not be less than 500 gold francs or the equivalent of that amount in the currency of the country concerned.

Nevertheless the amounts of money orders relative to the Postal Service issued free of charge under the provisions of Article 8 below may exceed the maximum fixed by each Administration.

Article 5.

COMMISSION.

Each Administration is authorised to fix freely the rate of commission to be charged on money orders issued by it under the present Agreement and to modify such rate as its interests require ; it shall, however, be bound to inform the Administrations concerned within sufficient time as to the rate in question and any modifications thereof.

The rate fixed by each Administration in accordance with the preceding paragraph shall be the same for money orders of the same amount addressed to any of the countries acceding to the Agreement.

Article 6.

ENDORSEMENTS.

The contracting countries are authorised to permit within their territory and in conformity with their own laws, the endorsement of money orders issued in any country.

Article 7.

RESPONSIBILITY.

Administrations shall be responsible to remitters for the amounts paid by them for conversion into money orders up to the moment when these are paid to the payees or endorsees.

Article 8.

FREEDOM FROM CHARGES.

Service money orders exchanged between the postal Administrations or offices depending on such Administrations, and orders sent to and by the International Bureau at Montevideo shall be free of all charges.

Article 9.

PERIOD OF VALIDITY OF MONEY ORDERS.

Failing agreement to the contrary, a money order shall be payable in the country of destination within twelve months of its issue.

Le montant de tous les mandats restés impayés dans ledit délai sera porté dans le premier compte au crédit de l'administration du pays d'origine, qui agira conformément au règlement en vigueur sur son territoire.

Article 10.

CHANGEMENT D'ADRESSE ET REMBOURSEMENT DES MANDATS.

1. Si l'expéditeur désire rectifier une erreur dans l'adresse du destinataire ou demande le remboursement du montant d'un mandat-poste, il devra s'adresser à l'administration centrale du pays d'émission du mandat.

2. En aucun cas un mandat ne sera remboursé avant que l'administration centrale du pays destinataire ait donné l'assurance que le paiement n'en a pas été effectué et qu'elle en autorise expressément le remboursement.

Article 11.

AVIS DE PAIEMENT.

L'expéditeur d'un mandat pourra obtenir un avis de paiement moyennant versement d'une taxe équivalente à celle qui est perçue par l'administration d'origine pour les avis de réception relatifs aux envois recommandés. Cette taxe sera acquise à l'administration d'origine.

L'administration du pays de destination établira l'avis de paiement sur un imprimé conforme au modèle « F » et l'adressera officiellement, soit directement à l'intéressé, soit à l'administration postale du pays d'émission pour qu'elle le remette à l'intéressé.

Article 12.

RÉEXPÉDITION.

Sur la demande du déposant ou du destinataire des mandats, ces derniers pourront être réexpédiés dans un pays distinct de celui auquel ils étaient primitivement destinés, à condition qu'il existe un service d'échange de mandats-poste avec le nouveau pays de destination.

L'administration réexpéditrice aura le droit de déduire du montant du mandat la taxe de commission qu'elle perçoit pour les mandats émis par elle, conformément aux dispositions de l'article 5 ci-dessus.

En cas de réexpédition le mandat sera considéré comme s'il avait été payé par l'administration réexpéditrice, qui le fera figurer à ce titre dans son décompte, accompagné du mot « Reexpedición ».

Article 13.

LÉGISLATION INTÉRIEURE.

Les mandats-poste échangés entre deux pays seront assujettis, en ce qui concerne leur émission et leur paiement, aux dispositions applicables, dans le pays d'origine ou dans le pays de destination, suivant le cas, à l'émission et au paiement des mandats-poste en service intérieur.

The amount of all money orders that have not been paid during this period shall be credited to the Administration of the country of origin in the first account sent to it thereafter ; the said Administration shall then proceed in accordance with its own regulations.

Article 10.

CHANGE OF ADDRESS AND RETURN OF MONEY ORDERS.

1. When the remitter desires to correct a mistake in the address of the receiver or to receive repayment of the amount of a postal money order, he shall apply to the Central Administration of the country in which the order was issued.

2. In no case shall the amount of a money order be repaid unless the Central Administration of the country of destination has certified that the order has not been paid and that the said Administration expressly authorises its repayment.

Article 11.

ADVICE OF PAYMENT.

The remitter of a money order may obtain an advice of payment the charge for which shall be equivalent to that payable to the issuing Administration for an advice of delivery for registered correspondence. This sum shall be retained by the issuing Administration.

The receiving Administration shall make out the advice of payment on a printed form identical Pith Form « F » and shall send it officially either direct to the Party concerned or to the issuing postal Administration for delivery to that party.

Article 12.

RETRANSMISSION.

On the request of the remitter or the payee a money order may be retransmitted to a country other than that to which it was originally addressed, provided that a money order service exists with the new country of destination.

The retransmitting Administration shall be entitled to deduct from the amount of the money order the amount of the commission collected by it for the issue of money orders, in accordance with the provisions of Article 5 above.

A money order so retransmitted shall be deemed to have been paid by the retransmitting Administration, which shall enter it accordingly in its account, adding the word "Retransmission".

Article 13.

INTERNAL LAW.

Money orders passing between two countries shall, as regards their issue and payment, be subject to the provisions in force in the country of origin or in the country of destination, as the case may be, for the issue and payment of inland money orders.

Article 14.

ÉTABLISSEMENT DES LISTES.

1. Chaque bureau d'échange transmettra au bureau d'échange correspondant, quotidiennement ou aux dates fixées d'un commun accord, les montants reçus dans son pays aux fins de paiement dans l'autre, et utilisera à cet effet le modèle « A » ci-joint.

2. Tout mandat postal inscrit sur ces listes portera un numéro qui sera appelé numéro international, en commençant, selon la décision prise, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet de chaque année par le N^o 1. De même, les listes porteront un numéro d'ordre, en commençant par le n^o 1 le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet de chaque année.

3. Les bureaux d'échange accuseront réception de chaque liste au moyen de la première liste suivante expédiée dans la direction opposée.

4. Toute liste manquante sera réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui aura constaté le manque. Dans ce cas, le bureau d'échange expéditeur enverra aussitôt que possible au bureau qui lui en fera la demande un duplicata de la liste réclamée, dûment certifié conforme.

Article 15.

VÉRIFICATION ET RECTIFICATION DES LISTES.

Les listes seront revisées soigneusement par le bureau d'échange destinataire et rectifiées lorsqu'elles ne contiendront que de simples erreurs.

Ces corrections seront communiquées au bureau d'échange expéditeur sur l'accusé de réception de la liste à laquelle des corrections auront été apportées.

Lorsque ces listes contiendront d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des explications au bureau d'échange expéditeur qui devra les lui fournir dans le plus bref délai possible. En attendant, l'émission des mandats-poste intérieurs correspondant à ceux au sujet desquels des irrégularités auront été constatées, sera suspendue.

Article 16.

CONVERSION DES MANDATS-POSTE INTERNATIONAUX EN MANDATS INTÉRIEURS.

1. Chaque bureau d'échange, au reçu d'une liste de mandats, conformément aux dispositions de l'article précédent, procédera à l'émission, au profit des destinataires, de mandats intérieurs libellés dans la monnaie du pays de paiement pour les montants qui figurent sur la liste, en envoyant immédiatement ces mandats-poste intérieurs aux destinataires ou aux bureaux payeurs, conformément aux règlements en vigueur dans chaque pays concernant le paiement des mandats.

2. Les duplicata des mandats-poste ne seront émis que par les administrations postales du pays payeur, conformément aux dispositions de leur législation interne et après vérification du fait que le mandat n'a pas été payé au destinataire ni retourné au bureau d'origine.

Article 17.

REMISE ET RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Sauf accord contraire, à la fin de chaque trimestre, l'une des administrations correspondantes, désignée d'un commun accord, établira un décompte dans lequel seront inscrits en détail :

a) Les totaux des listes contenant le détail des mandats émis dans les deux pays au cours du trimestre ;

Article 14.

LISTS.

1. Each exchange office shall notify to the corresponding exchange office, daily or on the dates agreed on jointly, the sums received in its country for payment in the other country, using for the purpose form "A" attached.

2. Each postal money order entered in the lists shall have a number called the international number, beginning with N^o 1 on each first day of January or first day of July as agreed on. The lists shall also be numbered in order, beginning with N^o 1 on January 1st or July 1st of each year.

3. Exchange offices shall give an acknowledgment of receipt of each list on the first list sent subsequently by them in the opposite direction.

4. A missing list shall immediately be the subject of enquiry by the exchange office which has noted its absence. In such case the despatching office shall as soon as possible send the office making the enquiry a duly certified duplicate of the list in question.

Article 15.

CHECKING AND RECTIFICATION OF LISTS.

Lists shall be carefully gone through by the exchange office of destination and any obvious errors shall be corrected.

The despatching office shall be informed of such corrections when receipt of the list in which they are made is acknowledged.

When the lists contain other irregularities, the exchange office of destination shall ask the despatching exchange office for explanations, and the latter office shall give this information as speedily as possible. Meanwhile the issue of inland money orders corresponding to the orders noted as irregular shall be suspended.

Article 16.

CONVERSION OF INTERNATIONAL MONEY ORDERS INTO INLAND MONEY ORDERS.

1. When an exchange office receives a list of money orders in accordance with the provisions of the preceding Article, such office shall forthwith issue inland money orders in favour of the payees for the sums appearing in the list and in the currency of the country of payment and shall send these inland money orders to the payees or to the paying offices in accordance with the regulations in force in each country for payment of money orders.

2. Duplicates of money orders shall be sent only by the Postal Administrations of the paying country in accordance with the law of that country and after ascertaining that the order has neither been paid to the payee nor returned to the office of origin.

Article 17.

RENDERING AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Failing agreement to the contrary, at the end of each three months one of the two corresponding Administrations to be jointly agreed on shall make an account giving details of :

(a) The totals from the lists which contain the details of the orders issued in each country during the three months' period ;

- b) Les montants totaux des mandats qui auront été remboursés aux expéditeurs, et
- c) Les montants totaux des mandats périmés au cours du trimestre.

2. L'avoir de chaque administration sera exprimé dans la monnaie de cette dernière.

3. Le montant le moins élevé sera converti dans la monnaie du pays créancier au cours moyen du change pendant le trimestre auquel se réfère le décompte.

4. Ce décompte, établi en double exemplaire, sera transmis par l'administration qui l'aura dressé à l'administration correspondante.

Si le solde est en faveur de cette dernière administration, il sera payé au moyen d'une traite à vue en faveur du pays créancier, qui sera jointe au décompte.

Si le solde est en faveur de l'administration qui établit le décompte, le paiement sera effectué par l'administration débitrice de la manière indiquée au paragraphe précédent, lorsque le décompte sera retourné accepté.

5. Pour l'établissement de ce décompte trimestriel, il sera fait usage des modèles « B », « C », « D » et « E » joints au présent arrangement.

6. De plus, les administrations pourront convenir de ne pas effectuer de conversion, mais d'opérer des règlements unilatéraux, c'est-à-dire que chaque administration créditera l'autre du montant total des mandats payés pour son compte. Dans ce cas, chaque administration devra établir un décompte trimestriel.

Article 18.

REMISE A TITRE D'ACOMPTE.

Lorsqu'il est constaté que l'une des deux administrations correspondantes est redevable à l'autre au titre des mandats-poste, d'un solde dépassant 25.000 francs or ou l'équivalent approximatif de cette somme dans sa propre monnaie, l'administration débitrice enverra à l'autre, dans un délai aussi bref que possible et à titre d'acompte, une somme se rapprochant du solde des comptes relatifs au règlement trimestriel mentionné à l'article précédent.

Article 19.

SUSPENSION DU SERVICE.

Les administrations des pays contractants pourront, dans des circonstances extraordinaires, suspendre momentanément l'émission de mandats-poste et adopter telles dispositions qui seraient jugées nécessaires pour sauvegarder les intérêts des administrations et pour éviter toute spéculation à laquelle des particuliers ou des entreprises commerciales pourraient essayer de se livrer en utilisant à cet effet le service des mandats-poste.

L'administration qui aura adopté l'une des mesures mentionnées au paragraphe précédent devra en informer de toute urgence les administrations avec lesquelles elle échange des mandats-poste.

Article 20.

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

Les administrations contractantes pourront convenir d'échanger des mandats par télégraphe conformément aux dispositions de l'arrangement en vigueur de l'Union postale universelle, relatif au service des mandats.

- (b) The total amount of the orders repaid to the senders, and ;
(c) The total amount of the orders that have become void during the three months' period.
2. The amount of the credit of each Administration shall be expressed in its own currency.
 3. The smaller of the two credits shall be converted into the currency of the country having the larger credit at the mean rate of exchange of the three months' period to which the account refers.
 4. This account shall be made out in duplicate and sent by the Administration preparing it to the other Administration.
If the balance is in favour of the latter Administration, payment shall be made by attaching to the account a draft payable at sight on the creditor country.
If the balance is in favour of the Administration preparing the account, payment shall be made by the debtor Administration in the manner indicated in the previous paragraph, on returning the account duly approved.
 5. For the purpose of this three-monthly account, forms " B ", " C ", " D " and " E " attached to the present Agreement shall be used.
 6. The Administrations may further agree that each party shall pay the sum which it owes and that no conversion shall be effected, *i. e.* that each Administration shall credit the other with the total amount of the orders paid on its account. In this case, each Administration shall render a three-monthly account.

Article 18.

PAYMENTS ON ACCOUNT.

When one of two Administrations owes the other in respect of money orders a balance exceeding 25,000 gold francs or the approximate equivalent of that sum in its own currency, the debtor Administration shall send as soon as possible to the other, as payment on account, a sum approximately equal to the balance of accounts for the three-monthly settlement referred to in the previous Article.

Article 19.

SUSPENSION OF THE SERVICE.

The Administrations of the contracting countries may in exceptional circumstances temporarily suspend the issue of money orders and adopt any measures which they think necessary to safeguard the interests of the Administrations and to avoid any speculation that individuals or traders might endeavour to carry on by means of the money order service.

The Administration adopting any of the measures referred to in the previous paragraph shall as a matter of urgency inform the Administrations with which a money order service is operating.

Article 20.

TELEGRAPH MONEY ORDERS.

The contracting Administrations may agree to establish a telegraph money order service in accordance with the provisions contained in the current Money Order Agreement of the Universal Postal Union.

Article 21.

PROPOSITIONS FORMULÉES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Le présent arrangement pourra être modifié dans l'intervalle des congrès, conformément à la procédure établie au chapitre III de la Convention postale universelle. Pour avoir force exécutoire, les modifications devront obtenir :

1^o L'unanimité des voix, s'il s'agit d'introduire de nouvelles dispositions ou de modifier le présent article et les articles 1, 2, 4, 5, 7, 8, 13, 17, 18, 19 et 22 ;

2^o Les deux-tiers des voix, s'il s'agit de modifier les autres dispositions.

Article 22.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement prendra effet le premier mars 1932 et restera en vigueur pendant un temps indéterminé, chacune des Parties contractantes se réservant le droit de le dénoncer, moyennant préavis d'un an donné par son gouvernement au Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay.

2. Le dépôt des ratifications se fera à Madrid dans le plus bref délai possible ; la ratification de chaque pays sera consignée dans un acte dont le gouvernement espagnol remettra copie, par la voie diplomatique, aux gouvernements des autres pays signataires.

3. Le présent arrangement, à partir de la date de son entrée en vigueur, abroge les dispositions de la Convention relative à l'échange de mandats-poste signée à Mexico, le 9 novembre 1926.

4. Au cas où l'arrangement n'aurait pas été ratifié par un ou plusieurs des pays contractants, il n'en restera pas moins valable pour les pays qui l'auront ratifié.

5. Les pays contractants pourront ratifier provisoirement le présent arrangement par correspondance, sous réserve d'en informer les administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international, sans préjudice de confirmation par la voie diplomatique, conformément à la législation de chaque pays et après approbation des congrès nationaux.

En foi de quoi les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent accord.

Fait à Madrid, le dix novembre mil neuf cent trente et un.

Pour l'Argentine :

R. CORREA LUNA.

Pour la Bolivie :

G. A. OTERO.

Pour la Colombie :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Pour Costa-Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Pour Cuba :

M. S. PICHARDO.

José MÉNDEZ.

Pour le Chili :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Article 21.

PROPOSALS MADE BETWEEN MEETINGS.

The present Agreement may be modified in the interval between Congresses in accordance with the procedure laid down in Chapter III of the Universal Postal Union Convention in force. In order to become binding such modifications must obtain :

- (1) Unanimity of votes if they involve the addition of new provisions or any modification of the present Article and Articles 1, 2, 4, 5, 7, 8, 13, 17, 18, 19 and 22 ;
- (2) Two-thirds of the votes if they involve a modification of the other provisions

Article 22.

COMING INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

1. The present Agreement shall come into force on March 1st, 1932, and shall remain in force without limitation of time ; each of the Contracting Parties, however, reserves the right to denounce it by its Government giving one year's notice to the Republic of Uruguay.

2. The deposit of ratifications shall take place as soon as possible at Madrid ; an instrument relating to the deposit of the ratifications of each country shall be drawn up and a copy of the said instrument shall be sent by the Spanish Government through the diplomatic channel to the Governments of the other signatory countries.

3. As from the date of the coming into force of the present Agreement, the provisions of the Money Order Convention adopted at Mexico City on November 9, 1926, shall be abrogated.

4. Should the Agreement not be ratified by one or more of the contracting countries, it shall nevertheless remain in force as regards those that have ratified.

5. The contracting countries may ratify this Agreement provisionally by correspondence, on duly informing the Administrations concerned through the International Bureau, without prejudice to confirmation through the diplomatic channel in accordance with the laws of each country and after approval by the national Congresses.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the above-mentioned countries have signed the present Agreement.

Done at Madrid this tenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

For the Argentine :

R. CORREA LUNA.

For Bolivia :

G. A. OTERO.

For Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

For Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

For Cuba :

M. S. PICHARDO.

José MÉNDEZ.

For Chile :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Pour la République Dominicaine :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

Pour l'Equateur :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Pour l'Espagne :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Pour le Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Pour Haïti :

Luis M^a. SOLER.

Pour le Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Pour le Mexique :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Pour le Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Pour le Panama :

Carlos ORTIZ R.

Pour le Paraguay :

FERNANDO PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Pour le Pérou :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Pour le Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Pour l'Uruguay :

César MIRANDA.

Pour le Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

PROTOCOLE FINAL

Les Etats-Unis font prendre acte du fait qu'ils ne peuvent accepter les dispositions des articles 8 II et 20.

Fait à Madrid, le dix novembre mil neuf cent trente et un.

Pour l'Argentine :

R. CORREA LUNA.

Pour la Bolivie :

G. A. OTERO.

Pour la Colombie :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

Pour Costa-Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Pour Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

Pour le Chili :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

For the Dominican Republic :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

For Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

For Spain :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

For the United States of America :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

For Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

For Haiti :

Luis Ma. SOLER.

For Honduras :

Antonio GRAIÑO.

For Mexico :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

For Nicaragua :

José GARCIA-PLAZA.

For Panama :

Carlos ORTIZ R.

For Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

For Peru :

Manuel GARCIA YRIGOYEN.

For Salvador :

Raúl CONTRERAS.

For Uruguay :

César MIRANDA.

For Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

FINAL PROTOCOL.

The United States of America declare that they cannot accept the provisions of Articles 8, II and 20.

Done at Madrid on the tenth day of November one thousand nine hundred and thirty-one.

For the Argentine :

R. CORREA LUNA.

For Bolivia :

G. A. OTERO.

For Colombia :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.
E. ZALDÚA PIEDRAHITA.
W. MAC-LELLAN.

For Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.
Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

For Cuba :

M. S. PICHARDO.
José MÉNDEZ.

For Chile :

E. BERMÚDEZ.
Carlos MORLA LYNCH.

Pour la République Dominicaine :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

Pour l'Equateur :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Pour l'Espagne :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Pour le Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

Pour Haïti :

Luis Ma. SOLER.

Pour le Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Pour le Mexique :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Pour le Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Pour le Panama :

Carlos ORTIZ R.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Pour le Pérou :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Pour le Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Pour l'Uruguay :

César MIRANDA.

Pour le Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

For the Dominican Republic :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

For Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

For Spain :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

For the United States of America :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

For Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

For Haiti :

Luis Ma. SOLER.

For Honduras :

Antonio GRAIÑO.

For Mexico :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

For Nicaragua :

José GARCIA-PLAZA.

For Panama :

Carlos ORTIZ R.

For Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

For Peru :

Manuel GARCIA YRIGOYEN.

For Salvador :

Raúl CONTRERAS.

For Uruguay :

César MIRANDA.

For Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

AGREEMENT CONCERNING MONEY ORDERS.

ANNEXES.

A.

List No.....

General Directorate of Communications

I acknowledge receipt of the lists mentioned hereunder, which have been found correct, save for changes mentioned.

No. of lists	Date of lists	International numbers of money orders in the lists	Total amounts of lists	

Kindly acknowledge receipt of the present list.

(Date and place)

(Signed)

The Controller of the Money Order Exchange Office.

A.

Liste numéro

Liste des mandats émis en

Feuille numéro

Date d'émission	Numéro d'ordre inter- national	Nu- méro d'ordre	Bureau d'émission	Nom de l'expéditeur	Nom et prénoms du destinataire

A.

et payables en le 19.....

Adresse complète du destinataire	Montant en		Taux du change	Montant en.....		A remplir par le Bureau de		
						Numéro du mandat intérieur	Bureau payeur	Observations

A.

List No.

List of Money Orders issued at

Sheet No.....

Date of issue	International serial No.	Serial No.	Office of issue	Remitter's Name	Payee's full name

A.

and payable at (Date) 19.....

Payee's full address	Amount in (currency)		Rate of Exchange	Amount in		For use of the office at		
						No. of inland money order	Paying office	Remarks

..... le 19.....

J'ai examiné la présente liste et l'ai reconnue exacte, sous réserve des modifications suivantes :

.....
.....
.....
.....

.....

.....

Date and place

The present list has been examined and found correct, save for the following changes :

.....
.....
.....
.....

.....

.....

E.

ADMINISTRATION DES POSTES

DÉCOMPTE GÉNÉRAL du mouvement de mandats-poste échangés entre

Crédit de			
Montant des mandats destinés à	}		
qui ont été émis dans l'autre pays au cours du trimestre			
A déduire :	}		
Montant des mandats émis dans l'autre pays qui ont été retournés par			
au cours du trimestre			
Montant des mandats émis dans l'autre pays qui ont été annulés par	}		
au cours du trimestre			
Crédit de			
Solde précédent			
A déduire :			
.....			
.....			
.....			
.....			
Solde en faveur de			

Fait à

..... le 19.....

E.

DE.....
au cours du..... trimestre de l'année 19.....

Crédit de			
Montant des mandats destinés à l'autre pays qui ont été émis en..... au cours du trimestre .....	.....	.....	.....

A déduire :			
Montant des mandats émis en..... qui ont été retournés par l'autre pays au cours du trimestre .....	.....	.....	.....

Montant des mandats émis en..... qui ont été annulés par l'autre pays au cours du trimestre.....	.....	.....	.....

Crédit de .....		.....	.....
Solde précédent .....		.....	.....
A déduire :			
.....
.....
.....
Solde en faveur de .....		.....	.....

Vu et accep'té à.....
 le 19.....

E.

POSTAL ADMINISTRATION
GENERAL ACCOUNT of money order transactions with

Cr.				
Amount of money orders payable at	}			
issued in the other country				
during the three months				
Less :	}			
Amount of money orders issued in the other country and returned by				
during the three months				
Amount of money orders issued in the other country and cancelled by	}			
during the three months				
.....				
Credit of				
Previous balance				
Deduct :				
.....				
.....				
.....				
.....				
Balance in favour of				

Done at

(Date and place) 19.....

E.

OF
during the three months..... 193...

Cr.			
Amount of money orders payable in the other country and issued in during the three months	}		
Less :	}		
Amount of money orders issued in and returned by the other country during the three months	}		
Amount of money orders issued in which have been cancelled by the other country during the three months	}		
Credit of			
Previous balance			
Deduct :			
.....			
.....			
.....			
.....			
Balance in favour of			

Seen and approved at

(Date and place) 193...

.....

F.

(Front of Form)

<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION</p> <p>of .....¹</p> <hr style="width: 10%; margin: 0 auto;"/> <p>Money Order for</p> <p>.....</p> <p>issued by the Post Office at</p> <p>.....</p> <p>on (date) No.</p> <p>sent by M.</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>and addressed to M</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>at</p> <p>.....</p> <hr/> <p>¹ The Administration of origin will fill in the front of form.</p>	<p style="text-align: center;">ACKNOWLEDGMENT</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">ADVICE OF PAYMENT.</p> <p style="text-align: right;">Stamp of office sending advice</p> <p>¹ To</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <div style="text-align: right; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">..... <i>(Place of destination)</i></p> <p>Post Office</p> <p style="text-align: center;">..... <i>(Country of destination)</i></p> <hr/> <p>¹ To be filled in by remitter.</p>
---	---

(Back)

THE UNDERSIGNED DECLARES THAT THE MONEY ORDER MENTIONED HEREOVER WAS DULY PAID ON 19.....

SIGNED¹

<p style="text-align: center;">Stamp of paying office</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>	<p style="text-align: center;">Payee,</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Official of paying office,</p> <p>.....</p>
--	--	--

¹ This advice must be signed by the payee, or, if permitted by the regulations of the country of payment, by the official of the paying office, and sent back by the first post direct to the remitter.

N° 3025.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
BRÉSIL, CANADA, etc.**

Accord relatif aux colis postaux.
Signé à Madrid, le 10 novembre
1931.

**UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA,
BRAZIL, CANADA, etc.**

Parcel Post Agreement. Signed at
Madrid, November 10, 1931.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3025. — ACUERDO¹ SOBRE ENCOMIENDAS POSTALES CELEBRADO ENTRE : ARGENTINA, BOLIVIA, BRASIL, CANADÁ, COLOMBIA, COSTA-RICA, CHILE, DOMINICANA, ECUADOR, EL SALVADOR, ESPAÑA, ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, GUATEMALA, HAITÍ, HONDURAS, MÉXICO, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PERÚ, URUGUAY Y VENEZUELA. FIRMADO EN MADRID, EL 10 DE NOVIEMBRE DE 1931.

Texte officiel espagnol communiqué par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 août 1932.

Spanish official text communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Agreement took place August 29, 1932.

Los infrascritos, Plenipotenciarios de los Gobiernos de los países arriba mencionados en ejercicio de la facultad concedida por el artículo 5 del Convenio² vigente de la Unión Postal Universal, convienen, bajo reserva de ratificación, en establecer el servicio de encomiendas, de acuerdo con las cláusulas siguientes :

Artículo I.

OBJETO DEL ACUERDO.

1. Bajo la denominación de « Encomienda Postal », o de las expresiones sinónimas « Paquete Postal » y « Bulto Postal », podrán expedirse de uno de los países precedentemente enumerados a cualquier otro de los mismos, esta clase de envíos.

2. Las encomiendas postales podrán revestir el carácter de certificado, con declaración de valor o contra reembolso, cuando los países adheridos convengan en adoptar estas modalidades del servicio en sus relaciones recíprocas.

3. La expedición de tales envíos será obligatoria en envases de buenas condiciones debidamente cerrados.

¹ Dépôt des ratifications à Madrid :

ESPAÑA	} 11 août 1932.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	3 octobre 1932.
COSTA-RICA	20 octobre 1932.
PANAMA	8 mars 1933.
MEXIQUE	28 avril 1933.

Adhésions :

CANADA 11 août 1932.

² Vol. CII, page 245 ; vol. CVII, page 552 ; vol. CXVII, page 310 ; vol. CXXII, page 359 ; et vol. CXXX, page 458, de ce recueil.

¹ Deposit of ratifications in Madrid :

SPAIN	} August 11, 1932.
UNITED STATES OF AMERICA	
DOMINICAN REPUBLIC	October 3, 1932.
COSTA RICA	October 20, 1932.
PANAMA	March 8, 1933.
MEXICO	April 28, 1933.

Accessions :

CANADA August 11, 1932.

² Vol. CII, page 245 ; Vol. CVII, page 552 ; Vol. CXVII, page 310 ; Vol. CXXII, page 359 ; and Vol. CXXX, page 458, of this Series.

Artículo 2.

TRÁNSITO.

1. La libertad de tránsito queda garantizada en el territorio de cada uno de los países contratantes. En consecuencia, las diversas Administraciones podrán utilizar la mediación de uno o varios países para el cambio recíproco de encomiendas.

2. La transmisión de encomiendas se efectuará en despachos cerrados, los cuales se cursarán por las vías más rápidas terrestres y marítimas que utilicen para sus propios envíos los países que intervengan en el transporte.

3. Las Administraciones remitentes estarán obligadas a enviar una copia de las hojas de ruta a cada una de las Administraciones intermediarias.

Artículo 3.

PESO Y DIMENSIONES.

1. El peso máximo de cada encomienda será de 10 kilogramos, quedando las Administraciones en libertad de limitarlo a 5.

2. Las dimensiones máximas de las encomiendas serán fijadas por el Acuerdo¹ vigente de la Unión Postal Universal relativo a este servicio. Sin embargo, las Administraciones de los países contratantes tendrán la facultad de admitir, previa conformidad de los países intermediarios, encomiendas con otros límites de peso y dimensiones.

3. Las encomiendas embarazosas se admitirán solamente en las relaciones entre los países que se encarguen de efectuar su transporte.

Artículo 4.

TARIFAS Y BONIFICACIONES.

1. La tarifa de las encomiendas intercambiadas con arreglo a este Acuerdo, se forma, únicamente, con la suma de los portes de origen, tránsito y destino. Llegado el caso, se agregarán los derechos marítimos previstos en el Acuerdo vigente de la Unión Postal Universal, sobre cambio de encomiendas postales.

2. Los portes de origen, tránsito y destino se fijan para cada país en 50 céntimos de franco oro o su equivalencia, por cada encomienda hasta 5 kilogramos, y un franco oro o su equivalencia, por cada encomienda cuyo peso exceda de 5 kilogramos hasta 10 kilogramos.

3. Sin embargo, las Administraciones contratantes tendrán la facultad de aumentar estos portes hasta el duplo de los mismos y aplicar un sobreporte fijo de 25 céntimos de franco oro o su equivalencia, por cada encomienda que expidan o reciban.

4. Las Administraciones que en el régimen universal gocen de autorizaciones especiales para elevar los derechos consignados en el segundo párrafo, podrán también hacer uso de dichas autorizaciones en el régimen américoespañol.

5. A pesar de lo dispuesto en los párrafos anteriores, ninguna Administración contratante estará obligada a señalar una tarifa inferior a la que tenga establecida para esta clase de envíos en su servicio interno.

6. La Administración de origen acreditará a cada una de las Administraciones que intervengan en el transporte, así como a la de destino, los portes correspondientes con arreglo a lo dispuesto en los párrafos anteriores.

¹ Vol. CIII, page 73 ; vol. CVII, page 554 ; vol. CXVII, page 312 ; vol. CXXII, page 360 ; et vol. CXXX, page 459, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 73 ; Vol. CVII, page 554 ; Vol. CXVII, page 312 ; Vol. CXXII, page 360 ; and Vol. CXXX, page 459, of this Series.

Artículo 5.

DERECHOS POR DESPACHO DE ADUANAS, ENTREGA, ALMACENAJE Y OTROS.

Las Administraciones de destino podrán cobrar a los destinatarios de las encomiendas :

a) Un derecho de 50 céntimos de franco oro o su equivalencia, como máximo, por las operaciones, formalidades y trámites inherentes al despacho de Aduanas ;

b) Un derecho de 50 céntimos de franco oro o su equivalencia, como máximo, por la conducción y entrega de cada encomienda en el domicilio del destinatario.

Cuando las encomiendas no sean entregadas en el domicilio del destinatario, éste deberá ser avisado de la llegada. En este caso, las Administraciones cuyo régimen interior lo exija percibirán un derecho especial por la entrega de dicho aviso ; este derecho no podrá exceder del porte sencillo de una carta ordinaria del servicio interior ;

c) Un derecho diario de almacenaje, que no podrá exceder del señalado por la legislación postal de cada país, cobrado a partir de los plazos prescritos en ella, sin que en ningún caso el total a percibir pueda exceder de cinco francos oro o su equivalencia ;

d) Los derechos arancelarios y todos los demás derechos no postales que establezca su legislación interior ; y

e) La cantidad que corresponda por concepto de derecho consular, cuando no se hubiera abonado de antemano por el remitente.

Artículo 6.

PROHIBICIÓN DE OTROS GRAVÁMENES.

Las encomiendas de que trata el presente Acuerdo no pueden ser gravadas con otros derechos postales que los establecidos precedentemente.

Sin embargo, las Administraciones que convengan entre sí la admisión de encomiendas certificadas, contra reembolso, o con valor declarado, estarán autorizadas para percibir los derechos especiales relativos a esta clase de envíos.

Artículo 7.

RESPONSABILIDAD.

1. Las Administraciones serán responsables de la pérdida, sustracción o avería de las encomiendas.

El remitente tendrá derecho por este concepto a una indemnización equivalente al importe real de la pérdida, sustracción o avería. Esta indemnización no podrá exceder :

a) Por las encomiendas hasta 5 kilogramos de peso, de 25 francos oro o su equivalencia;

b) Por las encomiendas hasta 10 kilogramos de peso, de 40 francos oro o su equivalencia.

2. La indemnización se calculará según el precio corriente de la mercancía de la misma clase en el lugar y en la época en que la encomienda fuera aceptada para su transporte.

3. Por los paquetes con valor declarado, cambiados entre aquellas Administraciones que convengan en establecer esta modalidad del servicio, la indemnización no podrá exceder de la declaración.

Artículo 8.

ENCOMIENDAS PENDIENTES DE ENTREGA.

1. Fijase en treinta días el plazo durante el cual deben mantenerse las encomiendas a disposición de los interesados en las Oficinas de destino, pudiendo ampliarse hasta noventa días dicho plazo por acuerdo de las Administraciones interesadas, en la inteligencia de que en todo caso la devolución se hará sin previa consulta al remitente.

2. Los remitentes, por virtud de las disposiciones enumeradas en el párrafo anterior, estarán obligados a indicar, en el reverso del boletín de expedición, en que forma ha de procederse con sus envíos en caso de no poder ser entregados, limitándose a una de las disposiciones siguientes :

- a) Que la encomienda sea devuelta al origen ;
- b) Que la encomienda se entregue a otro destinatario ;
- c) Que la encomienda se considere abandonada.

Artículo 9.

DECLARACIONES FRAUDULENTAS.

1. En los casos en que se compruebe que los remitentes de una encomienda, por si o de acuerdo con los destinatarios, declaren con falsedad la calidad, peso o medida del contenido, o que, por otro medio cualquiera, traten de defraudar los intereses fiscales del país de destino, eludiendo el pago de los derechos de importación, ocultando objetos o declarándolos en forma tal que evidencien la intención de suprimir o reducir el importe de esos derechos, queda facultada la Administración interesada para disponer de esos envíos conforme a sus leyes interiores, sin que tengan derecho ni el remitente ni el destinatario a su entrega, devolución o indemnización alguna.

2. La Administración que confisque una encomienda, de conformidad con la precedente autorización, deberá notificarlo al destinatario y a la Administración de origen.

Artículo 10.

ENCOMIENDAS PARA SEGUNDOS DESTINATARIOS.

Los remitentes de encomiendas dirigidas al cuidado de Bancos u otras entidades para entregar a segundos destinatarios, estarán obligados a consignar en las etiquetas, fajillas o envolturas de aquéllas el nombre y dirección exactos de las personas a quienes estuvieren destinados estos envíos. Sin embargo, se informará al segundo destinatario de la existencia de esa encomienda, pudiéndose percibir el derecho de aviso fijado en el artículo 5, pero sin que pueda reclamar su entrega sino mediante una autorización escrita del primer destinatario o del remitente ; este último deberá, en ese caso, gestionar la entrega por conducto de la Administración de origen de la encomienda.

Artículo 11.

ENCOMIENDAS ABANDONADAS O DEVUELTAS.

Las encomiendas abandonadas, o que devueltas no puedan ser entregadas a sus remitentes, serán vendidas por la Administración respectiva. Si el importe de la venta fuere inferior al de los gastos con que estuviere gravada la encomienda, el déficit se repartirá por partes iguales entre las Administraciones de origen y destino.

Artículo 12.

PROPOSICIONES DURANTE EL INTERVALO DE LAS REUNIONES.

El presente Acuerdo podrá ser modificado en el intervalo que media entre los Congresos, siguiendo el procedimiento establecido en el capítulo III del Convenio vigente de la Unión Postal Universal. Para que tengan fuerza ejecutiva las modificaciones, deberán obtener :

1. Unanimidad de sufragios, si se trata de introducir nuevas disposiciones o de modificar el presente artículo y las de los artículos 1, 2, 3, 4, 5, 6 y 7.
2. Dos tercios de sufragios para modificar les demás disposiciones.

Artículo 13.

EQUIVALENCIAS.

Cada país contratante determinará la equivalencia legal de su moneda, con respecto al franco oro.

Artículo 14.

ASUNTOS NO PREVISTOS.

1. Todos los asuntos no previstos por este Acuerdo serán regidos por las disposiciones del Acuerdo vigente de la Unión Postal Universal y su Reglamento de ejecución.

2. Sin embargo, las Administraciones contratantes podrán concertar otros detalles para la práctica del servicio.

3. Se reconoce el derecho que gozan los países contratantes para mantener vigente el procedimiento reglamentario adoptado en orden al cumplimiento de Convenios que tengan entre sí, siempre que dicho procedimiento no se oponga a las disposiciones de este Acuerdo.

Artículo 15.

VIGENCIA Y DURACIÓN DEL ACUERDO.

1. El presente Acuerdo comenzará a regir el 1 de marzo de 1932, y quedará en vigencia sin limitación de tiempo, reservándose cada una de las partes contratantes el derecho de denunciarlo, mediante aviso dado por su Gobierno al de la República Oriental del Uruguay, con un año de anticipación.

2. El depósito de las ratificaciones se hará en Madrid en el más breve plazo posible ; se levantará un Acta relativa al depósito de las ratificaciones de cada país, y el Gobierno de España remitirá por la vía diplomática, una copia de dicha Acta a los Gobiernos de los demás países signatarios.

3. Quedan derogadas, a partir de la fecha en que entre en vigor el presente Acuerdo, las estipulaciones del Convenio de Encomiendas, sancionado en México en 9 de noviembre de 1926.

4. En caso de que el Acuerdo no fuere ratificado por uno o varios de los países contratantes, no dejará de ser válido para los que lo hubieren ratificado.

5. Los países contratantes podrán ratificar este Acuerdo, provisionalmente, por correspondencia, dando aviso de ello a las Administraciones respectivas por medio de la Oficina Internacional, sin perjuicio de que, según la legislación de cada país y previa aprobación de los Congresos nacionales, sea confirmada por la vía diplomática.

En fe de lo resuelto, los Plenipotenciarios de los países enumerados suscriben el presente Acuerdo en Madrid, a diez de noviembre de mil novecientos treinta y uno.

Por Argentina :

R. CORREA LUNA.

Por Bolivia :

G. A. OTERO.

Por Brasil :

Luis GUIMARAES.

*Por Canadá :**Por Colombia :*

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Por Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Por Chile :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Por Dominicana :

E. BRACHE Hijo.

Enrique DESCHAMPS.

Por Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.

Abel ROMEO CASTILLO.

Por El Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Por España :

A. NISTAL.

A. CAMACHO.

Agustín RAMOS.

Demetrio PEREDA.

Por Estados Unidos de América :

P. W. IRVING GLOVER.

Eugene R. WHITE.

Por Guatemala :

Enrique TRAUMANN

*Por Haití :*Luis M^a. SOLER.*Por Honduras :*

Antonio GRAIÑO.

Por México :

A. J. PANI.

Antonio CASTRO LEAL.

Por Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Por Panamá :

Carlos ORTIZ R.

Por PARAGUAY :

Fernando PIGNET.

R. BLANCO-FOMBONA.

Por Perú :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Por Uruguay :

César MIRANDA.

Por Venezuela :

Antonio REYES.

León AGUILAR.

Don Justo Gómez Ocerín,
Subsecretario del Ministerio de Estado,

Certifico :

Que el presente ejemplar es copia exacta del texto original.

Madrid, 16 de julio de 1932.

J. Gómez Ocerín.

¹ TRADUCTION.

N^o 3025. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, CONCLU ENTRE L'ARGENTINE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LA COLOMBIE, COSTA-RICA, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉQUATEUR, LE SALVADOR, L'ESPAGNE, LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LE GUATÉMALA, HAÏTI, LE HONDURAS, LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LE PÉROU, L'URUGUAY ET LE VENEZUELA. SIGNÉ A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, dans l'exercice de la faculté prévue à l'article 5 de la Convention en vigueur de l'Union postale universelle, conviennent, sous réserve de ratification, d'assurer le service des colis postaux conformément aux dispositions suivantes :

Article premier.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

1. Sous la dénomination de « Encomienda postal » (colis postal) ou des expressions synonymes « Paquete postal » et « Bulto postal », des envois de cette nature pourront être expédiés de chacun des pays ci-dessus énumérés à destination de tout autre de ces pays.
2. Les colis postaux pourront revêtir le caractère de colis avec valeur déclarée ou de colis expédiés contre remboursement, si les pays contractants conviennent d'adopter ces modes d'expédition dans leurs relations réciproques.
3. Ces envois devront être obligatoirement expédiés dans des emballages en bon état, dûment clos.

Article 2.

TRANSIT.

1. La liberté de transit est garantie sur le territoire de chacun des pays contractants. En conséquence, les différentes administrations pourront utiliser l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays pour l'échange réciproque des colis postaux.
2. La transmission des colis postaux s'effectuera en dépêches closes, qui seront acheminées par les voies terrestres et maritimes les plus rapides qu'utilisent pour leurs propres envois les pays qui participent au transport.
3. Les administrations expéditrices seront tenues d'envoyer un exemplaire des feuilles de route à chacune des administrations intermédiaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3025. — PARCEL POST AGREEMENT CONCLUDED BETWEEN THE ARGENTINE, BOLIVIA, BRAZIL, CANADA, COLOMBIA, COSTA RICA, CHILE, THE DOMINICAN REPUBLIC, ECUADOR, SALVADOR, SPAIN, THE UNITED STATES OF AMERICA, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, MEXICO, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PERU, URUGUAY AND VENEZUELA. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10, 1931.

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, in the exercise of the right conferred by Article 5 of the Convention of the Universal Postal Union at present in force, agree, subject to ratification, to provide a parcel post service in accordance with the following provisions :

Article 1.

SUBJECT OF THE AGREEMENT.

1. Under the designation of "encomienda postal" (postal parcel) or the synonymous expressions "paquete postal" and "bulto postal", parcels of this kind may be sent from any one of the above-named countries to any other of these countries.
2. Postal parcels may take the form of insured parcels or of cash on delivery parcels if the contracting countries agree to adopt these methods of despatch in their reciprocal relations.
3. These parcels must be sent in properly closed packing in good condition.

Article 2.

TRANSIT.

1. Freedom of transit is guaranteed in the territory of each of the contracting countries. Consequently, the various administrations may use the medium of one or more countries for the reciprocal exchange of postal parcels.
2. Postal parcels shall be transmitted in closed mails, which shall be sent by the most rapid land and sea routes used for their own parcels by the countries taking part in the transport.
3. The despatching administrations shall be bound to send a copy of the way-bills to each of the intermediary administrations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

POIDS ET DIMENSIONS.

1. Le poids maximum de chaque colis sera de 10 kg., les administrations conservant la liberté de le limiter à 5.
2. Les dimensions maxima des colis postaux seront fixées par l'arrangement en vigueur de l'Union postale universelle relatif à ce service. Néanmoins, les administrations des pays contractants auront le droit d'admettre, après accord avec les pays intermédiaires, des colis postaux avec d'autres limites de poids et de dimensions.
3. Les colis encombrants seront admis seulement dans les rapports entre les pays qui se chargent d'assurer leur transport.

Article 4.

TAXES ET BONIFICATIONS.

1. Le tarif applicable aux colis postaux échangés conformément au présent arrangement est formé uniquement de la somme des taxes d'origine, de transit et de destination. Le cas échéant, on y ajoutera les droits de transport maritime prévus par l'arrangement en vigueur de l'Union postale universelle concernant l'échange des colis postaux.
2. Les taxes d'origine, de transit et de destination sont fixées pour chaque pays à cinquante centimes de franc or ou l'équivalent de cette somme, pour chaque colis postal jusqu'à 5 kg., et à un franc or ou son équivalent pour chaque colis postal dont le poids dépasse 5 kg., jusqu'à 10 kg.
3. Néanmoins, les administrations contractantes auront le droit d'augmenter ces taxes jusqu'à concurrence du double et d'appliquer une surtaxe fixe de vingt-cinq centimes de franc or ou l'équivalent de cette somme, pour chaque colis postal qu'elles expédient ou reçoivent.
4. Les administrations qui, dans le régime universel, jouissent d'autorisations spéciales leur permettant de relever les droits mentionnés au paragraphe 2, pourront également faire usage de ces autorisations dans le régime hispano-américain.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, aucune administration contractante ne sera tenue de fixer un tarif inférieur à celui qu'elle a établi pour cette catégorie d'envois dans son service interne.
6. L'administration d'origine créditera chacune des administrations qui participent au transport ainsi que l'administration de destination des taxes qui lui reviennent en vertu des dispositions des paragraphes précédents.

Article 5.

DROITS DE DÉDOUANEMENT, DE FACTAGE, DE MAGASINAGE ET AUTRES.

Les administrations de destination pourront percevoir sur les destinataires des colis postaux :

- a) Un droit de cinquante centimes de franc or ou l'équivalent de cette somme, au maximum, pour les opérations et formalités inhérentes au dédouanement ;
 - b) Un droit de cinquante centimes de franc or ou l'équivalent de cette somme, au maximum, pour le factage et la remise de chaque colis postal au domicile du destinataire.
- Lorsque les colis postaux ne sont pas remis au domicile du destinataire, celui-ci devra être avisé de l'arrivée du colis. Dans ce cas, les administrations dont le régime

Article 3.

WEIGHT AND DIMENSIONS.

1. The maximum weight of each parcel shall be 10 kilogrammes, the administrations retaining the right to limit it to 5 kilogrammes.
2. The maximum dimensions of the postal parcels shall be fixed by the Universal Postal Union Agreement in force relating to this service. Nevertheless, the administrations of the contracting countries shall have the right, after agreement with the intermediary countries, to accept postal parcels of other limits of weight and size.
3. Cumbersome parcels shall be accepted only in the services between countries which undertake to convey them.

Article 4.

CHARGES AND CREDITS.

1. The rate applicable to postal parcels exchanged in accordance with the present Agreement shall consist solely of the sum of the charges of the countries of origin, of transit, and of destination. Should the case arise, the sea transport rates provided for in the existing Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union shall be added.
2. The charges of the countries of origin, of transit and of destination shall be fixed for each country at fifty centimes gold or the equivalent of this sum for each postal parcel up to 5 kilogrammes and at one franc gold or its equivalent for each postal parcel of a weight exceeding 5 kilogrammes but not exceeding 10 kilogrammes.
3. Nevertheless, the contracting administrations shall have the right to increase these rates up to double the amount and to apply a fixed surcharge of twenty-five centimes gold or the equivalent of this sum for each postal parcel which they despatch or receive.
4. The administrations which, in the universal system, enjoy special authorisations to raise the charges mentioned in paragraph 2 may also use such authorisations in the Spanish American system.
5. Notwithstanding the provisions of the preceding paragraphs, no contracting administration shall be bound to fix a rate lower than that which it has established for this category of parcels in its inland service.
6. The administration of the country of origin shall credit each of the administrations taking part in the transport and the administration of the country of destination with the charges due to it under the provisions of the preceding paragraphs.

Article 5.

CHARGES FOR CUSTOMS CLEARANCE, DELIVERY, STORAGE, ETC.

The administrations of countries of destination may collect from the addressees of the postal parcels :

- (a) A charge of not more than fifty centimes gold or the equivalent of this sum for operations and formalities connected with Customs clearance ;
- (b) A charge of not more than fifty centimes gold or the equivalent of this sum for portorage and the delivery of each postal parcel at the addressee's residence.

When postal parcels are not delivered at the addressee's residence, he must be advised of the arrival of the parcel. In this case, administrations whose internal regulations oblige

intérieur l'exige percevront un droit spécial pour la remise dudit avis ; ce droit ne pourra dépasser le montant du port simple applicable à une lettre ordinaire du service intérieur ;

c) Un droit journalier de magasinage, qui ne pourra dépasser celui qui est fixé par la législation postale de chaque pays et perçu à partir des délais fixés par cette législation, sans qu'en aucun cas la somme totale à percevoir puisse dépasser cinq francs or ou l'équivalent de cette somme ;

d) Les droits de douane et tous autres droits non postaux fixés par leur législation intérieure ;

e) La somme due au titre de droit consulaire, lorsque ce droit n'aura pas été acquitté au préalable par l'expéditeur.

Article 6.

INTERDICTION DE GREVER LES COLIS D'AUTRES CHARGES.

Les colis postaux visés par le présent arrangement ne pourront être grevés d'autres droits postaux que les droits prévus ci-dessus.

Toutefois, les administrations qui auront convenu d'admettre les colis postaux recommandés, expédiés contre remboursement, ou avec valeur déclarée, seront autorisées à percevoir les droits spéciaux applicables à cette catégorie d'envois.

Article 7.

RESPONSABILITÉ.

1. Les administrations seront responsables de la perte, du vol ou de l'avarie des colis postaux.

L'expéditeur aura droit, à ce titre, à une indemnité équivalente à la valeur réelle de la perte, du vol ou de l'avarie. Cette indemnité ne pourra dépasser :

a) Pour les colis postaux pesant jusqu'à 5 kilos, 25 francs-or ou l'équivalent de cette somme ;

b) Pour les colis postaux pesant jusqu'à 10 kilos, 40 francs-or ou l'équivalent de cette somme.

2. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant de la marchandise de même nature au lieu et à la date à laquelle le colis postal a été accepté au transport.

3. Pour les colis avec valeur déclarée, échangés entre les administrations qui auront convenu d'assurer ce genre de service, l'indemnité ne pourra dépasser le montant de la déclaration.

Article 8.

COLIS N'AYANT PU ÊTRE DÉLIVRÉS.

1. Le délai pendant lequel les colis postaux doivent être tenus à la disposition des intéressés dans les bureaux de destination est fixé à trente jours et pourra être porté jusqu'à 90 jours par un accord entre les administrations intéressées, étant entendu qu'en tous cas le retour sera effectué sans qu'il y ait lieu de consulter l'expéditeur au préalable.

2. Les expéditeurs, en vertu des dispositions énumérées au paragraphe précédent, seront tenus d'indiquer, au revers du bulletin d'expédition, le traitement qu'il conviendra d'appliquer à leurs envois au cas où ceux-ci ne pourraient être remis à leurs destinataires. Les expéditeurs ne pourront toutefois demander que l'un des trois modes de traitement suivants :

a) Que le colis postal soit retourné à l'expéditeur ;

b) Que le colis postal soit remis à un autre destinataire ;

c) Que le colis postal soit considéré comme abandonné.

them to do so, shall collect a special charge for the delivery of such an advice ; this charge may not exceed that for an ordinary letter in its inland service ;

(c) A daily charge for storage, which may not exceed that fixed by the postal legislation of each country and collected as from the periods laid down in such legislation, without the total sum to be collected exceeding in any case five francs gold or the equivalent of this sum ;

(d) Customs duties and all other non-postal charges laid down in their internal legislation ;

(e) The amount due under the heading of consular charges, when such charges have not been paid in advance by the sender.

Article 6.

PROHIBITION TO MAKE OTHER CHARGES ON PARCELS.

Postal parcels coming under the present Agreement may not be subject to other postal charges than those mentioned above.

Nevertheless, administrations which have agreed to admit registered cash on delivery parcels or insured parcels shall be authorised to charge the special rates applicable to this category of parcels.

Article 7.

RESPONSIBILITY.

1. The administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the abstraction of or damage to their contents.

The sender shall be entitled on that account to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. Such compensation may not exceed :

(a) For postal parcels weighing up to 5 kilogrammes, 25 francs gold or the equivalent of this sum :

(b) For postal parcels weighing up to 10 kilogrammes, 40 francs gold or the equivalent of this sum.

2. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the postal parcel was accepted for transport.

3. For insured parcels exchanged between administrations which have agreed to provide such a service, compensation may not exceed the amount for which they were insured.

Article 8.

UNDELIVERABLE PARCELS.

1. The period during which postal parcels must be held at the disposal of the parties concerned in the offices of destination shall be fixed at thirty days and may be increased to ninety days by an agreement between the administrations concerned, provided that in all cases the parcel is returned without it being necessary to consult the sender in advance.

2. Senders must state, in accordance with the provisions mentioned in the previous paragraph, on the back of the despatch note, how their parcels are to be disposed of in the event of non-delivery. Senders may, however, only apply for one of the following methods of treatment :

(a) That the parcel be returned to the sender ;

(b) That the parcel be delivered to another addressee ;

(c) That the parcel be considered as abandoned.

Article 9.

DÉCLARATIONS FRAUDULEUSES.

1. S'il est établi que les expéditeurs d'un colis postal, de leur propre mouvement ou d'accord avec les destinataires, ont fait une fausse déclaration concernant la qualité, le poids ou la quantité du contenu, ou qu'ils ont tenté de quelque autre manière de frauder le fisc du pays de destination, en éludant le paiement des droits d'importation, en cachant des objets ou en les déclarant sous une forme qui révèle leur intention d'éviter le paiement des droits exigibles ou de réduire le montant de ces droits, l'administration intéressée pourra disposer de ces envois conformément à sa législation interne, sans que ni l'expéditeur ni le destinataire n'aient droit à la remise ou au retour de ces envois ou à une indemnité quelconque.

2. L'administration qui confisque un colis postal en vertu de l'autorisation précédente, devra notifier le fait au destinataire et à l'administration d'origine.

Article 10.

COLIS POSTAUX POUR DE SECONDS DESTINATAIRES.

Les expéditeurs de colis postaux adressés « aux bons soins » de banques ou d'autres organes pour être remis à de seconds destinataires seront tenus d'indiquer sur les étiquettes ou emballages de ces colis le nom et l'adresse exacte des personnes à qui sont destinés ces envois. Toutefois, on informera le second destinataire de l'arrivée de ce colis postal et le droit d'avis fixé à l'article 5 pourra être perçu, mais l'intéressé ne pourra réclamer la délivrance du colis sans une autorisation écrite du premier destinataire ou de l'expéditeur ; ce dernier, en ce cas, devra requérir la délivrance de l'envoi par l'intermédiaire de l'administration d'origine du colis postal.

Article 11.

COLIS POSTAUX ABANDONNÉS OU RETOURNÉS.

Les colis postaux abandonnés ou qui, après avoir été retournés, ne peuvent être remis à leur expéditeur, seront vendus par l'administration intéressée. Si le produit de la vente est inférieur au montant des frais dont est grevé le colis postal, le déficit sera réparti par moitiés entre les administrations d'origine et de destination.

Article 12.

PROPOSITIONS FORMULÉES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Le présent arrangement pourra être modifié dans l'intervalle qui sépare les congrès, conformément à la procédure prévue au chapitre III de l'arrangement en vigueur de l'Union postale universelle. Pour que les modifications aient force exécutoire, elles devront réunir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit d'introduire de nouvelles dispositions ou de modifier le présent article et les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

2° Les deux tiers des suffrages pour modifier les autres dispositions.

Article 13.

EQUIVALENCES.

Chaque pays contractant déterminera l'équivalent légal de sa monnaie par rapport au franc or.

Article 9.

FRAUDULENT DECLARATIONS.

1. If it is ascertained that the senders of a postal parcel, acting alone or in agreement with the addressees, have made a false declaration regarding the quality, weight or amount of the contents or that they have endeavoured in some other manner to defraud the fiscal administration of the country of destination by evading the payment of import duties, by concealing articles or declaring them in a manner which indicates their intention of evading the payment of the proper duty or of reducing the amount of such duty, the administration concerned may dispose of these parcels in accordance with its internal legislation without the sender or addressee having any right to the delivery or return of these parcels or to any compensation whatever.

2. An administration which confiscates a parcel postal under the above authorisation must notify the fact to the addressee and to the administration of the country of origin.

Article 10.

POSTAL PARCELS FOR SECOND ADDRESSEES.

The senders of postal parcels addressed care of banks or other bodies for delivery to second addressees must indicate on the labels or packing of such parcels the exact name and address of the persons for whom they are intended. The second addressee shall, however, be informed of the arrival of such a postal parcel and the advice charge fixed in Article 5 may be collected but the party concerned may not claim the delivery of the parcel without a written authorisation from the first addressee or the sender; the latter must in this case require the delivery through the intermediary of the administration of the country of origin of the postal parcel.

Article 11.

ABANDONED OR RETURNED PARCELS.

Abandoned parcels or parcels which cannot be delivered to the sender after being returned shall be sold by the administration concerned. If the amount resulting from the sale is less than the amount of the charges on the parcel, the deficit shall be made good in equal shares by the administrations of the countries of origin and of destination.

Article 12.

PROPOSALS MADE BETWEEN MEETINGS.

The present Agreement may be modified in the interval between the congresses in accordance with the procedure laid down in Chapter III of the existing Convention of the Universal Postal Union. In order to become binding the proposals for modification must obtain :

- (1) Unanimity of votes if they involve the addition of new provisions or any modification of the present Article and the provisions of Articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7 ;
- (2) Two-thirds of the votes if they involve a modification of the other provisions.

Article 13.

EQUIVALENTS.

Each contracting country shall determine the legal equivalent of its currency in relation to the gold franc.

Article 14.

QUESTIONS NON PRÉVUES.

1. Toutes les questions non prévues par le présent arrangement seront régies par les dispositions de l'arrangement en vigueur de l'Union postale universelle et de son règlement d'exécution.

2. Toutefois, les administrations contractantes pourront convenir d'autres dispositions de détail pour la pratique du service.

3. Est reconnu le droit dont jouissent les pays contractants de maintenir en vigueur la procédure réglementaire adoptée pour assurer l'application des conventions conclues entre eux, pour autant que ladite procédure n'est pas contraire aux dispositions du présent arrangement.

Article 15.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} mars 1932 et restera en vigueur sans limitation de temps, chacune des Parties contractantes se réservant le droit de le dénoncer au moyen d'un avis donné pas son gouvernement à celui de la République orientale de l'Uruguay un an à l'avance.

2. Le dépôt des instruments de ratification se fera à Madrid dans le plus bref délai possible ; il sera dressé acte du dépôt des ratifications de chaque pays et le Gouvernement espagnol fera parvenir par la voie diplomatique une copie dudit acte aux gouvernements des autres pays signataires.

3. Sont abrogées, à partir de l'entrée en vigueur du présent arrangement, les dispositions de la Convention relative aux colis postaux, signée à Mexico le 9 novembre 1926.

4. Au cas où le présent arrangement ne serait pas ratifié par un ou plusieurs des pays contractants, il ne laissera pas d'être valable pour ceux qui l'auront ratifié.

5. Les pays contractants pourront ratifier le présent arrangement, à titre provisoire, par correspondance, en en donnant avis aux administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international, sans préjudice de la confirmation par la voie diplomatique, conformément à la législation de chaque pays et après approbation des congrès nationaux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement à Madrid, le dix novembre mil neuf cent trente et un.

Pour l'Argentine :

R. CORREA LUNA.

Pour la Bolivie :

G. A. OTERO.

Pour le Brésil :

Luis GUIMARAES.

Pour le Canada :

Pour la Colombie :

Alberto SÁNCHEZ DE IRIARTE.

E. ZALDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

Pour Costa-Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

Pour le Chili :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Article 14.

QUESTIONS NOT PROVIDED FOR.

1. All questions not provided for in the present Agreement shall be governed by the provisions of the existing Agreement of the Universal Postal Union and the Detailed Regulations of that Agreement.

2. Nevertheless the contracting administrations may agree on other detailed provisions for the working of the service.

3. It is acknowledged that the contracting countries have the right to maintain in force the procedure adopted in order to ensure the application of conventions concluded between each other, in so far as such procedure is not incompatible with the provisions of the present Agreement.

Article 15.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

1. The present Agreement shall come into force on March 1st, 1932, and shall remain in force for an indefinite period, each of the Contracting Parties reserving the right to denounce it by means of notice given by its Government to that of the Republic of Uruguay one year in advance.

2. The deposit of ratifications shall take place at Madrid as soon as possible ; an instrument regarding the deposit of ratifications of each country shall be drawn up and the Spanish Government shall send a copy of the said instrument through the diplomatic channel to the Governments of the other signatory countries.

3. As from the date when the present Agreement comes into force, the provisions of the Parcel Post Convention signed at Mexico City on November 9, 1926, shall be annulled.

4. Should the present Agreement not be ratified by one or more of the contracting countries it shall nevertheless be valid for those which have ratified it.

5. The contracting countries may ratify the present Agreement provisionally by correspondence by advising the administrations concerned through the intermediary of the International Bureau, without prejudice to confirmation through the diplomatic channel in accordance with the legislation of each country and after approval by the national Congresses.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the above-named countries have signed the present Agreement at Madrid on the tenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

For Argentine :

R. CORREA LUNA.

For Bolivia :

G. A. OTERO.

For Brazil :

Luis GUIMARAES.

For Canada :

For Colombia :

Alberto SANCHEZ DE IRIARTE.

E. ZÁLDÚA PIEDRAHITA.

W. MAC-LELLAN.

For Costa Rica :

Adriano MTIN LANUZA.

Eduardo FOURNIER QUIRÓS.

For Chile :

E. BERMÚDEZ.

Carlos MORLA LYNCH.

Pour la République Dominicaine :

E. BRACHE Hijo.
Enrique DESCHAMPS.

Pour l'Equateur :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

Pour le Salvador :

Raúl CONTRERAS.

Pour l'Espagne :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

Pour le Guatémala :

Enrique TRAUMANN.

Pour Haïti :

Luis Ma. SOLER.

Pour le Honduras :

Antonio GRAIÑO.

Pour le Mexique :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

Pour le Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

Pour Panama :

Carlos ORTIZ R.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

Pour le Pérou :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

Pour l'Uruguay :

César MIRANDA.

Pour le Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

For the Dominican Republic :

E. BRACHE HIJO.
Enrique DESCHAMPS.

For Ecuador :

Ricardo CRESPO ORDÓÑEZ.
Abel ROMEO CASTILLO.

For Salvador :

Raúl CONTRERAS.

For Spain :

A. NISTAL.
A. CAMACHO.
Agustín RAMOS.
Demetrio PEREDA.

For the United States of America :

P. W. IRVING GLOVER.
Eugene R. WHITE.

For Guatemala :

Enrique TRAUMANN.

For Haiti :

Luis Ma. SOLER.

For Honduras :

Antonio GRAIÑO.

For Mexico :

A. J. PANI.
Antonio CASTRO LEAL.

For Nicaragua :

José GARCÍA-PLAZA.

For Panama :

Carlos ORTIZ R.

For Paraguay :

Fernando PIGNET.
R. BLANCO-FOMBONA.

For Peru :

Manuel GARCÍA YRIGOYEN.

For Uruguay :

César MIRANDA.

For Venezuela :

Antonio REYES.
León AGUILAR.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

